

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR
GRAHAM GREENE

THARCISSE SINZI
VIVRE OU MOURIR, MAIS DEBOUT

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES



Avec Trump, un monde incertain et inquiet

► « On débute tout juste, vous n'avez encore rien vu » : en meeting, mardi, à Warren, près de Detroit (Michigan), le président américain a célébré les cent premiers jours de son second mandat

► Trois dossiers internationaux parmi les plus chauds du moment occupent l'actuel locataire de la Maison Blanche : l'Ukraine, Gaza, le nucléaire iranien

► Pour l'heure, ses propositions, portées par un conseiller inexpérimenté, ne produisent guère de résultats tangibles

PAGES 2 À 5,
IDÉES ET ANALYSE PAGES 28 À 30,
CHRONIQUES PAGES 30-31



A Warren, Michigan,
le 29 avril. JIM WATSON/AFP

La Chine dégaine l'arme redoutée des terres rares

En réponse au protectionnisme américain, les autorités chinoises ont instauré un contrôle sur l'exportation de sept métaux stratégiques sur lesquels elles disposent d'un quasi-monopole

PAGE 17

Des alliés déroutés

Face à un président américain velléitaire ratréparé par la réalité, les alliés des Etats-Unis sont déconcertés par des méthodes diplomatiques peu lisibles

PAGES 2-3

M ÉDITORIAL
TRUMP INGÉNIEUR
DU DÉSORDRE

PAGE 31

Enquête
Taganrog,
haut lieu de
torture russe

Selon l'enquête du « Monde » et de Forbidden Stories, les Ukrainiens détenus dans cette prison située en Russie, près de la frontière, sont soumis à des humiliations et aux pires sévices physiques

PAGE 22

VU PAR LE HIC (ALGERIE)



CARTOONING FOR PEACE

Les populations d'insectes s'effondrent rapidement

Selon une expérience scientifique, 63 % de ces bestioles volantes ont disparu entre 2021 et 2024

DES MILLIERS de Britanniques ont enregistré avec régularité les impacts d'insectes sur les plaques minéralogiques de leurs voitures. Les résultats de l'étude « Bugs Matter », rendus publics le 30 avril, sont sans appel : en deux décennies, on constate un effondrement de plus de 80 % de ces arthropodes sur le territoire britannique – un phénomène de même ampleur est constaté

ailleurs en Europe. Dans un entretien au *Monde*, l'écologue Philippe Grandcolas (CNRS) estime qu'il est « complètement fou » que l'on ne parle pas plus de ces chiffres « terrifiants » qui pourraient se traduire, entre autres effets, par une chute de la productivité agricole. Il y a, dit-il, « urgence à changer de modèle agricole ou d'aménagement du territoire ». PAGE 10

Portrait
Olivier Faure, une certaine idée de l'identité française au nom du père

PAGE 11

Trafic de drogue
Depuis l'Espagne, la nouvelle route de la cocaïne vers la France

PAGE 15

« China Targets »
A l'ONU, le travail d'intimidation et de sape des fausses ONG chinoises

PAGE 7

Distribution
La logistique, vivier d'emplois, mais à quel prix ?

Ce secteur, l'un des rares à embaucher, se caractérise par une part élevée d'emplois précaires, des cadences infernales et un management algorithmique

PAGES 20-21

Série d'animation
La potion magique d'Alain Chabat

L'acteur et scénariste instille son humour dans « Astérix et Obélix. Le combat des chefs », sur Netflix. Une réussite du studio toulousain TAT

PAGE 26

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

LE MADE IN
FRANCE DANS
LA PEAU



Duvivier, Moulins, Neology, Ralph M, l'Espace Topper met le Made In France à l'honneur.
FRENCH DAYS VRAIMENT
FRENCH DU 30/04 AU 07/05
Fauteuils & canapés cuir ou tissu.

Paris 15 • M° Charles Michels • 7j/7
63 rue de la Convention • 01 45 77 80 40
147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr

LES 100 JOURS DE TRUMP

Donald Trump, velléitaire de la diplomatie

Sur les trois dossiers critiques que sont l'Ukraine, Gaza et le nucléaire iranien, les propositions du président américain, portées par un conseiller inexpérimenté, ne produisent guère de résultats

WASHINGTON - correspondant

Il a fallu attendre la mort du pape François pour que Donald Trump s'aventure hors des frontières américaines. Le déplacement du président pour les funérailles au Vatican, le 26 avril, a précédé de peu une tournée au Moyen-Orient, prévue à la mi-mai. En majesté, Donald Trump préfère recevoir à la Maison Blanche. Le bureau Ovale est transformé en studio de télévision où défilent les invités, avec plus ou moins de bonheur. Prisant les conférences de presse improvisées, assis dans son fauteuil, Donald Trump signe des décrets, complimente, menace, insulte, augmente et baisse les droits de douane, change d'avis en revendiquant sa cohérence, méprise les alliés traditionnels des Etats-Unis, dévoile un discours impérialiste inédit.

Ses propos sur le Canada, qu'il rêve en 5^e Etat, ou sur le Groenland, ne doivent pas être jugés à l'aune de résultats. Ils expriment une ambiance nouvelle à Washington, une nostalgie – celle d'une extension territoriale – et un abandon de la culture du droit international. Ils abîment aussi la réputation américaine de façon inédite depuis la guerre en Irak, lancée par George W. Bush. «Ce que dit Trump, sa volonté de revenir à une forteresse Amérique détachée de ses engagements lointains, est en forte résonance avec la grande stratégie du pays avant la seconde guerre mondiale», souligne Charles Kupchan, du cercle de réflexion Council on Foreign Relations. Cette grande stratégie, de la fin du XVII^e siècle jusqu'à Pearl Harbor, fut pour l'essentiel isolationniste, unilatéraliste, protectionniste et anti-immigrés. Le monde a changé depuis. Le redressement national que prétend organiser Donald Trump ressemble davantage à une automutilation américaine.

Deux revanches se mêlent chez le président de 78 ans : celle d'un repris de justice, condamné dans l'affaire Stormy Daniels, mais sans peine retenue; et celle à laquelle aurait droit son pays, abusé de toutes parts sur un plan sécuritaire et commercial depuis des décennies, selon le récit qu'il promeut. Il réhabilite la notion de zones d'influence au profit des grandes puissances. Seules comptent les ressources naturelles, la balance commerciale, la facture de la protection militaire américaine. Donald Trump se prétend maître en négociations. Son rêve ultime ? Le prix Nobel de la paix, obtenu par Barack Obama en 2009. Mais les promesses de gloire ou de plateau télévisé se heurtent à la réalité, en ce début de mandat.

«ON DOIT JOUER LE JEU»

Main droite sur le cœur: c'est ainsi que Steve Witkoff a salué l'arrivée de Vladimir Poutine à la bibliothèque présidentielle de Saint-Pétersbourg pour un nouveau tête-à-tête, le 11 avril. L'envoyé spécial et ami de Donald Trump pensait sans doute exprimer une cordialité. La portée symbolique du geste disait plutôt une forme de soumission et d'amauteurisme. Rien de cela n'est une surprise. Steve Witkoff découvre la diplomatie depuis janvier. Alors que le département d'Etat est marginalisé et réduit, le président américain a fait de cet ancien magnat de l'immobilier son homme de confiance dans les dossiers sensibles: la guerre en Ukraine, le nucléaire iranien et le conflit dans la bande de Gaza.

Les trois partagent des points communs. L'empressement américain à obtenir des résultats à tout prix n'a d'égal qu'une stratégie erratique, survolant la complexité. Steve Witkoff a face à lui les négociateurs les plus madrés au monde, russes et iraniens, et un conflit israélo-palestinien qui a éprouvé des générations de diplomates. «L'administration ne semble pas avoir de plan clair au-delà des cinq minutes à venir», dit Charles Kupchan. Je crois que Trump estime, depuis sa réélection, qu'il a toujours eu raison seul contre tous, et en particulier contre les supposés adultes, ces professionnels qui l'entouraient pendant son premier mandat, et qu'il ne veut plus voir. Pour lui, toute expertise relève de l'Etat profond.»

La guerre en Ukraine est le premier théâtre de cet effort diplomatique brouillon, qui rebat les cartes, crée de l'incertitude, mais sans stratégie. L'idée d'un camp occidental a vécu. Là où Joe Biden avait refusé d'envisager publiquement une issue au conflit, en laissant ce soin aux Ukrainiens, Donald Trump a choisi l'option inverse: forcer la sortie. Pendant la campagne, il avait promis une résolution «en vingt-quatre heures», une «négociation très facile» grâce à sa bonne relation personnelle avec Vladimir Poutine. «J'étais un peu sarcastique quand j'ai dit ça», a-t-il fini par reconnaître sur Fox News, le 16 mars.

Le résultat est bien mince: une courte pause dans les frappes russes sur les infrastructures essentielles, une circulation prévue en mer Noire. Et? Rien. Des paroles, des pressions essentiellement sur Kiev, et, du côté des protagonistes, une même préoccupation: ne pas apparaître responsable de l'échec diplomatique aux yeux de Trump. Il faut donc entretenir la conversation, donner le sentiment d'être pragmatique.

Côté russe, Vladimir Poutine a ainsi offert un privilège protocolaire exceptionnel en recevant à quatre reprises, et longuement, Steve Witkoff. Un effet intéressé. La Russie demande aux Etats-Unis de reconnaître que la Crimée, annexée en 2014 par Moscou, est définitivement russe et de valider son contrôle – incomplet – des quatre régions de l'est et du sud de l'Ukraine, prises en 2022. Un tel geste, s'il était consenti par Washington, provoquerait une fracture irrémédiable avec les Européens, entérinant une violation majeure du droit international.

Pour Kiev, la marge de manœuvre est infime. «Y a-t-il une voie vers la paix? Non. Est-ce qu'on sait à quoi pourrait ressembler cette paix? Non. Mais on doit jouer le jeu pour apparaître constructifs», résume une source ukrainienne. Zelensky se moque de flatter Trump, il pense que c'est de la fousaise. Mais il veut montrer qu'il est ouvert à l'idée de paix, d'autant que nous avons de mauvaises cartes [en main]. Il a même fait savoir à Trump qu'il serait prêt à tenir des élections en Ukraine si un cessez-le-feu complet était respecté pendant deux mois. Les Russes, eux, ont pour stratégie de gagner du temps, car ils pensent qu'ils seront en meilleure position dans quelques mois.»

Les relations diplomatiques entre Washington et Moscou ont été renouées, à compter de l'entretien entre les deux présidents, le 12 février. Une semaine plus tard, chaque pays a dépêché une délégation de haut rang à Riyad, en Arabie saoudite, pour donner de la consistance au dialogue. Les Ukrainiens n'étaient pas invités. Donald Trump s'est mis à attaquer publiquement Volodymyr Zelensky, «dictateur sans élections». Le président américain veut que son pays soit payé de retour pour son soutien depuis 2022, évoquant un chiffre fantaisiste de 350 milliards de dollars [307 milliards d'euros] d'aides. Pour cela, il veut organiser une véritable extorsion des ressources du sol ukrainien, largement théoriques faute de capacités d'exploitation.

Le 28 février, la visite de Volodymyr Zelensky dans le bureau Ovale, devant les caméras, tourne au désastre. Le président ukrainien ne se soumet pas. Pire, il pose des demandes publiques: davantage de systèmes de défense antiaérienne. L'accord sur les minéraux rares n'est pas signé. Les Etats-Unis interrompent même quelques jours le partage du renseignement avec l'armée ukrainienne. Un symbole glaçant d'une administration prête à tout, sauf à l'essentiel: fournir des garanties de sécurité à Kiev, lui permettant d'accepter un arrêt du conflit.

La Russie et l'Ukraine ont clairement identifié les ressorts de l'engagement américain. Il s'agit de mettre un terme au «bain de sang», dont parle régulièrement Donald Trump, sans jamais distinguer l'agresseur de la victime. Tout le reste, à ses yeux, n'est qu'un tas de jetons de négociation. L'irritation grandissante du président américain ne s'est pas seulement focalisée sur Zelensky et ses déclarations «incendiaires». Il a aussi admis que la

De gauche à droite et de haut en bas : Donald Trump reçoit, dans le bureau Ovale, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, le 7 avril; le président français, Emmanuel Macron, le 24 février; le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, le 28 février; la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, le 17 avril. KEVIN DIETSCH/GETTY IMAGES VIA AFP; LUDOVIC MARIN/AFP; SAUL LOEB/ AFP; BRENDAN SMIALOWSKI/AFP



Russie pourrait bien «traîner les pieds», sur le chemin vers la paix. «Vladimir, arrête!», a osé Donald Trump, après un bombardement meurtrier sur Kiev, le 24 avril. Mais à aucun moment, ces derniers mois, le président américain n'a évoqué le droit des Ukrainiens à décider de leur destin. Il a au contraire alimenté l'idée que Volodymyr Zelensky aurait agi de façon inconsidérée, au vu du rapport de force défavorable, en engageant son pays dans un affrontement contre la Russie. «Vous ne commencez pas une guerre contre quelqu'un faisant vingt fois votre taille en espérant ensuite qu'on vous donnera des missiles», disait Donald Trump le 14 avril. La veille, l'armée russe avait bombardé le centre-ville de Sotchi, ville du nord-est de l'Ukraine, tuant au moins 34 personnes.

COUP MÉDIATIQUE SANS EFFET

«C'est la guerre de Biden. Ce n'est pas ma guerre», se justifiait Donald Trump, de façon préventive. Un succès serait le sien, un échec celui des autres: un résumé parfait de son engagement sur la scène internationale, en velléitaire. «Trump doit affronter la possibilité que l'Ukraine devienne son Afghanistan, si les Etats-Unis l'abandonnaient», avertit Charles Kupchan. Il entrerait dans l'histoire comme le président ayant perdu l'Ukraine au profit de la Russie. Si les chars russes entraient dans Odessa ou Kharkiv, je ne crois pas que son argument, selon lequel ce n'était pas sa guerre, serait assez solide.»

Dans un long entretien à la revue *The Atlantic*, publié le 28 avril, Donald Trump résumait son état d'esprit: «Je ne veux pas porter ça sur mon dos. C'est une guerre terrible.» Et si Poutine se joue de lui, si rien ne se dénoue? Le président américain a du mal à se projeter, mais l'idée d'un nouveau cycle de livraisons d'armes à l'Ukraine ne semble guère le séduire. «Ce ne seraient pas forcément des armes avec des balles. Ce peut

être des armes avec des sanctions. Ce peut être des armes de type bancaire.»

Cet aspect velléitaire n'est pas une nouveauté. En juin 2018, la rencontre à Singapour entre Donald Trump et le despote nord-coréen Kim Jong-un avait été un moment diplomatique fracassant. Mais, au-delà du coup médiatique, il n'avait été suivi d'aucun effet, en ce qui concerne le programme nucléaire de ce pays. Ce schéma s'appliquera-t-il à présent à l'Iran, plus proche que jamais de la bombe nucléaire mais très affaibli? Son dispositif sécuritaire régional a été largement entamé par l'armée israélienne, grâce aux coups portés au Hezbollah libanais ou en Iran même. La théocratie nationaliste sait que le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, mise sur sa faiblesse historique pour la frapper militairement. Washington privilégie – pour l'instant – une solution diplomatique. «Si nous ne parvenons pas à un accord, je serai en tête du peloton» pour attaquer l'Iran, a toutefois prévenu Donald Trump, dans un entretien au magazine *Time*, le 25 avril.

Le président a révélé début mars qu'il avait adressé une lettre au Guide suprême, Ali Khamenei, tout en renforçant la présence navale américaine dans la région. Trois séances d'échanges directs et indirects ont eu lieu à Oman entre le ministre des affaires étrangères de l'Iran, Abbas Araghchi, et Steve Witkoff. En soi, ce contact représente une avancée considérable, l'administration Biden ayant renoncé sur la fin à toute tentative de réanimation du JCPOA, l'accord signé en 2015.

Mais l'envoyé spécial de Donald Trump a confirmé sa faible maîtrise du dossier. Sur Fox News, il a laissé entendre que l'Iran pourrait enrichir l'uranium jusqu'à 3,67 %, à des fins civiles. Marco Rubio, le secrétaire d'Etat, a corrigé ces propos le 23 avril, dans un entretien au podcast de The Free Press: «Si l'Iran veut un programme nucléaire civil, ils peuvent

Les alliés européens sidérés par le mépris américain

Les dirigeants du Vieux Continent peinent à s'adapter à une administration qui les ignore sur les dossiers-clés



l'avoir comme de nombreux autres pays dans le monde, c'est-à-dire en important des matériaux enrichis. Marco Rubio, qui représente la ligne la plus hostile à Téhéran au sein de l'administration, a partagé son pessimisme voilé. « Je ne sais même pas si l'Iran sait comment conclure un accord. » Une remarque osée : ce sont les Etats-Unis qui, de façon unilatérale, se sont retirés du JCPOA en 2018, sous l'impulsion de Donald Trump. Or, voilà le président américain à la recherche d'un accord similaire, au moins intermédiaire : limitations du programme nucléaire iranien, vérifications, levée conditionnée des sanctions. Habilés, les négociateurs iraniens font même miroiter de possibles investissements américains pour construire un réseau de centrales nucléaires civiles dans leur pays.

VIDÉO OBSCÈNE

Il y a à la fois un manque de préparation et de stratégie du côté américain, note Dan Shapiro, expert au cercle de réflexion Atlantic Council, également ancien ambassadeur en Israël et sous-secrétaire adjoint à la défense, en 2024, pour le Moyen Orient. *Trump n'a pas tranché, alors qu'il y a deux camps dans son administration. Le but est-il d'obtenir un démantèlement complet du programme nucléaire iranien, et d'utiliser la force militaire en cas d'échec? Ou bien d'obtenir un accord convenable, une sorte de nouveau JCPOA ou même un accord intérimaire?* Les Iraniens sont très sophistiqués, ils savent comment attirer d'autres pays dans la conversation. Araghchi vit, respire et dort avec ce sujet depuis plus d'une décennie. »

De l'expertise, il n'y en avait guère davantage, lorsque Donald Trump a lancé l'idée d'un déplacement de la population palestinienne de Gaza, prise sous les bombes israéliennes depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 en Israël. Début février, il compare le territoire à un « site de démolition », et sug-

gère que les civils aillent s'installer ailleurs, dans d'autres pays. Le président annonce que son pays va prendre le « contrôle » de Gaza et transformer ce lieu supplicié en « Riviera du Moyen-Orient ». « Le problème est que le gouvernement israélien a pris cette idée folle au pied de la lettre, soupire Dan Shapiro. Il pense qu'il n'a plus à réfléchir stratégiquement au « jour d'après », puisqu'il y a dorénavant un plan Trump. Cela les pousse de façon inexorable vers une occupation permanente de Gaza. » Trois semaines après ses déclarations, Donald Trump diffuse une vidéo obsèche, générée par l'intelligence artificielle, présentant un Gaza inondé de dollars, ressemblant à Dubaï. Depuis, aucun pays de la région, contrairement à ses prédictions, ne s'est dit prêt à accueillir les civils palestiniens.

Donald Trump, lui, s'est déjà lassé du sujet. Sa priorité est de relancer les accords d'Abraham et la normalisation des relations entre Israël et les pays arabes, à commencer par l'Arabie saoudite. Selon Dan Shapiro, Donald Trump voit ces partenaires arabes au travers de leurs affaires commerciales en commun : ils ont un même style de leadership, un mélange similaire d'entreprise familiale et de politique. « Mais Trump ne prend pas en compte le fait que même ces dirigeants non démocratiques doivent réagir à leur opinion publique, très sensible à la guerre à Gaza, note l'expert d'Atlantic Council. Ce fantasme d'un déplacement des Gazaouis a vraiment irrité l'Arabie saoudite et les autres pays. En plus, sur un plan pratique, les Saoudiens construisent leur propre Riviera sur la mer Rouge, les Qataris et les Emiratis investissent dans leur industrie touristique. Pourquoi finiraient-ils un projet concurrent à quelques centaines de kilomètres de là, sur la Méditerranée ? » Encore une fois, Donald Trump se heurte au mur de la réalité. Et encore une fois, il fait mine d'ignorer son existence. ■

PIOTR SMOLAR

La surprise est restée en travers de la gorge des diplomates. Début avril, Donald Trump a pris tout le monde de court en annonçant la reprise de négociations entre Téhéran et Washington en vue d'un nouvel accord sur le nucléaire iranien, sept ans après avoir dénoncé le compromis précédent, lors de son premier mandat. Sur ce dossier, une quatrième rencontre est prévue à Rome, samedi 3 mai, mais personne ne comprend, dans les capitales européennes comme à Téhéran, où veulent en venir les Etats-Unis. Ni quelle est vraiment l'équipe qui doit mener les pourparlers, en dehors de l'incontournable envoyé spécial du président américain, Steve Witkoff, un novice en diplomatie.

En Europe comme ailleurs, plusieurs dirigeants et diplomates de haut rang étaient déjà en poste lors du premier mandat de Donald Trump (2017-2021). Ils connaissaient ses manières rugueuses, mais se rassuraient en répétant que le président américain était d'abord « transactionnel » et que, dans ce contexte, il y avait un espace pour la discussion. A l'orée de son second mandat, ils imaginaient aussi que, instruit par son expérience, il serait mieux préparé à l'exercice du pouvoir qu'en 2017, et que les relations avec son administration seraient plus professionnelles.

De ces espoirs, il ne reste pas grand-chose, dans la forme comme sur le fond. Les responsables des pays alliés des Etats-Unis peinent autant à identifier leurs interlocuteurs à Washington, qu'à bien comprendre ce qu'ils veulent. Que ce soit sur l'Ukraine ou les questions commerciales, ils sont plusieurs, autour du président américain, à jouer un rôle dans ces différents dossiers, et ne partagent, d'ailleurs, pas le même avis. « Plus de clarté [de la part des Américains] serait souhaitée », a résumé, le 23 avril, Valdis Dombrovskis, le commissaire européen à l'économie.

Incohérence des conversations
En février, un ministre d'un pays balte, de retour des Etats-Unis, semblait ainsi désarçonné par l'incohérence des conversations qu'il avait eues avec ses interlocuteurs américains : « On n'a jamais vu ça avec Washington. Depuis vingt ans, on avait toujours l'impression qu'il y avait un plan, une stratégie. Mais là, impossible d'avoir l'image d'ensemble. On ne sait pas qui parle au nom de l'administration. Ils lancent des idées de manière inconsistante. »

Les velléités de Donald Trump sur le Groenland, son altercation avec Volodymyr Zelensky dans le bureau Oval le 28 février, les hausses de droits de douane annoncées tous azimuts, la volonté affichée du président américain de moins financer l'OTAN et la sécurité du Vieux Continent, mais aussi les attaques de son vice-président, J. D. Vance, contre les valeurs européennes, ou le soutien d'Elon Musk au parti d'extrême droite AfD, en janvier, lors de la campagne législative outre-Rhin, ont suscité une

**ON N'A JAMAIS VU ÇA
AVEC WASHINGTON.
ILS LANCENT DES IDÉES
DE MANIÈRE
INCONSISTANTE»,
DISAIT UN MINISTRE
DES PAYS BALTES DE
RETOUR DES ÉTATS-UNIS**

onde de choc chez les alliés des Etats-Unis en Europe.

A la tête de la diplomatie européenne, Kaja Kallas reconnaît que le démarrage fut chaotique. « Chaque matin, confiait l'ex-première ministre estonienne à l'AFP, le 24 avril, vous vous réveillez et vous vous dites : "Est-ce que je regarde [mon téléphone portable], est-ce que je regarde ? Bon, que s'est-il passé ?" » Avant d'ajouter : « C'est fou. » La très atlantiste Kaja Kallas voit mal comment reconstruire sur cette base. « C'est comme quand vous cassez un vase : vous pouvez le recoller, mais ce ne sera plus jamais le même vase, illustre-t-elle. J'ai ce sentiment avec la situation actuelle : on peut essayer de recoller les morceaux, mais la confiance est entamée, ce n'est plus pareil. » Il faut dire que Marco Rubio, le secrétaire d'Etat américain, lui a signifié le peu d'importance qu'elle revêtait à ses yeux. Fin février, il a même annulé un rendez-vous avec elle alors même qu'elle se trouvait déjà à Washington. Quelques jours plus tard, Kaja Kallas reconnaissait n'avoir pas encore eu le chef de la diplomatie américaine au téléphone, près d'un mois après l'investiture.

Le président américain ne s'en cache pas : il n'aime pas l'Union européenne, laquelle a été conçue, selon lui, pour « entuber les Etats-Unis ». De son point de vue, mieux vaut diviser les Vingt-Sept en négociant avec les capitales des Etats membres plutôt qu'avec les institutions communautaires. S'il a reçu Emmanuel Macron ou Giorgia Meloni, il n'a jusqu'ici pas souhaité échanger avec Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, qui, depuis le 20 janvier, a plusieurs fois demandé à le rencontrer. « Tôt ou tard, il y aura une intensification des contacts », disait-elle le 29 janvier, après avoir rappelé que, la dernière fois qu'elle avait échangé avec Donald Trump, c'était pour le féliciter de son élection, début novembre 2024. Une rencontre en bonne et due forme devrait être organisée en cas de compromis sur les questions commerciales, espère-t-on à Bruxelles, après la « brève interaction » en marge des funérailles du pape François, le 27 avril, à Rome.

Ursula von der Leyen et son chef de cabinet, Björn Seibert, pour qui le lien transatlantique revêt également une importance cruciale, ont d'ailleurs eu du mal à prendre la mesure de la nouvelle donne américaine. Dans les premières semaines qui ont suivi le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, ils sont apparus tétanisés, incapables de réagir aux provocations diverses et variées du président américain. A l'occasion d'un voyage à Washington, le 25 mars, le bras droit de Mme von der Leyen, qui cultivait des relations de grande proximité avec l'administration Biden, a compris que ses interlocuteurs américains mettraient leurs menaces de hausse des droits de douane à exécution. « Jusque-là, ils n'y croyaient pas, ça a été un moment de déclilage », confie un haut fonctionnaire européen.

Ursula von der Leyen et son collaborateur ne sont pas les seuls à avoir du mal à appréhender l'étendue du phénomène. Dans les Etats baltes ou scandinaves, en Pologne, en Italie ou en Allemagne, où l'on imaginait le parapluie américain immuable, la prise de conscience est lente.

Viktor Orban, le premier ministre hongrois, qui se veut « l'ami » de Donald Trump, a résumé la situation, le 4 février, au lendemain d'une réunion à Bruxelles des chefs d'Etat et de gouvernement européens : « C'était une rencontre étrange. Tout le monde à Bruxelles voit arriver la tornade Trump, mais la plupart pensent en

**« CHAQUE MATIN,
VOUS VOUS RÉVEILLEZ
ET VOUS VOUS DITES :
“EST-CE QUE
JE REGARDE MON
TÉLÉPHONE PORTABLE ?
QUE S'EST-IL PASSÉ ?” »**

KAJA KALLAS
cheffe de la diplomatie de l'UE

core pouvoir l'éviter. Ils ne réussiront pas. » A Copenhague, Mette Frederiksen, n'a eu d'autre choix de comprendre en accéléré que son monde avait changé. Lorsque, avant même son investiture, Donald Trump avait évoqué ses visées sur le Groenland, la première ministre danoise avait demandé à ses partenaires européens de ne pas réagir, pensant qu'un échange avec le président élu permettrait de régler l'affaire. Mais un coup de fil avec lui, quelques jours avant son retour à la Maison Blanche, a eu l'effet d'une « douche froide » (selon l'entourage de la dirigeante). La première ministre danoise a compris que Donald Trump ne plaisait pas et s'est mise en mode crise, entretenant un tour d'urgence des capitales pour s'assurer de la solidarité de ses partenaires européens.

Sept heures avec Donald Trump

Le premier ministre polonais, lui, a du mal à accepter la détermination de Washington à installer un nouvel ordre mondial. Un jour, Donald Tusk rappelle l'importance du lien transatlantique, l'autre, il défend celle, pour les Vingt-Sept, de prendre leur indépendance. Mais il a été sidéré d'entendre Elon Musk s'adresser en des termes violents à son ministre des affaires étrangères, Radosław Sikorski, après que celui-ci a menacé de ne plus payer les services de Starlink à l'Ukraine. « Tais-toi, petit homme. Tu paies une petite fraction du coût. Et il n'y a pas de substitut pour Starlink », a écrit le milliardaire sur X, le 9 mars.

En revanche, le président finlandais, Alexander Stubb, a eu droit à un traitement de faveur : sept heures avec Donald Trump à Mar-a-Lago (Floride), le 29 mars. Sept heures, un exploit ! L'arme secrète du président Stubb c'est le golf, sport dans lequel il excelle, au point d'avoir songé devenir professionnel lorsqu'il faisait ses études à l'université de Caroline du Sud. Pour la petite histoire, Trump l'a pris dans son équipe ce jour-là, ce qui lui a permis de gagner la partie.

Dans son communiqué, la présidence finlandaise est restée sobre : « Les présidents ont discuté entre autres choses des relations entre la Finlande et les Etats-Unis, et des questions de politique étrangère et de sécurité, y compris l'Ukraine. » La diplomatie finlandaise a discrètement sauvé ce moment de reconnaissance de ses talents trop souvent méconnus. D'autant plus que le lendemain, le 30 mars, pour la première fois, Donald Trump a eu un mot désobligeant pour Vladimir Poutine contre lequel il s'est dit « furieux », dans une interview à NBC, le menaçant de taxes sur le pétrole s'il ne permettait pas aux négociations sur l'Ukraine de progresser. Certains ont vu dans cet éclair de colère un effet positif du briefing présidentiel finlandais. L'éclair a été de courte durée. ■

SYLVIE KAUFFMANN,
VIRGINIE MALINGRE
(BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN)
ET PHILIPPE RICARD

LES 100 JOURS DE TRUMP

Des partisans de Donald Trump, lors d'un discours marquant le 100^e jour de son mandat, à Warren (Michigan), le 29 avril. JIM WATSON/AFP

« Vous n'avez encore rien vu ! » : Trump célèbre ses cent jours

Le président américain a tenu un meeting, mardi, dans le Michigan, où ses partisans les plus farouches le soutiennent malgré les incertitudes

REPORTAGE

WARREN (MICHIGAN) - envoyé spécial

La bulle de Washington est connue et honnie aux Etats-Unis. C'est celle d'une capitale hors sol, composée de politiciens chevronnés, de consultants, de journalistes, pour lesquels la trajectoire politique de Donald Trump restera à jamais opaque. Mais il existe une autre bulle, celle dans laquelle s'enferme aujourd'hui le président américain, alors que l'inquiétude monte sur un possible court-circuit économique.

Dans ce monde parallèle, le début de ce second mandat dessine une félicité incomparable, pour le milliardaire et son pays. Mardi 29 avril, près de Detroit (Michigan), Donald Trump n'a pas eu de mots assez chaleureux pour s'autocongratuler, après «les cent premiers jours les plus réussis de toute administration dans l'histoire de notre pays (...) On débute tout juste, vous n'avez encore rien vu !»

Prononcé à Warren, dans un comté largement acquis à sa cause, le discours de Donald Trump a davantage ressemblé à une postface de campagne qu'à une allocution solennelle. Il était plein de ses digressions coutumières, de voyages dans le temps, de mensonges flagrants, de méchancetés à l'égard des démocrates. Le président continue de parler de Joe Biden, organisant même une consultation orale du public, pour savoir quel surnom conviendrait le mieux, «Sleepy Joe» ou «Crooked Joe», l'endormi ou le corrompu. «Là où ils sont les meilleurs, c'est pour tricher aux élections», a-t-il lancé au sujet des démocrates. En revanche, le président américain n'a fait aucun effort pédagogique pour donner une cohérence à sa politique douanière, qui rend nerveux les marchés et les Américains.

Une vague de sondages à l'occasion des cent jours révèle une dégradation de la popularité du

président, autour de 40 %. Rien de vraiment très alarmant en soi. En revanche, un détail fait mal : sa perte spectaculaire de crédibilité sur ses points forts, en particulier sur l'économie, depuis décembre 2024. Cela s'accompagne d'un pessimisme croissant sur une possible récession. Face à ces études multiples, la Maison Blanche préfère attaquer le thermomètre plutôt que la fièvre. «Ils font des sondages pour lesquels ils interviewent bien plus de démocrates, a prétendu Donald Trump, mardi. Si c'était légitime, on aurait dans les 60 % ou 70 % [de soutien].» De la même façon que Joe Biden avait nié la gravité du coût de la vie pour les Américains, son successeur ignore leurs inquiétudes.

Souffrance admise

Phénomène très inhabituel : il y avait des travées vides dans la salle du meeting. Le peuple MAGA («Make America Great Again») qui s'est déplacé à Warren est celui qui rationalise tout, et qui perçoit de la beauté dans le chaos. Cette base fervente a un rapport métapolitique à Donald Trump, de nature religieuse. Pendant la campagne, elle pensait que le milliardaire faisait don de lui-même, malgré les inculpations judiciaires. A présent, ce serait son tour.

La souffrance économique attendue, conçue comme passagère, est admise par tous, puisqu'elle fait partie de l'expérience : la reconfiguration de l'Amérique. Charles B., 63 ans, est un fidèle de ces meetings. Depuis 2016, il en a écumé une quinzaine. Représentant commercial au sein de la même entreprise depuis trente ans, il admet sa difficulté du moment à vendre ses eaux minérales européennes ou mexicaines. Avec les droits de douane, les prix ont augmenté. Mais pas de raison de s'inquiéter. «Les gens pensaient quoi ? Qu'on allait transformer le pays en une nuit ? Trump a établi en trois mois la base pour la suite. Je sais que les prix ne vont pas rester si hauts.» On s'étonne. Il sourit. «Ça

« TRUMP A ÉTABLI EN TROIS MOIS LA BASE POUR LA SUITE. JE SAIS QUE LES PRIX NE VONT PAS RESTER SI HAUTS. ÇA S'APPELLE LA FOI », DIT CHARLES B., PRÉSENT À WARREN

s'appelle la foi. Dieu, je crois en lui, mais je ne l'ai jamais vu.»

Alexander Zwolinski, 27 ans, a une approche moins spirituelle. Il est employé de banque dans la région, son métier consiste à négocier des crédits pour des entreprises. Il voit leur inquiétude actuelle, «surtout dans le secteur industriel, quand elles importent des matériaux». Lunettes, cheveux bouclés, ton posé, Alexander explique son engagement de longue date en faveur de Donald Trump par ses idées économiques. «Il fait aujourd'hui des choses impopulaires, comme les taxes douanières, qui provoquent un rejet initial en raison de la hausse des prix, mais qui vont nous aider sur le long terme à rééquilibrer nos échanges avec d'autres pays.»

Pendant ces trois premiers mois, Donald Trump a œuvré à grand renfort de décrets présidentiels sur des sujets essentiels ou futiles, tel le débit de l'eau dans les douches. Il sait qu'à présent se profile une épreuve politique, celle du train de dépenses qu'il veut faire adopter par le Congrès. Les républicains disposent certes de la majorité à la Chambre des représentants et au Sénat, mais le «Big Beautiful Bill» («le beau et grand texte») est censé remplir tant d'objectifs que l'équation s'annonce complexe. Il s'agit de couper dans les dépenses publiques à hauteur de 1000 milliards de dollars (880 milliards d'euros), tout en te-

nant les promesses de campagne sur les baisses d'impôts (heures supplémentaires, pourboires, versement du minimum vieillesse). Et tout cela sans toucher, parole de Donald Trump, au système d'assurance-maladie fédéral.

Pour l'heure, les élus républicains au Congrès ont accepté d'intégrer la bulle, de lier entièrement leur sort à ce président imprévisible. Donald Trump parle tous les jours aux journalistes. En revanche, ses déplacements dans le pays et ses interactions sont strictement bordés. Un bain de foule doit être à la bonne température, comme si la campagne électorale ne s'arrêtait jamais. Cela explique sa fréquentation assidue des soirées de combats de l'UFC, la ligue d'arts martiaux mixtes, temple de la culture masculiniste.

Phénomène de cour

«La première fois, j'avais deux choses à faire : diriger le pays et survivre, a confié Donald Trump au magazine *The Atlantic*, le 28 avril. J'avais tous ces gars pourris. Et la seconde fois, je dirige le pays et le monde.» Un phénomène de cour sans précédent s'est développé autour de lui. Le président ne se sent plus encerclé par rien. Mardi soir, sur scène, il a mis en valeur certains membres de son équipe. Il a notamment fait venir à ses côtés l'idéologue de la Maison Blanche, Stephen Miller. «Il n'y a personne de plus malin et de plus dur», a dit Donald Trump.

Peu avant, un montage vidéo nerveux et angoissant avait été diffusé sur les écrans. On y voyait le traitement réservé aux criminels sans papiers, envoyés en prison au Salvador. Son saturé, images humiliantes d'hommes pliés en deux, réduits à l'état de bêtes, rasés à leur arrivée. Avion, convois, cachot. On sait que certains de ces prisonniers ont été victimes d'erreurs flagrantes, ne sont coupables de rien et n'ont pu se défendre en justice. La vidéo s'achève. «USA ! USA !», crie la foule. ■

PIOTR SMOLAR

Une croisade contre les sciences du climat et la transition écologique

Depuis le 20 janvier, les attaques contre l'environnement sont quasi quotidiennes

L'ADMINISTRATION ENCOURAGE ET FACILITE LA PRODUCTION DE GAZ ET DE PÉTROLE, ET MULTIPLIE LES OBSTACLES CONTRE LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Sortie de l'accord de Paris sur le climat, coup de frein à la transition écologique, licenciements massifs de scientifiques, coupes budgétaires dans les agences environnementales, suppression de mentions du changement climatique sur les sites du gouvernement... Depuis l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier, chaque jour, ou presque, a connu une attaque de l'administration du 47^e président américain contre l'action climatique et les sciences du climat. La croisade du républicain climatosceptique est à la fois méthodique et inédite dans sa brutalité.

«Donald Trump est le président le plus anti-science du climat de l'histoire», juge l'historien des sciences américain Robert Proctor, professeur à l'université Stanford (Californie), qui prévient que les Etats-Unis «entrent dans un âge d'or de l'ignorance». La climatologue Valérie Masson-Delmotte, ex-coprésidente du groupe 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dénonce, quant à elle, de l'«obscurantisme» et une «obstruction sans précédent de l'action climatique», pire que dans les années 1990, quand l'industrie des combustibles fossiles finançait massivement le climatoscepticisme.

Dernier coup en date porté par la Maison Blanche, le gouvernement a congédié, lundi 28 avril, les auteurs de la prochaine évaluation nationale du climat, prévue en 2027. Ce rapport de référence, rédigé par des centaines de scientifiques et publié tous les cinq ans, analyse depuis 1990 l'impact du réchauffement climatique aux Etats-Unis dans l'ensemble des domaines : santé, agriculture, transports, etc. Son équivalent pour la nature avait également vu sa production stoppée fin janvier.

La recherche «décimée»

L'administration Trump a également supprimé 4 millions de dollars (3,5 millions d'euros) de financement à un institut de recherche lié à l'université de Princeton, estimant que son travail sur le réchauffement climatique, la montée du niveau de la mer et les inondations expose les étudiants à l'«anxiété climatique» et à l'«exagération des menaces climatiques», selon le *New York Times*. Et la National Science Foundation, l'un des principaux bailleurs de fonds de la recherche universitaire, dont le directeur vient de démissionner, a mis fin à des centaines de subventions, notamment sur la base de mots-clés interdits – autour du genre, mais aussi du climat et de la justice environnementale.

Les agences fédérales environnementales font partie des premières cibles de cette campagne antiséc. L'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique a déjà perdu plus de 2000 employés, soit environ 20 % de ses effectifs. Selon un document interne, consulté par *Science*, la direction envisage des coupes budgétaires massives au sein de l'institution, qui impliqueraient la fermeture de son centre de recherche. L'Agence de protection de l'environnement (EPA), qui a enregistré un millier de départs, vient quant à elle de licencier près de 200 autres employés dans sa division sur la justice environnementale. Elle prévoit en

autre d'éliminer son plus grand département, le bureau de la recherche et du développement.

Cette purge, au-delà d'installer un «climat de peur» au sein de la communauté scientifique, est en train de «décimer» la recherche américaine, alertaient 1900 scientifiques américains, dans une lettre ouverte publiée fin mars. «Ces actions sont toutes profondément préjudiciables au public américain, puisque le changement climatique d'origine humaine nuit à la santé et à l'économie», rappelle Rachel Cleetus, directrice des politiques du programme climat et énergie de l'Union of Concerned Scientists. Mais elles nuisent aussi au reste du monde, alors que les Etats-Unis sont le plus grand émetteur historique de gaz à effet de serre et la plus grande nation riche.»

Cette offensive tous azimuts contre la production de connaissances va de pair avec celle contre la décarbonation. Lee Zeldin, l'administrateur de l'EPA, a annoncé, mi-mars, dérégler 31 normes environnementales, par exemple sur l'encadrement des émissions des centrales à gaz et au charbon.

Le gouvernement Trump tente aussi de s'attaquer à l'Inflation Reduction Act, le plus vaste programme américain en faveur du climat, mis en place en 2022 par Joe Biden.

Fidèle à la doctrine de Donald Trump «drill, baby, drill!» («fore, cheri, fore!»), l'administration américaine encourage et facilite la production de gaz et de pétrole, et multiplie les obstacles à la production d'énergies renouvelables. Sept projets solaires et 11 projets éoliens ont été annulés depuis le 20 janvier, selon Shannon Baker-Branstetter, directrice pour le climat national au cercle de réflexion Center for American Progress. Le président américain s'est également attaqué aux véhicules électriques accusés de «tuer» l'industrie automobile américaine, même s'il a depuis annoncé vouloir acheter une Tesla.

Les politiques du milliardaire républicain rendent «virtuellement impossible» l'atteinte des objectifs climatiques jusqu'alors fixés par les Etats-Unis, prévient Shannon Baker-Branstetter. Les Etats-Unis, qui ont stoppé leurs financements internationaux en faveur du climat, viennent également de supprimer le poste d'envoyé spécial américain pour le changement climatique et le bureau qui supervise les négociations internationales sur le climat au sein du département d'Etat. De quoi entraver la lutte mondiale contre le réchauffement, à six mois d'une conférence climat cruciale, la COP30 à Belém, au Brésil. ■

AUDREY GARRIC

Elon Musk discrédité par sa pratique du pouvoir

En révélant une brutalité radicale, le milliardaire devenu conseiller a compromis fortune et réputation

NEW YORK - correspondant

Les cent jours d'Elon Musk aux côtés de Donald Trump à la Maison Blanche furent cent jours de démonétisation. Financière d'abord, sa richesse ayant fondu avec le trumpisme: la fortune de l'homme d'affaires, qui avait atteint le record extravagant de 486 milliards de dollars (427 milliards d'euros) en décembre 2024, selon les évaluations de l'agence Bloomberg, est retombée autour de 335 milliards de dollars, même si les gains postélection persistent (73 milliards).

Industrielle ensuite, avec la chute de Tesla, sa marque automobile, dont les ventes ont reculé de 20 % au premier trimestre, tandis que ses profits ont été divisés par trois, en raison de la concurrence et de la désaffection des consommateurs pour un constructeur dirigé par un libertarien ayant dérivé aux confins de l'extrême droite.

Morale aussi, avec un salut nazi dont l'intéressé prétend qu'il n'en était pas un. Mais cette attitude est inacceptable pour un conseiller du président des Etats-Unis. Dans le même temps, Elon Musk a abîmé son aura de génie de la performance: à la tête du département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) il n'a cessé de réduire ses ambitions. La rationna-

lisation budgétaire promise est passée de 2 000 milliards à 1 000 milliards de dollars, pour finir à quelque 160 milliards de dollars d'économies revendiquées sur le site du DOGE.

Enfin, la dévaluation a aussi été politique, avec une élection pour un juge à la Cour suprême du Wisconsin perdue, le 1^{er} avril, en dépit des millions injectés. Elon Musk rêve d'être le faiseur de roi du Parti républicain trumpisé. Les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Facteur de division

La cote de popularité du milliardaire est en fort recul: 51 % des Américains avaient de lui une opinion négative (39 % positive), selon un sondage NBC, contre 42 %

en novembre 2024 et 21 % en novembre 2021. Le ralliement au trumpisme a acté la chute d'une icône américaine. D'autres se sont brûlés les doigts en se lançant dans la politique : le constructeur automobile Henry Ford, patron social, qui doubla les salaires de ses ouvriers en 1914, tenta de se lancer dans la politique avec le démocrate Woodrow Wilson, mais se perdit dans ses écrits antisémites et complotistes. Ou Charles Lindbergh, premier aviateur à avoir relié New York à Paris en solitaire, dont le fils kidnappé fut assassiné, qui organisa encore des rallyes prohitériens en septembre 1941.

Cet échec a une explication idéologique: Elon Musk s'est concentré sur ses convictions radicalisées au moins autant que sur ses intérêts. Il a tenté de démanteler les administrations qu'ils jugaient « woke » ou « gauchistes », comme l'Usaid, s'en est pris à la radio publique NPR, a critiqué les juges fédéraux, appelant à leur destitution, et a surenché ri sur les expulsions d'immigrés illégaux, oubliant qu'il était lui-même arrivé d'Afrique du Sud trois décennies plus tôt. Il n'a rien pu dire sur les droits de douane et, surtout, il ne s'est pas transformé en ce patron leader de la tech américaine qu'il aurait pu devenir.

Elon Musk est un facteur de division: tout a mal commencé lorsqu'il s'en est pris au projet Starship, présenté dès le 21 janvier par Donald Trump à la Maison Blanche, en présence de Larry Ellison, cofondateur d'Oracle, de Masayoshi Son, patron du fonds japonais SoftBank, et surtout de Sam Altman, PDG d'OpenAI. «En réalité, ils n'ont pas l'argent», a tweeté, rageur, Elon Musk, tentant de torpiller ce projet censé investir entre 100 milliards et 500 milliards de dollars dans l'intelligence artificielle. Sam Altman est certes l'ennemi juré d'Elon Musk, qui l'accuse d'avoir capté à son profit le projet d'intelligence artificielle OpenAI qu'ils avaient lancé en

LE PATRON DE TESLA ESPÈRE PROFITER D'UNE ÉVOLUTION DE LA RÉGLEMENTATION POUR LANCER UNE VOITURE SANS CONDUCTEUR

semble. Il n'empêche, Elon Musk a saboté une opération de communication de Donald Trump deux jours après son investiture. Le président a minimisé le clash, dès le 24 janvier. «Les personnes impliquées dans l'accord sont des gens très intelligents – mais il y a l'une des personnes [Sam Altman] qu'Elon hait. Mais j'ai aussi certaines haines envers des gens.» En réalité, l'homme a suscité un rejet dans toute l'administration. La cheffe de cabinet de Donald Trump, Susie Wiles, avait fait part, dès le 6 janvier, de ses réticences, sans citer Elon Musk. «Je n'accueille pas les gens qui veulent travailler en solo ou devenir une star. Mon équipe et moi-même ne tolérerons pas les médisances, les doutes injustifiés ou les drames. Tout cela est contreproductif pour la mission», avait-elle écrit au site d'information Axios. Elon Musk

s'est brouillé fortement avec Scott Bessent, secrétaire au Trésor. Il a eu, début mars, une altercation mémorable avec plusieurs membres de l'administration Trump lors d'une réunion de cabinet, dont le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, et le ministre des transports, Sean Duffy, qui se voyait imposer de couper des postes de contrôleurs aériens en pleine série noire d'accidents d'aviation.

Elon Musk devrait quitter ses fonctions avant la fin mai, son statut de conseiller ne lui permettant de rester que cent trente jours par an au service de l'Etat fédéral. Il n'empêche, il n'a sans doute pas tout perdu de son passage au sein de l'administration Trump. Il a profité de ses mois à Washington pour fusionner X et sa start-up xAI, spécialiste de l'intelligence artificielle, pour rattraper son retard dans le domaine et réinjecter de la valeur dans le réseau X, acheté trop cher (44 milliards de dollars).

Côté Tesla, il espère profiter d'une évolution de la réglementation pour lancer une voiture sans conducteur. Si elle ne parvient pas à franchir une nouvelle frontière de la mobilité, la valorisation de Tesla (plus de 130 fois ses bénéfices, contre 9 pour le numéro un mondial, Toyota) n'a aucun sens économique.

Le 22 avril, lors de sa conférence pour commenter les résultats ca-

tastrophiques de Tesla, Elon Musk annonçait son retour aux affaires. «A Tesla, nous avons probablement frôlé la mort au moins une douzaine de fois. Ce n'est pas le cas, cette fois-ci.», a-t-il déclaré. Le lendemain, il postait sur X une photographie du premier vol par les frères Wright en 1903 et de l'atterrissement sur la Lune, réitérant son rêve d'aller sur Mars.

Son entreprise SpaceX est plus que jamais devenue un fournisseur essentiel de l'Agence spatiale américaine (Boeing, Amazon et la NASA elle-même ont tous été distanciés à la fois au niveau technologique et en matière de coûts) et de plus en plus du Pentagone. Elon Musk a profité du début d'année pour prendre de facto le contrôle de l'agence spatiale. Il travaille à remanier ses programmes, à réaffecter les dépenses fédérales et à installer des personnes qui lui sont loyales pour soutenir son objectif: envoyer des gens sur Mars, relève une enquête du *Wall Street Journal*. Pendant l'hiver, révèle le *New York Times*, le principal conseiller d'Elon Musk, Jared Birchall, a discrètement créé trois sociétés: Red Planet I, II et III. «Mars pourrait-elle être la prochaine entreprise commerciale d'Elon Musk?», titre le quotidien. Un retour à l'avant-Trump, qui, au fond, satisfait tout le monde. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

PEUGEOT

JUSQU'À
10 ANS
D'EXTENSION DE
GARANTIE OFFERTS*

SUR DES OCCASIONS PEUGEOT
AVEC MOTEURS PURETECH

*Sur certains véhicules d'occasions PEUGEOT équipés de moteurs essence Puretech, SPOTICAR offre un certificat CHECK + d'extension de garantie spécifique dans la limite de 10 ans et 180 000 kms, au 1^{er} des termes échus. Conditions sur Spoticar.fr

Au quotidien, prenez les transports en commun #SeDéplacerMoinsPolluer

Le défi de la reconstruction en Syrie malgré les sanctions

Des habitants tentent de se réinstaller dans des quartiers dévastés par la guerre. Des efforts ralentis par l'absence de fonds

REPORTAGE

DARAYA (SYRIE) - envoyé spécial

Assis sur un parpaing, dans une rue dévastée de Daraya, Mahmoud Al-Qara contemple le ballet incessant des camions remplis de ferraille, des bennes remplies de gravats et des engins de chantier. Cette banlieue de Damas, située à 10 kilomètres au sud-ouest de la capitale syrienne, vidée de sa population au cours de la guerre civile, est devenue un vaste chantier à ciel ouvert. «Depuis la chute du régime [de Bachar Al-Assad, en décembre 2024], de plus en plus de familles reviennent», se réjouit Mahmoud Al-Qara, retraité sexagénaire, serré dans une chemise blanche qui détonne dans le paysage gris de poussière, en faisant glisser les grains de son chapelet entre ses doigts.

Lui-même a passé plusieurs années dans d'autres villes de l'agglomération damascène avant de revenir à Daraya en 2019. «Quand nous sommes rentrés, nous avons retrouvé notre immeuble gravement endommagé», se souvient-il. Posé sur six piliers fragiles, dépourvu de porte ou de murs au rez-de-chaussée, le bâtiment semble léviter au-dessus de sa tête. «Nous n'avions nulle part d'autre où aller, donc nous nous sommes installés et nous avons commencé à réparer par nos propres moyens.»

Quelques briques et de l'enduit pour refaire les murs du troisième et du quatrième étage, «rien de bien luxueux, juste le minimum», précise-t-il. Les autres étages, grands ouverts, sont balayés par le vent. Cinq familles, soit environ 30 personnes, s'entassent dans quelques appartements. «Dans la rue, nous avons installé quelques

lampes et nous avons rebouché les trous causés par les bombes barils d'Al-Assad», poursuit son gendre, Habib Sadiq. A 26 ans, le plombier bataille pour rapporter 3 millions de livres syriennes (environ 230 euros) à la famille par mois. «Nous n'avons pas les moyens de faire plus à notre échelle, il nous faut des financements», implore-t-il. Des fonds qui pourraient venir des États arabes, ou de leurs partenaires occidentaux, espèrent les deux hommes. Mais les investissements étrangers demeurent entravés par les sanctions internationales imposées durant la guerre commencée en 2011.

Daraya, l'un des berceaux de la révolution, martyrisée par l'ancien régime, attend sa résurrection. A partir de 2012, le siège que lui a fait subir le pouvoir de Bachar Al-Assad, les bombardements incessants et des affrontements meurtriers entre les forces loyalistes et les rebelles, ont laissé d'innombrables séquelles. Le quartier de Khalij, accolé à l'aéroport militaire de Mazzeh, a été anéanti. En 2016, les habitants de la ville, plongés dans l'extrême pauvreté, ont été forcés d'évacuer à la suite d'un accord entre le régime et les autorités locales, mettant un terme aux combats.

Dès 2019, «des habitants ont commencé à revenir d'eux-mêmes

et à reconstruire avec leurs propres moyens malgré la présence d'officiers du régime qui les obligaient à payer des pots-de-vin», raconte Houssam Al-Laham, responsable des initiatives au conseil local de Daraya, lui-même exilé à Idlib, dans le nord-ouest du pays, pendant neuf ans. «Ils n'ont reçu que peu d'aide car Daraya était considérée comme une ville opposée au régime. Il s'agissait d'une punition collective de la part d'Al-Assad.»

Infrastructures défaillantes

Environ 100 000 âmes peuplent la ville, selon les statistiques collectées par le conseil municipal, soit un tiers de la population recensée avant 2011. Près de la moitié d'entre elles vivent dans des maisons détruites ou endommagées. Malgré l'état de délabrement de Daraya, des habitants ont pris la peine de planter des arbustes ici et là. «Les gens sont attachés à leur ville», observe Mahmoud Al-Najar (surnommé le «coiffeur du siège») pour avoir continué son activité jusqu'à l'évacuation de 2016), depuis son nouveau salon de la rue principale de l'ancien quartier commerçant de Jamayat, en ruine. Devant le grand miroir, quelques riverains se relaient pour se faire couper les cheveux, dans un mélange de parfum bon marché et d'odeur du tabac froid. Tous cultivent l'espoir de voir la ville renaître. «Mais on ne peut aborder la

question de la reconstruction sans celle des sanctions», constate M. Al-Najar. Depuis le début de la guerre civile, des sanctions internationales, graduellement renforcées, ont été adoptées, étouffant l'économie locale. Régulièrement, Mahmoud Al-Najar doit se rendre dans l'ancienne poche rebelle d'Idlib où affluent des marchandises importées de Turquie, pour s'approvisionner en produits cosmétiques, toujours introuvables dans la capitale «à cause des sanctions», assure-t-il.

Mais la reconstruction des villes et quartiers détruits est la priorité pour ces Syriens. «Les grandes entreprises sont les seules à avoir les moyens de faire des grands travaux, pour rebâtir les infrastructures, proposer des services aux habitants», explique Abou Sabri, un entrepreneur de la ville. Dans un immeuble calciné, criblé d'impacts de balles, successivement contrôlé par les différents belligérants qui se sont affrontés ici, il réhabilite l'appartement d'un client. «Enduits, briques, pierre, marbre, nous avons des problèmes pour trouver des matières premières à cause des sanctions», se désole l'homme de 45 ans, en montrant l'état d'avancement des travaux.

Rénover un appartement coûte entre 20 000 et 50 000 dollars (entre 17 000 et 44 000 euros), selon la qualité des matériaux, le niveau



d'équipements – réservoirs d'eau, panneaux solaires, pour compenser les rationnements imposés par l'Etat, précise Abou Sabri. Mais certains n'ont pas les moyens de s'offrir la simple reconstruction d'un mur et sont contraints de s'y atteler eux-mêmes. Les disparités sont évidentes dans les rues de la ville, même si tous les habitants pâtissent de l'absence d'infrastructures. Le réseau électrique ne peut toujours fournir que quelques heures d'électricité par jour. «Sur 150 stations électriques en service avant 2011, 30 sont opérationnelles. Sur les 300 pompes à eau de la ville, 10 fonctionnent encore. La moitié des 30 écoles de Daraya ont été détruites, les autres sont pour la plupart endommagées et nécessitent des travaux,

liste Houssam Al-Laham, membre du conseil municipal. De nombreuses organisations nous ont rendu visite pour nous aider à améliorer les conditions de vie dans la ville. Des responsables de l'ambassade du Qatar nous ont clairement fait comprendre qu'ils veulent investir ici. Mais rien ne pourra se faire sans la levée des sanctions, nous disent-ils tous.» Selon ses estimations, le budget nécessaire à la reconstruction de la ville se compte en «centaines de millions de dollars».

Depuis la chute d'Al-Assad, l'Union européenne a annoncé une levée graduelle des sanctions sur des secteurs-clés comme l'énergie, les transports, et les institutions financières. Cette décision réversible reste toutefois conditionnée au respect des engagements en matière de gouvernance et des droits humains du nouveau régime syrien dirigé par le président de transition, Ahmed Al-Charaa. Véritable obstacle à la reprise des investissements, les sanctions américaines font actuellement l'objet de négociations entre Washington et le gouvernement syrien.

Alors que la lumière décline dans les rues de Daraya, quelques ampoules, installées par des habitants, illuminent les rues obscures, dans l'attente de jours meilleurs. ■

NISSIM GASTELI



Dans un quartier endommagé, à Daraya, en Syrie, le 17 mars. OMAR SANADIKI/AP

En banlieue de Damas, la communauté druze prise pour cible

Les attaques, qui ont fait au moins 14 morts, ont commencé après des accusations de blasphème circulant sur les réseaux sociaux

Jaramana s'est réveillée, mardi 29 avril, au son des armes. Peu après minuit, des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans cette ville de la banlieue de Damas, dont elle est limitrophe, avant d'ouvrir le feu sur les forces de sécurité locales. «Des escarmouches mineures ont commencé après minuit, puis de violents affrontements ont éclaté aux premières heures de l'aube», raconte Eyad Alsharany, avocat, habitant de Jaramana, joint par téléphone.

La ville, où vit une population majoritairement druze – mais aussi des chrétiens et des musulmans sunnites –, est contrôlée par des miliciens membres de cette minorité religieuse, issue de l'islam chiite, ainsi que des membres de la direction de la sécurité générale du ministère de l'intérieur.

Toute la matinée, des affrontements ont eu lieu, plusieurs habitants rapportent avoir entendu des rafales d'armes automati-

ques et des tirs de mortiers. Le bilan, toujours provisoire, fait état d'au moins 14 morts, dont «sept combattants druzes originaires de la ville, ainsi que sept membres des forces de sécurité et des groupes affiliés» et de nombreux blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Habituellement très animée, Jaramana était déserte au cours de la journée, et les magasins sont restés fermés jusqu'en fin d'après-midi. Le calme est revenu dans la soirée. «Les habitants restent en état d'alerte, de prudence et de peur, avec des informations qui circulent sur des tentatives d'assaut depuis le côté est de la ville», ajoute Eyad Alsharany, membre de la communauté druze.

Des affrontements similaires ont été rapportés dans la ville de Sahnaya, également à majorité druze, située au sud-ouest de l'agglomération damascène, sans faire de mort. «Toute la nuit, nous avons entendu des tirs, ça s'arrêtait, mais ça reprenait. Ainsi de

suite, jusqu'au matin», se désole Lama Al-Hassanieh, journaliste et ancienne professeure à l'université de Damas, habitante également issue de la communauté druze de cette banlieue, jointe par téléphone.

Discours de haine

Ces attaques font suite à la diffusion d'un message audio, consulté par *Le Monde*, issu d'une conversation sur la messagerie WhatsApp, dans lequel une voix masculine s'en prend au prophète Mahomet, le traitant de «maudit» et ses disciples de «porcs». L'enregistrement, attribué à Marwan Kiwan, un clerc druze, qui a nié en être à l'origine, a circulé massivement sur les réseaux sociaux, accompagné de messages de haine à l'encontre de la communauté druze, dont les membres représentent environ 3 % de la population syrienne. Les autorités religieuses druzes ont condamné tout autant les attaques contre leur

communauté que les insultes contre le prophète.

«A la suite des discours de haine sur les médias sociaux, la zone de Jaramana a été le théâtre d'affrontements sporadiques entre des groupes d'hommes armés», a déclaré le ministère de l'intérieur syrien, dans un message publié sur le réseau social X, affirmant poursuivre «toutes les personnes impliquées et à les tenir responsables conformément à la loi».

Des enquêtes sont également en cours «pour découvrir l'identité de la personne derrière le message audio insultant notre pro-

«Les autorités ne font pas assez pour protéger les Druzes»

LAMA AL-HASSANIEH
journaliste

phète Mohammed». Des représentants du gouvernement syrien ont également été dépêchés auprès des autorités locales druzes de Jaramana pour conclure un accord sur la fin des heurts qui prévoit que «les responsables de l'attaque seront poursuivis et traduits devant la justice».

Malgré cela, des tirs ont encore eu lieu à Sahnaya, tard dans la nuit de mardi, selon la journaliste Lama Al-Hassanieh.

«Les autorités ne font pas assez pour protéger les Druzes», estime-t-elle. Un avis partagé par Eyad Alsharany. «La nouvelle administration du pays n'adopte pas la meilleure voie dans la phase de transition pour construire l'Etat sur des bases participatives et une base nationale», estime l'avocat. «La société syrienne a besoin d'une voie politique claire et transparente qui ne soit pas basée sur une logique de domination par un groupe», poursuit-il, en référence au nouveau pouvoir syrien, issu en ma-

jorité de l'organisation islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, qui gouverne le pays depuis la chute du régime d'Al-Assad.

Les affrontements de lundi et mardi interviennent alors que le pays a connu une montée des violences communautaires depuis décembre 2024. En mars, Jaramana a déjà été le théâtre de fusillades à la suite desquelles Israël avait menacé d'intervenir militairement pour protéger les Druzes, dont une partie de la communauté est établie sur son territoire et sur le plateau du Golan occupé. Ces dernières semaines, les massacres d'alouites, commis par des hommes armés dont des membres des nouvelles forces de sécurité syriennes, ont fait 1 334 morts, selon le Syrian Network for Human Rights.

«Toute la communauté syrienne a peur après ce qu'il s'est passé sur la côte. Ces actes sont organisés pour faire peur aux minorités», estime Lama Al-Hassanieh. ■

NI.G.

A l'ONU, le travail de sape des fausses ONG chinoises

CHINA TARGETS 3/3 A Genève, des émanations de Pékin portent le discours du parti et intimident des intervenants

ENQUÊTE

GENÈVE - envoyé spécial

Pour éviter d'attirer l'attention, le rassemblement devait avoir lieu hors des murs de l'ONU, dans les locaux genevois de l'International Service for Human Rights (ISHR), une ONG suisse de défense des droits humains. Le 16 mars 2024, une quinzaine de membres d'ONG, dont des Ouïgours et des Tibétains, devaient rencontrer le haut-commissaire aux droits humains de l'ONU, Volker Türk, qui souhaitait recueillir leurs témoignages, importants, mais fragiles, sur la situation de leurs communautés au sein de la République populaire de Chine. Tous les participants étaient arrivés peu avant l'heure prévue, 11 h 30, et discutaient en attendant le haut-commissaire, quand quatre personnes en costume sombre se sont présentées à l'accueil : des ressortissants chinois qui n'étaient pas invités.

« Puis-je vous aider ? », s'enquiert une employée à l'accueil. La réponse est un peu vague : les visiteurs disent avoir entendu parler d'une réunion sur les droits humains. « Nous aimerais en savoir plus et participer », tentent-ils. Interrogés, ils se présentent comme des membres de l'Association des droits humains du Guangdong, une province chinoise. L'employée met fin à la conversation, les quatre visiteurs tournent les talons.

Que venaient-ils faire à une réunion pourtant confidentielle ? Ce qu'ils font souvent au sein de l'ONU : recueillir des informations et faire savoir aux critiques du régime chinois qu'ils sont observés, croit savoir Raphaël Viana David, responsable du programme Chine et Amérique latine au sein de l'ISHR. « S'ils étaient là, c'est qu'ils avaient ce qu'il se passait. On peut donc fortement suspecter qu'ils ne cherchaient pas à se renseigner, mais à faire passer un message à tous ceux qui étaient présents : "La Chine nous regarde". »

Lien avec l'Etat

Habitué des événements onusiens, Raphaël Viana David affirme avoir reconnu deux des Chinois sur les quatre visiteurs de ce matin de mars : Zhou Lulu, directrice adjointe et secrétaire du Parti communiste de l'Institut des droits humains de l'université de Canton (Guangzhou), et Wang Shuqi, assistante au centre de recherche sur les droits humains de l'université de droit et des sciences politiques du nord-est de la Chine. Toutes deux s'expriment régulièrement lors des « manifestations parallèles » aux sessions du Conseil des droits humains (CDH), organisés par des « ONG » chinoises à l'ONU. Ces organisations, officiellement « non gouvernementales », n'ont rien à voir avec les associations de la société civile connues pour défendre des causes liées aux droits



BORIS SÉMÉNIAKO

humains. La plupart des organisations chinoises qui s'expriment sous la bannière « ONG » à l'ONU sont en réalité liées à l'Etat ou au Parti communiste chinois.

Un phénomène si courant qu'il a fait naître l'expression de « Gongo », pour « organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement », un acronyme contradictoire, mais significatif pour décrire ces entités. Si elles sont utilisées par de nombreux régimes autoritaires, « la Chine se démarque, en quantité et en qualité », remarque un employé du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), qui tient à garder l'anonymat.

Sur les 106 organisations chinoises accréditées auprès de l'ONU, aucune par son discours ne semble indépendante, estime l'ISHR dans un rapport paru lundi 28 avril. D'après une enquête menée par *Le Monde* et le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), au moins 46 d'entre elles sont dirigées en partie par des responsables occupant en même temps des positions officielles au sein du Parti communiste ou de l'Etat chinois ; 10 sont financées en majorité par des gouvernements locaux ou centraux, et 36 reprennent dans leurs interventions des éléments de langage officiels chinois.

La délégation chinoise à Genève n'a pas répondu à l'ICIJ, mais l'ambassade de Chine à Washington affirme que son pays a contribué « de manière constructive à la gouvernance mondiale des droits de l'homme » grâce à des propositions « sur la coopération et le développement, et sur la promotion des droits économiques, sociaux et culturels ainsi que des droits de groupes spécifiques ».

En général, les « Gongos » voient la vie en rose : à croire celles qui s'expriment au CDH, les progrès en matière d'égalité des genres en Chine sont « fabuleux ». Quant à la protection des droits à l'égalité économique et sociale dans le pays, elle est « formidable ». Pour la Chine, elles ont trois fonctions : porter le discours officiel chinois par d'autres canaux, occuper l'espace et le temps de parole, empê-

chant ainsi des organisations indépendantes de développer des critiques des autorités chinoises. Et, enfin, au besoin, harceler des intervenants venus témoigner devant les institutions onusiennes. L'ICIJ et ses partenaires ont recueilli la parole de 15 militants et avocats des droits humains ayant été surveillés ou harcelés par des personnes semblant agir pour le compte de Pékin à Genève, au sein de l'ONU ou à l'extérieur.

Les « Gongos » chinoises font peu d'efforts pour cacher leurs liens avec l'Etat chinois. De leur côté, les autorités locales encouragent des organisations chinoises à s'accréder à l'ONU en publiant notamment des guides pratiques pour expliquer les procédures. La Chine l'assume à demi-mot : dans un article de février 2024 sur l'examen périodique universel de la Chine, le quotidien officiel *Global Times* affirme que face aux attaques des « forces antichinoises » issues des pays occidentaux, « les ONG chinoises ont joué un rôle unique pour défendre les intérêts nationaux ». En organisant de nombreuses « manifestations parallèles », elles ont « fait de l'ombre au harcèlement et au bruit des forces antichinoises », d'après le journal.

Au-delà de faire écran aux critiques, il s'agit de porter un message positif sur le bilan chinois. Peu après son arrivée au pouvoir, en 2012, Xi Jinping, le président de la République, avait demandé aux médias chinois de « bien raconter la Chine » lors d'une conférence de travail sur l'idéologie et la propagande. L'expression est depuis devenue un slogan pour la guerre des récits à laquelle se livre le pays. Au CDH, il s'agit notamment de

mettre en avant les progrès économiques réalisés par le pays au nom des « droits au développement », plutôt que les droits civiques.

Les « Gongos » chinoises redoublent d'efforts dans les moments critiques. En 2018, quand les Etats-Unis quittent le CDH, tout en lançant une guerre commerciale contre la Chine, Pékin renforce sa présence à l'ONU. La même année, alors que les premières critiques internationales sur le traitement des minorités musulmanes au Xinjiang se font jour, les « Gongos » défendent la politique chinoise dans la région. Elles sont de nouveau mises à contribution en 2019, lorsque des manifestations historiques embrasent Hongkong.

Pressions en coulisses

Deux ans plus tard, la visite de la haut-commissaire aux droits humains, Michelle Bachelet, dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en mai 2022, suscite aussi un regain d'activité des « Gongos ». Si la visite elle-même, étroitement contrôlée, se conclut par des critiques policiées de la haut-commissaire, un rapport concocté par ses services inquiète Pékin. En juillet, après d'intenses pressions en coulisses pour tenter de faire enterrer le texte, un millier d'ONG, chinoises et de pays amis, signent une lettre ouverte dans un quotidien officiel en anglais, *China Daily*, pour dénoncer l'initiative. La manœuvre est grossière : parmi les signataires, on trouve certes 20 ONG chinoises accréditées à l'ONU, mais aussi l'Association chinoise des fleurs et l'Association chinoise des joueurs de fléchettes. Le 31 août, à treize minutes de la fin de son mandat, Michelle Bachelet publie finalement ce rapport qui souligne de possibles crimes contre l'humanité à l'encontre des minorités musulmanes de la région.

Mais les « Gongos » chinoises ne se contentent pas de mobiliser le temps de parole à l'ONU : elles occupent parfois littéralement l'espace disponible. Le matin du 23 janvier 2024, lors de l'examen périodique universel chinois, moins d'une vingtaine de places sont prévues pour les ONG dans la

Des pays occidentaux ont commencé à surveiller de plus près les demandes d'accréditation chinoises auprès de l'ONU

grande salle de conférences du Palais des nations. Sophie Richardson, représentante de Chinese Human Rights Defenders, est parmi les premiers arrivés sous le plafond décoré d'une mer de stalactites multicolores, mais toutes les autres places sont rapidement occupées par des membres de « Gongos » chinoises. Finalement, le personnel de l'ONU s'arrangera pour libérer quelques places supplémentaires afin de permettre à d'autres ONG d'assister aux débats. « Dans ce cas, il ne s'agissait pas de violation des règles, mais simplement des moyens énormes dont disposent ces organisations, en argent et en personnel, que n'ont pas les ONG indépendantes. Les ressources que déploie Pékin pour éviter d'être tenu responsable de quoi que ce soit sont remarquables », estime Mme Richardson. « Tous les ans, la Chine apparaît en bonne place dans le rapport annuel sur les représailles [du secrétaire général de l'ONU], mais il n'y a pas de sanctions associées », regrette-t-elle. Le plus célèbre des actes de répression reste celui de Cao Shunli, activiste arrêtée en 2013, à Pékin, alors qu'elle tentait de se rendre à l'ONU pour témoigner, et morte en détention l'année suivante.

Quand les intervenants ne sont pas directement intimidés dans les locaux de l'ONU, ils peuvent l'être à distance : c'est souvent le cas pour les personnes d'origine chinoise, et dont les proches, restés au pays, constituent des moyens de pression faciles pour les autorités. Le 18 mars, Erbakit Otarbay, un Chinois de la minorité kazakhe, la cinquantaine, crâne

chauve et larges épaules, a raconté son calvaire en prison, puis dans des camps de rééducation du Xinjiang entre 2017 et 2018, au CDH. Il a alors reçu un mystérieux appel de sa sœur, restée en Chine. Il n'a pas décroché en pleine session, mais est parvenu à la joindre le lendemain : alors qu'il prenait la parole, leur mère a reçu la visite d'un agent de la police locale : son fils devrait arrêter de « diffuser des mensonges », a-t-il insisté.

On est très limités

Les outils formels pour limiter les actions des « Gongos » ou des diplomates menées contre des personnes vulnérables sont limités. « On se coordonne beaucoup avec les ONG pour recueillir leurs témoignages. Lors des événements à l'ONU, on est présents dans les salles et on essaie d'être très réactifs si des gens prennent des photos discrètement ou autre, témoigne un employé du HCDH. Mais, tout ça, c'est informel, parce que formellement, on est très limités : on n'a même pas d'e-mail crypté. »

Les Etats peuvent contrattaquer : alors que la Chine bloque un grand nombre d'ONG souhaitant obtenir une accréditation auprès de l'ONU, des pays occidentaux ont commencé à surveiller de près les demandes d'accréditation chinoises, qui ont doublé entre 2018 et 2024, explique une diplomate américaine à l'ONU. Le sésame permet aux ONG de formuler des commentaires lors des sessions du CDH, d'organiser des « manifestations parallèles », et autorise leurs membres à circuler dans les locaux de l'institution. Les Etats peuvent facilement bloquer la procédure en « posant des questions » aux organisations candidates, remettant leur approbation sine die. Mais, d'après l'ISHR, malgré la prise de conscience des pays occidentaux, c'est encore la Chine qui pratique le plus ces obstruction contre des ONG qui risquent de lui déplaire. ■

SIMON LEPLÂTRE
AVEC LE CONSORTIUM
INTERNATIONAL DES
JOURNALISTES D'INVESTIGATION
FIN

LE CONTEXTE

« CHINA TARGETS »

Deuxième puissance économique mondiale, la Chine veut contrôler son image et faire taire les critiques. « China Targets » est une enquête internationale menée par le Consortium international des journalistes d'investigation avec 42 médias partenaires dans 30 pays. Cette enquête de dix mois révèle la portée tentaculaire de cet effort dans différents pays, comment les autorités chinoises utilisent les notices rouges d'Interpol à des fins politiques, et comment les Nations unies sont devenues le théâtre de la répression transnationale menée par Pékin.

Au Royaume-Uni, l'extrême droite en embuscade

Reform UK espère attirer les électeurs travaillistes déçus par Keir Starmer lors des élections locales de jeudi

REPORTAGE

RUNCORN ET HELSBY
(ROYAUME-UNI) - envoyée spéciale

L'église anglicane Saint-Paul, à Helsby, est pleine à craquer ce jeudi 24 avril au soir. Des retraités, des militants et des agriculteurs des environs sont venus écouter ce qu'ont à leur dire les candidats à l'élection parlementaire partielle pour la circonscription de Runcorn et Helsby (nord-ouest de l'Angleterre), organisée le 1^{er} mai. Le détenteur du poste, le travailliste Mike Amesbury, a dû démissionner après une violente altercation avec un de ses administrés, qui lui a valu plusieurs semaines de prison. Le révérend Noël McGarrigle, qui a organisé l'audition publique, prévient l'assistance : c'est lui qui pose les questions et, au vu du nombre de prétendants à la députation (ils sont 15 en tout, dont 13 ayant fait le déplacement à Saint-Paul), chacun n'a qu'une à deux minutes pour répondre. Quant à l'assistance, elle est invitée au calme : «Quelles que soient leurs opinions, les candidats ont droit au respect et à la sécurité, et nous sommes dans la maison de Dieu.»

Le dynamique prêtre considère comme sa «mission» d'ouvrir les portes de son église – la pratique des réunions politiques est assez courante dans un pays où l'anglicanisme est encore religion d'Etat. Pour autant, arrivé de Liverpool il y a peu dans cette paroisse rurale proche du Pays de Galles, il ne cache pas son inquiétude pour l'intérêt médiatique que l'audition suscite et pour les propos qui pourraient s'y tenir, certains candidats défendant des opinions radicales ou fantaisistes. Deux d'entre eux représentent des micropartis proeuropéens, un troisième défend un nationalisme anglais décomplexé et un quatrième ne cache pas ses sympathies prorusses.

Les deux favorites – Sarah Pochin, du parti d'extrême droite Reform UK, et Karen Shore, pour le Parti travailliste – sont au cou-de-à-coude. L'enjeu de ce scrutin se tenant le même jour que les élections locales en Angleterre (1600 postes de conseillers locaux sont remis en jeu) est important. Au pouvoir depuis les élections générales de juillet 2024, le Labour redoute un premier et sévère revers électoral, alors que le



Nigel Farage, leader de Reform UK, et la candidate Sarah Pochin, à Frodsham (Royaume-Uni), le 17 avril. C.FURLONG/GETTY IMAGES VIA AFP

gouvernement de Keir Starmer est déjà très impopulaire. A contrario, Reform UK, qui avait attiré 14,3 % des suffrages en 2024 et fait la course en tête dans les sondages, veut prouver qu'il peut s'implanter sur les terres populaires du nord de l'Angleterre.

«Référendum anti-Starmer»

Les conservateurs sont relégués à un rôle de figuration, après quatorze années au pouvoir, le Brexit et les mandats chaotiques de Boris Johnson et de Liz Truss. Nigel Farage, le chef de file de Reform UK, assure incarner l'opposition aux travaillistes et se voit premier ministre en 2029, après les prochaines élections générales. Ces derniers mois, celui qui s'y est repris à huit fois avant d'être élu à Westminster, en juillet 2024, a entrepris de professionnaliser son parti.

A Runcorn et Helsby, cet amateur de cigares et de courses hippiques, dont les discours ont récemment pris des accents plus sociaux, compte attirer les déçus de Labour. «Le parti s'est aliéné

beaucoup de monde en supprimant l'allocation énergie pour les retraités, en voulant limiter les aides financières aux handicapés et en refusant de supprimer le plafonnement à deux enfants des allocations familiales [institué par les conservateurs mi-2010]», énumère Deborah Gwynn, responsable pour le nord-ouest de l'Angleterre du NEU, le principal syndicat enseignant britannique.

Avec d'autres membres du NEU, elle est allée à la rencontre des habitants de la circonscription pour les mettre en garde contre les discours populistes de Reform UK. A Runcorn, ils déplorent la fermeture des usines chimiques, le déclin d'une ville en bordure du fleuve Mersey, cernée par les voies rapides, au centre colonisé par les échoppes de barbiers et les magasins de seconde main.

Ausud, autour de Helsby, un village un peu endormi jusqu'à lors acquis aux tories, les agriculteurs sont en colère contre l'impôt sur les successions que Keir Starmer leur a imposé et ils craignent que

les projets locaux de fermes solaires et éoliennes, encouragés par les autorités, ne grignotent leurs terres. «Beaucoup vont exprimer un vote de protestation, d'autres ne vont pas aller voter», regrette Deborah Gwynn.

Sarah Pochin, une ex-conseillère municipale tory, veut défendre «la famille, la communauté, la patrie». Elle promet «l'abandon des politiques de neutralité carbone» et de «faire passer l'intérêt des Britanniques en premier». Pour l'instant, la proximité revendiquée de Nigel Farage avec Donald Trump ne semble pas peser sur la dynamique de Reform UK, malgré l'antipathie que suscite le président américain au Royaume-Uni.

Mme Pochin concentre ses diatribes contre l'unique hôtel accueillant des demandeurs d'asile, en périphérie de Runcorn, et sur les fumées nauséabondes dégagées par l'énorme incinérateur, à l'ouest de la ville. «Toutes les pouilles de Manchester et de Liverpool y sont brûlées, l'incinérateur cristallise la frustration des habi-

tants qui se considèrent comme négligés», souligne Paul Duffy, le candidat libéral-démocrate, qui prédit pour le 1^{er} mai un «référendum local anti-Starmer» et espère lui aussi récupérer les voix des déçus du Parti travailliste.

«Une politique de droite»

Ces derniers sont nombreux dans l'église Saint-Paul. Pour autant, ils semblent davantage attirés par la candidature de Chris Copeman, le candidat du Green Party : le mouvement se trouve désormais plus à gauche que le Labour avec sa proposition d'une taxe sur les grandes fortunes. «Nous sommes d'anciens militants Labour. Nous avons soutenu le parti sous Corbyn [le prédecesseur de Keir Starmer, plus à gauche que lui]. Mais ce gouvernement fait une politique de droite», estime Janet, venue avec son mari Ian. Ce couple d'habitants d'Helsby sont venus soutenir le candidat Vert. Les femmes qui traitent à la sortie de Saint-Paul contre HyNet, un projet géant de stockage de l'hydrogène

«Reprendre les arguments de Reform UK, c'est comme un aveu de faiblesse», estime Janet, ex-militante travailliste

dans la circonscription, se disent également prêts à abandonner les travaillistes pour les Verts.

«Je suis du coin, bosseuse, expérimentée», insiste Karen Shore, la candidate du Labour, une enseignante membre du conseil municipal de Chester, chef-lieu du Cheshire, à une vingtaine de kilomètres au sud d'Helsby. A Saint-Paul, son équipe de campagne l'applaudit à chaque intervention. L'enseignante promet «plus de policiers dans les rues, moins d'attente pour accéder aux soins hospitaliers et des emplois verts», reprenant les éléments de langage du gouvernement. Elle a aussi donné l'impression de légitimer les arguments de Reform UK en réclamant que soit fermé l'hôtel hébergeant des demandeurs d'asile dans la circonscription. «Reprendre les arguments de Reform UK, c'est comme un aveu de faiblesse», regrette Janet, l'ex-militante travailliste.

Une victoire de Reform UK à Runcorn et Helsby doterait le parti d'un cinquième député – sur les 650 élus de la Chambre des communes, dont 403 pour le Labour. Pourtant, les travaillistes sont pétrifiés : leur majorité est considérée comme fragile. En juillet 2024, Reform UK est arrivé deuxième dans plus de 90 circonscriptions du Royaume-Uni. Le système uninominal majoritaire à un tour a jusqu'à présent limité la progression de l'extrême droite. Mais la donne pourrait changer si Reform UK parvenait à se doter d'une large implantation locale.

Pour le spécialiste des sondages John Curtice, interrogé par le *Financial Times*, le Royaume-Uni est à l'aube d'une révolution électorale : le duopole Labour-conservateurs, qui se partageait l'essentiel des votes, est menacé par les partis considérés jusqu'alors comme périphériques – les Verts, les libéraux-démocrates et Reform UK. ■

CÉCILE DUCOURTIER

La France attribue pour la première fois des cyberattaques à Moscou

Le renseignement militaire russe est notamment responsable du piratage de courriels de soutiens d'Emmanuel Macron en 2017, affirme Paris

Piratage de la campagne d'Emmanuel Macron en 2017, cyberattaque de la chaîne TV5Monde en 2015, tentatives contre des entités sportives liées à l'organisation des Jeux olympiques de 2024 à Paris... Les autorités françaises ont, de manière inédite, mardi 29 avril, mis en cause l'implication du service de renseignement militaire russe dans une série d'incidents surveillés ces dernières années. «Le service de renseignement militaire russe (GRU) déploie depuis plusieurs années contre la France un mode opératoire cyberoffensif appelé APT28, a dénoncé Jean-Noël Barrot, le chef de la diplomatie française, dans un message posté sur X. Il a ciblé une dizaine d'entités francaises depuis 2021.»

Si les accusations formulées à l'égard d'opérateurs russes ne sont pas nouvelles de la part des autorités françaises, c'est la première fois que le processus d'attribution interne débouche sur une prise de parole publique pointant

directement la responsabilité d'un service de renseignement d'un Etat tiers. Il s'agit avant tout d'un signal diplomatique, à l'heure où Paris se veut à l'avant-pointe de la mobilisation européenne en soutien de l'Ukraine, au prix de très vives tensions avec la Russie, elle-même en plein rapprochement avec les Etats-Unis. «Ces activités déstabilisatrices sont inacceptables et indignes d'un membre permanent du Conseil de

sécurité des Nations unies. Elles sont par ailleurs contraires aux normes des Nations unies en matière de comportement responsable des Etats dans le cyberspace, auxquelles la Russie a souscrit», a précisé le ministère des affaires étrangères dans un communiqué.

Au passage, les autorités françaises révèlent le nom et l'emplacement d'une unité du GRU contribuant à APT28 dont l'existence, si elle était connue de certains experts, n'avait jusqu'ici jamais été publiquement mentionnée : l'unité 20728, basée à Rostov-sur-le-Don et issue du «16^e centre de recherche informationnelle». Une manière pour la France de démontrer ses capacités en matière de renseignement et ses intentions vis-à-vis des pirates russes.

Dans un contexte d'intensification et d'aggravation des attaques hybrides contre la France, Paris a décidé de rendre publiques les dernières investigations rassemblées dans un rapport de l'Agence nationale pour la sécurité des sys-

tèmes d'information (Anssi), établi en concertation avec la DGA, la DGSE et la DGSI, au sein du C4, une instance interministérielle consacrée à la menace informatique.

A ce jour, les autorités françaises n'avaient jamais confirmé cette responsabilité du GRU, pourtant pointée par de nombreuses entreprises privées, ainsi que par les autorités américaines. En 2017, la publication à quarante-huit heures du second tour des courriels de soutiens d'Emmanuel Macron, avait été réalisée par une autre unité du GRU – l'unité 74455 –, après des mois de tentatives infructueuses d'APT28.

Capacités renforcées

Depuis quelques années, la France a musclé ses capacités d'attribution des attaques informatiques, avec ses services de renseignement en première ligne. Des responsables de cyberoffensives ayant visé les intérêts français sont depuis régulièrement désignés dans le secret des conseils de

défense. Parmi les Etats cyber avancés, la France faisait cependant figure d'exception, en ayant jusqu'ici toujours refusé d'attribuer les cyberattaques de façon aussi directe et précise.

Elle avait joint sa voix à celle de l'Union européenne ou publié,

par le truchement de l'Anssi, une poignée de rapports accusant certains «modes opératoires», se retranchant derrière les termes utilisés par l'industrie de la cybersécurité et se refusant à désigner frontallement un pays ou un service de renseignement. Une méthode transparente pour les principaux intéressés et la plupart des experts, analysée par les plus hautes autorités, mais moins formelle, directe et officielle que la dénonciation de Jean-Noël Barrot.

Le groupe APT28 – le nom que lui ont donné les premiers analystes à s'être penchés sur ses activités – est connu comme le loup blanc au sein des services de renseignement occidentaux et de l'industrie de la cybersécurité. Ses

opérations ont fait l'objet de nombreux rapports, et certains de ses membres ont été identifiés nommément et placés sous sanctions par l'Union européenne et les Etats-Unis. La plupart des analystes s'accordent pour dire que ce groupe correspond à l'unité 26165 des services de renseignement militaires russes.

Depuis une vingtaine d'années, ce groupe est déployé par la Russie sur tous les théâtres numériques qui importent au Kremlin : réseaux diplomatiques, think tanks, industries sensibles, secteur de l'armement. A ce titre, l'Ukraine fait l'objet d'une attention soutenue de la part du groupe, tout particulièrement depuis le début de l'invasion russe. «APT28 est aussi employé pour exercer une pression constante sur les infrastructures ukrainiennes dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine», notent les autorités françaises. ■

PHILIPPE RICARD
ET MARTIN UNTERSINGER



PLUS D'ÉLECTRICITÉ, C'EST MOINS DE PÉTROLE À L'HORIZON.

Parce qu'elle est très légère en CO₂*, l'électricité peut remplacer les énergies fossiles pour contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique.



L'ÉLECTRICITÉ, ÇA NE FAIT QUE COMMENCER

*GIEC, 2023 : Rapport de synthèse sur le changement climatique. L'électricité d'EDF est à 99 % sans émissions de CO₂ en France. Émissions directes, hors analyse du cycle de vie des moyens de production et des combustibles - Périmètre EDF SA, 2024. edf.fr/climat
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

Les populations d'insectes en chute libre

Une étude participative d'ampleur indique un effondrement des populations d'insectes au Royaume-Uni

L'effondrement des arthropodes se poursuit, sans inversion de la tendance. Rendus publics mercredi 30 avril, les derniers résultats de l'étude participative «Bugs Matter» indiquent que la population d'insectes volants au Royaume-Uni aurait chuté de 63 % entre 2021 et 2024. Au total, les données accumulées suggèrent un effondrement de plus de 80 % en deux décennies sur le territoire britannique – des chiffres comparables à ceux produits par d'autres travaux conduits ailleurs en Europe.

L'étude britannique est toutefois unique par son ampleur et par sa capacité à relever, année après année, l'évolution des populations d'insectes à l'échelle d'un pays, grâce au même protocole expérimental. La destruction des habitats, le réchauffement, mais surtout la présence généralisée de pesticides dans tous les milieux sont en cause, selon les chercheurs interrogés par *Le Monde*.

L'étude «Bugs Matter» a été conçue et mise en place par deux organisations de conservation de la nature, Buglife et Kent Wildlife Trust, grâce à l'enrôlement de milliers d'automobilistes. Ceux-ci utilisent une application et y téléchargent les photos de leur plaque d'immatriculation, avant et après avoir effectué un trajet routier, dénombrant le nombre d'impacts d'insectes. Une grande diversité d'autres données est collectée : le type de véhicule et son aérodynamisme, sa vitesse de déplacement, l'état de la météo, les zones et paysages traversés, la date et la durée du voyage, etc. Un déclin de 63 % mesuré en seulement trois années est jugé «stupéfiant» par l'écologue Vincent Bretagnolle, chercheur (CNRS) sur la Zone Atelier Plaine et Val-de-Sèvres et spécialiste des interactions entre agriculture et biodiversité.

Ressenti populaire

«Ce déclin énorme du nombre d'impacts d'insectes sur une si brève durée est vraiment alarmant», déclare Lawrence Ball (Kent Wildlife Trust), principal auteur de ces travaux. Il est plus que probable que nous voyions les effets combinés d'une tendance de fond au déclin et d'un cycle de plus court terme, peut-être lié aux événements climatiques extrêmes de ces dernières années au Royaume-Uni. Entre 2023 et 2024, le nombre d'impacts a globalement chuté de 8 %, à la suite de déclins plus marqués les deux années

tat et de l'utilisation de plus de 3 millions de tonnes de pesticides [au niveau mondial] chaque année», dit-il. Un scénario aux «conséquences potentiellement catastrophiques», prévoit le chercheur britannique.

Nul rebond jusqu'à présent : d'une année à l'autre, toujours moins de bestioles percutent les calandres des automobiles. Un phénomène remarqué de longue date par les usagers de la route les plus âgés. «Il y a un ressenti populaire selon lequel il y a de moins en moins d'insectes sur les pare-brise», dit le biologiste de la conservation Vincent Devictor, chercheur (CNRS) à l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, qui n'a pas participé à ces travaux. Je trouve crucial d'avoir quantifié rigoureusement un phénomène que l'on ne peut plus balayer comme relevant d'une intuition ou d'une impression personnelle. Le protocole est standardisé, répliqué et représentatif : ce sont les trois impératifs pour conclure de manière solide.»

«Les résultats de cette étude de science participative sont inquiétants, et reposent sur une méthodologie soigneuse», estime Marion Desquibet, chercheuse (Inrae) à la

Toulouse School of Economics, coauteure de travaux de référence sur les mesures de déclin de l'entomofaune. De même, Vincent Bretagnolle relève qu'un tel protocole, simple et validé, est «idéal» pour relever le défi du recensement de ces organismes très divers et difficiles à dénombrer dans l'environnement.

Les impacts dénombrés sur les plaques d'immatriculation ne permettent pas de préciser les espèces qui disparaissent le plus vite, mais la méthodologie de l'étude permet de couvrir beaucoup de groupes, explique M. Devictor : «Les heures de la journée et les habitats échantillonés sont très variables. Il ne s'agit donc pas de la fluctuation d'une ou deux espèces isolées : on parle bien d'une baisse des insectes volants qui participent à des interactions écologiques multiples.»

Le poids de molécules pesticides

Les données collectées intègrent plus de 8 800 trajets effectués, totalisant plus de 380 000 kilomètres parcourus à travers toutes les régions du Royaume-Uni. Les différences d'un pays à l'autre sont relativement faibles : entre 2021 et 2024, le déclin observé est de

62 % en Angleterre, 64,2 % au Pays de Galles, ou encore 55,4 % en Irlande du Nord.

Pour Vincent Devictor, cette homogénéité du déclin indique que le protocole capture bien le caractère systémique du phénomène. «La destruction d'habitats n'est pas en mesure d'expliquer seule ce qu'on observe sur une période de seulement quatre ans», dit le chercheur. Le changement climatique peut avoir un rôle, mais celui-ci devrait aussi conduire à favoriser certaines espèces qui tirent profit de la hausse des températures. L'ampleur du déclin fait plutôt penser à une surmortalité directe d'espèces multiples, compatible avec ce que l'on attend d'une réponse aux insecticides.»

Dave Goulson relève que «l'année 2024 a été la pire jamais observée au Royaume-Uni, à la fois pour les bourdons et pour les papillons, avec des données qui remontent respectivement à seize ans et à quarante-huit ans». Constat semblable dans l'ouest de la France. «Les années 2022, 2023 et 2024 ont présenté des météos printanières tout à fait catastrophiques, avec de la sécheresse, un excédent de chaleur et de plu-

viométrie qui ont impacté les insectes», explique M. Bretagnolle. Les populations d'abeilles sauvages par exemple ont été très faibles en 2024 sur notre site. Il est donc très probable que le déclin mesuré en Angleterre soit identique en France, mais, au contraire des Britanniques, nous n'avons pas de données nationales.»

Indépendamment de la météo, les études conduites au Danemark, en Allemagne, au Royaume-Uni montrent toutes des baisses d'abondance d'insectes comparables sur le long terme, «souvent supérieures à 50 % par décennie quel que soit le contexte», rappelle M. Devictor. Une convergence évidente des effets chroniques de l'imprégnation des milieux, à bas bruit, par un grand nombre de molécules pesticides. Or, comme le dit M. Desquibet, «on sait que les procédures d'autorisation de mise sur le marché des pesticides, qui examinent leur impact sur l'être humain et l'environnement avant autorisation, ne sont pas protectrices pour les insectes». En effet, précise-t-elle, ces procédures «n'évaluent pas les effets chroniques des pesticides, mais seulement leurs effets aigus, et seulement sur quelques espèces qui ne sont pas nécessairement les plus affectées, comme l'abeille domestique plutôt que les polliniseurs sauvages».

Cette négligence réglementaire est dénoncée de longue date par les organisations non gouvernementales. «Notre organisation a mis en évidence que les protocoles d'évaluation de la toxicité des pesticides sur les insectes avaient été coécrits par des employés de l'industrie des pesticides dans les années 2000», dit Martin Dermine, chargé de mission à Pesticide Action Network Europe. Ce scandale réglementaire se perpétue, car la Commission européenne est actuellement en train de revoir ces protocoles, en incluant à nouveau des scientifiques liés à l'agrochimie.» ■

STÉPHANE FOUCART



Des libellules à Grendon Lakes, près de Wellingborough, en Angleterre, le 16 juin 2022. ANDREW BOYERS/REUTERS

«Les résultats de cette étude sont inquiétants, et reposent sur une méthodologie soigneuse»

MARION DESQUIBET
chercheuse

précédentes, respectivement de 44 % et de 28 %. La baisse moins marquée entre les deux dernières années laisse espérer un aplatissement de la tendance, ajoute en substance M. Ball.

De son côté, le biologiste Dave Goulson (université du Sussex), auteur de nombreux travaux sur le déclin des pollinisateurs, appelle à être «prudent» dans l'interprétation d'une série de données de seulement quatre ans. Mais il ajoute que ce fort déclin est cohérent avec les résultats d'autres études. «Le pire scénario, que nous devrions envisager très sérieusement, est que le déclin des insectes s'accélère sous l'effet combiné du dérèglement climatique, de la perte d'habitats

et de l'utilisation de plus de 3 millions de tonnes de pesticides [au niveau mondial] chaque année», dit-il. Un scénario aux «conséquences potentiellement catastrophiques», prévoit le chercheur britannique.

Ces insectes ont été introduits à coups de millions de dollars et après plusieurs années d'efforts. Sans insectes, les écosystèmes – y compris «productifs» – déclinent avec des conséquences en cascade ! On a ainsi montré récemment qu'une plante (*Viola arvensis*) devient davantage capable de s'autoféconder et produit moins de nectar faute de polliniseurs... ce qui la rend potentiellement victime de «consanguinité», ré-

duit sa diversité génétique et la rend donc plus vulnérable aux autres pressions. Même un champ de colza conventionnel perd 30 % de productivité faute de pollinisation.

Le constat d'un effondrement des populations d'insectes n'est-il pas contradictoire avec la difficulté à contrôler les ravageurs des cultures ?

On crée des agrosystèmes vides de vie, de l'hydroponie [culture de végétaux sur des substrats inertes] en plein champ en quelque sorte,

«Ces chiffres sont terrifiants. On assiste à un effondrement silencieux»

en privilégiant des cultures non pollinisées par les insectes et polluées : céréales pour l'export ou la nourriture animale, betteraves pour les agrocarburants, voire les noisettes pour des pâtes à tartiner mauvaises pour la santé des enfants. Et cela aux dépens des autres cultures vivrières, des milieux naturels et des populations riveraines. Les grandes parcelles d'une même culture, avec un haut niveau de standardisation et sans diversité dans le paysage, attirent toujours en masse les mêmes insectes agresseurs.

C'est une loi quasi physique de l'écologie, totalement ignorée des agriculteurs industriels. Un peu comme si l'on mettait tous les malades fragiles et diversement contagieux ensemble dans un même hall d'hôpital... Il y a urgence à changer de modèle agricole ou d'aménagement du territoire, mais en aidant vraiment les

agriculteurs, ce qui n'est pas fait actuellement. Les propositions de lois en la matière vont à l'envers de ce qui est nécessaire.

La situation est-elle réversible ? Comment et à quelle échéance ?

Elle est en partie réversible, si l'on cesse les pressions (pertes d'habitats, pesticides, etc.), mais à échéance de quelques décennies. Il y a deux grands écueils : les pesticides ne disparaissent pas spontanément, leurs molécules peuvent demeurer longtemps dans les milieux, même sous forme de produits dégradés, et auront donc une action dans la durée avec des effets chroniques dus aux cocktails de molécules, à leur accumulation, leur transport, etc. Second écueil : le climat n'est pas près de revenir à son état normal et il nuit fortement à de nombreux insectes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S. FOUCART

«Il est complètement fou qu'on n'en parle pas plus»

Selon l'écologue Philippe Grandcolas, sans insectes, les écosystèmes, y compris «productifs», déclinent avec des conséquences en cascade

ENTRETIEN

Ecologue et systématicien, spécialiste de la biologie évolutive des insectes, Philippe Grandcolas est directeur adjoint scientifique de l'institut CNRS écologie et environnement. Il est aussi l'auteur d'ouvrages grand public, en particulier de *La Puissance de la biodiversité* (CNRS Editions, 2023).

Plusieurs études suggèrent des réductions de populations d'insectes en Europe de l'ordre de 80 % au cours des deux dernières décennies. Les dernières données britanniques indiquent une chute de 63 % entre 2021 et 2024. Est-ce inquiétant ?

Oui, de mon point de vue, ces chiffres sont terrifiants. On assiste à un effondrement silencieux de mieux en mieux documenté par les scientifiques. Je dis silencieux à

dessein, car il est complètement fou que l'on n'en parle pas plus, ou alors sur le mode : «Ah oui, les insectes, pas tous sympas quand même !» Si la végétation mourait sur pied partout, on serait catastrophé ! Mais il est vrai que l'effondrement du nombre d'oiseaux – pourtant plus populaires que les insectes –, bien avéré en Europe, n'est pas non plus une information qui fait bouger les foules.

Quelles sont les fonctions écosystémiques des insectes ? Quelles sont et seront les conséquences de leur raréfaction ?

Avec 40 000 espèces en France métropolitaine et des dizaines de kilos à l'hectare, les insectes sont partout. Ils pollinisent les trois quarts des plantes à fleurs, et il y a actuellement en France de 5 % à 80 % de perte de productivité faute de polliniseurs, selon les cultures. Ils dégradent la matière orga-

nique dans les sols forestiers ou autres (fèces, humus, bois), et limitent les populations d'autres insectes. Et enfin, ils servent de nourriture à de nombreux vertébrés (oiseaux, poissons...) dont on a également besoin. Les prairies d'Australie ont, par exemple, été ensevelies sous les bouses de vaches importées par les colons européens, faute d'espèces locales adéquates de bousiers pour recycler cette matière organique.

Ces insectes ont été introduits à coups de millions de dollars et après plusieurs années d'efforts. Sans insectes, les écosystèmes – y compris «productifs» – déclinent avec des conséquences en cascade ! On a ainsi montré récemment qu'une plante (*Viola arvensis*) devient davantage capable de s'autoféconder et produit moins de nectar faute de polliniseurs... ce qui la rend potentiellement victime de «consanguinité», ré-

duit sa diversité génétique et la rend donc plus vulnérable aux autres pressions. Même un champ de colza conventionnel perd 30 % de productivité faute de pollinisation.

Le constat d'un effondrement des populations d'insectes n'est-il pas contradictoire avec la difficulté à contrôler les ravageurs des cultures ?

On crée des agrosystèmes vides de vie, de l'hydroponie [culture de végétaux sur des substrats inertes] en plein champ en quelque sorte,

Olivier Faure, le métissage en étendard contre le RN

De père français et de mère vietnamienne, le chef de file du PS s'empare dans un livre intime et politique de la question de l'identité

PORTRAIT

Il l'a vu mourir sous ses yeux, dans le salon où l'on fêtait Noël en famille. Olivier Faure se souvient encore de ce 25 décembre 2021, le jour où son père «s'en est allé», dit encore pudiquement le premier secrétaire du Parti socialiste (PS). Bruno, c'était son prénom, avait des faux airs de Belmondo. Il aimait la boîte et il était d'extrême droite.

Ça avait commencé tout jeune, pendant la guerre d'Algérie, lorsqu'il distribuait la propagande des jeunes nationalistes. Chez les grands-parents paternels, on laissait traîner *National Hebdo* sur la table basse, la feuille de chou du Front national, quand on ne bavardait pas de la thèse révisionniste du «glaive et le boudrier», en défense de Pétain. Dans la poussière de la bibliothèque familiale, les ouvrages consacrés au penseur nationaliste Charles Maurras (1868-1952) et une anthologie de la contre-révolution figuraient en bonne place. Un vieux meuble qu'Olivier Faure finira par récupérer pour qu'y trôneront Blum, Jaurès et consorts.

C'est à ce père mort soudainement que le leader socialiste dédie son livre. Un ouvrage, gardé secret des mois durant, paru mercredi 30 avril aux éditions Robert Laffont et que *Le Monde* a feuilleté en avant-première. Avec comme titre : *Je reviens te chercher*, comme chantait Gilbert Bécaud à Dalida, en 1968. Olivier et Bruno Faure, s'ils se sont aimés, se sont aussi fait la guerre, sur fond de politique, dans les dernières années de la vie du père.

Ce dernier n'a pas toujours été d'extrême droite. Ou plutôt, il l'a été avant de s'en détourner pendant de longues années. A La Réunion, où il était fonctionnaire, Bruno s'est «métamorphosé», comme l'écrivit son fils : syndiqué à la CFDT, il enchaînait les collages d'affiches la nuit et manquait rarement les manifestations. Il affrontait son propre père, indécrottable maurassien.

Présidentiable

En octobre 1974, Bruno participe aux assises du socialisme, préférant tout de même se taire quand résonnait *L'Internationale*. «Il était libre, pratiquait l'égalité et la fraternité (...). Je conserve cette admiration pour les héros du quotidien», raconte Olivier Faure, non sans fierté.

«Lui qui avait rejoint la gauche a progressivement rebascué, à l'âge de la retraite, à l'extrême droite. La question sociale a été supplantée par la question identitaire. La thèse du "grand remplacement", le mariage pour tous, ses vieux repères brouillés, tout allait trop vite. Il était devenu le patriarche et c'était moi qui lui faisais désormais face dans les repas de famille», écrit le premier secrétaire, qui rêve de le convaincre de revenir vers la gauche. D'ici bas, vaincre «ses peurs infertiles», lui dire «qu'il n'est pas de salut dans le repli».

Pour autant, Olivier Faure ne s'adresse pas seulement à un père autrefois socialiste. Il interpelle aussi tous ceux qui ont quitté les rives de la gauche ces dernières décennies, ceux qui, mobilisés par la peur du déclassement le plus souvent, ont fait le choix de l'abstention ou de Marine Le Pen.

Raconter le père, c'est aussi raconter la mère. Celle d'Olivier Faure est vietnamienne. Le père de celle-ci est même devenu ministre du Vietminh après la chute de Dien Bien Phu, en 1954. Un nationaliste lui aussi, mais pour d'autres raisons. Un amoureux de la France, pour sa culture plutôt que pour la colonisation. «*L'histoire de mes parents m'a donné une forme d'optimisme*», explique ce fils d'un Français biberonné à l'extrême droite et d'une immigrée vietnamienne. Deux parents pas vraiment faits pour s'aimer, et pourtant... De ce métissage, il veut faire un étendard, front contre front avec l'extrême droite. «*Du plus profond de moi-même, je suis français. Français de sang mêlé*», plaît-il.

La question de l'identité obsède le chef de file du PS, la sienne et celle qui anime le débat public en 2024. Rares à gauche sont ceux qui osent s'y aventurer depuis que Manuel Valls s'y est enfermé en 2016, mais Olivier Faure, lui, l'assume. Lorsque le premier ministre, François Bayrou, a lancé en l'air, fin février, l'idée de «conventions citoyennes décentralisées» pour débattre de la question «Qu'est-ce qu'être français?», le chef socialiste l'a pris au mot, acceptant d'y participer. Une réaction alors saluée par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann : «Olivier a raison de s'engager dans ce débat sur l'identité nationale. La gauche s'est définie en donnant sa vision de l'identité française depuis la Révolution.»

Olivier Faure craint même que laisser le sujet à Marine Le Pen, Jordan Bardella ou Eric Ciotti ne soit mortel pour les socialistes et leurs partenaires : «La gauche a jusqu'ici cru naïvement qu'en refusant le combat, en enfouissant sa tête dans le sable, elle obtiendrait le maintien du statu quo. Comme si notre effacement pouvait servir à faire reculer les forces réactionnaires. Il y a une vérité plus cruelle : les autruches finissent toujours dans la queue du lion.»

Un tel livre, intime, que l'auteur parvient d'anecdotes politiques, n'a rien d'anodin à deux ans de la présidentielle. L'exercice obligé de

Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, à Paris, le 28 avril.
FLORENCE BROCHOIRE POUR «LE MONDE»

toutes celles et ceux qui s'imaginent candidat à l'Elysée. Sauf que l'aventure n'obsède pas Olivier Faure. Il l'assure, le martèle. Prière de le croire. Il n'y a bien que son entourage qui ne s'en cache plus, à l'image de son lieutenant, l'eurodéputé (PS) Pierre Jouvet : «A gauche, Olivier fait bien plus présidentiable qu'un Manuel Bompard [coordinateur de La France insoumise] et que bien d'autres d'ailleurs.»

Côté cour, Olivier Faure ne mange pas (encore) de ce pain-là. «Depuis que je suis premier secrétaire, j'essaie de ne pas ramener les choses à ma seule personne. Le nombre de candidats à gauche est inversement proportionnel à notre état de forme», déplore-t-il. Les ambitions prématurées, avec une extrême droite aussi forte, sont indécentes. Moi, je ne veux pas être simplement un résistant face à l'extrême droite.» Le député de Seine-et-Marne bat en brêche la question de sa candidature avec tant de vigueur que certains proches se sont questionnés plus d'une fois : à quoi bon continuer à ses côtés lors du congrès du PS?

Côté jardin, il travaille pourtant sa candidature. Ce livre n'est qu'une étape de plus de son timide cheminement. «Il rencontre des experts et des hauts fonctionnaires», chuchote son entourage. Ces dernières années, il a aussi été accompagné par un coach pour travailler le ton de ses discours. A l'été 2024, quand le Nouveau Front populaire, fort de sa victoire aux législatives, cherchait un premier ministre à proposer à Emmanuel

Macron, il se laissait aller à quelques confidences audacieuses : «J'essaie toujours d'avoir un coup d'avance, mais peut-être qu'un jour j'en aurai un de retard. Aujourd'hui, je peux tranquillement arriver dans la cour d'honneur de l'Assemblée nationale et dire que je suis prêt à être premier ministre.»

Olivier Faure est aussi et surtout devenu l'un des acteurs principaux des réunions de cadres de la gauche anti-Mélenchon, aux côtés de la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, notamment. Celle qui cherche une alternative au chef de file des «insoumis» pour la présidentielle de 2027, ardente promotrice d'une primaire pour désigner une candidature unique. Un scrutin dont les contours sont encore débattus entre les dirigeants de la gauche, et auquel le premier secrétaire du PS ne s'interdit pas d'être candidat.

Marche haute

L'air taiseux, aspirant de longues bouffées de sa cigarette électronique, à l'écoute de la même question sur ses ambitions répétée sous bien des formes, il laisse échapper le début d'une envie : «Si je suis la solution, je ne me déroberai pas. Si un autre présente de meilleures garanties de victoire, alors je me rangerai derrière lui et ferai sa campagne.» Tout en se modérant : «Je ne revendique rien, ni hégémonie ni candidature. Le bal permanent des ego se suffit à lui-même, mais l'accès au second tour et la victoire en 2027 ne seront possibles que si les ardeurs de cha-

Un tel livre, intime, n'a rien d'anodin à deux ans de l'élection présidentielle

cune et chacun se mettent de côté pour parvenir au rassemblement.»

S'il sait la marche haute pour la gauche, elle l'est d'abord pour lui. Il doit gravir celle de son parti qu'il dirige depuis 2018, et de son congrès, qui se tiendra à Nancy du 13 au 15 juin. Chez les socialistes, on lui sait gré d'avoir mis le pied à l'étrier à toute une génération de jeunes trentenaires et autres quadras, hier inconnus et aujourd'hui députés, eurodéputés voire sénateurs, autant qu'on fulmine contre sa gestion du PS. «Clanique», accuse Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, son adversaire patentée, qui ne veut pas lui laisser la main sur la candidature socialiste en 2027.

Rarement les oreilles d'un premier secrétaire n'auront autant stifté. Après lui avoir reproché d'avoir soumis le parti à Jean-Luc Mélenchon au moment de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), en 2022, ses détracteurs au sein du PS, qui l'ont accusé d'avoir savonné la planche de Bernard Cazeneuve, pressenti pour Matignon à l'été 2024, le soupçonnent de ne pas avoir sincèrement rompu avec La France insoumise et avec son chef de file.

«Le sujet du rapport aux "insoumis" n'est en réalité pas tranché au sein du PS et chez Olivier, expose Nicolas Mayer-Rossignol, l'un des trois candidats au fauteuil de premier secrétaire. S'il y a une dissolution [de l'Assemblée nationale] demain, on refait la même chose avec eux ? Le sujet, ce n'est pas que monsieur Mélenchon, c'est aussi Manuel Bompard, Mathilde Panot et les autres. Ils ont une ligne, qui n'est pas la ligne socialiste.»

«Je ne parle pas à Jean-Luc Mélenchon, et je m'en garde bien», soupire Olivier Faure, qui ne retient pas ses critiques à l'égard de l'ancien sénateur socialiste : «[Il] est incapable de conduire la gauche à la victoire du fait de ses choix politiques. Avec les écologistes, les communistes, les anciens "insoumis", la société civile mobilisée, les socialistes sont aujourd'hui les seuls en mesure de proposer une offre politique neuve pour le pays et d'ouvrir un chemin de réconciliation.»

Les manœuvres de ses camarades du PS l'agacent d'autant plus : «Aux deux dernières élections présidentielles, Benoît Hamon et Anne Hidalgo n'ont parlé que du sujet de Mélenchon, lui courant après ou cherchant absolument à s'en démarquer. (...) Le sujet d'une présidentielle, c'est de mener une offensive. Mélenchon, Mélenchon, Mélenchon... Si ce n'est pas lui, c'est de moi qu'ils parlent. Jamais de la droite, jamais d'Emmanuel Macron.» Les disputes politiques en famille, Olivier Faure s'y serait presque habitué avec le temps. ■

OLIVIER PÉROU



Dans la bibliothèque familiale, les ouvrages consacrés à Charles Maurras figuraient en bonne place

L'action du ministre-candidat Retailleau critiquée

Le ministre de l'intérieur, qui vise la présidence de LR, se voit reprocher sa gestion du drame dans le Gard

Bruno Retailleau mène deux courses à la fois et ne s'en cache pas. La journée, le ministre de l'intérieur adopte un langage de fermeté depuis la place Beauvau, défendant la thèse de «l'ensauvagement de la société» et se faisant le relais des partisans de l'ordre et de la sécurité. Le soir venu, le sénateur Les Républicains (LR) de Vendée bat campagne, multipliant les réunions publiques pour convaincre les plus de 122 000 adhérents revendiqués par LR de l'élu président du parti face à son rival, Laurent Wauquiez. «On sait depuis le début qu'il existe un risque à mener les deux de front», reconnaît l'entourage du ministre, mais «dans sa tête, le Bruno Retailleau ministre de l'intérieur passe toujours devant le candidat», jure-t-on.

Les enquêtes d'opinion favorables ont poussé le nouveau ministre Bruno Retailleau à se projeter comme un candidat crédible pour l'échéance présidentielle de 2027 et pour prendre la tête de LR. La «beauvau-isation» de l'agenda gouvernemental poussé par M. Retailleau et M. Darmanin à la justice, à coups d'annonces médiatisées, semble porter ses fruits alors que François Bayrou subit une critique en inaction. «Bruno Retailleau répond à la demande d'autorité absolument majeure exprimée depuis des années par les Français qui ont le sentiment depuis trop longtemps que la situation est hors de contrôle», s'enthousiasme le député Renaissance des Yvelines, Charles Rodwell.

«Polémiques inévitables»

L'hypothétique destin présidentiel de Bruno Retailleau est toutefois conditionné, pour ses soutiens, à plusieurs inconnues, dont l'obtention de résultats au ministère de l'intérieur et à l'issue de son duel avec Laurent Wauquiez. «A terme, le danger pour Bruno Retailleau est que l'opinion puisse avoir le sentiment qu'il y a un décalage entre la posture qu'il adopte et ce qu'il obtient ou parvient à faire concrètement», estime le directeur général opinion de l'IFOP, Frédéric Dabi. Et, par ailleurs, à sa capacité à ne pas s'aliéner durablement toute une partie de l'opinion à cause de ses prises de position sur l'état de droit, le voile ou encore l'Algérie.

Trois jours après le meurtre d'Aboubakar Cissé, Malien de 22 ans, tué de plusieurs dizaines de coups de couteau, vendredi



Bruno Retailleau avec Michel Barnier, lors d'une réunion publique, à La Motte-Servolex (Savoie), le 25 avril. ALEX MARTIN/AFP

25 avril dans la mosquée de La Grand-Combe (Gard), le ministre de l'intérieur a dû répondre, mardi, aux attaques de ses contemporains, qui lui reprochent d'avoir tardé à prendre la mesure du drame. Le ministre ne s'est rendu dans le Gard que quarante-huit heures après les événements, alors qu'il a animé, vendredi, deux réunions publiques dans l'Ain et en Savoie avec des militants LR et l'ancien premier ministre Michel

Barnier, avant de se rendre, le lendemain, en tant que ministre des cultes, aux obsèques du pape François à Rome.

A l'Assemblée, les députés de gauche ont mené la charge, mardi, contre un ministre de l'intérieur «qui préfère maintenir ses meetings face à l'horreur», a accusé le député «insoumis» du Rhône Abdelkader Lamar, quand la députée écologiste des Hauts-de-Seine, Sabrina Sebaihi, l'a ap-

pelé à démissionner. «Depuis des années, vos discours répandent la suspicion et attisent la haine contre nos compatriotes musulmans», a-t-elle fustigé.

Pour l'entourage du ministre, cet émoi relève de ces «polémiques politiques inévitables». Ceux qui disent que le ministre est venu trop tôt à Nantes [après l'attaque dans un lycée privé, jeudi 24 avril], lui reprochent d'être arrivé trop tard dans le Gard». «Si on avait eu la certitude qu'il devait se rendre dès le jour même sur place, on aurait annulé la réunion en Savoie», explique l'un de ses conseillers.

La perception d'un «deux poids deux mesures» du ministre à l'égard d'un crime commis sur une personne de confession musulmane s'est imposée dans le débat. Bruno Retailleau, pourfendeur de l'islamisme radical et qui récuse l'expression d'*«islamophobie»*, a toujours plaidé pour l'interdiction du port du voile dans le sport, au même titre que la mise à l'écart des mères voilées accompagnatrices lors des sorties d'école, au nom d'une acceptation

très stricte de la laïcité. «Bruno Retailleau ne peut pas dire d'un côté «vive le sport, à bas le voile!» à un meeting politique le mois dernier et en même temps expliquer qu'il protège les musulmans de France», déplore le député Renaissance de Moselle, Ludovic Mendes. L'élu estime que le ministre «fait partie de ces gens qui, aujourd'hui dans le débat public, n'arrivent pas à dissocier le fidèle musulman de certains intégristes religieux. Si on avait le même discours envers les catholiques, il ne l'accepterait jamais».

Créabilité écornaée

Les expressions empreintes de gravité et de doute des représentants du culte français musulman à son égard sont un autre signe que la polémique a écornaé la crédibilité de Bruno Retailleau à son poste place Beauvau. «J'espère que M. Retailleau, que ce soit dans sa campagne pour pouvoir être président de LR ou qu'en tant que ministre de l'intérieur, prend en considération la parole des musulmans. Les musulmans sont des citoyens à part entière», a soutenu lundi, le

«Le danger pour Bruno Retailleau est que l'opinion puisse avoir le sentiment d'un décalage entre sa posture et ce qu'il obtient»

FRÉDÉRIC DABI
directeur général opinion de l'IFOP

recteur de la Grande Mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz.

A rebours de Bruno Retailleau, François Bayrou avait dénoncé «l'ignominie islamophobe» après le meurtre dans le Gard. A l'Assemblée nationale, mardi, le premier ministre s'est élevé contre «les destructeurs, ceux qui veulent dissoudre le monde dans lequel nous vivons pas à pas et jour après jour. Nous défendrons notre devoir de vivre ensemble».

Une différence de ton qui reflète également les liens distendus entre les LR et le socle commun. Un ministre déplore le fait que la bataille entre Retailleau et Wauquiez pèse de plus en plus sur la stabilité gouvernementale. Laurent Wauquiez critique depuis le début de sa campagne le cumul des fonctions et des ambitions de Bruno Retailleau, estimant qu'«*ministre de l'intérieur est un investissement à 300 %*».

M. Wauquiez tente de pousser son concurrent dans ses retranchements, questionnant sa capacité à affirmer sa ligne dans un gouvernement dominé par les macronistes. «Si le président de LR est sous la contrainte de la solidarité gouvernementale, il ne pourra pas s'opposer à un ministre de l'économie qui voudra augmenter les impôts et «taper» les retraités lors du prochain budget. Moi, je pourrais. J'ai pu le dire quand Macron s'est fait humilier sur l'Algérie. Bruno ne pouvait pas», cingle-t-il.

Au sein du gouvernement, nombreux sont ceux qui anticipent déjà le choix de Bruno Retailleau après le 17 mai, date du congrès de LR. Entre son parti et sa place au gouvernement, le Vendéen sera, en cas de victoire, poussé à la rupture, pronostique-t-on. ■

MARIAMA DARAMÉ
ET ALEXANDRE PEDRO

A Paris, le soutien intéressé de Laurent Wauquiez à Rachida Dati

Le député LR de Haute-Loire a plaidé pour la réforme électorale à Paris, Lyon et Marseille, afin d'aider la ministre à devenir maire en 2026

Mardi 24 avril, l'entourage de Laurent Wauquiez vendait la mèche. Dans la bataille pour l'élection à la présidence du parti Les Républicains (LR), les 17 et 18 mai, «un gros travail sera fait pour dire tout le bien qu'on pense de Rachida Dati» à Paris. Promesse tenue lundi 28 avril. «Nous avons le devoir absolu de gagner Paris. Nous avons la chance inouïe d'avoir une candidate que j'ai toujours soutenue qui est Rachida Dati», a déclaré le patron des députés LR lors d'une réunion publique dans le 7^e arrondissement de Paris, celui dont la ministre de la culture est maire. Et il entend «tout mettre en œuvre» pour le faire.

Même quand on se veut le défenseur de la France périphérique et des territoires ruraux, Paris vaut bien une messe politique pour le député de la Haute-Loire, mais aussi ancien (bon) élève du lycée Victor-Duruy, voisin de la brasserie où il tenait réunion. Si le

candidat aime mettre en avant ses racines auvergnates, il mesure l'importance de la capitale, principale fédération LR avec plus de 10 000 adhérents et qui penche – à l'image de sa présidente, Agnès Evren – pour son rival, le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau. Dans la ville, le discours libéral conservateur du Vendéen séduit un électoral bourgeois, surtout dans les 15^e, 16^e et 17^e arrondissements, où se concentrent 60 % des adhérents LR.

Petit coup de main

Face à cette victoire – parisienne – annoncée, il faut limiter les dégâts. Et Laurent Wauquiez mise sur l'influence de Rachida Dati, absente lundi soir pour cause de cérémonie des Molières. Dans le clan de Bruno Retailleau, on y voit une date de réunion et une excuse toute trouvée. «Je ne crois pas une seconde que Dati s'engage dans la campagne, et je doute qu'elle ait un pouvoir de prescrip-

tion énorme», avance un proche de l'ancien sénateur de Vendée.

Aux dernières nouvelles, la ministre de la culture dit avoir repris sa carte chez Les Républicains où elle reste populaire malgré son «débauchage», en janvier 2024, pour intégrer le gouvernement de Gabriel Attal. Impitoyable avec d'autres transfuges, Laurent Wauquiez a toujours ménagé la candidate de la droite aux municipales de 2020. Entre les deux, les relations sont fluides et les convergences existent.

En particulier sur la réforme du mode de scrutin dans la capitale. Laurent Wauquiez a affiché lundi son soutien à la réforme du mode d'élection des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille. Pour soutenir Rachida Dati – persuadée que cette réforme peut l'aider à reprendre la Mairie de Paris, détenue par la gauche depuis 2001 –, le candidat Wauquiez veut bien défendre une réforme lancée par le premier

ministre, François Bayrou, pourtant égratigné à chacune de ses réunions militantes.

A l'Assemblée nationale, le texte a été adopté le 9 avril avec l'aide de 14 députés du groupe Droite républicaine, la plupart des proches de Laurent Wauquiez. Ce petit coup de main n'est pas passé inaperçu auprès de la garde rapprochée de Rachida Dati. Une semaine plus tard, quatre conseillers de Paris envoient une lettre aux adhérents afin de soutenir l'Auvergnat pour la présidence du parti.

Conseiller municipal du 16^e arrondissement, David Alphand était l'un des signataires. Lundi, il justifiait ce soutien devant l'intéressé: «Laurent, je te remercie de t'être engagé sur le sujet. Il s'agit de revenir au droit commun et permettre aux Parisiens d'écrire directement leur maire, et cela nous donnera un bonus électoral.» Et d'ajouter qu'il avait eu l'occasion d'en parler avec Bruno Retailleau,

chez qui il dit avoir «trouvé de l'écoute, mais pas de compréhension malheureusement».

Montée de la tension

A l'image de ses soutiens parisiens, le ministre de l'intérieur se dit «très circonspect» sur cette réforme, «d'autant qu'elle porte atteinte aux principes de proximité des maires d'arrondissement», expliquait-il dans un entretien au *Parisien*, le 15 février. Laurent Wauquiez n'a pas manqué l'occasion de noter «une vraie différence» avec son rival. Une position déjà avancée, dimanche 27 avril, dans une lettre envoyée aux adhérents parisiens. Dès lundi matin, le clan de Bruno Retailleau répondait par une autre lettre. «En assumant ses convictions, Bruno Retailleau a su créer un lien de sincérité avec les Français», écrivaient les élus parisiens proches du ministre de l'intérieur. Il faut lire en creux une critique sur l'insincé-

rité, pansement politique que le quinquagénaire peine toujours à enlever.

Mais l'échange épistolaire traduit une montée de la tension entre les deux camps à Paris comme ailleurs. Et face à Bruno Retailleau donné favori, Laurent Wauquiez continue à faire pression sur François Bayrou, dont son rival serait «contraint à la solidarité gouvernementale». Le chef des députés LR a répété son hostilité à une suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour certains retraités évoquée par Bercy. «Je ne voterai pas un budget qui comporte des augmentations d'impôts», a-t-il dit. Et si François Bayrou devait persister, il y aura un débat avec les députés de la Droite républicaine sur la question de savoir si nous continuons à participer au gouvernement. Il n'a pas précisé si cette consigne pouvait s'appliquer à Rachida Dati. ■

ALEXANDRE PEDRO

Les coupes budgétaires par décret suscitent la polémique

Depuis le début de l'année 2025, le gouvernement Bayrou a gelé près de 12 milliards d'euros de crédits, dont 3,1 milliards samedi 26 avril

La question avait suscité de très vives tensions entre Bercy, Matignon et l'Elysée au printemps 2024, quand Bruno Le Maire réclamait une loi qu'Emmanuel Macron refusait à l'approche de l'élection européenne. Va-t-elle empoisonner le gouvernement Bayrou à son tour? Le débat sur une éventuelle de loi de finances rectificative est en tout cas lancé. Face à la dégradation de la conjoncture et au risque d'un nouveau dérapage budgétaire, l'exécutif a pour le moment choisi d'agir avec des mesures fortes, mais sans passer par l'Assemblée ni le Sénat. Un choix contesté. Un projet de loi de finances rectificative (PLFR) en bonne et due forme est nécessaire, affirment aujourd'hui certains élus, bien décidés à faire monter le débat.

«Je demande au gouvernement de déposer un PLFR d'ici au début de l'été, c'est une question de démocratie», déclare Eric Coquerel, député (La France insoumise) de Seine-Saint-Denis et président de la commission des finances à l'Assemblée. Une bonne partie de la gauche le souhaite aussi. Même réclamation de la part du Rassemblement national: «Nous demandons que le Parlement reprenne le pouvoir avec un PLFR», a affirmé Jean-Philippe Tanguy, le «M. Budget» du parti d'extrême droite, mardi 29 avril à l'Assemblée, lors d'un débat sur le plan budgétaire de la France à moyen terme.

Devant le coup de froid conjoncturel, les tensions internationales et les mesures protectionnistes américaines, le gouvernement a déjà pris plusieurs décisions. Des crédits de 9,1 milliards d'euros prévus pour l'Etat et la Sécurité

sociale ont été «mis en réserve» mi-mars. Puis 2,8 milliards de plus ces toutes dernières semaines, à titre de précaution. Au total, près de 12 milliards d'euros ont ainsi été gelés depuis l'adoption du budget, mi-février.

Légal juridiquement

Sur ce montant, le gouvernement a déjà annulé purement et simplement des crédits de 3,1 milliards d'euros par un décret paru samedi 26 avril au *Journal officiel*. «La dégradation récente des perspectives macroéconomiques conduit à anticiper de moindres recettes publiques, en lien notamment avec une révision de la prévision de croissance à 0,7 %, souligne l'exposé des motifs. Dans ce cadre, un effort supplémentaire de maîtrise de la dépense est nécessaire pour respecter la trajectoire de redressement des comptes publics sur laquelle le gouvernement s'est engagé.»

Le reste des sommes gelées, soit près de 9 milliards d'euros, est mis en attente. Une partie pourra être débloquée en cas de besoin ou d'amélioration des perspectives. Une autre risque d'être annulée à son tour, en cours d'année ou dans le cadre de la loi de fin de gestion, en fin d'exercice.

Juridiquement, le gouvernement reste dans son bon droit. Selon la loi organique relative aux lois de finances, il peut annuler les crédits qu'il souhaite dans la limite de 1,5 % du budget, soit environ 12 milliards d'euros pour 2025. Il n'est tenu de passer par une loi de finances rectificative, appelée aussi «collectif budgétaire», qu'au-delà de ce seuil.

Politiquement, l'affaire est plus discutable. Echaudé par l'éprouvant débat sur le budget 2025, le

«Geler plus de 10 milliards d'euros si peu de temps après le vote du budget est extrêmement limite»

JEAN-FRANÇOIS HUSSON
sénateur (LR)
de Meurthe-et-Moselle

gouvernement ne veut surtout pas d'une loi de finances rectificative, qui ouvrirait la porte à une motion de censure délicate dans une Assemblée fragmentée. Mais corriger par des décrets et circulaires un texte à peine adopté ne peut que susciter des remous. «Geler plus de 10 milliards d'euros si peu de temps après le vote du budget est extrêmement limite», estime Jean-François Husson, sénateur (Les Républicains) et rapporteur général du budget au Sénat. Je comprends bien que la situation politique ne laisse pas beaucoup de marge de manœuvre, et je n'exige pas un PLFR. Mais il ne faut pas trop tirer sur la corde...»

Eric Coquerel se montre plus offensif. «Cette méthode de gel et d'annulation par décret n'est ni démocratique ni efficace», affirme-t-il. Avec les annulations dévoilées samedi, le budget de l'économie va par exemple baisser de 20 % hors dépenses obligatoires et en euros constants, s'alarme-t-il. De même, les 95 millions d'euros annulés pour l'enseignement scolaire «correspondent aux deux tiers des crédits nécessaires pour les 4000 postes d'ensei-

gnants que François Bayrou a juré de préserver», souligne le député LFI. Il y a de quoi s'inquiéter pour cette promesse...» A ses yeux, une loi rectificative permettrait de contenir le déficit en cherchant de nouvelles recettes, plutôt que de miser sur des économies dans les dépenses publiques.

Les fonds mis en réserve ou annulés restent limités et ces mesures «ne dénaturent en rien» le budget tel qu'il a été voté, a répliqué mardi à l'Assemblée Amélie de Montchalin, la ministre chargée des comptes publics. Il s'agit d'actions de bonne gestion pour «piloter notre dépense» et «maintenir la cible» de déficit.

«La demande d'un projet de loi rectificative émane de ceux qui veulent plus d'impôts en cours d'année!», appuie Mathieu Lefèvre, l'un des députés macronistes les plus attentifs au budget. Pour lui, les mesures réglementaires suffisent à répondre à la baisse de la croissance, et le Parlement a déjà largement débattu des finances publiques. «Ce qui préoccupe les auteurs de cette demande, c'est d'ouvrir une fenêtre de tir pour fragiliser le gouvernement, pas d'équilibrer les comptes», juge-t-il.

Pour le gouvernement et les macronistes, la ligne est claire: pas de loi rectificative tant que ce n'est pas absolument indispensable. Tout dépendra donc de l'évolution de la conjoncture. Prochaine étape, un nouveau «comité d'alerte» sur les finances publiques se tiendra fin juin, après celui du 15 avril. Ce sera l'occasion pour le gouvernement de faire un point précis sur l'exécution du budget 2025, et un éventuel dérapage. ■

DENIS COSNARD

1^{er}-Mai: les syndicats peinent à faire entendre la question sociale

Les divergences entre organisations s'avèrent plus visibles que leur désir de concorde

«Le contexte global pèse et ne facilite pas la construction de mobilisations»

CAROLINE CHEVÉ
secrétaire générale de la FSU

tions», indique Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU.

Les organisations de salariés éprouvent, qui plus est, du mal à agir en commun – comme l'illustrent les initiatives éparses du 1^{er}-Mai. Sur des dossiers majeurs, comme celui des retraites, leurs différences sur le plan des idées et de la stratégie sont récemment réapparues au grand jour.

Trois d'entre elles (CFDT, CFE-CGC, CFTC) ont accepté de se prêter au jeu de la négociation avec le patronat, au sujet du devenir de notre système par répartition, tandis que deux autres (CGT, FO) ont claqué la porte, estimant qu'il n'y avait rien à attendre des discussions. «Les clivages anciens resurgissent entre les adeptes du rapport de force et celles qui ont un positionnement plus modéré», décrypte Pierre Ferracci, président du groupe Alpha, spécialiste du conseil en ressources humaines, et fin connaisseur de la sphère sociale. D'après lui, ce phénomène tient, en partie, au fait que les quatre principaux syndicats – CFDT, CGT, FO et CFE-CGC – commencent à préparer leurs prochains congrès qui, hasard du calendrier, se dérouleront à quelques semaines d'intervalle en 2026. «Ils ont, du coup, un peu tendance à se recentrer sur des enjeux internes», considère M. Ferracci.

Il faut ne pas perdre de vue que le 1^{er}-Mai intervient «dans un contexte de fragilisation du mouvement syndical», selon la formule de Karel Yon, chargé de recherches au CNRS. Les ordonnances de septembre 2017 sur le code du travail «ont réduit le nombre d'élus du personnel et, par voie de conséquence, l'implantation des organisations des salariés dans les entreprises, ce qui nuit à leurs capacités de mobilisation», constate-t-il. Pour autant, elles ont encore des atouts entre leurs mains, ne serait-ce que parce qu'elles entretiennent des relations «marquées par un esprit de responsabilité», aux yeux de Karel Yon. «C'est net, en particulier, pour la CFDT et la CGT», complète-t-il: elles ont conscience que le Rassemblement national peut, un jour, accéder au pouvoir et «elles veillent donc à ne pas s'entredéchirer pour être, le cas échéant, en mesure de batailler de concert si la menace d'une victoire électorale de l'extrême droite se précise».

Si les militants sont en ordre dispersé, le 1^{er}-Mai, en fonction de leur appartenance, «ce n'est pas grave», résume Laurent Escure, le numéro un de l'UNSA. D'après lui, l'époque où les syndicats avaient des rapports tendus est révolue. Les huit organisations ont réussi à instaurer un cadre d'échanges réguliers qui est «essentiel» pour mener leurs combats. ■

BERTRAND BISSUEL

La situation économique des outre-mer s'est dégradée en 2024

Alors que les chocs que subissent ces territoires se répètent depuis le Covid-19, leur banque centrale s'inquiète d'une stagnation économique et préconise des réformes structurelles

La vulnérabilité des outre-mer français s'accroît» et leur «dynamique économique se trouve enrayée». Le constat dressé par l'Institut d'émission des départements et territoires ultramarins (Iedom), leur banque centrale, dans son bilan annuel présenté mardi 29 avril, ne porte pas à l'optimisme malgré les discours volontaristes du gouvernement.

Dans une conjoncture difficile, l'Iedom a appliqué en outre-mer la baisse des taux d'intérêt directeurs décidée au niveau européen pour soutenir la consommation et les investissements. Mais la politique monétaire ne peut pas tout, et, de la Martinique à la Nouvelle-Calédonie, les chocs que doivent encaisser ces économies déjà fragiles se répètent depuis la pandémie de Covid-19: cyclones, tensions liées à la vie chère, émeutes, anticipations négatives liées à l'isolationnisme américain.

A La Réunion, le cyclone Belal a conduit à une augmentation des prix de l'alimentaire de 36 % deux mois après la catastrophe, leur niveau ne retrouvant la «normale» que dix mois plus tard – sachant que les écarts préexistants avec l'Hexagone s'élevaient déjà à 30 %. A Mayotte, selon la dernière enquête de

conjонcture menée par l'Iedom auprès de son panel d'entreprises, la quasi-totalité d'entre elles (96 %) a déclaré une dégradation totale ou partielle causée par louragan Chido.

La vie chère, ajoute le président de l'Iedom, Ivan Odonnat, «est un sujet généralisé en outre-mer, qui, croisé avec des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale, donne un cocktail explosif. [Car] même si nous ne sommes pas restés inertes face à l'inflation, et si l'accélération de l'inflation en 2022, 2023, et 2024 a été beaucoup plus rapide dans l'Hexagone, on part en outre-mer d'une situation initiale où les prix sont beaucoup plus élevés. La perception reste celle d'une situation profondément dégradée.»

Crise du nickel

En Nouvelle-Calédonie, l'insurrection du 13 mai 2024 a conduit à une perte du PIB qui devrait se situer autour de 10 %, et non de 25 % comme elle était parfois estimée jusque-là. Les chiffres sont en passe d'être consolidés. Les entreprises font état d'une baisse de chiffre d'affaires de 20 % à 40 % par rapport à 2023. En six mois, le choc a conduit l'emploi privé à chuter de 17,2 %, ce qui équivautrait, si on le rapportait au plan national, à la perte de 3,6 millions

d'emplois salariés. Les événements se sont en outre produits «après une situation de quasi-récession induite par la crise du nickel», rappelle M. Odonnat. De quoi provoquer une crise sociale majeure, alors que l'écart des prix avec l'Hexagone atteint un sommet: + 80 % pour l'alimentaire, + 30 % pour l'ensemble des biens.

Consommation des ménages en baisse, incidents de crédit en progression, défaillances d'entreprises en hausse plus rapide que dans l'Hexagone, créations d'entreprises en stagnation au mieux: dans ce contexte, l'indicateur du climat des affaires établi par la banque centrale des outre-mer est «mal orienté en général». Seule exception de ce point de vue, la Polynésie, qui profite de deux années records successives en matière d'activité touristique – le territoire, souligne la banque, maîtrise son endettement et s'inscrit dans une dynamique vertueuse au regard de ses finances publiques.

A La Réunion, l'indicateur du climat des affaires est passé sous le seuil d'être consolidé. Les entreprises font état d'une baisse de chiffre d'affaires de 20 % à 40 % par rapport à 2023. En six mois, le choc a conduit l'emploi privé à chuter de 17,2 %, ce qui équivautrait, si on le rapportait au plan national, à la perte de 3,6 millions

homologues calédoniennes. «Nous avons là une certaine inquiétude, précise le directeur de l'Iedom, Stéphane Foucault. Une morosité semble s'installer.»

Pour résumer, «la situation s'est donc dégradée en général», analyse le président de l'Institut. M. Odonnat ajoute: «Ces petites économies ont des ressorts pour rebondir, si on enclenche des mesures pour redonner confiance et perspective.» En clair, selon lui, si des réformes structurelles étaient menées. «Depuis quarante ans, des mesures de soutien public sont appliquées pour compenser les fragilités mais leurs effets ne durent pas, voire sont contre-productifs», explique-t-il, visant les aides fiscales – un effort de 800 millions d'euros par an pour le budget de l'Etat. «Ces économies reposent sur des structures productives qui datent de l'après-guerre, ajoute-t-il. Il faut agir sur le fonctionnement du marché des biens, des services et du travail. Ce qui est difficile, faute de consensus politique.»

Pour développer l'investissement privé, l'Iedom préconise de concentrer les efforts sur trois priorités: la modernisation des ports ultramarins, la transition énergétique des territoires et leur autonomie alimentaire. ■

NATHALIE GUIBERT

JUSTICE Une femme porte plainte après avoir été agressée à cause de son voile

La préfecture des Yvelines a fait savoir qu'une femme de 26 ans avait «déclaré avoir été

violemment agressée à Poissy», mardi 29 avril, par une personne lui ayant «arraché son voile». Dans un communiqué publié sur X, le préfet «condamne fermement cet acte violent». L'auteur présumé des faits est recherché.

La haine antimusulmans largement « invisibilisée »

L'Etat et une association lancent une plateforme de signalement pour mieux mesurer la « réalité » de ce racisme

C'est un drame que la communauté musulmane redoutait. Vendredi 25 avril, Olivier H., un Français d'origine bosnienne, âgé de 21 ans, larde de plusieurs dizaines de coups de couteau Aboubakar Cissé, un Malien de 22 ans, alors qu'il se trouvait dans la mosquée Khadija de la petite commune gardoise de La Grand-Combe. Le suspect filme alors avec son téléphone sa victime en train d'agoniser et prononce ces quelques mots : « Ton Allah de merde, ton Allah de merde ! ». Un juge d'instruction du pôle criminel de Nîmes a été saisi, lundi 28 avril. Une information judiciaire a été ouverte pour « meurtre avec prémeditation et à raison de la race ou de la religion ».

Cela fait des mois, des années même, que représentants religieux, fidèles, associatifs et chercheurs tentent d'alerter les pouvoirs publics sur la détérioration du climat vis-à-vis des citoyens de confession musulmane ; sur les dangers d'une « stigmatisation croissante », comme le dénonce Kamel Kabtane, recteur de la grande mosquée de Lyon ; et sur la multiplication des actes antimusulmans, « dont un très petit nombre seulement font l'objet d'un si-gnalement », déplore-t-il.

« La rhétorique du soupçon s'aggrave. Le stigmate ne se porte plus seulement sur les acteurs engagés, mais sur toutes les personnes lambda perçues comme musulmanes », souligne Haoues Seniguer, maître de conférences à

Sciences Po Lyon. Le tout, « dans l'indifférence générale », ajoutent les deux hommes.

La direction nationale du renseignement territorial a recensé 79 actes antimusulmans en France entre les mois de janvier et de mars (26 en janvier, 17 en février et 36 en mars), 72 % de plus qu'au cours de la même période en 2024, selon le ministère de l'intérieur, des chiffres révélés par *Le Parisien*, mardi 29 avril. « Avec une majorité de faits liés à des atteintes aux personnes, cette hausse du premier trimestre est inédite depuis dix ans et préoccupante », commente une source de la Place Beauvau. En 2024, 173 faits antimusulmans avaient été dénombrés, contre 242 en 2023, ce qui représentait une baisse de 29 %.

« Ces données sont largement sous-estimées et ne reflètent pas la réalité de ce que subissent les musulmans au quotidien », insiste Bassirou Camara, responsable des musulmans du Tarn et président de l'Association de défense

contre les discriminations et les actes antimusulmans (Addam), créée en février 2024 dans le cadre du Forum pour l'islam de France, en partenariat avec l'Etat. Ce projet est « né d'un constat de sous-signalement des actes antimusulmans », acquiesce Mathias Ott, le délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, qui soutient l'initiative à hauteur de 30 000 euros par an. Il est le signe d'une « volonté politique claire du gouvernement », poursuit le délégué. « Nous luttons avec la même fermeté contre toutes les haines », espère-t-il convaincre.

Accompagnement judiciaire

D'ici à quelques jours, l'association devrait lancer une plate-forme de signalement en ligne des actes antimusulmans, « afin de les dénombrer le plus précisément possible, et donc de lutter plus efficacement », explique le président de l'Addam. Ce travail de recensement était effectué jusqu'en 2020 par le Collectif contre l'islamophobie en France. Accusé de liens avec les Frères musulmans, il avait été dissous cette année-là.

A l'image du Service de protection de la communauté juive – « que nous avons rencontré pour nous inspirer de leurs bonnes pratiques », indique M. Camara –, l'Addam permettra aux victimes d'être accompagnées par un réseau d'avocats bénévoles dans leurs démarches juridiques. « Non seulement les familles n'osent pas faire de signalement,

convaincues que cela ne sert à rien, que personne ne les entendra, mais lorsqu'elles se décident à le faire, elles ne bénéficient d'aucun suivi. Désormais, elles ne seront plus seules », poursuit-il, tout en soulignant l'aggravation des faits rapportés. Avant, on parlait surtout de tags sur des mosquées, de réflexions aux femmes voilées, puis parfois de voiles arrachés, puis il y a eu des tentatives d'incendie de mosquées... ». Et désormais un « acte barbare ». Dans un communiqué, daté mardi 29 avril, il demande que la « haine antimusulmane » soit reconnue comme une « menace majeure pour notre République ».

Car, jusqu'à présent, le phénomène reste largement « invisibilisé », regrette M. Camara. De fait, les actes de haine se résument le plus souvent à quelques lignes dans la presse locale, notamment à Moulins, à Jargeau (Loiret), à Hauguenau (Bas-Rhin) à Rennes...

« L'inquiétude des musulmans est permanente. Le sentiment de solitude face à la méfiance, aux insultes, aux actes de plus en plus graves, aussi », se désole Kamel Kabtane. Dans un communiqué publié deux jours après le drame de La Grand-Combe, le recteur de la grande mosquée de Lyon a dénoncé, au nom du Conseil des institutions musulmane Auvergne-Rhône-Alpes, un « acte barbare (...) aboutissement direct d'une parole politique et médiatique de plus en plus décomplexée, qui, depuis des mois, désigne les musulmans comme une menace, dans une in-

Le ministre de l'intérieur, chargé des cultes, est accusé d'entretenir un climat hostile aux musulmans

26 mars, alors qu'il était l'invité d'honneur du rassemblement Pour la République, contre l'islamisme, organisé au Dôme de Paris par le collectif Agir ensemble, appelé « ne rien céder et ne pas être dupes » sur l'islamisme. A cet égard, il a mis en garde contre un phénomène « à bas bruit, rampant », avant de déclarer en conclusion de son intervention : « Vive le sport, et donc à bas le voile. »

Il a par ailleurs refusé de qualifier le meurtre d'Aboubakar Cissé d'acte « islamophobe », alors que le premier ministre, François Bayrou, a dénoncé dès le lendemain une « ignominie islamophobe » – un terme qui soulève un débat sémantique houleux. Ses contemporains y perçoivent une façon d'interdire toute critique de l'islam imposée par les islamistes ; ses défenseurs parlant d'une « haine de l'islam en tant que religion ».

« Nous avons choisi pour l'Addam une approche non militante, et nous ne parlons donc pas d'islamophobie afin de pouvoir avancer sans perdre d'énergie dans ce débat : c'est un choix stratégique », explique M. Camara. M. Seniguer y voit une « concession faite à un environnement politique hostile, qui met au ban toute une partie de la population française » et juge ce choix « rationnel, mais pas forcément raisonnable ». Pour M. Kabtane, « le fait que certains politiques refusent d'employer ce mot est une façon de nier la souffrance des musulmans et une partie de la réalité de ce qu'ils vivent ». ■

LOUISE COUVELAIRE

« Le stigmate se porte sur toutes les personnes lambda perçues comme musulmanes »

HAOUES SENIGUER
maître de conférences à Sciences Po Lyon

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Lit coffre Topper + matelas 1290€
En 140 x 190
Matelas Câlin
Dunlopillo 20 cm

5 coloris bois au choix
Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € inclus
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 : 66 rue de la Convention, 75015, M° Charles Michels
Paris 15 : 37 rue du Commerce, du mardi au samedi, 01 45 75 29 98,
M° Emile Zola ou La Motte-Picquet - Grenelle
Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes, 75012, M° Nation

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

Le maison recherche également bien d'autres produits.
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France.
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr



Grand canapé Topper Day 3 2490

3 places L236 x P105 x H84 cm, tissu velours nombreux coloris, confort mousse C4, fabrication européenne.
Assise mousse froide et duvet synthétique, dossier en duvet synthétique et fibre de balle, structure bois massif européen certifié FSC, ressorts NOSAG, nombreuses dimensions disponibles. Écopart incluse, prix hors livraison et hors coussins décoratifs, photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World, Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
MERCI DE NOUS CONSULTER
stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

Depuis l'Espagne, la nouvelle route de la cocaïne

Alors que les contrôles se renforcent dans les ports du nord de l'Europe, la drogue passe de plus en plus par les Pyrénées

Un énorme pick-up rouge tracte un hors-bord, à l'assaut des Pyrénées. Difficile de faire plus m'as-tu-vu que le rutant convoi qui se présente, le 10 février, devant les barrières du péage de Biriatau (Pyrénées-Atlantiques), à la frontière franco-espagnole. Les douaniers en poste ce jour-là ne peuvent s'épargner une exploration minutieuse de ce véhicule immatriculé en Pologne, si remarquable qu'il en devient suspect. A l'intérieur des longerons de la remorque, ils découvrent 58 kilos de cocaïne (3,8 millions d'euros de valeur marchande), après un découpage à la disqueuse, un outil devenu indispensable dans la lutte contre les trafics de stupéfiants.

Cette affaire, en cours d'investigation par l'Office antistupéfiants (Ofast), sur la piste d'un réseau actif depuis le Benelux, surprend par le manque de discréption du «vecteur» utilisé, mais étaye une tendance émergente des trafics: le passage de chargements de cocaïne depuis la péninsule Ibérique vers la France, jusqu'à saturation. «Notre base de travail traditionnelle, c'est la remontée du cannabis depuis le Maroc, mais on observe, ces derniers mois, une explosion des flux de cocaïne», constate Sébastien Mugica, chef divisionnaire des douanes de Bayonne, en première ligne d'une «submersion», selon le mot des magistrats spécialisés, où n'importe quel véhicule, du plus discret au plus extravagant, peut être muni de caches aménagées. «En 2023, sur notre secteur, on avait saisi environ 10 kilos de cocaïne; en 2024, c'était 335 kilos», précise le douanier bayonnais.

A l'est du massif pyrénéen, le col du Perthus (Pyrénées-Orientales) est aussi le théâtre d'un intense chassé-croisé de véhicules

dissimulant des pains de cocaïne sous emballages thermosoudés. «De trois à six interpellations par semaine», constate-t-on au parquet de Perpignan, pour des saisies passant d'une quinzaine de kilos il y a deux ans à plus de 500 kilos en 2024, essentiellement par l'autoroute A9, mais aussi via les départementales de montagne.

«La nouvelle dynamique de cette route s'explique par l'effet "waterbed" [un effet de vases communicants] en lien avec le renforcement des contrôles dans les ports du nord de l'Europe (Rotterdam, Anvers, porte d'entrée traditionnelle...), selon une logique de contournement, analyse Clément Boudin, du pôle stratégique de l'Ofast. Parmi les importateurs, on retrouve les groupes étrangers historiques bien implantés en Espagne, en particulier italiens, mais aussi des groupes albanophones, qui ont la capacité de réacheminer la cocaïne.» Quelques membres de cartels sud-américains et des importateurs belges et néerlandais à l'allure de «tradeurs» apparaissent aussi dans les dossiers à l'instruction les plus complexes, ainsi que des «équipes» françaises du sud-ouest de la France, traditionnellement spécialisées dans le cannabis, qui ont élargi leur offre.

Equipes spécialisées

Ces trafiquants lorgnent un marché bien plus rentable que le cannabis (dont les saisies transfrontalières, quoique toujours très élevées, stagnent), porté par une demande en hausse en France comme en Europe occidentale, et approvisionné par une production colombienne au niveau inégalé - 2664 tonnes en 2023, selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en hausse de 53 % sur un an. La poudre contenue dans les sachets analysés après leur saisie sur cet axe Espa-

gne-France dépasse ainsi régulièrement les 90 % de pureté. De quoi la recouper trois fois avant sa mise sur le marché au détail et multiplier ainsi les gains.

L'axe pyrénéen se retrouve au cœur d'une géopolitique de la drogue en mutation, où le Portugal et l'Espagne jouent un rôle central dans la réception, le réconditionnement, et la logistique de marchandises au transport parfois mutualisé entre groupes criminels d'ampleur limitée. En témoigne la dizaine de logos différents repérés sur les pains de cocaïne présents dans une même cargaison de plus d'une tonne, découverte récemment dans le port de Barcelone.

Les enquêtes ouvertes après des saisies récentes illustrent la grande variété des véhicules utilisés, ainsi que du degré d'implication des chauffeurs. «Certains ignorent que leur chargement a été "pollué", au même titre que la technique du rip off pour les conteneurs maritimes [une quantité de drogue, placée avec la marchandise lé-

gale, est récupérée dès l'arrivée avant l'inspection des douanes]», précise Philippe Bosdure, chef divisionnaire des douanes de Perpignan. Une enquête du détachement de l'Ofast de Montpellier, après l'interpellation en janvier d'un passeur de nationalité albanaise, au volant d'une Renault Talisman dans laquelle étaient dissimulés 14,3 kilos de cocaïne, a déterminé qu'il avait réalisé pas moins de six passages de frontière en moins de deux mois, toujours à destination de la région lyonnaise.

«Les équipes spécialisées dans le transport vendent un service, sou-

ligne Renaud Gaudeul, procureur de Bordeaux. Ce sont des organisations logistiques, hermétiques et spécialisées.» Ainsi, alors qu'ils pistaien t un groupe de jeunes trafiquants français à la suite d'une saisie de 800 kilos de pollen de cannabis, en novembre 2024, en région toulousaine, les enquêteurs de l'Ofast ne s'attendaient pas à découvrir de la cocaïne (380 kilos) dans la Mercedes utilisée par ce groupe, début février près de Narbonne (Aude).

«La France est un pays de transit, mais aussi de consommation», souligne Jean-David Cavallé, le procureur de Perpignan, qui constate «des passages réguliers vers l'Italie». Selon les enquêteurs spécialisés, les cargaisons de cocaïne en provenance de la péninsule Ibérique peuvent avoir pour point de chute aussi bien Toulouse, Bordeaux, que Lille, Lyon, Dijon ou la région parisienne. Parmi les destinations étrangères figurent même les pays traditionnellement reconnus comme les points de départ d'un flux «Nord-

Sud» d'acheminement de cocaïne, les Pays-Bas et la Belgique.

Le camion de Sergiu P., chauffeur moldave âgé de 48 ans, est intercepté sur l'autoroute A2, à Thun-l'Évêque (Nord), le 4 février. A première vue, son chargement était réglementaire : 32 palettes de bombes de laque pour les cheveux, à destination de Hambourg, en Allemagne. Mais les douaniers ont détecté, grâce au scanner de Calais, un chargement illicite dissimulé derrière la tôle de sa remorque : des petits ballots de cocaïne, siglées «JP», 438 kilos au total, élévant le chauffeur au titre officieux de plus gros convoyeur de 2025.

Affaires expédiées au tribunal

Le 10 avril, lorsqu'il arrive au tribunal de Cambrai (Nord) pour son procès en comparution immédiate, l'homme n'a rien du narcotrafiquant sûr de lui. Epaules voûtées, teint ciré, barbe drue, il demeure tête basse, racontant, en peu de mots, comment un certain «Gabriel» l'a convaincu d'embarquer «quelque chose» dont il ignorait la nature. Sergiu P. explique que les 3800 euros, en liquide, retrouvés dans l'habitacle, étaient la récompense d'une mission acceptée pour régler ses dettes. Les trois téléphones et deux répéteurs Wi-Fi retrouvés dans son habitacle lui permettaient d'être en lien constant avec un véhicule ouvrier lui servant d'escorte, depuis le point de départ, à Porto, jusqu'au déchargement, en Belgique.

«Normalement, c'est la quantité saisie dans un conteneur sur un port international», s'exclame la procureure, Ingrid Görgen, rappelant que cette seule affaire représente dix fois plus de cocaïne que le bilan 2024 des saisies sur sa juridiction. L'avocat du camionneur, M. Radu Stancu, regrette que cette enquête n'aille pas plus loin, pour remonter vers les commanditaires de ce réseau, les correspondants, ce mystérieux «Gabriel»... Suivant les réquisitions, la présidente donne la peine la plus lourde» - l'avocat du chauffeur fera appel: dix ans de prison ferme et 258 000 euros d'amende.

Devant des tribunaux engorgés par les dossiers de «stups», les affaires d'importation de cocaïne sont ainsi souvent expédiées en comparutions immédiates. Les jurisdictions interrégionales spécialisées s'emparent de celles concernant les plus grosses quantités ou de celles laissant entrevoir des pistes, grâce à l'exploitation des données téléphoniques. Dans le cas de Sergiu P., le contenu du portable avait été effacé, sans doute à distance, au moment même où était immobilisé son camion. Une remise à jour qui pourrait laisser la voie libre aux commanditaires pour poursuivre leurs affaires après cet incident de parcours. ■

THOMAS SAINTOURENS



«En 2023, on avait saisi 10 kilos de cocaïne; en 2024, c'était 335 kilos»,

SÉBASTIEN MUGICA
chef divisionnaire des douanes de Bayonne

La loi sur le narcotrafic, quasi consensuelle, définitivement adoptée

Le texte, inspiré d'un rapport sénatorial dressant le constat d'un pays «submergé», prévoit notamment l'instauration d'un parquet spécialisé

Objet rare et singulier, par sa nature quasi consensuelle, la loi sur le narcotrafic a été définitivement adoptée à l'Assemblée nationale, mardi 29 avril, par 396 voix contre 68. La veille, le texte avait été voté à l'unanimité au Sénat (seul le groupe écologiste s'était abstenu). L'Assemblée a en outre adopté un amendement du gouvernement pour préserver l'anonymat des agents pénitentiaires en matière pénale et administrative.

A la tribune, avant les débats, le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, a loué un «texte puissant» contre le crime organisé représentant la «racine de l'hyper-violence» et une «menace existentielle» pour les institutions françaises. Son homologue de la justice, Gérald Darmanin, s'est, quant à lui, félicité d'observer une «quasi-union nationale» autour de cette loi. Le groupe La France

insoumise (LFI) a été le seul à voter contre ce texte, après avoir déposé deux motions de rejet préalables, largement écartées.

Le député Ugo Bernalicis (Nord, LFI) a dénoncé un texte «inefficace», qui ne serait qu'un «vaste plan de communication» des deux ministres. Les autres groupes de l'opposition, du Rassemblement national aux Ecologistes, ont soulevé des points de désaccord, mais

ont préféré valider cette proposition «pour avancer», comme l'a souligné Estelle Mercier, députée socialiste de Meurthe-et-Moselle.

Résonance avec l'actualité

Durant ses douze mois de gestation, le texte adopté mardi n'a eu de cesse d'entrer en résonance avec l'actualité de la criminalité organisée. Le 14 mai 2024, le jour même de la conférence de presse accompagnant la publication du rapport sénatorial de plus de 600 pages dressant le constat d'un pays «submergé» par le narcotrafic, dans l'Eure, un commando venait de tuer sauvagement deux agents pénitentiaires, chargés du transfert d'un narcotrafiquant, Mohamed Amra. En cette fin d'avril 2025, ce sont les attaques inédites et coordonnées autour de plusieurs prisons françaises qui ont constitué l'inquiétant bruit de fond des ultimes débats.

La philosophie, fondée sur la répression, a trouvé deux partisans zélés : les ministres de l'intérieur et de la justice et de la justice

Des vingt articles originels de la proposition de loi déposée au Sénat en juillet 2024, le texte adopté garde l'essentiel - création d'un parquet national spécialisé, renforcement du statut de «repenti», mise en place d'un «dossier-coffre» (pour ne pas divulguer à la défense certaines informations sur la mise en œuvre de techniques spéciales d'enquête) -, mais a été aussi enrichi: recours au renseignement algorithmique, l'interdiction, pour les trafiquants, de paraître dans leur quartier de «deal», ou encore la fermeture administrative de commerces soupçonnés de blanchiment. Soit une philosophie fondée sur la répression, qui, au fil des mois et des recompositions gouvernementales, a trouvé deux partisans zélés : les ministres de l'intérieur et de la justice.

Tout un pan de la loi porte l'empreinte du garde des sceaux : le durcissement du régime carcéral

est venu se greffer au texte, au gré d'une narration parallèle, dont l'aboutissement doit être la mise en œuvre de prisons réservées aux détenus jugés les plus dangereux. La première centaine d'entre eux doit être transférée à Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais) dès juillet.

Au-delà du binôme formé par Gérald Darmanin et Bruno Retailleau, un autre duo revendique la paternité de ce texte transpartisan. Les sénateurs Etienne Blanc (Les Républicains, Rhône) et Jérôme Durain (Parti socialiste, Saône-et-Loire), coauteurs du rapport sénatorial et de la proposition de loi qui en a découlé, ne sont guère dupes de la convergence d'intérêts entre la bonne avancée du texte et les ambitions politiques des poids lourds du gouvernement.

«Cet alignement est évident et a été un véritable atout», reconnaît Etienne Blanc, satisfait d'un texte offrant de «nouveaux moyens con-

siderables» à la lutte contre le «très haut du spectre», Jérôme Durain se réjouit aussi d'un «texte de compromis», dont la dernière version demeure «équilibré», en laissant de côté certains aspects les plus sécuritaires évoqués dans les discussions, et «marqués à droite», sur les obligations de quitter le territoire français ou encore le paiement de frais d'incarcération par les détenus.

Les critiques émises par LFI pourraient désormais prendre la forme de recours devant le Conseil constitutionnel, afin d'attaquer certains articles jugés liberticides. Ses promoteurs, en revanche, s'interrogent désormais sur les moyens financiers et humains qui seront mobilisés pour la mise en œuvre concrète de cette loi, certes neuve au Parlement, mais à la substance régaliennes. ■

ROBIN RICHARDOT
ET T. ST.

Procès des « papys braqueurs » : le temps des regrets

Yunice Abbas, 71 ans, Marc Boyer, 78 ans, et Didier Dubreucq, 70 ans, ont raconté leur vie d'« enfants de la rue »

Yunice Abbas, 71 ans, retient autant qu'il peut le tremblement de son bras droit. « J'ai la maladie de Parkinson. » Marc Boyer, 78 ans, s'excuse d'avance des défaillances de sa mémoire. « J'ai le syndrome de Karpov, non, Karkoff ou Korsakoff, une forme de petit Alzheimer, si vous voulez. Bon, j'ai soixante ans d'alcool derrière moi, en dehors des années de prison. » Didier Dubreucq, qui aura 70 ans dans deux mois, est le seul à déposer assis. Il arrive tout juste d'une séance de trois heures de chimiothérapie pour la récidive de son cancer du poumon.

Tous trois ont répondu, mardi 29 avril, à leur interrogatoire de personnalité devant la cour d'assises de Paris qui les juge pour leur participation au braquage de la star de télé-réalité américaine Kim Kardashian. La cour d'assises, ils connaissent déjà. A eux trois, ils cumulent près de soixante ans derrière les barreaux, pour vols, vols à main armée, ou trafic de stupéfiants. « Tout ce que j'ai fait n'a servi à rien, dit Yunice Abbas. A chaque fois que j'avais d'un pas, je reculais de dix. » « J'ai une vie de raté, c'est tout ce que je peux vous dire, monsieur le Président », soupire Marc Boyer. « Enfin, raté pour mes enfants », corrige-t-il. Des larmes emuent les yeux bleus de Didier Dubreucq : « J'aimerais que tu deviennes pas comme ton père. » Et je veille au grain. »

« Je n'avais pas de modèle »

L'heure n'est pas encore venue d'examiner les faits qui leur sont reprochés. Yunice Abbas les reconnaît, Marc Boyer et Didier Dubreucq les ont contestés pendant l'instruction. Tous trois comparaissent libres – seul Marc Boyer n'a pas effectué de détention provisoire – et ils savent que leur âge, la maladie et les neuf années écoulées depuis le braquage éloignent le risque de la réincarcération. Alors ils parlent, comme sans doute ils n'ont pas souvent parlé.

Le Yunice Abbas qui plastronnait en 2021 sur les plateaux de télévision avec son livre *J'ai séquestré Kim Kardashian* (éditions de L'Archipel) a sagement remisé sa superbe. « Tous les droits d'auteur ont été saisis », tient-il à préciser. Il assure avoir désor-



Yunice Abbas, l'un des accusés du procès du braquage de Kim Kardashian, à Paris, le 28 avril. BERTRAND GUAY/AFP

mais compris que, « quand on prend le sac d'une dame, derrière, il y a un traumatisme ».

Passé ce moment périlleux, il raconte. « Je suis un enfant de la rue, vous savez. » Un père, soldat français né en Algérie « qui a fait le Débarquement », s'est installé avec sa famille à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), a été embauché comme ouvrier, et a été tué en 1959 par le FLN, le jour où il devait apporter un vélo à son fils. Yunice Abbas avait 6 ans. « Toute ma vie, j'ai attendu ce vélo », dit-il. Une mère analphabète, qui ne parle qu'arabe. « En français, elle savait dire "bonjour", "au revoir", "merci" et "combien". » « Il n'y avait pas d'homme à la maison, je n'avais pas de modèle », poursuit-il.

Adolescent, il apprend la mécanique sur le tas et bascule tôt dans la délinquance. La première fois, il a tout juste 18 ans, « pour un vol de coffre-fort dans un supermarché ». Après, tout s'enchaîne : « Quand vous connaissez les raccourcis, c'est

difficile d'exercer des activités légales. » Entre deux séjours en prison, il essaie pourtant de s'installer à son compte comme garagiste.

« Mais à moi, les banques n'accordent pas de crédit. »

– Alors vous n'empruntez pas d'argent mais vous le prenez ?, lui demande le président, David de Pas.

– Oui. Je me dis que je vais pas rater l'occasion, si ça me permet de payer les traitements du garage. »

Il replonge pour attaque de banque. « C'était des vols à main armée. On a tué personne. » A l'enquête de personnalité qui avait sollicité son témoignage, son épouse avait résumé d'une phrase sa vie conjugale : « Quarante ans de mariage, vingt ans de prison. » Le visage buriné de Yunice Abbas se fend d'un large sourire. « Je suis toujours... – il se reprend – enfin, mon épouse est toujours avec moi, c'est comme ça qu'il faut parler. » Il touche une retraite de 1 000 euros par mois, « plus [ses] petites répa-

rations », voit souvent ses quatre petits-enfants. « Je vais les chercher à l'école, je les emmène au parc. »

Marc Boyer lui succède à la barre. Cheveux blancs en brosse, voix cavernueuse. Il avait 12 ans, raconte-t-il, quand il a quitté sa ville natale de Clermont-Ferrand pour « monter à Paris ». « Je travaillais aux Halles, les vraies Halles, hein ! Je déballais les fruits et légumes, la viande. On gagnait bien notre vie parce qu'on récupérait les emballages, 10 à 15 centimes chacun. »

« On a trouvé le coffre ouvert »

Les premiers « ennuis » sont survenus quand il avait 15 ans. Direction la prison pour mineurs. « Un avocat célèbre m'a sorti de là, et après j'ai signé un engagement chez les parachutistes et je me suis retrouvé au Tchad. Je suis resté deux ans, parce qu'on m'a viré. C'était jour de soldé. On y est allé avec deux copains et on a trouvé le coffre ouvert, alors... » Après, il y a eu une sale histoire de coups mortels.

« C'était une bagarre. Malheureusement il y avait une arme. Le coup est parti et il y a eu un mort. »

– Vous étiez combien dans cette bagarre ?, s'enquiert le président.

– Deux. Lui, et moi. »

Simons, dans la vie, Marc Boyer était commerçant dans les débits de boissons, sur la Côte d'Azur. Ses compagnes successives en assuraient fictivement la gérance, lui-même étant sous le coup d'une interdiction de gérer. « C'est facile de convaincre une femme de devenir gérante de paille ?

– L'amour est aveugle, monsieur le Président.

– Vous avez eu combien d'enfants ?, enchaîne David de Pas.

– Attendez, faut que je compte, parce qu'il y en a deux qui sont morts. » Marc Boyer en a eu cinq, l'un d'eux comparé à ses côtés dans le prétoire.

« Il n'a pas eu de chance. Je voulais tellement un garçon que je l'emmenais partout avec moi.

– Il vous admire ?

A eux trois, ils cumulent près de soixante ans derrière les barreaux, pour vols, vols à main armée, ou trafic de stupéfiants

– Oui, et je le regrette, par rapport à mes fréquentations. Il appelait tous mes amis "tonton" et ils lui donnaient un petit billet. Dans mon milieu, on fait ça... Mais il avait pas le... Enfin, il était pas fait pour ça. » Marc Boyer touche 900 euros de pension par mois. « C'est l'Etat qui m'alloue ça. Je ne sais pas d'où ça vient, mais je les prends. »

Comme ses deux voisins de prétoire, Didier Dubreucq a « goûté tout de suite au sirop de la rue ». La famille recomposée vivait à Clichy-sous-Bois, « on était une fratrie de douze, y avait pas de contraception à l'époque, j'étais le dernier, on était quatre par lit. C'était la misère ». Sa première condamnation pour vol date d'il y a tout juste cinquante ans, au printemps 1975. Il enchaîne avec des vols à main armée, « après, ça devient une spirale ». « Mais je ne suis pas violent par nature, précise-t-il. Les échanges de coups de feu, c'était pour fuir. J'ai jamais tué qui que ce soit de ma vie et je m'en félicite. » Sa dernière condamnation date de 2012, pour récidive de conduite en état d'ivresse. « J'ai pris la décision de ne plus conduire du tout. »

Quand il est devenu père pour la première fois, à 52 ans, il a « décidé d'arrêter les cornières » et de travailler comme plombier, « beaucoup au black, je vais pas le cacher ». Ses deux enfants ont aujourd'hui 17 et 18 ans, il en assure la garde depuis qu'il s'est séparé de leur mère. « Je touche une petite retraite de 1 031 euros, plus les allocations familiales. Ça me suffit. » « Elle vient d'où cette retraite ?, lui demande le président. « Ben, j'ai beaucoup travaillé en milieu carcéral, comme auxiliaire. J'ai cotisé ! »

Les interrogatoires de personnalité devaient se poursuivre mercredi 30 avril. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

Le flou de l'exécutif sur la régulation des installations des médecins

Plusieurs milliers de médecins ont manifesté, mardi, pour s'opposer à la proposition de loi Garot et aux déclarations du gouvernement

Serre pas ton garrot sur nos libertés, « Oui à l'incitation », « Liberté, égalité, laisse-moi décider »... La mobilisation dans la rue ne fait pas partie des modes d'action habituels des médecins. Pourtant, ils étaient plusieurs milliers à reprendre ces slogans, mardi 29 avril, partout en France.

A l'appel des organisations d'internes, d'étudiants et de jeunes médecins, soutenus par tous les syndicats de médecins libéraux, les manifestants ont serré les rangs contre la proposition de loi transpartisane du député socialiste de la Mayenne Guillaume Garot, cosignée par quelque 250 autres députés de tout bord (hors Rassemblement national) et dont les chances d'aboutir n'ont jamais été aussi fortes.

A moins d'une semaine de la reprise, mardi 6 mai, de l'examen du texte, dont l'article premier, déjà adopté à l'Assemblée, touche à la liberté d'installation des médecins, en prévoyant une régulation (une arrivée conditionnée à un départ, dans les territoires ju-

gés suffisamment dotés), l'opposition au sein de la profession ne faiblit pas. Un interne sur deux se serait déclaré gréviste, mardi, selon leur intersyndicale (ISNI).

Croisée dans le cortège parisien, Anna Dumont, 21 ans, étudiante en médecine venue d'Amiens, relaie l'une des principales critiques des médecins : l'*« inefficacité »* d'une telle mesure au vu de la démographie médicale. « Faire bouger les médecins, ça n'en inventera pas [de supplémentaires] », affirme-t-elle. « Cette proposition de loi va aggraver la pénurie de médecins et les départs vers l'étranger », fustige Baptiste Liance, 42 ans, installé à Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne).

La « mission de solidarité obligatoire » annoncée en grande pompe par le gouvernement, vendredi 25 avril, comme un remède aux déserts médicaux, n'a pas désemorcé la contestation. Et pour cause : le message politique de l'exécutif, voulu comme un contre-feu face à la levée de boucliers des médecins, a peu convaincu. Le premier ministre, François Bayrou,

a eu le verbe haut : « Chaque médecin généraliste ou spécialiste qui exerce dans un territoire bien pourvu devra consacrer un ou deux jours par mois à des consultations dans des zones qui sont les plus en difficulté », énonçait-il, le 25 avril, à l'occasion d'un déplacement dans le Cantal. Et de promettre une solution « puissante » et « originale », permettant d'écartier une contrainte à l'installation des médecins – une piste inflammable qu'il avait entrouverte quelques semaines plus tôt.

C'est pourtant un discours plus modéré que le ministre de la

La « mission de solidarité obligatoire » annoncée en grande pompe n'a pas désamorcé la contestation

santé, Yannick Neuder, a fait entendre dans la foulée : interpellé sur France 3, dimanche 27 avril, au sujet de l'obligation de ces deux jours d'exercice, le cardiologue de profession a répondu d'un simple « non ». « C'est une proposition pour inciter », a-t-il assuré.

Copie « inaboutie »

Au ministère de la santé, on argumente, en défendant un mécanisme en deux temps. « Un appel au volontariat sera fait, dans un premier temps », promet-on par écrit dans l'entourage de M. Neuder, mais si cet appel n'est pas suffisant, les agences régionales de santé pourront, « si nécessaire, imposer des mobilisations de médecins issus de leur région ».

Qu'en est-il des « pénalités » initialement évoquées lors de la présentation du plan Bayrou, pour les médecins qui ne participeraient pas à la mission, quand des « contreparties financières » viendraient rétribuer les autres ? « Pour l'instant, on mise beaucoup sur l'engagement, sur la solidarité avec une incitation financière, a

tempéré M. Neuder, lundi, à la sortie du conseil des ministres. On verra si certains ne le font pas, si effectivement il y aura des pénalités ou autres. »

Dans les rangs syndicaux, on s'interroge sur une forme d'illibilité. « Les politiques ont un certain talent pour rester dans le flou », estime Agnès Giannotti, à la tête du syndicat MG France, majoritaire chez les généralistes. Il ne faudrait pas que nos positions soient caricaturées face à un mélange d'annonces peu claires, qu'on soutient pourtant pour certaines », assure-t-elle, citant l'idée de solidarité, mais « toujours sur la base du volontariat ».

La copie reste « brouillonne » et « inaboutie », brocarde pour sa part Jérôme Marty, de l'UFML-S. « On entend bien que M. Neuder veut tout faire pour contrer le texte de M. Garot, qu'il est contre l'obligation. Soit. Mais on n'est pas des perdreaux de l'année ! Le gouvernement n'a pas la main sur le texte de M. Garot, l'article premier est déjà passé à l'Assemblée... Ils étaient où, les députés, pour l'empêcher ? »

S'il s'agit d'en rester à du volontariat, le dispositif des « deux jours » ressemble beaucoup à ce qui existe déjà : les « consultations avancées », proposées sur certains territoires et soutenues par l'Assurance-maladie (avec une valorisation, à venir en 2026, de 200 euros par demi-journée). Une initiative que porte le syndicat de médecins spécialistes Avenir Spé-Le Bloc, qui a accueilli favorablement la mesure, en plaident pour sa montée en puissance.

Dans les cortèges, mardi, s'est aussi invité le débat sur cette mission. « Ça n'est pas une si mauvaise idée », estime l'intéressé Gaëtan Quinquis, en stage dans un cabinet médical du 12^e arrondissement de Paris. Mais ce serait délicat de quitter notre cabinet deux jours. » Léa Naji, 22 ans, étudiante à Amiens, se pose, pour sa part, des questions sur la « qualité de suivi des patients » qui ne bénéficiaient « que » de ce type de consultations avancées. ■

MATTEA BATTAGLIA,
ADÈLE PÉTRÉT
ET CAMILLE STROMBONI



Des inspecteurs chinois devant des tas de terres rares sur un quai du port de Lianyungang, dans la province de Jiangsu (est de la Chine), le 22 mai 2016.
WANG CHUN/IMAGINECHINA VIA AFP

La Chine active l'arme des terres rares

Pékin impose un contrôle sur l'exportation de métaux stratégiques, dont il détient le quasi-monopole

PÉKIN - correspondant

Il a fallu quelques jours pour que la mesure soit comprise, éclipsée par la stupéfiante surenchère de droits de douane entre les Etats-Unis et la Chine. Le 4 avril, Pékin a annoncé des restrictions sur les exportations de sept métaux aux noms certes peu connus, mais indispensables tant dans les secteurs de l'électroménager que de l'automobile, de l'électronique et de la défense. Dans le bras de fer avec Washington, la Chine a dégainé une arme commerciale redoutable : les terres rares.

Dans ce secteur, sa domination n'a fait que se renforcer : elle assure aujourd'hui 70 % de l'extraction de ces métaux stratégiques et 90 % de leur transformation. Ce qui lui donne un levier de négociation majeur face à Washington, plus encore que les usines de smartphones. D'où les visées du président américain, Donald Trump, sur les réserves du Groenland ou de l'Ukraine, et son décret du 24 avril pour accélérer l'exploration puis l'extraction dans les grands fonds océaniques, y compris dans les eaux internationales.

Dans le détail, les producteurs chinois devront désormais faire des demandes de licence d'exportation pour chaque client pour ces sept éléments, des terres rares qualifiées de lourdes du fait de leur poids atomique. En raison de leurs propriétés chimiques, ils sont employés dans la production de lasers, d'écrans, de produits de contraste pour les scanners hospitaliers, de systèmes de freinage des voitures, ainsi que dans le raffinage des produits pétroliers, les éoliennes, l'aérospatial ou encore les lampes LED. Deux d'entre eux, le terbium et le dysprosium, per-

mettent d'assurer la résistance à la chaleur d'aimants produits avec des alliages à base de terres rares, plus puissants que ceux conçus à partir d'autres métaux, et indispensables dans tous les moteurs électriques.

Pékin argue qu'en raison de leur possible double usage, civil et militaire, la Chine ne veut plus que ses minéraux alimentent l'industrie de l'armement américaine. Les terres rares sont, par exemple, employées dans les missiles guidés, les moteurs d'avions de chasse et la production de drones.

«Sur le fond, la Chine est déterminée à ne plus fournir de matériaux pour concevoir des armes qui pourraient un jour la menacer, mais elle a choisi d'utiliser ce levier à un moment où elle a besoin de faire pression sur l'administration américaine. Elle a sélectionné ces sept éléments précisément pour maximiser l'impact», explique Thomas Kruemmer, rédacteur du blog «The Rare Earth Observer» basé à Singapour. Toutefois, estime-t-il, rien ne dit que la Chine ait décidé de faire également barrage aux autres industries et pays.

Reste que le temps que ce système déclaratif se mette en place

– un délai de quarante-cinq jours est évoqué –, les douaniers bloquent leurs expéditions dans la plupart des ports chinois, confirme un professionnel du secteur. Le message est clair : à l'avenir, la Chine pourra choisir à qui elle veut vendre ou non. La menace est évidente pour les Etats-Unis. «Même si l'on s'attend à ce que ces exportations reprennent avec le temps à mesure que les entreprises obtiendront des licences, les restrictions sur le commerce seront plus importantes qu'avant», estime Piyush Goel, un consultant sur le marché des terres rares pour CRU, à Londres.

Un géant étatique

Sur ces sept éléments, plus encore que sur l'ensemble des 17 terres rares, la Chine a pour l'heure un quasi-monopole sur la chaîne d'approvisionnement. Elle assure 98 % du raffinage du terbium et du dysprosium, et elle produit 90 % des aimants permanents. Ces éléments ne sont pas rares dans la croûte terrestre. Mais leur concentration n'est pas toujours suffisamment élevée pour rendre l'extraction économiquement rentable – raison pour laquelle leur ex-

ploitation a été progressivement abandonnée en Occident.

Dans le nord de la Chine, dans la région autonome de Mongolie-Intérieure, la zone de Baotou s'est spécialisée dans la production des terres rares légères. Mais c'est dans le sud, dans la verdoyante province de Jiangxi, qu'ont longtemps été extraites les terres rares lourdes dont il est aujourd'hui question. Une pratique particulièrement polluante, nécessitant d'injecter de l'acide dans des pans de collines pour que la terre se liquifie, permettant la récolte dans des bassins avant séparation, raffinage et transformation. La production chinoise était fragmentée, partagée entre de grandes entreprises et de petits barrons locaux aux marges de la légalité.

La destruction de l'environnement et la contamination des eaux étaient de moins en moins acceptables pour les populations locales. Et, en 2010, quand Pékin avait dit suspendre ses livraisons de terres rares au Japon, le pouvoir avait découvert, qu'en dépit de son interdiction, du matériau continuait à partir à l'étranger, réexporté via des pays tiers ou sous des codes douaniers différents.

La Chine a retenu la leçon. Les années suivantes, elle a encouragé une concentration des acteurs du secteur, qui lui offre un contrôle bien plus effectif aujourd'hui. Un géant étatique chargé de chapeauter la filière a été créé en 2021, China Rare Earth Group. «La consolidation a donné au gouvernement central un contrôle direct sur l'industrie locale des terres rares», explique Tinzar Htun, une doctorante à l'Ecole des mines du Colorado, aux Etats-Unis. La Chine a un quasi-monopole sur la chaîne d'approvisionnement en aval : la transformation.»

Pékin ne veut plus que ses minéraux alimentent l'industrie de l'armement américaine

Dans l'extraction, beaucoup de mines ont été fermées, de sorte que les usines chinoises elles-mêmes doivent désormais se fournir en bonne partie à l'étranger. Dans le nord de la Birmanie en guerre, une région de l'Etat Kachin jouxtant la frontière chinoise est devenue le premier lieu d'une extraction très sale de terres rares lourdes transférées ensuite par camion vers la Chine et qui arrivent en produit fini dans le reste du monde.

Face à la domination chinoise, les efforts des pays étrangers ont été lents : après l'épisode japonais, qui a inquiété les marchés il y a quinze ans, chaque pays a finalement accepté sa dépendance à la Chine, jusqu'à ce que la pandémie de Covid-19 remette ce sujet sur le tapis.

«Sur un enjeu aussi critique, sur des minéraux aussi stratégiques, la Chine domine l'ensemble, tout simplement parce que c'est la seule qui a continué. Nous avons arrêté la production, car c'était trop petit ou pas assez rentable, nous en mesurons aujourd'hui les conséquences», constate un haut cadre européen.

Aux Etats-Unis, une ancienne mine a été rouverte à Mountain Pass, en Californie. Mais il s'agit plutôt de terres rares légères et – ironie de l'histoire au vu des tensions géopolitiques actuelles – la

mine exportait la majeure partie du minerai vers une entreprise en Chine, Shenghe, qui le transformait. Mais du fait des 125 % de droits de douane imposés par Pékin aux produits américains en réponse aux 145 % de Donald Trump, cette source n'est plus intéressante. L'entreprise américaine a donc, dans un communiqué, le 17 avril, dit se tourner vers d'autres débouchés et développer laval de la chaîne.

Sortir de la dépendance

La Chine, en se montrant menaçante, va inciter les autres pays à accélérer leur effort pour sortir de cette dépendance. «Passé les quarante-cinq jours, la question sera de voir combien de licences ont été distribuées par la Chine. Le monde pourrait revenir à la normale, mais on peut aussi présumer que ce ne sera pas le cas. Ce qui appelle à accélérer le développement des approvisionnements non chinois», dit Roderick Eggert, directeur adjoint du Hub pour l'innovation sur les matériaux critiques, créé en 2013 par le département de l'énergie américain, et professeur à l'Ecole des mines du Colorado.

Un gros acteur australien des minéraux, Lynas, a déjà une usine de traitement en Malaisie et doit y ouvrir en 2025 une nouvelle ligne pour la séparation des terres rares lourdes, en utilisant le concentré de l'extraction passée. En France, Carester doit ouvrir, d'ici à la fin de 2026 et avec des financements franco-japonais, un site de recyclage d'aimants permanents et de séparation de concentré de terres rares lourdes qui sera obtenu en Asie du Sud-Est. Mais, d'ici à ce que ces projets montent en cadence, l'approvisionnement mondial dépendra du bon vouloir chinois. ■

HAROLD THIBAULT

Vers une exploitation en haute mer

The Metals Company a annoncé, mardi 29 avril, avoir déposé la première demande d'exploitation minière dans les eaux internationales auprès des Etats-Unis, dont le président, Donald Trump, vient d'ouvrir la porte à cette industrie controversée. Cette demande est destinée à l'extraction de nodules polymétalliques riches en minéraux stratégiques dans la zone de Clarion-Clipperton, dans le Pacifique, a précisé l'entreprise canadienne. Initialement, la société voulait déposer sa demande en juin auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, qui a juridiction sur les fonds marins des eaux internationales. Mais The Metals Company critiquait la lenteur de l'organisation à adopter le «code minier» qui doit établir les règles d'extraction minière commerciale en haute mer. (-AFP)



PERTES & PROFITS | GOUVERNANCE

PAR ISABELLE CHAPERON

On reste entre hommes

C'est la saison du lilas, des asperges et des nominations de patrons. Dans la sphère publique, plusieurs entreprises emblématiques, de la SNCF à La Poste, attendent de connaître leur futur PDG ou directeur général. Mardi 29 avril, le conseil d'administration d'Air France-KLM a lancé le bal en nommant à la présidence Florence Parly, l'ancienne ministre des armées, qui succédera à Anne-Marie Couderc, le 4 juin.

A croire qu'il est indispensable de remplacer une femme au sommet par une autre, afin de ne pas être taxé de machisme. En revanche, pour le reste, on fait comme d'habitude, on reste entre hommes. A ce stade, en effet, tous les favoris pressentis pour prendre les rênes de la SNCF, de La Poste, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) se révèlent être des hommes. Ce serait dommage qu'Emmanuel Macron, DRH suprême de l'Etat, qui avait érigé l'égalité femmes-hommes en grande cause nationale, ne tienne pas compte de cette monochromie lorsqu'il arrêtera ses choix dans les prochains jours.

Pour succéder à Jean-Pierre Farandou à la SNCF, Jean Castex, le PDG de la RATP, semble tenir la corde, de même qu'Olivier Sichel à la CDC, soutenu par Eric Lombard, le ministre de l'économie et des finances et ancien directeur général de l'établissement financier public. A La Poste, Stéphane

Dedeyan, le patron de La Banque postale, bénéfice de l'appui de Philippe Wahl, le PDG sortant, et de M. Lombard. S'ajoutent à ces prétendants ceux déjà officiellement intronisés : Philippe Pascal, PDG d'ADP depuis le 18 février, et Bernard Fontana, auditionné mercredi 30 avril par le Sénat en tant que candidat désigné par les pouvoirs publics aux fonctions de PDG d'EDF.

L'important, bien sûr, est de choisir le meilleur candidat pour diriger une entreprise. Pourtant, sans un soupçon de volontarisme, les phénomènes de reproduction sociale prennent le dessus et amènent à toujours retenir les mêmes profils, en matière de genre, d'origines sociales ou ethniques. Ce qui pénalise les individus laissés de côté, et donc la société, mais prive aussi l'entreprise d'une diversité de points de vue et de compétences.

En décembre 2021, la loi Rixain avait frappé fort, en imposant des quotas de femmes dans les instances dirigeantes des grandes entreprises à l'horizon 2030, une extension du dispositif mis en place en 2011 dans les conseils d'administration, la loi Copé-Zimmermann, saluée comme une réussite. Cela ne veut pas dire que la messe est dite. Selon le chasseur de têtes Korn Ferry, sur 12 nouveaux dirigeants portés en 2024 à la tête d'une entreprise de l'indice SBF 120, aucune femme ne figurait sur la photo. ■

Consommation, investissement : l'économie française patine

L'activité tricolore n'a progressé que de 0,1% au premier trimestre, pénalisée par les incertitudes liées à la guerre commerciale

Cen'est pas ce qu'on pourrait appeler un début en fanfare. Plombée par un vote tardif du budget, par l'impératif de réduire le déficit public et par le contexte international menaçant, l'économie française a progressé de 0,1% seulement au premier trimestre, selon les premières estimations publiées, mercredi 30 avril, par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Un chiffre conforme aux attentes, et qui succède à une année 2024 à petite vitesse (1,1%).

Le 10 avril, le gouvernement a baissé sa prévision de croissance à 0,7% (contre 0,9% précédemment), en raison des conséquences négatives de la guerre commerciale lancée par Donald Trump. Pourra-t-il tenir cet objectif ? « Ce n'est pas irréaliste », évalue Maxime Darmet, économiste chez Allianz Trade. « Ça va être un combat ! » « Nous allons soutenir les entreprises », a déclaré le ministre de l'économie, Eric Lombard, sur Sud Radio, mardi, peu après la publication des chiffres.

En dépit de ce premier trimestre peu tonique, l'acquisition de croissance atteint déjà 0,4%, estime Marie Leclair, responsable du département des comptes nationaux à l'Insee. Selon l'institut, il faudrait que le produit intérieur

brut progresse de 0,2% sur chacun des trois prochains trimestres pour atteindre 0,7%.

La Banque de France, à l'origine de la prévision de croissance sur laquelle se fonde Bercy, se montre prudente. « Nous actualiserons [notre prévision] au mois de juin », expliquait, lundi 28 avril, le gouverneur François Villeroy de Galhau. Pourquoi est-ce qu'on ne fait pas d'actualisation aujourd'hui avec ces menaces protectionnistes ? Parce que c'est très difficile d'isoler un élément de tous les autres. »

Garder de la trésorerie
Ces incertitudes internationales se doublent d'une morosité à l'échelle nationale. La consommation a stagné au premier trimestre, et a même baissé nettement (- 1%) en mars. Pourtant, « les consommateurs commencent à prendre acte de la désinflation », remarque Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas. La confiance s'est stabilisée, mais n'est pas totalement repartie. D'autant que la crainte du chômage et les inquiétudes sur le niveau de vie futur ont augmenté.»

Cela se traduit par une baisse de la consommation alimentaire, mais aussi, par un net recul des achats de voitures, motos et vélos. En revanche, les achats de services restent positifs.

Le commerce extérieur, un des moteurs de la croissance en 2024, s'est mis à l'arrêt

L'investissement, lui, fait carrément grise mine, en recul de 0,2% sur le trimestre. Construction, achats de flottes automobiles et de matériels de transport, biens d'équipements : peu de filières échappent au marasme.

« Compte tenu des incertitudes, les chefs d'entreprise préfèrent garder de la trésorerie et donnent un tour de vis supplémentaire aux projets de recrutement », analyse Anthony Morlet-Lavidal, économiste chez Rexecode. Le tout, dans un contexte de ralentissement de la dépense publique, économies budgétaires obligent.

Le commerce extérieur, un des moteurs de la croissance en 2024, s'est mis à l'arrêt. Sa contribution en ce début d'année est nettement négative (- 0,4 point). Les exportations se sont fortement repliées (- 0,7%), alors que les importations continuent d'augmenter (+ 0,4%). « La France n'a pas bénéficié du frontloading qui

consiste à acheter en amont les produits qui vont être frappés par les droits de douane, explique M. Darmet. Ce phénomène est très marqué aux Etats-Unis où les importations ont fortement augmenté, mais peu proviennent d'Europe. »

En dépit de cette demande à l'arrêt, la production a légèrement accéléré sur le premier trimestre, particulièrement dans l'agroalimentaire, les matériels de transport et l'industrie pharmaceutique. « Comme la consommation est atone et que les exportations reculent, les stocks augmentent », décrypte Mme Leclair.

A défaut de consommation ou d'investissement, ils ont donc contribué positivement à la croissance, de 0,5% sur ce trimestre. Hors variation des stocks, la croissance aurait été clairement négative (- 0,4%), calcule Sylvain Berlinguer, du cabinet Asterès.

Les économistes voient mal d'où pourrait venir l'impulsion pour le reste de l'année. Seule consolation : « l'inflation ne repartira pas », estime M. Colliac. En avril, les prix ont progressé de 0,8%, selon les chiffres également publiés par l'Insee, mercredi. Le scénario central reste celui d'une faible croissance, sans inflation. ■

BÉATRICE MADELINE



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur « l'héritage de la paix » et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 12,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Après la panne d'électricité sur le réseau ibérique, l'heure des hypothèses

Les gouvernements espagnol et portugais ont annoncé chacun, mardi, la création d'une commission d'enquête

MADRID - correspondante

Patience. C'est le mot d'ordre lancé par les autorités espagnoles et portugaises alors que circulent de nombreuses théories sur les causes de la gigantesque panne d'électricité qui a plongé la péninsule Ibérique dans le noir, lundi 28 avril. Une fois l'électricité rétablie à 99%, mardi, les deux gouvernements ont chacun annoncé la création de commissions d'enquête, tout en demandant à leur population du temps pour obtenir des conclusions rigoureuses et précises.

L'hypothèse d'une cyberattaque a d'ores et déjà perdu beaucoup de force. « Il n'y a aucun indice d'une manipulation dans le cyberspace », a déclaré le premier ministre portugais, Luis Montenegro. Cette piste a été balayée encore plus franchement par le directeur des opérations du réseau électrique espagnol (Red Eléctrica de España, REE), Eduardo Prieto, mardi. « Au vu de nos analyses préliminaires, nous pouvons écarter un incident de cybersécurité », a-t-il assuré, abandonnant également la piste d'un « phénomène atmosphérique étrange » pointé par certains médias.

Pour ne rien négliger, l'Audience nationale, le haut tribunal chargé des affaires de terrorisme et crime organisé, a ouvert une enquête préliminaire sur un possible « sabotage informatique ». Elle a donné dix jours au Centre de cryptologie national et à REE pour expliquer les causes de la panne d'électricité.

La piste privilégiée par REE est autre. Selon M. Prieto, deux incidents consécutifs pourraient être à l'origine de la « brusque perte de

production » observée lundi à 12h33 – en cinq secondes, 60% de la génération d'électricité a disparu, probablement du fait de « déconnexions » de centrales électriques. Le premier incident, survenu « dans le sud-ouest » de l'Espagne, « très probablement » dans une centrale photovoltaïque, a pu être surmonté.

»Perturbation extrême»

Une seconde et demie plus tard, un deuxième incident a provoqué une « forte dégradation » du système électrique, avec des « oscillations sévères » qui ont abouti, en trois secondes et demie, à la « déconnexion des interconnexions » avec la France, « l'isolement du système électrique péninsulaire » du système européen, et « la déconnexion de contingents très élevés de production renouvelable ». « Le système n'a pas été capable de survivre à cette perturbation extrême », a conclu M. Prieto. Résultat : un « zéro énergie », ou black-out total.

Reste à savoir ce qui a provoqué ces déconnexions. Erreur humaine ? Failles techniques ? Coupures volontaires ? En conférence de presse, le président du

gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé la création d'une commission d'enquête présidée par le ministre de la transition écologique, et demandé à l'association européenne des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (Entso-e) qu'elle élabore « un rapport indépendant, de Bruxelles ».

Le dirigeant socialiste a dit ne vouloir « écarter aucune hypothèse », pas même celle de la cyberattaque. Cependant, il a balayé plusieurs pistes reprises par la

droite et l'extrême droite, qui risquaient de remettre en cause sa politique énergétique de développement tous azimuts des énergies renouvelables ou de sortir du nucléaire. « Il n'y a pas eu un excès de production d'énergies renouvelables, ni un manque de couverture de la demande », a ainsi assuré M. Sanchez, mardi, alors que certains experts ont pointé cette possibilité.

A 12h30, au moment de la panne, la demande d'électricité était couverte à près de 70% par l'énergie solaire, moins stable que les technologies conventionnelles. Un tel mix n'est pas inhabituel en Espagne, et l'Union espagnole des producteurs d'énergie photovoltaïque (UNEF) a précisé dans un communiqué qu'elle a versé sur le réseau la quantité prévue et programmée la veille. Cependant, dans son rapport annuel 2024, la compagnie Redeia, la maison mère de REE, avait alerté d'un « risque à court terme de déconnexions » de l'électricité, pouvant être « graves », lié « à la forte proportion des énergies renouvelables ».

M. Sanchez a aussi fait référence aux critiques de la présidente de la région autonome de Madrid, Isabel Diaz Ayuso (Parti populaire, droite), sur l'abandon du nucléaire, prévu en 2035. « Loin d'être une solution, durant cette crise, les centrales nucléaires ont été un problème. Alors qu'elles étaient éteintes, il a fallu dévier de grandes quantités d'énergie pour maintenir leur cœur stable », a-t-il déclaré.

SANDRINE MOREL



PERTES & PROFITS | GOUVERNANCE

PAR ISABELLE CHAPERON

On reste entre hommes

C'est la saison du lilas, des asperges et des nominations de patrons. Dans la sphère publique, plusieurs entreprises emblématiques, de la SNCF à La Poste, attendent de connaître leur futur PDG ou directeur général. Mardi 29 avril, le conseil d'administration d'Air France-KLM a lancé le bal en nommant à la présidence Florence Parly, l'ancienne ministre des armées, qui succédera à Anne-Marie Couderc, le 4 juin.

A croire qu'il est indispensable de remplacer une femme au sommet par une autre, afin de ne pas être taxé de machisme. En revanche, pour le reste, on fait comme d'habitude, on reste entre hommes. A ce stade, en effet, tous les favoris pressentis pour prendre les rênes de la SNCF, de La Poste, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) se révèlent être des hommes. Ce serait dommage qu'Emmanuel Macron, DRH suprême de l'Etat, qui avait érigé l'égalité femmes-hommes en grande cause nationale, ne tienne pas compte de cette monochromie lorsqu'il arrêtera ses choix dans les prochains jours.

Pour succéder à Jean-Pierre Farandou à la SNCF, Jean Castex, le PDG de la RATP, semble tenir la corde, de même qu'Olivier Sichel à la CDC, soutenu par Eric Lombard, le ministre de l'économie et des finances et ancien directeur général de l'établissement financier public. A La Poste, Stéphane

Dedeyan, le patron de La Banque postale, bénéfice de l'appui de Philippe Wahl, le PDG sortant, et de M. Lombard. S'ajoutent à ces prétendants ceux déjà officiellement intronisés : Philippe Pascal, PDG d'ADP depuis le 18 février, et Bernard Fontana, auditionné mercredi 30 avril par le Sénat en tant que candidat désigné par les pouvoirs publics aux fonctions de PDG d'EDF.

L'important, bien sûr, est de choisir le meilleur candidat pour diriger une entreprise. Pourtant, sans un soupçon de volontarisme, les phénomènes de reproduction sociale prennent le dessus et amènent à toujours retenir les mêmes profils, en matière de genre, d'origines sociales ou ethniques. Ce qui pénalise les individus laissés de côté, et donc la société, mais prive aussi l'entreprise d'une diversité de points de vue et de compétences.

En décembre 2021, la loi Rixain avait frappé fort, en imposant des quotas de femmes dans les instances dirigeantes des grandes entreprises à l'horizon 2030, une extension du dispositif mis en place en 2011 dans les conseils d'administration, la loi Copé-Zimmermann, saluée comme une réussite. Cela ne veut pas dire que la messe est dite. Selon le chasseur de têtes Korn Ferry, sur 12 nouveaux dirigeants portés en 2024 à la tête d'une entreprise de l'indice SBF 120, aucune femme ne figurait sur la photo. ■

Consommation, investissement : l'économie française patine

L'activité tricolore n'a progressé que de 0,1% au premier trimestre, pénalisée par les incertitudes liées à la guerre commerciale

Cen'est pas ce qu'on pourrait appeler un début en fanfare. Plombée par un vote tardif du budget, par l'impératif de réduire le déficit public et par le contexte international menaçant, l'économie française a progressé de 0,1% seulement au premier trimestre, selon les premières estimations publiées, mercredi 30 avril, par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Un chiffre conforme aux attentes, et qui succède à une année 2024 à petite vitesse (1,1%).

Le 10 avril, le gouvernement a baissé sa prévision de croissance à 0,7% (contre 0,9% précédemment), en raison des conséquences négatives de la guerre commerciale lancée par Donald Trump. Pourra-t-il tenir cet objectif ? « Ce n'est pas irréaliste », évalue Maxime Darmet, économiste chez Allianz Trade. « Ça va être un combat ! » « Nous allons soutenir les entreprises », a déclaré le ministre de l'économie, Eric Lombard, sur Sud Radio, mardi, peu après la publication des chiffres.

En dépit de ce premier trimestre peu tonique, l'acquisition de croissance atteint déjà 0,4%, estime Marie Leclair, responsable du département des comptes nationaux à l'Insee. Selon l'institut, il faudrait que le produit intérieur

brut progresse de 0,2% sur chacun des trois prochains trimestres pour atteindre 0,7%.

La Banque de France, à l'origine de la prévision de croissance sur laquelle se fonde Bercy, se montre prudente. « Nous actualiserons [notre prévision] au mois de juin », expliquait, lundi 28 avril, le gouverneur François Villeroy de Galhau. Pourquoi est-ce qu'on ne fait pas d'actualisation aujourd'hui avec ces menaces protectionnistes ? Parce que c'est très difficile d'isoler un élément de tous les autres. »

Garder de la trésorerie
Ces incertitudes internationales se doublent d'une morosité à l'échelle nationale. La consommation a stagné au premier trimestre, et a même baissé nettement (- 1%) en mars. Pourtant, « les consommateurs commencent à prendre acte de la désinflation », remarque Stéphane Colliac, économiste chez BNP Paribas. La confiance s'est stabilisée, mais n'est pas totalement repartie. D'autant que la crainte du chômage et les inquiétudes sur le niveau de vie futur ont augmenté.»

Cela se traduit par une baisse de la consommation alimentaire, mais aussi, par un net recul des achats de voitures, motos et vélos. En revanche, les achats de services restent positifs.

Le commerce extérieur, un des moteurs de la croissance en 2024, s'est mis à l'arrêt

L'investissement, lui, fait carrément grise mine, en recul de 0,2% sur le trimestre. Construction, achats de flottes automobiles et de matériels de transport, biens d'équipements : peu de filières échappent au marasme.

« Compte tenu des incertitudes, les chefs d'entreprise préfèrent garder de la trésorerie et donnent un tour de vis supplémentaire aux projets de recrutement », analyse Anthony Morlet-Lavidal, économiste chez Rexecode. Le tout, dans un contexte de ralentissement de la dépense publique, économies budgétaires obligent.

Le commerce extérieur, un des moteurs de la croissance en 2024, s'est mis à l'arrêt. Sa contribution en ce début d'année est nettement négative (- 0,4 point). Les exportations se sont fortement repliées (- 0,7%), alors que les importations continuent d'augmenter (+ 0,4%). « La France n'a pas bénéficié du frontloading qui

consiste à acheter en amont les produits qui vont être frappés par les droits de douane, explique M. Darmet. Ce phénomène est très marqué aux Etats-Unis où les importations ont fortement augmenté, mais peu proviennent d'Europe. »

En dépit de cette demande à l'arrêt, la production a légèrement accéléré sur le premier trimestre, particulièrement dans l'agroalimentaire, les matériels de transport et l'industrie pharmaceutique. « Comme la consommation est atone et que les exportations reculent, les stocks augmentent », décrypte Mme Leclair.

A défaut de consommation ou d'investissement, ils ont donc contribué positivement à la croissance, de 0,5% sur ce trimestre. Hors variation des stocks, la croissance aurait été clairement négative (- 0,4%), calcule Sylvain Berlinguer, du cabinet Asterès.

Les économistes voient mal d'où pourrait venir l'impulsion pour le reste de l'année. Seule consolation : « l'inflation ne repartira pas », estime M. Colliac. En avril, les prix ont progressé de 0,8%, selon les chiffres également publiés par l'Insee, mercredi. Le scénario central reste celui d'une faible croissance, sans inflation. ■

BÉATRICE MADELINE



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur « l'héritage de la paix » et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 12,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Après la panne d'électricité sur le réseau ibérique, l'heure des hypothèses

Les gouvernements espagnol et portugais ont annoncé chacun, mardi, la création d'une commission d'enquête

MADRID - correspondante

Patience. C'est le mot d'ordre lancé par les autorités espagnoles et portugaises alors que circulent de nombreuses théories sur les causes de la gigantesque panne d'électricité qui a plongé la péninsule Ibérique dans le noir, lundi 28 avril. Une fois l'électricité rétablie à 99%, mardi, les deux gouvernements ont chacun annoncé la création de commissions d'enquête, tout en demandant à leur population du temps pour obtenir des conclusions rigoureuses et précises.

L'hypothèse d'une cyberattaque a d'ores et déjà perdu beaucoup de force. « Il n'y a aucun indice d'une manipulation dans le cyberspace », a déclaré le premier ministre portugais, Luis Montenegro. Cette piste a été balayée encore plus franchement par le directeur des opérations du réseau électrique espagnol (Red Eléctrica de España, REE), Eduardo Prieto, mardi. « Au vu de nos analyses préliminaires, nous pouvons écarter un incident de cybersécurité », a-t-il assuré, abandonnant également la piste d'un « phénomène atmosphérique étrange » pointé par certains médias.

Pour ne rien négliger, l'Audience nationale, le haut tribunal chargé des affaires de terrorisme et crime organisé, a ouvert une enquête préliminaire sur un possible « sabotage informatique ». Elle a donné dix jours au Centre de cryptologie national et à REE pour expliquer les causes de la panne d'électricité.

La piste privilégiée par REE est autre. Selon M. Prieto, deux incidents consécutifs pourraient être à l'origine de la « brusque perte de

production » observée lundi à 12h33 – en cinq secondes, 60% de la génération d'électricité a disparu, probablement du fait de « déconnexions » de centrales électriques. Le premier incident, survenu « dans le sud-ouest » de l'Espagne, « très probablement » dans une centrale photovoltaïque, a pu être surmonté.

»Perturbation extrême»

Une seconde et demie plus tard, un deuxième incident a provoqué une « forte dégradation » du système électrique, avec des « oscillations sévères » qui ont abouti, en trois secondes et demie, à la « déconnexion des interconnexions » avec la France, « l'isolement du système électrique péninsulaire » du système européen, et « la déconnexion de contingents très élevés de production renouvelable ». « Le système n'a pas été capable de survivre à cette perturbation extrême », a conclu M. Prieto. Résultat : un « zéro énergie », ou black-out total.

Reste à savoir ce qui a provoqué ces déconnexions. Erreur humaine ? Failles techniques ? Coupures volontaires ? En conférence de presse, le président du

gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a annoncé la création d'une commission d'enquête présidée par le ministre de la transition écologique, et demandé à l'association européenne des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (Entso-e) qu'elle élabore « un rapport indépendant, de Bruxelles ». ■

Le dirigeant socialiste a dit ne vouloir « écarter aucune hypothèse », pas même celle de la cyberattaque. Cependant, il a balayé plusieurs pistes reprises par la

droite et l'extrême droite, qui risquaient de remettre en cause sa politique énergétique de développement tous azimuts des énergies renouvelables ou de sortir du nucléaire. « Il n'y a pas eu un excès de production d'énergies renouvelables, ni un manque de couverture de la demande », a ainsi assuré M. Sanchez, mardi, alors que certains experts ont pointé cette possibilité.

A 12h30, au moment de la panne, la demande d'électricité était couverte à près de 70% par l'énergie solaire, moins stable que les technologies conventionnelles. Un tel mix n'est pas inhabituel en Espagne, et l'Union espagnole des producteurs d'énergie photovoltaïque (UNEF) a précisé dans un communiqué qu'elle a versé sur le réseau la quantité prévue et programmée la veille. Cependant, dans son rapport annuel 2024, la compagnie Redeia, la maison mère de REE, avait alerté d'un « risque à court terme de déconnexions » de l'électricité, pouvant être « graves », lié « à la forte proportion des énergies renouvelables ».

M. Sanchez a aussi fait référence aux critiques de la présidente de la région autonome de Madrid, Isabel Diaz Ayuso (Parti populaire, droite), sur l'abandon du nucléaire, prévu en 2035. « Loin d'être une solution, durant cette crise, les centrales nucléaires ont été un problème. Alors qu'elles étaient éteintes, il a fallu dévier de grandes quantités d'énergie pour maintenir leur cœur stable », a-t-il déclaré, tout en soulignant qu'elles ont aussi été les « plus lentes » à redémarrer, seulement à partir de mardi après-midi. ■

SANDRINE MOREL

1^{er} Mai, fête du Travail. Est-ce vraiment la fête pour tous ?

Oui, le 1^{er} Mai est une fête.

Ce jour a été créé à l'origine pour nous rassembler, pour célébrer les avancées des conditions de travail.

Ce jour est la fête des travailleurs, mais il est aussi l'occasion de penser à ceux qui sont privés de travail ou qui n'ont pas pu le choisir.

Ceux pour qui trouver un travail est un parcours du combattant.

Et pourtant, le travail n'a jamais été aussi important, et j'ai la conviction qu'il doit permettre à chacun d'évoluer, d'expérimenter ou de se réinventer et de développer des compétences tout au long de la vie.

Chez Actual, nous avons un rôle à jouer pour donner accès au travail à toutes et à tous, quels que soient leur parcours, leur âge, leur origine, afin de favoriser l'émancipation et la réalisation personnelle.

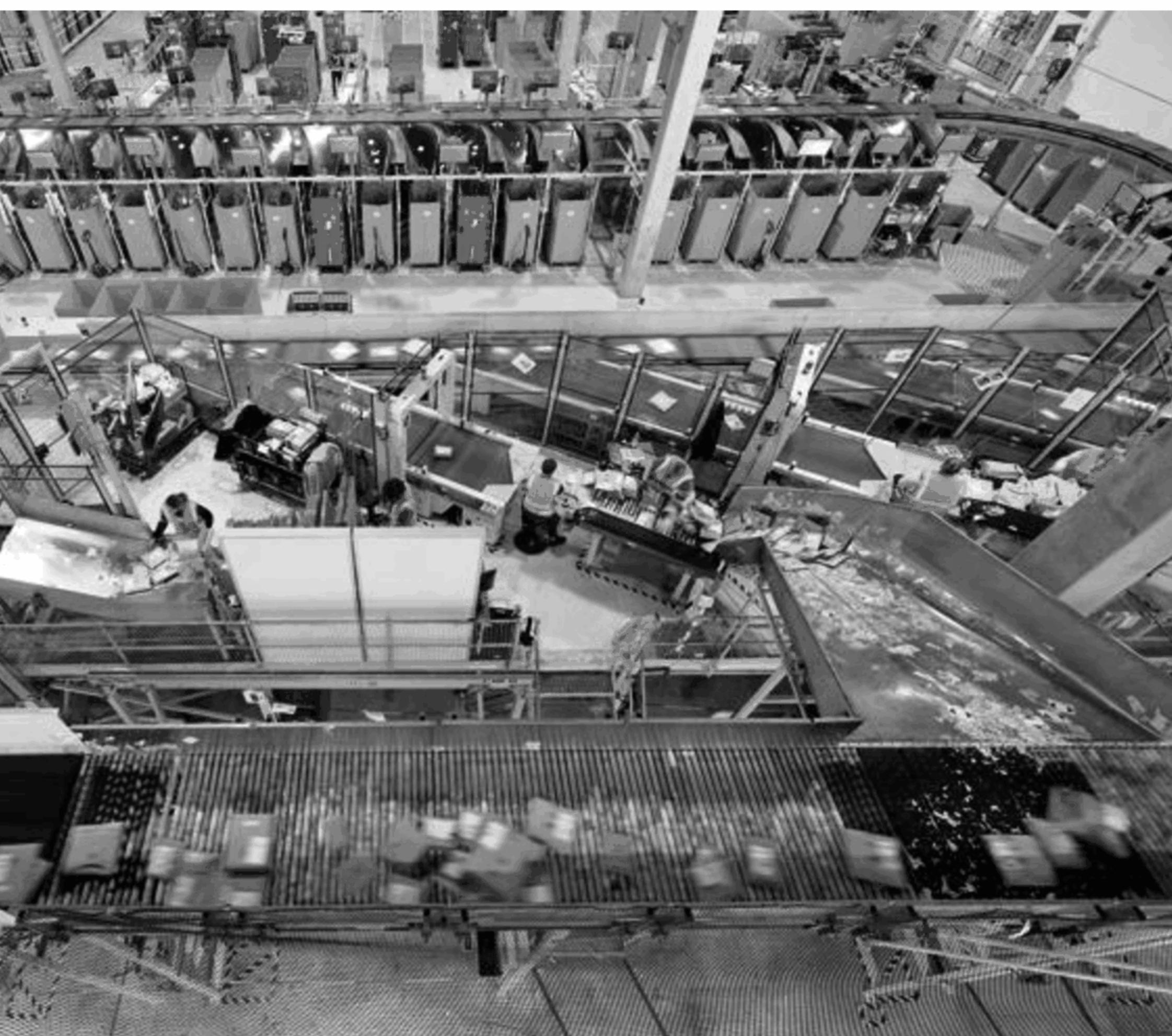
Voilà pourquoi nos 4 000 collaborateurs œuvrent chaque jour pour faire du monde du travail un monde ouvert et riche en possibilités, et pour que toutes et tous aient accès à un travail choisi.

**Pour qu'aujourd'hui, plus que jamais,
le travail devienne une chance.**

Samuel Tual

Président d'Actual group,
acteur majeur du travail en France.

 **actual** faire du travail
une chance



Dans le centre de distribution d'Amazon LIL1, à Lauwin-Planque (Nord), le 3 décembre 2024. MATTHIEU BOTTE/PHOTOPQR/« LA VOIX DU NORD »/MAXPPP

« Le bâtiment, les machines, tout reste La Redoute... sauf les salariés »

Le groupe de vente par correspondance va transférer les 322 salariés de sa plateforme logistique de Wattrelos (Nord) à IDLogistics, dont il restera le principal client

C'est deux jours après la fin des soldes d'hiver. Le 6 février, les salariés de l'entrepôt logistique de La Redoute, Quai 30, à Wattrelos (Nord), ont été rassemblés dès leur prise de poste. « On nous a annoncé de but en blanc qu'on allait être externalisé. Ça a été brut et sauvage », raconte Pascal, 53 ans, et toute une vie à La Redoute, comme sa mère avant lui. Le 1^{er} juin, il continuera à emballer les mêmes articles, au même endroit, mais sa fiche de paie changera d'en-tête : il sera désormais rémunéré par le groupe IDLogistics.

Ce « véritable projet industriel » vise à « développer le plein potentiel » de ce site, à la pointe de l'automatisation et de la robotisation, mais qui ne tourne qu'à 50 % de ses capacités, explique La Redoute. Spécialisé dans les colis de moins de 3 kilos, pour des articles de prêt-à-porter et de linge de maison, Quai 30 subit la baisse des ventes d'habillement depuis le Covid-19 – celles, en hausse, de meubles et de décoration pour la maison, sont gérées ailleurs.

La mission du groupe IDLogistics (42000 salariés dans 18 pays, 3,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires) sera donc de continuer à assurer la préparation de commandes pour La Redoute avec les 322 ex-salariés de l'enseigne – ils lui seront refacturés avec une marge – mais aussi de trouver de nouveaux clients et volumes pour renforcer l'entrepôt. Un « partenariat » qui doit « pérenniser le site et ses emplois », selon La Redoute.

Le comité social et économique (CSE) a cependant rendu un avis défavorable. Après des débrayages et des blocages ces dernières se-

maines, une trentaine de salariés sont venus manifester leur mécontentement, vendredi 25 avril, devant les Galeries Lafayette, à Paris, le groupe Société des Grands Magasins détenant La Redoute à 100 % depuis 2022. « On a tous trente ou quarante ans de Redoute et on se sent jetés comme des Kleenex ! », s'émeut une salariée devant la clientèle des Galeries. « On va énormément y perdre », s'inquiète une autre. J'ai donné trente-trois ans de ma vie à La Redoute. Et en fait, on n'est qu'un pion. »

« Le bâtiment, les machines, tout reste La Redoute sauf les salariés, on ne pensait pas que ça pouvait être possible légalement », souligne Smaïl Bella, délégué syndical central CGT. Même les experts du cabinet Sextant consultés par le CSE se sont interrogés sur le montant juridique, qui s'appuie sur l'article L. 1224 du code du travail. Que chaque salarié se lance dans une longue procédure en justice a cependant paru trop périlleux.

« Trahison et profit ! »

Au terme de négociations, les salariés ont notamment obtenu le maintien de leur prime d'ancienneté, de leur 13^e mois, de leur prime panier (titre-restaurant) ou de la majoration des heures après 21 heures et avant 6 heures. Mais il faudra renégocier ces mesures dans le cadre d'un nouvel accord avec IDLogistics d'ici à quinze mois. « C'est sûr, ce sera à la baisse », prédit M. Bella. La loi interdit de diminuer leurs salaires même au-delà des quinze mois. Mais les équipes passent de la convention collective du commerce à distance à celle du transport routier de marchandises, jugée

moins-disante. « Comme on est mieux payé que ceux d'IDLogistics, on a très peu de perspective d'augmentation désormais », dit une préparatrice de commande.

Ces petits revenus (un peu au-dessus du smic) listent d'autres avantages qui disparaissent, tel l'abondement de La Redoute à un plan d'épargne entreprise qui permettait de « gérer les coups durs ». Ils relèvent aussi que, pour les non-cadres, les cotisations prévoyance seront plus élevées pour une moins bonne prise en charge. Les employés-ouvriers ne bénéficieront par exemple plus du maintien du salaire à 80 % en cas d'arrêt de plus de quatre-vingt-dix jours. « Et on aura cinq jours de carence en cas d'arrêt maladie au lieu de trois », notent plusieurs salariés.

Tout sauf un détail pour ces salariés fragiles, dont la moyenne d'âge est de 53 ans. Et 28,5 % d'entre eux seraient reconnus travailleurs handicapés selon La Redoute, 42 % selon le rapport de Sextant qui évoque « une population marquée physiquement et psychiquement par un travail pénible ». Les salariés sont tous polyvalents, passant du « picking » (collecte des produits), au « packing » (emballage), au retour client. « C'est physique », témoigne Isabelle, 54 ans (les personnes citées par leur prénom ont souhaité garder l'anonymat). D'ailleurs les autres entrepôts ne prennent plus que des jeunes. » Après trente-cinq ans à La Redoute, elle souffre de l'épaule. « Je vous montre ! » dit-elle en faisant la démonstration qu'elle ne peut plus remonter sa main le long de son dos. J'attends l'IRM. » A ses côtés, Carole, 61 ans, trente-trois ans à La Redoute :

« Rupture du tendon du bras droit, fissure du ménisque, quatre hernies discales, j'ai un taux d'incapacité à 79 %. Tout le monde a des problèmes de santé. Et maintenant on nous dit que ça va être encore plus dur. Comment on va tenir ? »

Comme pour tous, la mission d'IDLogistics de faire « plus de volumes » se résume pour elle en une seule perspective : intensification. « Ils misent sur plus de linge de maison, c'est pas terrible, car les housses de couette, c'est lourd », souffle une sexagénaire. « On arrive à un âge où on ne peut plus aller ailleurs avec nos pathologies », renchérit Pascal, double hernie discale et trouble musculo-squelettique du coude. Il résume son sentiment en deux mots : « Trahison et profit ! »

Car une dernière couleuvre est particulièrement difficile à avaler : la faiblesse de la compensation financière. Personne n'a oublié la fiducie de 180 millions d'euros obtenue par les organisations syndicales auprès de Kering lors de la vente de La Redoute en 2014 (1178 suppressions de postes) après d'importantes mobilisations. De l'argent réservé pour des « mesures sociales », comme une garantie, pendant dix ans. Jusqu'au 31 décembre 2024.

Depuis le 1^{er} janvier, « les fonds placés reviennent à l'entreprise dans le cadre de son développement », explique La Redoute. Un mois avant le début du projet d'externalisation, le groupe a donc touché les 44,5 millions d'euros restants de la fiducie. Il propose 2100 euros brut de prime de transfert à chacun des 322 salariés (1636 euros net). « C'est dégueulasse », souffle Pascal, amer. ■

ALINE LECLERC

« Ouest-France » prépare le lancement de sa télé, la rédaction doute

Les contenus et la composition du capital de Novo19, lancée en septembre, restent flous

RENNES - correspondant

Dans les couloirs du siège d'Ouest-France, à Rennes, les salariés ne parlent désormais plus en mois, mais en semaines quand ils évoquent Novo19, la chaîne de télévision adossée au média régional. Son lancement est prévu le 1^{er} septembre sur le canal 19 de la TNT. D'ici là, la direction du titre français le plus diffusé (606 730 exemplaires quotidiens en 2024) mène une course contre la montre pour finaliser ce projet, mais aussi pour convaincre et rassurer, particulièrement en interne.

Nombre d'employés émettent des « doutes » sur cette « télévision des territoires ». « Il est plus simple de moquer que d'encourager. D'être persuadé que ce ne sera pas bien, plutôt qu'espérer être agréablement surpris », a réagi, mi-avril, le directeur du pôle audiovisuel du groupe Ouest-France, Edouard Reis Carona. Ces mots publiés sur le réseau social LinkedIn faisaient écho à l'editorial du 14 avril du directeur de la publication du quotidien, François-Xavier Lefranc. Celui-ci présentait l'ambition de cette télévision généraliste « la première (...) créée ailleurs qu'à Paris » : « Elle est si belle la France des territoires, si diverse et authentique, plus tonique et imaginative qu'on ne le dit trop souvent. Cette France, on ne la voit pas assez et on l'entend trop peu. A Ouest-France, avec Novo19, nous entendons contribuer à ce que cela change. »

A défaut de pouvoir jauger, pour l'heure, la qualité et la cohérence des programmes, on connaît leur quantité. Il suffit de lire la convention signée entre le groupe Ouest-France et l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) qui lui a attribué, le 24 juillet 2024, l'une des deux fréquences vacantes de la TNT après l'annonce de l'arrêt de C8 et de NRJ12.

Une quarantaine de salariés

Dans ce document, Novo19 s'engage à diffuser au moins 1300 heures annuelles de fiction, autant de documentaires et au moins 700 heures de magazines et d'émissions en plateau. Un journal télévisé de douze minutes sera réalisé à Rennes, chaque jour de la semaine. Diffusé en direct vers 19 heures, du lundi au vendredi, l'émission phare, « Le Talk en vrai », sera, elle, produite par Together Media et France.tv studio. La première société est dirigée par Renaud Le Van Kim, aussi fondateur du média en ligne Brut, connu pour avoir contribué au « Grand journal » de Canal+ ou à « C politique » sur France 5. La seconde conçoit notamment « Télématin » ou « Thalassa ». ■

Chahutés lors de leur audition devant l'Arcom pour leur méconnaissance de l'univers audiovisuel, les dirigeants du groupe Ouest-France ont, depuis, confié les commandes de Novo19 à des professionnels de la télévision, recrutés en externe. Une décision rare pour cette entreprise habituée à promouvoir ceux ayant évolué des

années durant en son sein. Depuis octobre 2024, Guénaëlle Troly, qui a longtemps évolué à RMC, assume la direction générale de Novo19. Mi-avril, l'embauche d'une poignée de cadres passés par M6, BFM, Canal+... a été annoncée. Une quarantaine de salariés devraient rejoindre la chaîne.

« Nous avons envie de croire en la réussite de cette télévision, mais nous avons tant de questions sans réponse... », expliquent les représentants du Syndicat national des journalistes. A la CFDT, on appuie : « La direction vante un projet novateur, mais difficile d'être serein à la vue du niveau d'investissement engagé. » Le journal devrait injecter « un peu moins » de 60 millions d'euros dans Novo19 pour ses trois premières années d'exploitation. La chaîne table sur un équilibre financier à « trois ou quatre ans » grâce à des revenus publicitaires corrélés à une audience de 2,5 %.

« Il s'agit d'un objectif ambitieux, mais raisonnable. Les autres chaînes de la TNT oscillent entre 1 % et 3 % », assure la direction, convaincue que les plateformes numériques du journal serviront de « carrefours d'audience » à la chaîne. En retour, elle compte sur les contenus de Novo19 pour abreuver les différents sites du groupe et ainsi doper leurs recettes publicitaires.

« La télévision n'a pas été pensée pour diffuser l'information d'Ouest-France par un autre canal, mais pour créer un chiffre d'affaires publicitaire. Les journalistes ne sont pas associés à cette chaîne et ne se sentent pas concernés », souffle une plume du titre qui souhaite rester anonyme. Comme beaucoup au sein de la rédaction, ce reporter s'intéresse plus au lancement de la future maquette de l'édition papier, prévu à l'automne 2025, qu'à celui de Novo19.

Une autre incertitude attise les craintes : la constitution de son capital. Si la direction du groupe a obtenu le soutien de banques mutualistes pour financer le lancement, elle souhaite intégrer des actionnaires minoritaires. Sont confirmés des contacts avec des entrepreneurs partageant « un attachement au territoire d'Ouest-France et aux valeurs humanistes du groupe ». Le nom de François Pinault alimente les rumeurs. Le milliardaire a acquis en 1998 le Stade rennais football club par affection pour la capitale bretonne où il avait commencé sa carrière. Intégrera-t-il pour autant le capital de Novo19 ? « Sans commentaire », étude le directoire du groupe Ouest-France qui assure, à quatre mois du lancement, être l'unique propriétaire de sa télévision. ■

BENJAMIN KELTZ

AUTOMOBILE

Stellantis « suspend ses prévisions » pour 2025

Stellantis a annoncé, mercredi 30 avril, qu'il suspendait ses prévisions financières pour 2025 « en raison de l'évolution des tarifs douaniers ». Très implanté aux Etats-Unis, le groupe a vu son chiffre d'affaires baisser de 14 % sur un an au premier trimestre. – (AFP)

LOGISTIQUE

UPS va supprimer 20 000 postes

Le groupe américain de messagerie et de livraison de colis UPS, qui emploie environ 490 000 personnes dans le monde, a annoncé, mardi 29 avril, qu'il allait supprimer 20 000 postes en 2025, en raison du contexte de guerre commerciale. – (AFP)

Torture, privation de nourriture, isolement complet : la maison d'arrêt numéro 2 de Taganrog est devenue un « trou noir » dans lequel disparaissent temporairement, et parfois même définitivement, civils et prisonniers de guerre ukrainiens. Le système carcéral russe, déjà réputé pour sa brutalité, s'est considérablement durci depuis le début de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle, en février 2022. Un nombre grandissant d'établissements pénitentiaires, vidés de leurs prisonniers russes, se sont métamorphosés en zones infernales où les gardiens se livrent aux pires sévices sur des détenus privés de tout droit et de tout moyen de communiquer avec l'extérieur.

La maison d'arrêt numéro 2 (SIZO n°2 en russe) de Taganrog, située à tout juste 40 kilomètres de la frontière ukrainienne, a rapidement émergé comme l'un des pires « trous noirs » de ce nouvel avatar de l'« archipel du goulag » soviétique. Construite en 1808, d'une capacité maximale de 512 détenus, elle enfermait principalement des délinquants mineurs jusqu'en 2022, lorsque environ 400 de ses occupants ont été transférés ailleurs pour faire de la place à un nouveau type de captifs. L'afflux d'Ukrainiens capturés durant le terrible siège de Marioupol (de mars à mai 2022) a conduit les autorités russes à réorganiser le système carcéral dans la région de Rostov, et elles ont jeté leur dévolu sur la maison d'arrêt numéro 2 pour y interner ceux qu'ils estimaient être leurs ennemis les plus endurcis. Bon nombre des défenseurs de l'usine sidérurgique d'Azovstal, dernier bastion de la résistance ukrainienne à Marioupol, ont souffert entre ses murs.

« CÉRÉMONIE D'ACCUEIL » MÉMORABLE

La journaliste Viktoria Rochtchyna, morte en détention en Russie, dont *Le Monde* et le collectif *Forbidden Stories* ont retracé le parcours après trois mois d'enquête, y a également été incarcérée à partir de décembre 2023, après avoir disparu au cours de l'été lors d'un reportage dans les territoires ukrainiens occupés par Moscou. Situé dans un faubourg de Taganrog, ville portuaire de 250 000 habitants au bord de la mer d'Azov, l'établissement loge au 175 de la rue Lénine, entre un salon de beauté du côté gauche et une station-service du côté droit, occupant un pâté de maisons d'une superficie légèrement supérieure à un terrain de football. De la rue, il se présente comme un mur aveugle de couleur verdâtre sous un toit de tôle couleur rouille, lui-même coiffé de deux rouleaux de fils barbelés empilés.

L'entrée est formée par un portail à deux battants métalliques, peints en vert pomme, chacun portant un large écusson du Service fédéral d'exécution des peines (FSIN, en russe). A l'intérieur, il n'y a pratiquement que du bâti : trois rangées de bâtiments ne dépassant pas trois étages, séparées par des cours étroites. Trois miradors d'une hauteur d'environ trois étages bornent le périmètre. A peine après avoir franchi le seuil, les prisonniers ukrainiens passés par la maison d'arrêt numéro 2 comprennent qu'ils sont tombés dans un établissement très particulier. Tous les témoignages recueillis par *Forbidden Stories* relatent une « cérémonie d'accueil » mémora-



Vues satellite et intérieure de la maison d'arrêt numéro 2 de Taganrog, en Russie. SOLENE REVENEY POUR « LE MONDE » / IMAGE SATELLITE ©2024 MAXAR TECHNOLOGIES

Taganrog, haut lieu de torture russe

Les Ukrainiens détenus dans cette prison sont soumis à des humiliations et aux pires sévices physiques. « *Le Monde* » et *Forbidden Stories* ont enquêté sur ces mauvais traitements

ble. « Des deux côtés se tenaient des rangées de policiers antièmeutes qui s'efforçaient de nous frapper de toutes les manières possibles, coups de poing, de pied, de matraque ; les coups pleuaient de tous les côtés, et nous ne pouvions pas nous protéger car nous avions les mains attachées », raconte Viatcheslav Gorban, qui se souvient du 29 mai 2022, le premier jour de ses quatre mois passés à Taganrog. Cet ancien ingénieur de 53 ans s'était engagé volontairement dans la défense territoriale de Marioupol, avant d'être fait prisonnier à Azovstal.

Pour Ielizaveta Chylyk, 37 ans, ancienne officière de l'armée ukrainienne ayant démissionné deux mois avant l'invasion russe, l'accueil a été individuel. Cette mère de deux enfants âgés de 3 et 6 ans, arrêtée le 30 janvier 2023 par le FSB (le service fédéral de sécurité russe) et internée cinq mois à Taganrog, raconte qu'elle a été contrainte de se dénuder entièrement pour être « filmée sous toutes les coutures ». Pour tout vêtement, on lui donne une nuisette qui semble avoir servi à nettoyer le sol et un bonnet qu'on lui descend sur les yeux pour l'aveugler. Conduite à travers des couloirs, elle est frappée avec une matraque et une tige métallique, sur le dos, les jambes, les omoplates, les bras. Elle subit une attaque de chiens, tandis que des hommes hurlaient : « Une autre pute ukrainienne a été amenée, et nous allons la baiser. » Elle échoue dans une cellule où se trouvent trois couchettes sans matelas, ni oreillers, ni draps.

Passé ce premier choc, les prisonniers sont confrontés à un quotidien allant de la privation de nourriture (pour tous) aux pires tortures. Viatcheslav Gorban s'estime chanceux. La nourriture était « infectée », se souvient-il, précisant avoir perdu 23 kilos sur 85. « La lumière restait allumée vingt-quatre heures sur vingt-quatre, et l'absence d'hygiène était complète. » Mais il n'avait droit qu'à deux passages à tabac quotidiens de cinq minutes chacun, contrairement à certains de ses camarades. « Les gardiens m'ont cassé trois côtes. Mais ce n'est rien comparé à ce que subissaient ceux qui portaient des tatouages avec des symboles ukrainiens. » Aux violences physiques s'ajoutent les brimades, comme l'obligation de chanter l'hymne national russe et d'autres chansons patriotiques. « Il ne fallait pas chanter, mais hurler l'hymne russe. C'était du harcèlement

moral. » Entendre jour et nuit d'autres détenus hurler sous la torture n'était pas le moins des tourments psychologiques.

L'humiliation figure en bonne place dans l'arsenal psychologique. Un ancien détenu raconte qu'on lui a demandé s'il avait une petite amie. Lorsqu'il a répondu positivement, un gardien a exigé l'adresse du compte Instagram de celle-ci, afin de lui envoyer une photo de son compagnon. Les femmes captives reçoivent l'ordre de se déshabiller devant le personnel masculin, qui en profite pour faire des commentaires désobligeants sur leur corps.

DES AIGUILLES SOUS LES ONGLES

Le pire est réservé aux combattants d'Azovstal, emprisonnés à six dans des cellules prévues pour trois, raconte Ioulian Pilipeï, 30 ans, fusilier marin fait prisonnier à Marioupol. « Durant la journée, les lits étaient rabattus. Deux détenus pouvaient s'asseoir à tour de rôle pendant que les quatre autres devaient rester debout. Personne n'avait le droit de parler. » Il décrit les instruments de torture : taser, doigts écrasés dans les charnières de portes ou par une masse en bois, étranglement, et des coups sur toutes les parties du corps. Il considère Taganrog comme la pire prison derrière celle de Koursk, où l'une de ses jambes a été brisée.

La torture à l'électricité est systématique. L'officier du régiment Azov, Bohlan Ravlikovsky, raconte y avoir été soumis « du premier au dernier jour » de son incarcération à Taganrog, de septembre 2022 à mai 2023. De nombreuses autres techniques de torture sont énumérées par les réfugiés de la maison d'arrêt numéro 2, comme la strangulation à la main ou à l'aide de sacs en plastique, l'asphyxie avec serviette mouillée, des aiguilles sous les ongles et l'ébouillantage.

Les actes de tortures sont commis afin d'obtenir des aveux forcés dans le cadre de l'instruction de procès alimentant la machine judiciaire russe chargée de faire porter l'entièreté de la responsabilité des crimes de guerre à la partie ukrainienne. Les femmes ne sont pas épargnées. Ielizaveta Chylyk décrit une pièce équipée d'une « chaise électrique » où la tension serait de 380 volts. La décharge lui était appliquée à travers des pinces fixées entre ses osselets. Elle se souvient d'une gardienne prénommée Yana Vladimirovna, qu'elle dépeint

comme « l'animal le plus brutal de tous », d'une méchanceté infinie, qui « hurlait en permanence », « haïssait toutes les filles », et menaçait : « Je te livrerai aux Tchétchènes pour qu'ils te fécondent et que tu deviennes porteuse de la culture russe. » Cette Yana Vladimirovna serait, selon l'ancienne prisonnière, responsable directe de la mort de plusieurs détenus.

LONG ukrainienne MIPL (« initiative médiatique pour les droits humains ») a recueilli des informations sur au moins trois décès de détenus à la maison d'arrêt numéro 2 de Taganrog, apparemment dus à une combinaison de sévices, de manque de nourriture et de soins médicaux. Maria Klymyk, enquêtrice au MIPL, a déclaré qu'il s'agissait de « l'un des pires lieux de détention pour les prisonniers ukrainiens en Russie ». Une source au sein des renseignements ukrainiens estime à 15 décès dans l'établissement entre mars 2022 et l'automne 2024.

Depuis que les prisonniers de guerre et les civils ukrainiens ont remplacé les détenus russes, les autorités pénitentiaires ont coupé toute communication avec l'extérieur. Durant deux ans et demi, jusqu'à la mi-2024, aucun avocat n'a pu mettre les pieds dans l'établissement, et même la commission publique de surveillance des prisons (un organisme gouvernemental) a dû cesser ses visites de routine. Alerté en mars 2023 par les témoignages de prisonniers de guerre ukrainiens libérés lors d'échanges, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme signalait dans un rapport que la Russie n'avait « pas réussi à assurer un traitement humain » des captifs, avec de « fortes violations systématiques », mentionnant particulièrement Taganrog.

Aujourd'hui, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Alice Edwards, est formelle : « Il est clair pour moi que la torture fait partie de la politique et de l'appareil de guerre russes, tant pour les civils ukrainiens que pour les prisonniers de guerre capturés. C'est organisé, et c'est systématique. » La rapporteuse note que les sévices contre les Ukrainiens sont observés dans toutes les régions occupées par la Russie, et souligne que « ce niveau d'organisation ne peut être approuvé qu'aux plus hauts niveaux, jusqu'au sommet ». Le caractère systématique de la torture est confirmé par un ancien officier supérieur de la FSIN qui a démissionné, en août 2022, après avoir reçu la consigne de « faire tout ce qu'il voulait » avec les prisonniers ukrainiens. L'homme, qui a quitté la Russie et désire garder l'anonymat, confie que le général Igor Potapenko, responsable du FSIN pour la région de Saint-Pétersbourg, a déclaré à ses subalternes : « Soyez cruels, n'ayez pas pitié d'eux », leur promettant l'impunité.

Combien d'Ukrainiens croupissent encore à Taganrog ? Et pour combien de temps encore ? La réponse est peut-être malheureusement à chercher dans l'acronyme PPJ (Poka Poutine Jiv) dont sont affublées les victimes de disparitions forcées. Acronyme qui signifie : « Tant que Poutine est vivant. » ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

FIN

LE « PROJET VIKTORIA »

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE

Pendant trois mois, l'organisation *Forbidden Stories* et un collectif de douze médias internationaux ont mené une enquête collaborative pour retracer le parcours de la journaliste ukrainienne Viktoria Rochtchyna, disparue à l'été 2023 lors d'un reportage dans les territoires occupés par Moscou et morte au cours de sa captivité en Russie. Cette enquête éclaire le système carcéral mis en place par la Russie pour les prisonniers civils ukrainiens, hors de toute procédure judiciaire, un sujet sur lequel la journaliste travaillait au moment de sa capture. Autour de *Forbidden Stories*, dont la mission consiste à poursuivre et à publier les enquêtes de journalistes menacés, emprisonnés ou tués, le « projet Viktoria » a associé 45 journalistes. *Le Monde* a pris part à ce travail aux côtés notamment de France 24, *The Guardian*, *Der Spiegel*, *Die Zeit*, la ZDF, *The Washington Post*, *Ukrayinska Pravda* et *Important Stories*.

LES AUTORITÉS PÉNITENTIAIRES ONT COUPÉ TOUTE COMMUNICATION AVEC L'EXTÉRIEUR. DE 2022 À MI-2024, AUCUN AVOCAT N'A PU METTRE LES PIEDS DANS L'ÉTABLISSEMENT

PIERRE-LOUIS BOUAF / LE MONDE



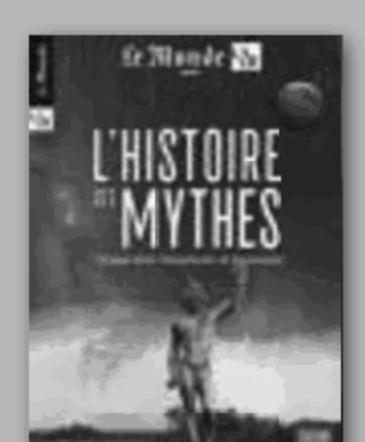
■ En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

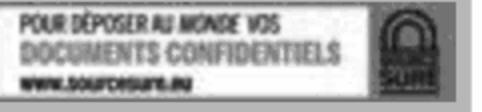
Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr

(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ carnets@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Catherine Blum Aglietta, son épouse, Anne Girardeau Aglietta, sa fille, Tamara Dzose, sa petite-fille Et Winston Dzose, son gendre, ont la douleur d'annoncer le décès de

Michel AGLIETTA, polytechnicien, économiste, cofondateur de la théorie de la régulation, professeur émérite à l'université de Paris Nanterre, conseiller scientifique au CEPPII, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 24 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Il n'y a pas de couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

20, rue du Champ de l'Aloette, 75013 Paris.

Liway, Léo, Sélim-Émile, ses petits-enfants, Jean-Philippe et Jérôme, ses enfants, Isabelle Ruellan, sa compagne, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marc BOUYER, ancien maître de conférences à l'université de Paris-VIII,

survenu le 23 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Une cérémonie en son honneur aura lieu le lundi 5 mai, à 10 h 30, en la chapelle Saint-Sauveur de La Noue-en-Ré.

Lille. Paris.

M et Mme Claire Bretteau-Cornuel, M. Vincent Cornuel, Jules, Baptiste et Lucas, M. Philippe Cornuel, M. Didier Cornuel, Mme Christine Guislain-Cornuel, ses enfants, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Bruno CORNUEL,

survenu le 27 avril 2025, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 2 mai, à 10 h 30, en l'église de Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris 5^e.

La famille tient à remercier l'équipe d'hématologie de Cochin et la Maison Jeanne Garnier.

Nous lui sommes reconnaissants des moments de bonheur passés ensemble.

« Tu n'es plus là où tu étais, Mais tu es partout là où je suis. » Victor Hugo.

Marseille. Chaucrue.

Françoise Talpoin, son épouse, Vianney, Juliette, François et Henri, ses enfants et leurs conjoints, Christine, Marianne et May, ses sœurs, Louis, son petit-fils, Ses neveux et nièces Et ses petits-neveux et petites-nièces,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Charles ELZIÈRE, fils de Claude DURAND-GASSELIN et Jean ELZIÈRE,

survenu le 25 avril 2025, à Marseille, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi 7 mai, à 16 h 30, au cimetière de Saint-Georges-d'Oléron.

Flûtes de champs en pot; pas de couronnes.

Nous associons à notre chagrin le souvenir de ses frères

Renaud et Paul.

« "Donne-lui quand même à boire", dit mon père. »

5, boulevard Beaurivage, 13008 Marseille, pourcharles@elziere.eu

Claude Equilbey, née Domene, son épouse,

Pascale et Gildas Chevillotte, Laurence Equilbey, Isabelle et Laurent de Bray, Stéphanie Equilbey, ses enfants et gendres,

Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants Ainsi que toute sa famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

colonel (e.r.) Noël EQUILBEY, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 28 avril 2025, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris 16^e.

L'inhumation aura lieu le samedi 3 mai, à 10 h 30, au cimetière de Genêts (Manche).

Moëlan-sur-Mer.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

Mme Marie GAREL - WEISS,

survenu le samedi 19 avril 2025.

De la part de

Ferdinand Berville, son époux, Lou Garel, Clémence de Saily, Iris Berville, ses filles et sa maman, Martine Weiss.

Un dernier hommage lui sera rendu le vendredi 2 mai, à 10 h 30, au crématorium du cimetière Père-Lachaise, Paris 20^e.

Les fleurs seront réservées à la famille.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Mme Geneviève GROSCLAUDE, son épouse,

Ses enfants, leurs conjoints Et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques GROSCLAUDE,

professeur émérite de l'université de Strasbourg, docteur honoris causa de l'université de la Sarre, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Palmes académiques, lecteur assidu du *Monde* depuis 1953,

survenu le 7 avril 2025, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Strasbourg, le 16 avril.

Geneviève,

son épouse

Et sa famille,

ont le regret de faire part du décès de

Jacques LEMOINE,

ingénieur ECP 59, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 11 avril 2025, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

17, impasse de l'Aqueduc, 77300 Fontainebleau.

Virginie Le Torrec Linden, son épouse,

Clara, Nina et Esther, ses filles,

Alexandre et Elisabeth Linden, ses parents,

Marie Linden,

sa sœur,

Grégoire Biasini et leurs enfants, Margot, Anna et François,

Anne-Marie Le Torrec,

sa belle-mère,

Mélanie Le Torrec,

sa belle-sœur,

Eric Fossoul et leurs enfants, Judith et Sacha,

Toute sa famille

Et ses nombreux amis,

ont l'infini chagrin d'annoncer le décès soudain de

Sébastien LINDEN,

survenu le 27 avril 2025, à Grenoble, à l'âge de cinquante ans.

Une cérémonie se déroulera le samedi 3 mai, à 15 heures, au Temple d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris 16^e.

L'inhumation aura lieu à Saint-Quay-Portrieux, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits à une association.

letorrec.linden@gmail.com
elisab.linden@gmail.com

Eliane MITTELMAN,

née LAJOURNADE,

a quitté le plan de la manifestation le mercredi 17 avril 2025.

La crémation aura lieu le lundi 5 mai, en la salle de la Coupole au cimetière de Père-Lachaise, 55, rue des Rondeaux, Paris 20^e, à 10 h 30.

absyc@orange.fr

Montpellier.

Michaël Delafosse, maire de Montpellier, Didier Deschamps, président de Montpellier Danse, L'équipe de Montpellier Danse,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Paul MONTANARI,

chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres, directeur de Montpellier Danse pendant quarante-deux ans, créateur de l'Agora, cité internationale de la danse,

survenu le 25 avril 2025, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Une cérémonie de recueillement et d'hommage a eu lieu le mardi 29 avril, à 16 h 30, au complexe funéraire de Grammont à Montpellier.

Leurs pensées émues s'adressent à sa famille et ses proches.

(Le Monde du 30 avril).

Nîmes.

Mme Sabine MUTIN,

son épouse,

Philippe et Isabelle, Dominique et Xavier,

Bénédicte et Jérôme, ses enfants,

Baptiste, Natacha et Dimitri, Timothée, Jeanne, Marguerite, Philippine, Martin, Gaspard, Louise et Théophile,

ses petits-enfants,

Andreas et Anastasia, ses arrière-petits-enfants,

Annie Mutin, sa sœur,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Pierre MUTIN,

né le 10 août 1939,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 23 avril 2025, à Nîmes, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 2 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Joseph, route de Sauve, à Nîmes.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 2 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Joseph, route de Sauve, à Nîmes.

sabine.mutin@wanadoo.fr

Marjane Satrapi

a l'

Tirana, nouvel eldorado pour architectes internationaux

Sous l'impulsion du premier ministre Edi Rama, la capitale albanaise se voit redessinée par de grands noms de la profession

REPORTAGE TIRANA

Lieu de sinistre mémoire, la Vila 31 est promise à un avenir radieux. C'est du moins le récit qu'ont repris en chœur les personnalités qui se sont succédé au micro le 9 avril, jour de l'inauguration, du premier ministre albanaise, Edi Rama, au ministre délégué chargé de l'Europe pour la France, Benjamin Haddad, en passant par Frédéric Jousset, le bouillonnant patron de la fondation Art Explora. Située dans le très vivant quartier Blloku, au cœur de Tirana, cette demeure d'inspiration moderniste, où vécurent pendant dix ans le dictateur Enver Hoxha (1908-1985) et sa famille, matérialisait le régime répressif sanguinaire qui verrouilla pendant près d'un demi-siècle cette république stalinienne. Elle sera désormais une maison des artistes ouverte sur le monde : un lieu de résidence, de performances, de concerts, de conférences, entièrement consacré à l'art et à la création.

C'est Edi Rama, homme fort du pays, qui a voulu cette reconversion. Artiste lui-même, formé aux Beaux-Arts de Paris et représenté par la célèbre galerie Marian Goodman, celui qui fut maire de Tirana de 2000 à 2011 avant de devenir premier ministre en 2013 a convaincu Frédéric Jousset, mécène milliardaire et grand promoteur de ce qu'il appelle la «*démocratisation culturelle*», de prendre en charge le fonctionnement du lieu. Le volet architectural en a été confié à un duo français, Thibault Marca et Lucie Niney, les associés fondateurs de l'agence NeM.

Leur intervention a consisté à revenir au plus près de l'état d'origine de la maison dans la limite des usages auxquels on la destine désormais. Un travail de restauration, principalement, qui visait à sanctuariser en tirant vers le folklore l'atmosphère de cocon paranoïaque qui prospérait entre les doubles portes capitonnées et les passages secrets reliés au réseau de tunnels creusés sous le sol de la ville. Le premier ministre est ravi du résultat, et le duo français est aujourd'hui en discussion pour développer d'autres projets dans le pays. «*C'est comme ça que ça marche ici, apparemment, hasarde Thibault Marca. On est d'abord identifié, et puis on vous rappelle pour quelque chose de plus important.*»

En quelques années, l'Albanie est devenue un eldorado pour les architectes du monde entier. C'est le pari de ce premier ministre hors norme, qui voit dans la discipline un levier susceptible d'entraîner son pays sur la voie d'une mondialisation heureuse. Son premier coup d'éclat en tant que maire de Tirana a consisté à recouvrir les murs de sa ville de fresques géométriques aux couleurs riantes. Aujourd'hui, il compte sur une «*armée d'architectes*» de renommée mondiale pour dissoudre dans des formes extravagantes aux reflets bigarrés les stigmates qui continuent de coller au pays – du communisme

passé à la corruption bien présente, comme on a pu le constater le 18 février dernier, quand l'actuel maire de Tirana, Erion Veliaj, longtemps considéré comme le dauphin d'Edi Rama, a été incarcéré pour corruption et blanchiment d'argent.

De nombreux lauréats du prix Pritzker ont répondu à l'appel (Alvaro Siza, Shigeru Ban, Eduardo Souto de Moura, le trio catalan RCR, Toyo Ito...) ainsi qu'un gros contingent de superstars de la discipline (Liz Diller, Bjarke Ingels, Dominique Perrault, Jeanne Gang, Winy Maas, Stefano Boeri...). La blague qui circule dans le milieu, c'est qu'il est devenu difficile de trouver un architecte célèbre qui ne travaille pas à Tirana.

La ville a besoin de ce regard extérieur, soutient Adelina Greca, la directrice d'Atelier Albania, l'agence nationale d'urbanisme chargée de l'organisation des concours pour ces grands projets internationaux. «*Là où nous voyons la laideur, le désordre, la saleté, un architecte étranger peut voir de la beauté ou du potentiel.*» Il ne suffit pas d'être célèbre pour être adoubé, tient-elle à préciser. Des agences comme Zaha Hadid Architects ou Foster + Partners se sont vu recalées pour avoir présenté des projets jugés sans rapport avec l'esprit des lieux. Ce qu'on attend des architectes, ce sont des propositions qu'ils n'auraient jamais faites ailleurs, qui vont aider le pays à se forger une identité nouvelle en s'appuyant sur ses atouts (melting-pot culturel, dialogue interreligieux, rapport à la nature, douceur de vivre...).

LE GOÛT DU PARADOXE

Emblème de cette vision, une tour en verre reproduit le relief du visage de Skanderbeg, héros national connu pour avoir résisté, au XV^e siècle, à l'Empire ottoman. On la doit à MVRDV, agence hollandaise qui multiplie les projets métaphoriques dans la capitale albanaise, comme cette tour rectangulaire dont le cœur, morcelé comme un nuage de pixels, est censé refléter la carte du pays, ou la transformation d'une pyramide postmoderne qui abritait un musée à la gloire d'Enver Hoxha en un espace public ludique et coloré, appropriable par tous. Ces bâtiments tiennent tous dans un mouchoir de poche, à proximité de la place Skanderbeg, spectaculaire esplanade tapissée de pierres issues de toutes les régions du pays, dont la conception a été pensée par l'agence belge 51N4E.

La partie de la ville qui la prolonge vers le sud a été entièrement refaite à neuf, largement piétonnisée. Il fait bon y déambuler entre des bars jardins, les rives arborées de la Lana, l'emprise de l'ancien château fort reconvertie en zone touristique. Entre les bâtiments officiels de style rationaliste datant de l'entre-deux-guerres, quand l'Albanie était sous la coupe de l'Italie fasciste, et la petite mosquée héritée de la période ottomane, ces grands projets, qui se découpent sur le décor verdoyant des collines qui encerclent la ville, s'insèrent bizarrement bien. Le tissu anarchique qu'ils sont venus rem-



La TID Tower,
par 51N4E,
à Tirana. 51N4E

«LÀ OÙ NOUS VOYONS LA LAIDEUR, LE DÉSORDRE, LA SALETÉ, UN ARCHITECTE ÉTRANGER PEUT VOIR DE LA BEAUTÉ OU DU POTENTIEL»

ADELINA GRECA

directrice de l'Atelier Albania

placer, agrégat dysfonctionnel d'immeubles de faible hauteur et de petites maisons en brique et bois, reliés entre eux par des monceaux anarchiques de fils électriques, suscite peu de nostalgie. Les promoteurs céderont aux propriétaires expropriés une part importante de ces projets (de 20 % à 40 % selon les cas) qui se vendent à 4000 euros le mètre carré, autant dire une fortune dans un pays où le salaire moyen est de 650 euros bruts selon le Fonds monétaire international (FMI), le processus est globalement accepté. Et cela alors même que, depuis 2015, le prix du logement a pratiquement doublé dans le centre de Tirana, où Airbnb prend ses aises comme dans toutes les grandes villes d'Europe.

La brutalité du processus est assumée. «*Quand vous habitez un cinquième étage et qu'une nouvelle tour vient vous bloquer la vue, forcément, vous n'êtes pas content, admet la directrice d'Atelier Albania. Mais c'est comme ça qu'on construit une ville... Ce qui nous intéresse, nous, c'est ce qui est visible, mais aussi la quantité d'espace public qu'on est en mesure de restituer à cette ville où les gens vivent beaucoup dehors, dans les cafés...*»

L'harmonie qui règne dans ce kaléidoscope de cultures et d'époques est toutefois fragile, et il est à craindre, si la fièvre constructive ne redescend pas de quelques degrés, que le charme de la ville en pâisse. Pour l'heure, Tirana regorge de chantiers, et les annonces de projets continuent de tomber en cascade. On apprenait ainsi, le 7 avril, qu'une parcelle de 1,7 hectare située au nord de la place Skanderbeg va être transformée par l'agence française l'AUC, lauréate du concours, en un gigantesque complexe de loisirs, de commerces et d'activités culturelles. Et que le nouveau centre administratif, dont la conception a été confiée à l'agence Coldefy & associés, française elle aussi (en

association avec les Albanais d'Atelier 4), aura l'envergure d'un objet urbain, connecté au grand stade voisin (dont la transformation est entre les mains de l'agence néerlandaise OMA).

Autant d'opérations dont le bilan carbone s'annonce stratosphérique, ce dont personne n'ose se féliciter aujourd'hui au sein de l'Union européenne. L'Albanie mise pourtant beaucoup sur elles, sur leur capacité à incarner toute une dynamique de réformes et d'activisme diplomatique, pour'y faire accepter. Le pays a le goût du paradoxe, de fait, et le cultive d'autant plus volontiers qu'il est facile de renvoyer ses détracteurs à leurs propres turpitudes.

RÉGLEMENTATION SOUPLE

La nature hybride de ces projets, dont les concours sont supervisés par la puissance publique (Edi Rama siège systématiquement aux jurys), mais dont le financement est privé, par exemple, peut-être comparée, comme le souligne un architecte, à un «*super Réinventer Paris*». A cela près qu'une bonne partie de cet argent vient du trafic de drogue: selon un rapport de l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, plus de 1,5 milliard d'euros auraient été blanchis dans le secteur du BTP entre 2017 et 2020. Mais Adelina Greca n'en a cure. La directrice générale d'Atelier Albania dénonce à ce sujet des «*ragots*» visant à déstabiliser le gouvernement et souligne que la corruption existe dans tous les pays, y compris la France, «*comme on l'a vu récemment avec le procès de Marine Le Pen*».

Plusieurs plans directeurs ont été établis pour Tirana depuis le début des années 2000, toujours par des étrangers (les Français d'Architectestudio furent les premiers, l'Italien Stefano Boeri vint ensuite et, plus récemment, les Britanniques Grimshaw), mais la ré-



Rénovation du Skanderbeg Square, par le groupe 51N4E, à Tirana. FILIP DUJARDIN



La pyramide de Tirana, construite à l'origine comme un musée à la gloire d'Enver Hoxha, a été transformée en un centre culturel par le groupe MVRDV. OSSIP VAN

glementation de l'urbanisme reste très souple. Ces projets, qu'on confie aux architectes internationaux, qui plus est, s'inscrivent dans un régime spécifique, et leurs caractéristiques échappent parfois au domaine du raisonnable. Le permis de construire de la tour Skanderbeg montre ainsi que le bâtiment occupe 95 % de la parcelle, quand l'usage actuel voudrait qu'on ne dépasse pas 50 %.

La gestation de ces projets est généralement longue. Démarré en 2008, livré en 2017, celui de la place Skanderbeg a été mis en pause plusieurs années pour cause d'alternance politique, mais les délais traduisent aussi parfois un certain retard en matière de savoir-faire que ces projets aident à combler, comme l'explique Adelina Greca. Pour fabriquer les dalles brise-soleil qui donnent son élégant relief à la façade de la TID Tower (51N4E, 2016), une entreprise ad hoc a été créée, qui s'est depuis spécialisée dans cette technique. La question du transfert de compétences est prise au sérieux par le gouvernement, de fait, qui oblige les architectes étrangers à s'associer avec une agence locale et les incite à donner des conférences dans les universités, ou ailleurs, lorsqu'ils sont sur place.

La question économique s'invite aussi dans le processus, le cours du lek ayant augmenté de 25 % entre 2016 et 2023. Stefano Boeri, par exemple, a dû renoncer aux pierres blanches initialement prévues pour son Bosco verticale, tour de logements inspirée de celles qu'il a faites à Milan en 2009, et se rabat sur une façade noire. Et c'est loin d'être le seul bâtiment dont l'aspect tranche abîmement avec les images séduisantes produites au moment des concours.

Dans ce pays où l'ultralibéralisme fait loi, on ne s'embarrasse pas de toutes les normes environnementales ou en faveur des personnes à mobilité réduite, qui régissent

LA NATURE HYBRIDE DE CES PROJETS EST COMPARABLE, COMME LE SOULIGNE UN ARCHITECTE, À UN « SUPER RÉINVENTER PARIS »

le secteur sur le reste du continent. Le savoir-faire des architectes, leurs vertus civiques supposées, sont la meilleure garantie, estime Adelina Greca, pour contrer les excès vers lesquels pourraient être portés les promoteurs.

«*Rien de cela n'a de sens*, se désole Gjergj Erebara, journaliste rattaché à BIRN Albania, une ONG basée à Tirana, spécialisée dans le développement des médias : *ni architecturalement, ni sur le plan urbain, ni socialement. L'urbanisation est un phénomène très récent en Albanie. La population à Tirana a explosé d'un coup, passant de 200 000 habitants dans les années 1990, à plus de 600 000 aujourd'hui. Les eaux usées sont directement déversées dans la rivière, les embouteillages sont ingérables... La ville manque d'infrastructures, d'espaces publics, de crèches, de routes, de tout ce que requiert l'urbanisme... C'est de cela qu'elle a besoin, pas d'architecture internationale.*»

La destination des nouveaux bâtiments pousse de fait à s'interroger. «*Pour qui construit-on tout cela ? Ce n'est pas clair..., euphémise Djamel Klouche, associé fondateur de l'AUC. Quand on se pose la question entre nous, on se regarde, incrédules : personne n'a*

vraiment la réponse.» Officiellement, l'Etat mise sur le retour des Albanais de la diaspora, sur le tourisme, et, plus généralement, sur l'attractivité de cette ville qui se réinvente : «*On vit dans un monde ouvert, ça va attirer du business*», veut croire Adelina Greca.

PROJET DE TOUR TRIANGULAIRE

Le fait est que les architectes ne boudent pas leur plaisir. D'Álvaro Siza à Thomas Coldefy en passant par David Gianotten, d'OMA, tous témoignent de la même sidération ému pour ce pays qui rend ses lettres de noblesse à leur discipline, qui valorise leur métier, leur compétence, leur vision. C'est toute une culture qui se construit, de fait, autour de l'architecture et de l'espace publics, dont les germes ont été plantés par Edi Rama quand il a fait repeindre les murs des villes. Aujourd'hui, les présentations des projets pour ces concours internationaux se déroulent en public. Un festival d'architecture va être organisé en juin à Tirana, et un livre doit paraître à l'automne qui réunira des contributions des grands noms qui travaillent dans le pays.

«*C'est assez extraordinaire, ce premier ministre qui croit dans les potentiels de l'architecture, qui correspond avec nous sur WhatsApp tous les jours, se réjouit Dominique Perrault, qui a récemment remporté son premier concours en Albanie, un projet de tour triangulaire multicolore et richement végétalisée, qui doit s'ériger le long d'un nouveau gigantesque boulevard. Ça change de la France, c'est certain...»* Pas plus que ses frères, l'architecte de la bibliothèque François-Mitterrand ne s'émeut des affaires de corruption. «*J'ai fait des projets à Naples, à Moscou, je vois bien le tableau...»* L'architecture est une realpolitik. ■

ISABELLE REGNIER

Super-héros au bord de la crise de nerfs

Le 36^e film de l'univers Marvel, réalisé par Jake Schreier, révèle les failles humaines des personnages et les souvenirs qui les hantent

THUNDERBOLTS*

● ● ● ○ ○

Depuis *Avengers: Endgame* (2019), d'Anthony et Joe Russo, qui marqua la fin d'une décennie d'intrigues, Marvel cherche encore la bonne formule. Les sorties se suivent à un rythme de trois ou quatre films par an, sans arriver à susciter la même passion ni le même engouement au box-office. *Captain America: Brave New World*, de Julius Onah, débarqué dans les salles à la mi-février, n'a réalisé que 351 millions d'euros de recettes. Toujours mieux que *Kraven The Hunter*, de J.C. Chandor, sorti en décembre 2024, qui a à peine dépassé la barre des 52 millions, ramenés aux 2,8 milliards de dollars (2,49 milliards d'euros) d'*Aengers: Endgame*.

La dépression guette le fan de super-héros, mais aussi, de manière plus surprenante, les personnages mêmes de *Thunderbolts**, de Jake Schreier. Le 36^e film de l'univers Marvel s'ouvre ainsi sur les ruminations de Yelena Belova (Florence Pugh), la Veuve noire, qui raconte depuis le sommet du Merdeka 118, le deuxième plus haut building du monde, à Kuala Lumpur, en Malaisie, le poids d'une existence sans joie gagnée peu à peu par un grand vide. Le néant. Avant de sauter accomplir une énième mission qui l'oblige à affronter à mains nues une série d'adversaires filmés en contre-plongée comme une suite d'ombres.

L'ennemi à l'intérieur de chacun

C'est la bonne idée de cet opus Marvel. L'ennemi ici est moins à chercher à l'extérieur qu'à l'intérieur de chacun. Valentina Allegra de Fontaine (parfaite Julia Louis-Dreyfus), la directrice de la CIA, sert tout de même de catalyseur à l'intrigue. Sous le coup d'une procédure d'impeachment, elle cherche à effacer toutes les traces d'expérimentations sur les humains qu'elle a pu mettre en place et les témoins directs de ses actions. C'est ainsi que la Veuve noire, John Walker (Wyatt Russell) et Ghost (Hannah John-Kamen) se retrouvent sans le savoir avec pour mission de s'éliminer les uns les autres.

Dans l'adversité naît un groupe improvisé de bras cassés pour mettre fin aux agissements de Valentina Allegra de Fontaine. Aucun ne colle à l'image que l'on se fait du héros modèle révélant des failles très humaines. Le nom de « Thun-

Jake Schreier s'aventure lors des meilleures séquences sur le terrain d'un Christopher Nolan, période « Inception »

derbolts », dont ils s'affublent, fait d'ailleurs référence à l'équipe de football dans laquelle Yelena jouait enfant et qui n'a jamais remporté le moindre match. La question de l'héroïsme et du sens à donner à ses actions traverse le film. Celle de la valeur à accorder à l'individu, comme au collectif.

Mais c'est surtout le passé la grande affaire de ce nouvel opus. Et ce n'est pas de manière gratuite que deux personnages font référence lors d'une soirée à Soren Kierkegaard. Le philosophe danais du XIX^e siècle a travaillé sur l'introspection et fait de la souffrance l'épreuve fondamentale de l'humain. Il voyait dans l'incapacité à être dans son passé une cause de malheur.

Dans *Thunderbolts**, les personnages sont hantés par leurs souvenirs. Ceux qui ramènent à des temps plus heureux, comme le père de Yelena, Alexei Shostakov (David Harbour), qui se repasse en boucle des vidéos du temps de Brejnev. Ou ceux qui saisissent le moment où l'existence bascule du côté sombre, à l'image de John Walker, dont le foyer parfait a fini par se briser. En découle une rage qui les dévore.

Dans un film qui colle pour partie au cahier des charges, parfois un peu prévisible, de bons mots pas toujours fins et de scènes d'action pyrotechniques, Jake Schreier s'aventure lors des meilleures séquences de *Thunderbolts** sur le terrain d'un Christopher Nolan, période *Inception* (2010). Le réalisateur plonge alors ses personnages au cœur de leur psyché pour affronter leurs propres démons. Avec cette tentative d'exorciser sa face sombre, Marvel espère préparer une ère nouvelle. Fort de la conviction qu'il faut parfois que tout change pour que rien ne change. ■

BORIS BASTIDE

Film américain de Jake Schreier. Avec Florence Pugh, Sebastian Stan, David Harbour (2h06).

CINÉMA L'écrivaine Leïla Slimani parmi les jurés du Festival de Cannes

L'actrice oscarisée Halle Berry, l'écrivaine franco-marocaine Leïla Slimani ou le cinéaste sud-coréen Hong Sang-soo feront partie du jury du Festival de Cannes, dont la composition a été annoncée, lundi 28 avril. Le jury présidé par la star française Juliette Binoche, qui décernera entre autres prix la Palme d'or, samedi 24 mai, est composé de neuf membres (cinq femmes, quatre hommes) et inclut aussi l'actrice italienne Alba Rohrwacher (*Tre piani*) et le comédien américain Jeremy Strong (*The Apprentice*), ainsi que la cinéaste indienne Payal Kapadia, lauréate du Grand Prix, en 2024, avec *All We Imagine as Light*, le réalisateur mexicain Carlos Reygadas et le

documentariste né en République démocratique du Congo, Dieudo Hamadi. Par ailleurs, la Britannique Molly Manning Walker, réalisatrice de *How to Have Sex*, présidera le jury Un certain regard, la section parallèle du Festival de Cannes réservée aux découvertes. – (AFP)

ARTS
Un enfant a abîmé un tableau de Mark Rothko à Rotterdam
Un enfant a endommagé une œuvre du peintre Mark Rothko (1903-1970), *Grey, Orange on Maroon*, N° 8, conservée par le Musée Boijmans Van Beuningen de Rotterdam, aux Pays-Bas, selon la BBC. Le musée a déclaré que l'enfant, resté sans surveillance, avait fait des éraflures superficielles. La toile abstraite est estimée à plus de 50 millions d'euros.

La potion magique d'Alain Chabat

L'acteur et scénariste instille son humour dans « Astérix et Obélix. Le combat des chefs », sur Netflix

SÉRIE D'ANIMATION

Depuis ses débuts à la télévision puis au cinéma, une chose est sûre, tout ce que touche Alain Chabat ne peut jamais être totalement mauvais. Depuis Les Nuls jusqu'à son premier long-métrage, *Didier* (1997), où il incarnait, avec une ressemblance flippante, un labrador transformé en homme, il n'a, jusqu'aux années 1990, cessé de pousser les curseurs de l'humour à la Monty Python, mêlé à la culture des *late shows* américains. Le succès de son adaptation d'*Astérix et Obélix. Mission Cléopâtre* (2002) en prises de vues réelles signifiait forcément une forme d'emboîtement avec son budget débordant, son casting de stars et ses 15 millions d'entrées au compteur. Corollaire de son succès populaire, le trublion s'est assagi, préférant l'humour très copain-copain

du « Burger Quiz » de Canal+ à la satire pure et dure. Depuis son film de Noël, *Santa & Cie*, en 2017, on l'avait vu uniquement faire l'acteur, ou en Monsieur Loyal d'un divertissement éphémère mais sympathique diffusé sur TF1 en 2022, « Le Late ». Pendant tout ce temps, Alain Chabat travaillait sur l'adaptation de l'album d'*Astérix*, *Le Combat des chefs*, fruit de sa collaboration avec les éditeurs de la bande dessinée créée par Uderzo et Goscinny, le département animation de Netflix et le studio d'animation toulousain TAT (artisan, entre autres, de la franchise *Les As de la jungle*).

Casting très tapis rouge

C'est dire si ces cinq épisodes, réalisés par le très chevronné Fabrice Joubert (qui a travaillé sur les deux premiers volets de *Moi, moche et méchant*), représentent un boulot monstrueux, sur lequel Netflix compte sans doute beaucoup

pour englancer d'autres projets ambitieux pour son département animation. Vu l'accueil ultra-enthousiaste qu'a réservé le public lillois aux trois premiers épisodes, présentés en avant-première au festival Séries Mania en mars, le carton ne fait pas beaucoup de

doute. Il n'est pas immérité, même si *Le Combat des chefs* ne s'éloigne pas beaucoup de la ligne Netflix de la série pour le jeune public.

A l'intrigue de l'album, publié en 1966, la version Chabat ajoute une *backstory* toute mignonne, mettant en scène Astérix et Obélix

jeunots, et la recette originale de la potion magique qui viendra à manquer dans *Le Combat des chefs*, Panoramix ayant perdu la mémoire après un coup de menhir. Ce qui n'arrange pas les affaires des Gaulois, forcés d'accepter un combat à mains nues entre Abraracourcix et leur voisin Aplusbégaliex, pour échapper une fois de plus à la tutelle romaine.

Le légionnaire Potus n'aurait sans doute pas été aussi réussi s'il n'avait pas la voix de Jean-Pascal Zadi

Image extraite de la série d'animation « Astérix et Obélix. Le combat des chefs », réalisée par Fabrice Joubert. NETFLIX



TAT, le studio d'animation toulousain derrière le village gaulois

POUR DONNER VIE en animation 3D à la vision d'Alain Chabat et Fabrice Joubert, les créateur et réalisateur de la série *Astérix et Obélix. Le combat des chefs*, Netflix a approché puis retenu, à l'issue d'une mise en compétition entre plusieurs studios, l'équipe de TAT. Nichés dans le centre de Toulouse, cette société de production (TAT Productions), créée il y a vingt-cinq ans, et son studio d'animation (TAT Studio) ont fait exception pour se lancer dans l'adaptation des aventures d'un des héros les plus importants de la BD : « Jusque-là, nous développions nos propres projets de séries et de films », explique Jean-François Tosti, l'un des fondateurs du studio avec son frère, Eric, et David Alaux, tout de suite enthousiasmé par le projet. « On était rassurés par le fait que ce soit Alain Chabat, qui, plus est, un bosseur acharné, qui soit aux commandes. Chabat et Astérix, c'est un combo magique, on le sait. »

Les Toulousains « qui veulent mettre de l'humour dans tout ce qu'ils font » ont adhéré sans peine à la patte du Nul de Canal+ et son sens de l'absurde, déjà à l'œuvre dans le film en prises de vues réelles *Astérix et Obélix. Mission Cléopâtre* (2002). La notoriété de TAT Productions a décollé auprès du grand public grâce à leur farfelue franchise, *Les As de la jungle*, née en 2011. Au gré de plusieurs films et séries,

celle-ci met en scène une bande d'animaux, au rang desquels Maurice, un manchot à la robe jaune tigrée, et son fils adoptif, un poisson rouge dans son bocal.

Côté technique, il a fallu toutefois recourir à la potion magique et monter en gamme. « Alain Chabat voulait qu'on donne le sentiment de voir la BD en 3D », explique le fondateur. Une volonté qui s'est notamment traduite par le jeu avec les onomatopées, par un respect des couleurs des décors et des cases emblématiques dessinées autrefois par Albert Uderzo (1927-2020), mais aussi par un travail de recherche poussé indispensable pour capturer l'essence des personnages dans leur design et leur gestuelle. « L'un des plus gros défis a été d'obtenir des personnages suffisamment déformables, pour pouvoir pousser un maximum leurs expressions et obtenir parfois un côté cartoon » en fonction des requêtes d'Alain Chabat, confie Nicolas Quinssac, directeur de production sur la série.

Professionnels de renom

« Nous avons mis nos équipes les plus expérimentées et performantes sur le projet, mais nous ne voulions pas non plus arrêter nos productions », explique le fondateur, citant notamment la sortie, en juillet, de leur prochain film *Falcon Express*. Nous avons donc embauché beaucoup de monde et sommes

passés de 200 à 300 personnes. » Au cœur du processus, 70 animateurs ont été mobilisés pour mettre en scène les périplantes gauloises. Véritable aubaine pour TAT Studio, Netflix a aussi convié des professionnels de renom : le Français Kristof Serrand, superviseur de l'animation formé dans les années 1980 sur des longs-métrages Astérix, passé aussi par DreamWorks ; Borja Montoro, character designer espagnol cher à Disney, ou encore, pour la direction artistique, Aurélien Predal qui s'est illustré sur le très salué *Spider-Man : Across the Spider-Verse* (Sony Pictures Animation, 2023).

Apprenant à travailler pour un client, le studio a également rallongé les temps de production afin de mieux prendre en compte, dans une chaîne de fabrication au cordeau, les modifications opérées par la réalisation habituée à plus de spontanéité sur un plateau avec des acteurs. Un peu plus de trois ans ont été nécessaires pour parachever les cinq épisodes en mars. Bien qu'attaché à l'indépendance de son studio, Jean-François Tosti assure n'avoir « aucun mal à s'identifier au résultat. Cet Astérix va faire une nouvelle fois la démonstration du savoir-faire français en matière d'animation ». Des réjouissances « dans une période perturbante » de crise de son secteur en France, admet-il toutefois. ■

PAULINE CROQUET

cueillir le « combat des chefs » tirent, en outre, les derniers épisodes du côté de l'imaginaire des super-héros – un emprunt assumé par Alain Chabat, grand fan de *Spider-Man : Across the Spider-Verse* (2023), dernière adaptation animée en date des aventures de l'Homme-Araignée. Là encore, cela ne plaira pas à tout le monde, mais la référence n'est pas surplombante et ne gâche pas une série qui se veut avant tout légère.

C'est sans doute sa limite que de ne pas chercher à dépasser son propre cadre et de s'accommoder de ses contraintes. Plus polie que politique, la série aurait pu pousser les curseurs beaucoup plus loin (ne serait-ce qu'avec le nom en « ix » de son diffuseur), mais cela l'aurait sans doute empêché de parvenir à faire ce que les plateformes ne font plus : réunir tous les membres d'une même famille devant l'écran. ■

AUDREY FOURNIER

Astérix et Obélix. Le combat des chefs, créée par Alain Chabat, réalisée par Fabrice Joubert (Fr., 2025, 5 x 30 min).

Aux Bouffes parisiens, les clichés de la virilité démantelés

Julie Berès propose « La Tendresse », une pièce dont les interprètes viennent du théâtre, du hip-hop, du rap, du break ou de la danse classique

SPECTACLE

Une meute sauvage et indistincte bondit sur le plateau des Bouffes parisiens. Huit jeunes gens dont la présence est animale prennent l'espace d'assaut dans un impressionnant tohu-bohu. Frissons garantis dans les rangs d'un public qui ne s'attendait pas à cette décharge d'électricité. Cette entrée en matière accomplie, le tsunami des énergies va petit à petit se calmer pour laisser place à un spectacle articulé entre les corps et les paroles. La meute se désagrège. Elle s'humanise sous l'effet d'une tendresse qui contamine, pour le meilleur, chacun des protagonistes.

Les interprètes viennent du théâtre, du hip-hop, du rap, du break ou de la danse classique. Leurs muscles saillants, leurs cris de ralliement et leurs gestuelles rageuses ne disent d'eux que les apparences. C'est à la traversée de ces apparences qu'invite une représentation enthousiaste et futée qui préfère l'exposition des doutes et des fragilités au confort des certitudes.

Mise en scène par Julie Berès, coécrite par Julie Berès, Kevin Keiss, Lisa Guez et Alice Zeniter, *La Tendresse* succède à *Désobéir*, un spectacle 100 % féminin qui explorait le vécu de filles issues de la deuxième ou troisième génération d'immigration. Cette fois, ce sont sept garçons et une femme

qui peuplent le plateau. Sept comédiens qui tombent les masques de la masculinité triomphante dans un décor de roche noire. Une scénographie escarpée qui évoque aussi bien un Everest à gravir qu'une grotte platonicienne. Le fait est : *La Tendresse* relève de l'élévation spirituelle et futée qui préfère l'exposition des doutes et des fragilités au confort des certitudes.

Joyeux déballage

Comment en finir avec le mâle et ce que ce terme véhicule de postures caricaturales qui, pour beaucoup, ne sont pas choisies mais subies ? Dans un joyeux déballage de leurs intimités, se passant à la va-comme-je-te-pousse le relais de leurs témoignages, les acteurs démantèlent les clichés de la virilité.

« La Tendresse » relève de l'élévation spirituelle et du dévoilement de soi

Quand la société les voudrait dominateurs ou hétéronormés, eux n'en peuvent plus de ces assignations. D'altercations en anecdotes, cette jeunesse qui s'ébroue sous les yeux des spectateurs semble se délester, à chaque aveu formulé, des carcans qui pèsent sur elle.

Désirs incertains, sexualités compliquées, troubles du genre, amours complexes : il n'est pas si facile de révéler ses zones d'ombre, ses failles et ses inquiétudes dans un monde qui a fait du boxeur Rocky un modèle héroïque. Un monde où l'homme avec un grand H se doit de coller à de vieilles injonctions : il n'a pas le droit, jamais, de s'avouer vaincu, friable ou imparfait.

Courses-poursuites dans le théâtre des Bouffes parisiens, chutes qui s'enchaînent depuis le sommet du rocher, voltiges de gymnaste, danses de ballet sur pointes ou rap reptilien à même le sol : le mouvement frénétique impulsé n'est pas qu'une façade sportive. Une bataille s'engageen-

tre le geste et la parole, chaque mot proféré venant assouplir, amadouer et atténuer la brutalité physique. Il faut tenir les phrases en ligne droite en dépit de la torsion des corps. A la fin, c'est le verbe qui gagne la lutte en libérant, une à une, les subjectivités de cette bande de garçons. Alors seulement, sur le tard, la comédienne peut dénouer ses longs cheveux et assumer une féminité que ne menace plus une meute sauvage et indistincte. ■

JOËLLE GAYOT

La Tendresse, au Théâtre des Bouffes parisiens, Paris 2^e. Mise en scène : Julie Berès. Jusqu'au 11 mai, puis du 24 mai au 20 juillet.

Au Musée Guimet, les bronzes d'Angkor en majesté

Pour la première fois, l'immense statue de Vishnou couché sera montrée avec tous ses fragments retrouvés

EXPOSITION

Qui a eu la chance de voir Angkor (Cambodge) et ses temples n'a pu qu'être impressionné par ces splendeurs de pierre, échos du faste et de la grandeur qu'a connus l'empire khmer entre le XI^e et le XIII^e siècle. La magnificence de l'architecture et la richesse des sculptures en bas-relief occultent un détail qui n'en est pas un : ces sanctuaires monumentaux sont des maisons désertées par les divinités en or, en argent ou en bronze qui, jadis, les habitaient et en constituaient, dans le fond, la raison d'être. A Angkor, le lithique, si majestueux soit-il, n'est que l'écrin vide du métallique.

Les statues d'or et d'argent, fondues, ne réapparaîtront pas. Toutefois – et heureusement –, étant un matériau moins précieux mais tout de même noble, le bronze, alliage de cuivre et d'étain, parfois complété de plomb, a permis à une petite fraction de ces représentations divines de parvenir jusqu'à nous. L'exposition « Bronzes royaux d'Angkor », qui s'ouvre mercredi 30 avril au Musée Guimet, à Paris, est une occasion rare de les découvrir et de partir, à travers elles, à la rencontre des souverains qui les ont commandées.

Aux œuvres issues du Guimet et d'autres musées français s'ajoutent 126 pièces exceptionnellement prêtées par le Musée national du Cambodge.

Scénographie sombre et sobre

Le tableau ne serait pas complet si on ne citait deux autres institutions : le Centre de recherche et de restauration des musées de France et l'Ecole française d'Extrême-Orient (EFEFO). Les analyses physico-chimiques menées par le premier et l'expertise archéologique de la seconde confèrent à l'exposition une dimension globale : à la composante artistique évidente s'ajoute la reconstitution de toute la chaîne technique, depuis l'extraction du minerai de cuivre – un complexe métallurgique, à quelque 180 kilomètres à l'est d'Angkor, a été récemment mis au jour dans le cadre du programme Langau de l'EFEFO – jusqu'à la fabrication des statues aux portes mê-



Le buste de Vishnu Anantashayin, au Musée Guimet, à Paris, le 28 avril. STÉPHANE DE SAKUTIN/AFP

mes du palais royal. Un atelier de fonderie datant du XI^e siècle y a été fouillé entre 2016 et 2024 par Brice Vincent (EFEFO) et des archéologues cambodgiens.

A Guimet, dans une scénographie sombre et sobre qui évoque l'intérieur de la cella, pièce où trônaient la statue du dieu, le parcours rappelle qu'hindouisme et bouddhisme ont alterné dans l'histoire de l'Empire. Ici, un vishnou pour ainsi dire équilibriste, debout sur les épaules de l'homme-oiseau Garuda. Là, troisième œil au milieu du front, un shiva richement paré – collier pectoral à trois rangs, ceinture à gros fleurons, pendeloques à l'avenant. Plus loin, un magnifique taureau, monture de ce dieu qui détruit le monde avant que celui-ci ne renaisse. A côté, un ganesh – tête d'éléphant, petite bedaine, assis tel un yogi – tenant dans l'une de ses quatre mains une de ses défenses, cassée. Le visiteur passe

une porte symbolique, et le voilà entré dans le bouddhisme.

Un bouddha du X^e siècle, épuré, en pleine méditation, assis sur le corps d'un serpent lové sur lui-même, l'animal géant reposant dans une grande fleur de lotus. A comparer avec un autre bouddha dans la même posture, mais bien différent : datant de la seconde moitié du XII^e siècle, le personnage (corps rouge sur serpent vert, polychromie résultant d'une oxydation différente) a, dans l'intervalle, gagné en finesse et en parures – brassards, collier, diadème.

Il faut imaginer toutes ces statues dans leur état primitif, c'est-à-dire dorées, soit par l'éclat naturel du bronze avant qu'il ne s'oxyde, soit par l'ajout d'une couche d'or. « Les inscriptions insistent beaucoup », dit Pierre Baptiste, directeur des collections du Musée Guimet et cocommisaire de l'exposition, sur l'aspect lumineux des statues. L'or inaltérable était lié à des no-

Il faut imaginer toutes ces statues dans leur état primitif, c'est-à-dire dorées

tions d'immortalité, d'éclat et de prestige. » Les images divines sont, pour les commanditaires royaux, à la fois la marque de leur fidélité religieuse, de leur croyance, mais aussi un instrument de légitimation de leur pouvoir.

Pas question pour autant de leur dénier une valeur artistique – et les nombreux pilotes ne s'y trompent pas. Les experts sont capables de distinguer une variété de styles angkoriens et de détails subtils qui séparent les époques, mais on peut, simplement, noter

des constantes, une certaine géométrisation – voire une rigidité – du corps, la tête pour ainsi dire insérée dans un carré, les épaules très anguleuses, des barbes stylisées. Il y a cependant des exceptions, tel ce bodhisattva assis dans une position dite « de délassement » qui rompt avec les symétries habituelles : la jambe droite pendouille, la gauche est repliée, une main tournée vers le ciel (qui devait, à l'origine, maintenir un attribut disparu), l'autre posée sur une fleur. Une œuvre du début du XI^e siècle, unique en son genre.

« La Joconde » du Cambodge

L'exposition est sous-titrée « Un art du divin ». Car, quand le bronze n'est pas utilisé pour fabriquer des statues, il sert de matériau aux objets liés au culte, aux cérémonies, qui s'amassaient dans les cellas, mais qui ont eux aussi disparu : récipients, tambourins, grelots, brûle-parfums, miroirs, candéla-

Aux œuvres issues de musées français s'ajoutent 126 pièces prêtées par le Musée national du Cambodge

bres, etc. Mais le clou du spectacle n'est pas là : à moins qu'il se soit précipité vers elle dès l'entrée du musée, le visiteur découvre, au terme de son parcours, « La Joconde » du Cambodge, comme on surnomme le grand vishnou couché, découvert en 1936 à Angkor dans le temple du Mébon occidental. Si seuls le buste, la tête et deux des quatre bras sont d'ordinaire présentés au Musée national du Cambodge, un soin habile a ici permis de leur accoler plusieurs fragments du bas du corps, donnant l'idée des véritables dimensions de cette statue : plus de 5 mètres de long.

Epaisse de plusieurs millimètres, la croûte d'oxydation qui la tapisse, avec son aspect grumeleux et sa couleur vert-de-gris, empêche de se représenter sa beauté originelle. Sur les conseils du Centre de recherche et de restauration des musées de France, qui a mené une étude poussée de l'œuvre en 2024, la société Archeovision a proposé une reconstitution de ce à quoi devait ressembler ce géant de bronze au XI^e siècle. Recouvert d'une fine couche d'or, le dieu resplendit comme un soleil. Sourcils, moustaches et barbiche sont noirs grâce à un composé à base de plomb. De l'argent donne le blanc de l'œil, et du cinabre le rouge de la bouche. Le monde a été détruit, et Vishnou, allongé sur un serpent géant, médite sur l'Univers qui va renaître, les yeux mi-clos, un sourire de bonté aux lèvres. ■

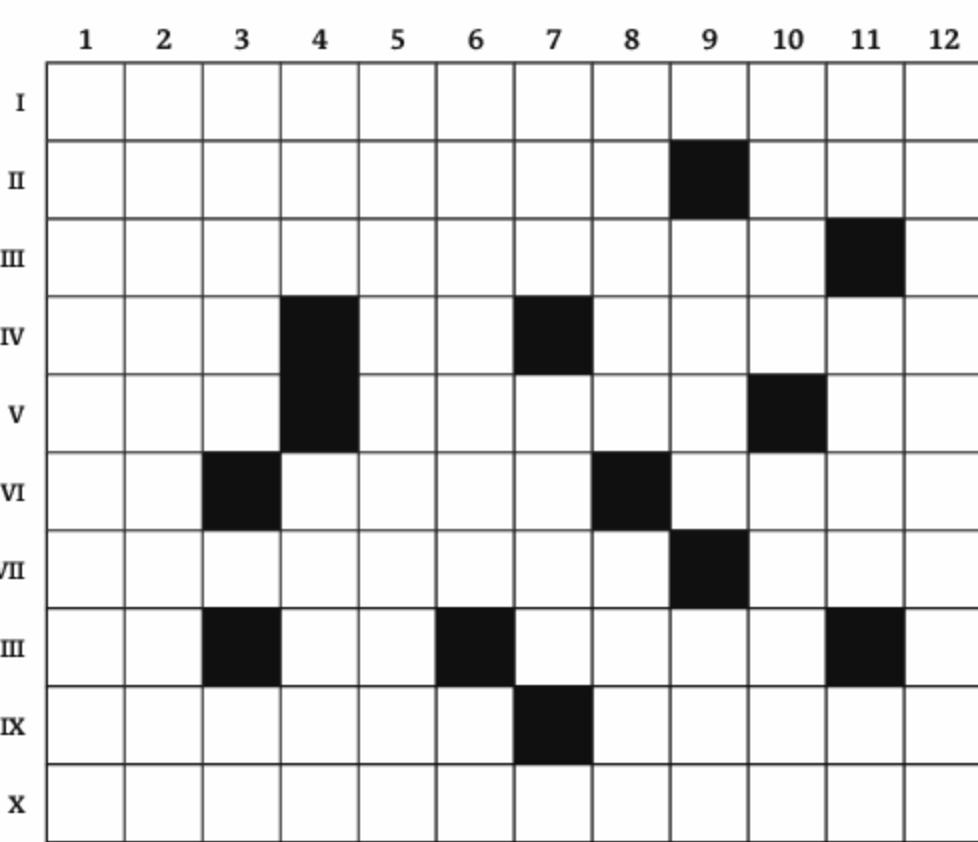
PIERRE BARTHÉLÉMY

« Bronzes royaux d'Angkor, un art du divin ». Musée Guimet, Paris 16^e. Jusqu'au 8 septembre. Catalogue coédité par In Fine et le Musée Guimet, 304 p., 39 €.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 102
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 101

HORizontalement 1. Pleurnicheur. 2. Honnie. Danse. 3. Autiste. Iles. 4. Car. Etat. V. Onagre. Rêvai. VI. CGT. Aspirant. VII. Hé. Es. Aar. Su. VIII. Eaux. Aises. IX. Rivière. Ton. X. Étalonnement. Exil. 5. Riseras. EO. 6. Nettes. ARN. 7. Ea. Païen. 8. CD. Triasse. 9. Haï. Erre. 10. Enleva. Ste. 11. Usé. Ans. On. 12. Restituent.

Verticalement 1. Phacochère. 2. Louangeait. 3. Entrâti. UVA. 4. Uni. 5. Riseras. EO. 6. Nettes. ARN. 7. Ea. Païen. 8. CD. Triasse. 9. Haï. Erre. 10. Enleva. Ste. 11. Usé. Ans. On. 12. Restituent.

HORIZONTALEMENT

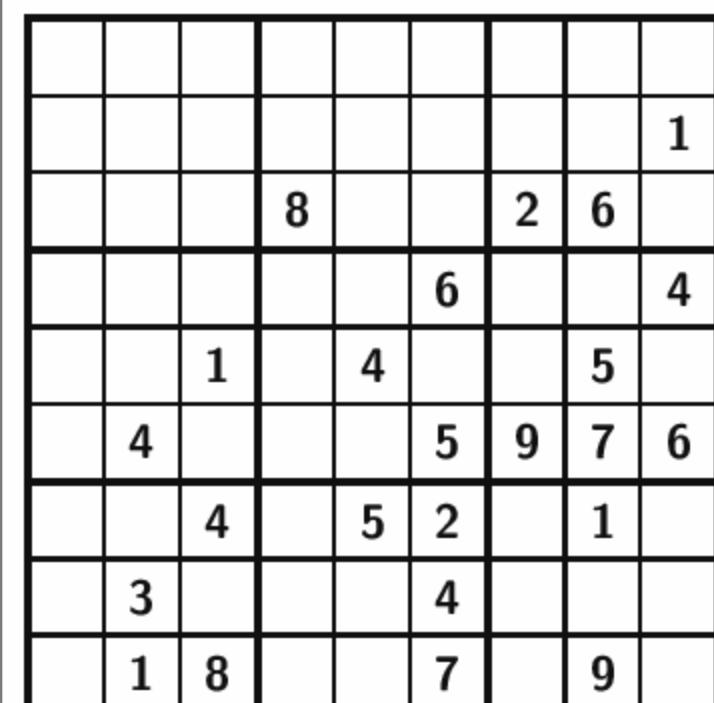
- I. Entretient et répare les squelettes.
- II. Pas du genre à être étoilé. Dieu des pâtres. III. Entraîne la hausse des prix. IV. Met la France en cartes. Tête de Uhlans. Protecteur du clan. V. Sa clairette fait des bulles. Basque devenu symbole français. Pour tracer droit. VI. A la sortie de Paris. Briqua les pompes et les essences. Barre de fermeture. VII. Quand les prix grimpent rapidement. Chez les Grecs. VIII. Propos d'enfant. Ille reliée au continent. Un piège pour le navigateur. IX. Fringues. Plus rapide que le poulet. X. Soutient les parois de la mine.

VERTICAMENT

- 1. Née des volcans, sa cassure est lisse et brillante. 2. Piquait un fard. 3. Chambre sans confort. En prise. 4. Une dame qui cogne dur. Ne répond pas à vos questions. 5. Obsédées et enveloppées dans un brouillard. 6. Frappera brutalement les yeux. Note. 7. Un peu d'hésitation. Le marin la quitte pour le retrouver. 8. Baisse la consommation. Station du Morbihan. 9. Evacue les gaz. La vallée des cousins de Lucy. 10. Brochet de mer. Sa noix vient à l'apéritif. 11. Possessif. Sa raison est toujours la plus forte. Un peu d'intérêt. 12. Pourra être détaillé et dénombré.

SUDOKU

N°25-102



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES

Courrier International

Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 25 71 71.

Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr.

Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40

Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale

Elisabeth Cialdella

Tél. : 01-57-28-39-00

Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France

Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : PILO = 0,0083 kg/tonne de papier



PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France

75013 PARIS

Tél : 01-57-28-39-00

Fax : 01-57-28-39-26

ACPM

PRINTED IN FRANCE

Arlie Hochschild Au Kentucky, j'ai entendu peu de choses sur l'affaiblissement de la démocratie

La sociologue rend compte de ses entretiens avec des habitants d'un district rural et pauvre de cet Etat américain, où 80 % des électeurs ont voté Trump en 2024

En ce début de second mandat présidentiel, Donald Trump a déjà déclenché une guerre douanière qui déstabilise le monde entier, parlé du Canada comme du 51^e Etat américain et du Groenland comme d'un bien immobilier à acheter, accéléré les expulsions d'étrangers, effacé le terme « *science-based* » (« fondé sur la science ») sur les sites Internet gouvernementaux, et licencié plus de 100 000 employés de [ce qu'appelle le gouvernement] l'*«Etat profond»*. Quant à Elon Musk [dirigeant le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE)], il s'est engagé à réduire les programmes d'aide américains de 700 milliards de dollars [*environ 615 milliards d'euros*] et a qualifié la sécurité sociale de « *système de Ponzi* », soit une escroquerie. Dans l'est du Kentucky, une région républicaine jusqu'à l'os, qu'en disent les électeurs ?

Au cours de travaux de recherches qui ont duré sept ans, j'ai rencontré une grande diversité de personnes de toute la circonscription électorale de « *Kentucky 5* », la plus blanche et la deuxième plus pauvre du pays. Dans cette région rurale autrefois fière, les emplois bien rémunérés du secteur du charbon disparaissent tandis que la consommation d'opioïdes va crescendo. Il y a bien des emplois à bas salaire dans le secteur des services, mais ils ne payent pas les factures. Seuls 18 % des plus de 25 ans détiennent un diplôme de licence ou supérieur susceptible de leur ouvrir les portes d'un emploi plus rémunérateur.

Dans les années 1930 et 1990, la région a constitué un bastion des présidents démocrates Franklin Roosevelt [*au pouvoir de 1932-1945*] et Bill Clinton [*1993-2001*]. Mais, en 2016, 2020 et 2024, quelque 80 % des électeurs de Kentucky 5 ont donné leur voix à Donald Trump. Et

environ 45 % des personnes inscrites sur les listes électorales n'ont pas voté. Paradoxalement, les sympathisants de Donald Trump comptent souvent parmi les populations les plus vulnérables à ses politiques. Comme dans quantité d'Etats républicains, en effet, une part importante du budget de l'Etat provient du gouvernement fédéral – 38 % –, et une majorité écrasante des sommes reçues est redistribuée aux zones rurales. Dans la circonscription de Kentucky 5, 44 % de la population dépend de Medicaid et près de trois enfants sur quatre remplissent les conditions pour bénéficier de bons aliments.

Les habitants de Kentucky 5 à qui j'ai parlé depuis 2017 me semblent entrer dans l'une de ces trois catégories d'électeurs : les trumpistes enthousiastes ; ceux qui attendent de voir ; et les sceptiques. Les enthousiastes, qui représentent peut-être ici un quart des électeurs de Trump, semblent issus du monde entrepreneurial le mieux loti, de l'élite des laissés-pour-compte – et de régions comme les Appalaches notamment. La deuxième catégorie est dans l'expectative : elle garde espoir, mais se montre plus passive. La troisième est ouvertement inquiète – principalement à l'idée qu'un milliardaire puisse réduire les impôts des riches et supprimer les aides des pauvres.

Andrew Scott, 61 ans, est tout feu tout flamme après avoir assisté au premier meeting de victoire du mouvement MAGA (Make America Great Again) à Washington et, assis aux premiers rangs, à la cérémonie et au bal d'investiture de Trump [*en janvier*]. Il avait été invité, avec son épouse, à « *représenter les maires américains* ».

Andrew Scott est le maire de Coal Run, un village d'environ 1 600 habitants où, chaque année, il distribue des sacs à dos aux écoliers « *parce qu'ils en ont vraiment besoin* ». Il se souvient du bal : « *J'étais assis entre le président argentin, M. Milei, et l'ex-première dame brésilienne, Mme Bolsonaro. Aucun média n'était autorisé sauf pour photographier le président et Melania* [la première dame] lorsqu'ils ont ouvert le bal. C'était surréaliste. » Et de partager avec moi une vidéo du couple présidentiel entamant la première danse.

Avant l'élection [*présidentielle*], Andrew Scott m'avait dit : « *Il y a tellement de choses qui fichent le camp ici. Nous avons besoin d'un leader fort pour lutter contre la "guerre contre le charbon" des démocrates, remettre les choses en ordre.* »

Trump n'y va pas de main morte, d'accord, mais il est de notre côté. J'ai confiance en lui. C'est notre bulldozer. » Après les élections, le maire de Coal Run ajoute : « *J'ai aussi confiance en J. D. Vance et Elon Musk.* »

Que pense-t-il des suppressions de postes de Musk ? « *Rien ne dit qu'elles nuiront aux habitants de Coal Run.* » Et des droits de douane de Trump ? « *Ils pourraient nous nuire, mais pas longtemps,* répond-il. « *Notre pays n'a pas pris soin de lui-même. Et aujourd'hui, il découvre qu'il a une maladie grave. Alors pour guérir, nous devons suivre un traitement désagréable. Après, nous serons de nouveau en bonne santé.* »

Même son de cloche chez Roger Ford, 54 ans, président d'Eureka Energy Corporation, une start-up basée à Pikeville, dans le Kentucky. Il donne à Donald Trump un enthousiaste 20/20. « *Washington avait oublié l'Amérique rurale, déplore-t-il. Vous savez que les personnes qui travaillent pour le gouvernement fédéral sont plus riches que les habitants de Manhattan ?* »

C'est la richesse des employés du gouvernement, et non celle des milliardaires du secteur privé, qu'il considère comme légitime. « *Je suis heureux que Trump ait supprimé l'Usaid [Agence américaine pour le développement international], poursuit-il. Je ne savais pas que l'Usaid donnait de l'argent à la BBC. Maintenant, je ne ferai plus confiance aux informations qu'elle diffuse.* » En réalité, il s'agit de l'organisation caritative internationale BBC Media Action, indépendante de la BBC.

La société de Roger Ford est prestataire dans le secteur des énergies renouvelables. S'inquiète-t-il de la suppression de l'expression « changement climatique » et de celle des preuves scientifiques de ce phénomène sur les sites Internet gouvernementaux ? « *Pas du tout.* » Pas plus que du fait que Trump considère le Canada comme le 51^e Etat américain. « *En fait, il parle de former une grande union nord-américaine, comme l'Union européenne, et il a le pouvoir de faire ce qu'il est en train de faire.* »

Point de bascule
Le seul point qui le préoccupe – sérieusement, même –, c'est que Trump menace de supprimer le soutien militaire à l'Ukraine. « *Nous devons soutenir l'Ukraine, estime-t-il. La question de l'Ukraine pourrait déchirer le mouvement MAGA.* » Lorsque je lui demande ce qu'il pense d'une phrase de Trump – « *Celui qui sauve son pays ne viole aucune loi* » –, il réplique, l'air irrité par ma question : « *Trump fait ce qui doit être fait.* »

Même s'il n'habite pas la circonscription de Kentucky 5, le néonazi Matthew Heimbach est entré dans l'histoire de cet Etat en 2017, lorsqu'il a conduit une marche nationaliste blanche dans les rues de Pikeville, marche qui s'est avérée être un galop d'essai de la violente manifestation « *Unite the Right* » (« *unir la droite* »), qu'il a codirigée trois mois plus tard à Charlottesville, en Virginie, et qui a fait un mort. « *Trump fait tout ce que nous demandions* », se félicite-t-il, en référence aux revendications du nationalisme blanc. « *Il y a dix ans, les gens me traitaient de fou, mais plus aujourd'hui.* »

Contrairement à l'élite locale enthousiaste, certains ont voté Trump sans grande conviction, pour lui donner sa chance. Robert Musick, un pasteur et professeur de religion à l'université de Pikeville, démocrate discret, observe que, « *quand Trump a mis une raclée à Zelensky, quand il a renvoyé des milliers de travailleurs de l'Usaid, quand les services d'immigration ont fait une descente dans un restaurant mexicain de Williamson [une ville voisine] et expulsé son propriétaire, il n'y a pas eu de critiques ni d'opposition.* »

Quant aux coupes budgétaires massives de Musk, M. Musick répond : « *Les trumpistes que je connais soutiennent largement ses mesures qui visent à dégrasser le gouvernement. Virer des gens qui font un boulot dont ils n'ont jamais entendu parler? OK. Faire baisser les impôts? OK.* » Rares sont les Kentuckiens qui semblent s'inquiéter pour leurs droits, par exemple pour Medicare ou le système de retraite et d'aides sociales, ajoute-t-il. « *Ici, les gens pensent qu'il n'y touchera pas.* »



DANS CETTE RÉGION RURALE
AUTREFOIS FIÈRE, LES
EMPLOIS BIEN RÉMUNÉRÉS
DU SECTEUR DU CHARBON
DISPARAISSENT, TANDIS
QUE LA CONSOMMATION
D'OPIOÏDES VA CRESCENDO

Les autres, enfin, les électeurs de Kamala Harris et de Bernie Sanders, les abstentionnistes qui n'ont plus foi en leurs dirigeants politiques, forment une minorité vigilante. A leurs yeux, le fossé béant entre les riches et les pauvres constitue un problème, un grave problème que Trump et Musk exacerbent en réduisant les impôts des riches et les aides des pauvres.

Sherry, 35 ans, a enchaîné les boulots mal payés depuis ses 18 ans. Jusqu'à ce que, il y a cinq ans, elle décroche un poste mieux rémunéré d'employée commerciale dans un restaurant. Mais lorsque le restaurant a périclité, elle a perdu son emploi. Son mari, au chômage, vivait grâce à une pension d'invalidité. « *Mon mari et moi, raconte-t-elle, ne pouvions pas demander à nos amis de nous prêter de l'argent parce qu'ils avaient eux-mêmes des problèmes financiers.* »

« *J'ai voté Harris, poursuit Sherry. Mais maintenant que Trump est président, j'essaie de lui accorder le bénéfice du doute. Au début, je croyais que le département de l'efficacité gouvernementale de Musk luttait juste contre les fraudes et les abus. Mais un milliardaire qui prive les gens de soins et de services sociaux? Non. A la fin, je ne pouvais plus payer mon hypothèque, ni Internet, l'électricité, le téléphone... et la nourriture.* » Les bons aliments les ont sauvés jusqu'à ce qu'elle retrouve un emploi. « *Il faut bien que les gens mangent.* »

La population de Kentucky 5 pourrait-elle arriver à un point de bascule, si ceux qui accordent le bénéfice du doute à Trump commençaient à douter de lui? Ou, pour filer la métaphore du maire de Coal Run, Andrew Scott, selon laquelle les Etats-Unis sont comme un malade qui doit subir une intervention difficile pour recouvrer la santé, le patient a-t-il confiance dans le remède? L'élite locale trumpiste à qui j'ai parlé semblait prête, sur le plan émotionnel, à soutenir Trump même en cas de chute des marchés boursiers et de suppression des aides sociales.

J'ai entendu peu de choses au sujet de l'affaiblissement de la démocratie et du système d'équilibre des pouvoirs. Il est plus probable que, avec la hausse des prix et la suppression des aides, les Américains comme ceux qui vivent à Kentucky 5 atteignent un « *point de bascule économique* ». Car ils seront sans doute de plus en plus nombreux à voir Trump comme le problème plutôt que comme la solution.

Début avril, dans le Kentucky, des inondations torrentielles ont emporté un garçon de 9 ans qui se rendait à pied à l'arrêt du car scolaire. Lors de précédentes inondations, la Federal Emergency Management Agency (agence fédérale de gestion des urgences), qui assure l'envoi de secours en situation d'urgence, était venue aider la population. Depuis, une chose s'est passée : Donald Trump vient d'imposer à l'agence de lourdes coupes budgétaires. ■

Traduit de l'anglais par
Valentine Morizot



LES SYMPATHISANTS
DE DONALD TRUMP
COMPENT SOUVENT
PARMI LES POPULATIONS
LES PLUS VULNÉRABLES
À SES POLITIQUES

Arlie Russell Hochschild est sociologue, professeure émérite à l'université de Californie à Berkeley. Elle a publié, à propos de la droite américaine, « *Strangers in Their Own Land. Anger and Mourning on the American Right* » (The New Press, 2018) et « *Stolen Pride. Loss, Shame, and the Rise of the Right* » (The New Press, 2024), non traduits en français

Robert Boyer La stratégie impérialiste des Etats-Unis détériore son image sur la scène mondiale

Le président américain est le produit de profondes transformations sociales et politiques. Rien ne l'arrête désormais, pas même les leçons économiques les plus éprouvées, déplore l'économiste

Comment en est-on arrivé là ? La crise actuelle aux Etats-Unis, qui provoque et révèle l'augmentation massive des droits de douane, est celle d'un régime devenu ingouvernable. La moindre logique économique est écartée pour faire place à un projet fondamentalement idéologique. Cette situation est le fruit des transformations profondes de l'économie, de la société et du fonctionnement politique aux Etats-Unis, au cours des dernières décennies.

L'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce [en 2001] a profondément modifié la division du travail à l'échelle mondiale. Les grandes entreprises américaines en ont largement tiré profit, réorganisant leurs chaînes de production vers l'Asie, mais aussi vers le Mexique. Les conséquences sociales se sont progressivement manifestées, en opposant les gagnants de ce processus et les perdants qui travaillaient dans les industries fordistes telle l'automobile. Cette stratégie a accéléré le déclin des secteurs industriels traditionnels, que Donald Trump entend redresser.

Dans les pays sociaux-démocrates, comme ceux du continent européen, des mécanismes ont permis de concilier mondialisation et solidarité : couverture sociale élargie, fiscalité progressive,

formation continue. Aux Etats-Unis, rien de tel. Les nouveaux gagnants (finance, technologies...) ont bénéficié de niches fiscales, tandis que les perdants – souvent les moins diplômés – n'ont reçu aucun soutien. Le mythe de l'appartenance à une classe moyenne intégratrice par la progression continue du niveau de vie s'est brisé.

Cette brèche sociale a bouleversé l'alternance qui faisait se succéder présidences démocrate et républicaine. Le Parti démocrate n'a pas su représenter les salariés de l'industrie, alors que le Parti républicain a construit un discours en direction des groupes sociaux en voie de déclassement. Donald Trump a raflé la mise.

Vision incohérente du rôle du dollar
Désormais, comme deux visions du monde s'opposent radicalement sur la scène publique (défendre la démocratie pour Kamala Harris, préserver le niveau de vie pour Donald Trump), le processus d'intermédiation politique est en panne. Le président, qui s'engage dans son second mandat, peut mettre en pratique son programme sans entrave aucune.

Rien ne l'arrête désormais, pas même les leçons économiques les plus éprouvées. Trois exemples.

D'abord, le retour à un protectionnisme brutal. Certes, une protection

douanière bien pensée peut accompagner un développement industriel, comme ce fut le cas en Corée du Sud ou au Japon. Mais les hausses massives et indiscriminées des droits de douane annoncées pénalisent les composants intermédiaires essentiels à la production américaine, affaiblissant les entreprises.

Il se trouve que depuis 1987, Donald Trump est tombé amoureux des droits de douane. Il leur attribue trois objectifs, soit un trilemme intenable : financer les déficits publics (creusés par des réductions d'impôts), relancer l'industrie, et faire chanter les autres gouvernements pour obtenir divers résultats : accès des Etats-Unis à des ressources rares, lutte contre le trafic de drogue, assèchement de l'immigration, reconquête des droits sur le canal de Panama... Cette stratégie impérialiste, en faisant primer la force brute sur le droit, détériore l'image des Etats-Unis sur la scène mondiale.

Deuxième exemple, l'oubli des services. Obsédé par le déficit commercial, qui concerne principalement les produits industriels, le président oublie que ce déficit est contrebalancé par un excédent dans les services à forte valeur ajoutée, comme les technologies de l'information ou la finance. C'est pourtant là que se joue l'avenir du pays. Donald Trump semble vouloir ressusciter le XIX^e siècle fiscal – fondé sur les droits de douane – tout en relançant les grands jours industriels de Detroit.

Ce n'est pas ainsi qu'il développera une économie du XXI^e siècle, celle de l'intelligence artificielle et de la conquête spatiale. Cette contradiction s'incarne dans son entourage : le populisme de Steve Bannon n'a rien de commun avec

la vision futuriste d'un Elon Musk. Longtemps masquée, cette hétérogénéité devient criante.

Et enfin, une vision incohérente du rôle du dollar. L'homme qui dirige les conseillers économistes de la Maison Blanche, Stephen Miran, soutient que les autres pays doivent « rembourser » les Etats-Unis, car ils auraient bénéficié de la domination internationale du dollar (et de sa protection militaire). Cette vision inverse les causes et les effets : c'est le déficit budgétaire américain, et donc la faiblesse de l'épargne nationale, qui rend nécessaire l'afflux de capitaux étrangers aux Etats-Unis et renforce le rôle international du dollar. Cette logique peut d'ailleurs se retourner contre les Etats-Unis : lorsque chute brutalement la confiance dans les bons du Trésor américain comme actifs sûrs, c'est l'attractivité du pays tout entier qui s'en trouve menacée.

Les premiers cent jours du second mandat de Donald Trump ont été marqués par une succession de décisions

contradictoires. A force d'avancer puis de reculer, la Maison Blanche installe un climat d'instabilité. Entreprises et consommateurs adoptent une posture attente et les marchés financiers s'inquiètent de plus.

La crédibilité des Etats-Unis est sapée. Plus tardive la reconnaissance de l'erreur que fut le « liberation day » (« jour de libération ») [jour d'annonce de la nouvelle politique commerciale de Donald Trump], plus profonde sera la crise.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, la Pax Americana avait été le fondement non seulement de la prospérité des Etats-Unis, mais de la pacification des relations internationales. En niant cette réalité, Donald Trump ouvre la voie au déclin. « Make America irrelevant again » (« rendre l'Amérique à nouveau inutile ») Et par contraste, la Chine apparaît comme un pôle de stabilité qui défend le multilatéralisme.

L'arrivée au pouvoir d'un magnat de l'immobilier, imprégné d'une vision mercantiliste du monde, au sein d'un système politique désorienté, met en lumière le pouvoir de nuisance qu'un seul homme peut exercer sur le destin collectif. N'est-ce pas le signe d'une crise majeure de la démocratie représentative ? ■

PAR CONTRASTE,
LA CHINE APPARAÎT
COMME UN PÔLE
DE STABILITÉ
QUI DÉFEND
LE MULTILATÉRALISME

la vision futuriste d'un Elon Musk. Longtemps masquée, cette hétérogénéité devient criante.

Et enfin, une vision incohérente du rôle du dollar. L'homme qui dirige les conseillers économistes de la Maison Blanche, Stephen Miran, soutient que les autres pays doivent « rembourser » les Etats-Unis, car ils auraient bénéficié de la domination internationale du dollar (et de sa protection militaire). Cette vision inverse les causes et les effets : c'est le déficit budgétaire américain, et donc la faiblesse de l'épargne nationale, qui rend nécessaire l'afflux de capitaux étrangers aux Etats-Unis et renforce le rôle international du dollar. Cette logique peut d'ailleurs se retourner contre les Etats-Unis : lorsque chute brutalement la confiance dans les bons du Trésor américain comme actifs sûrs, c'est l'attractivité du pays tout entier qui s'en trouve menacée.

Les premiers cent jours du second mandat de Donald Trump ont été marqués par une succession de décisions

Robert Boyer est économiste à l'Institut des Amériques. Il a été directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de 1982 à 2008

Shlomo Ben Ami Donald Trump détruit le système qui a fait la puissance du pays

L'administration Trump s'attaque à tout ce qui fait la grandeur de l'Amérique et assoit son pouvoir dans le monde, constate l'ancien ministre israélien des affaires étrangères

Le président américain, Donald Trump, n'est pas connu pour son respect de la science et de l'histoire. Qu'il s'agisse de promouvoir des traitements non reconnus contre le Covid-19, ou de faire valoir avec insistance que toute discussion relative à des épisodes peu glorieux de l'histoire des Etats-Unis constituerait une source de « division », Trump préfère manipuler ces deux domaines à des fins politiques. Ce qu'il ne réalise sans doute pas, c'est que, lorsqu'il évoque avec nostalgie la « grandeur » historique de l'Amérique, il fait généralement référence à un passé au cours duquel les Etats-Unis étaient faibles sur l'échiquier géopolitique.

La manière dont Trump invoque la doctrine Monroe en constitue l'une des illustrations. Lorsque le président James Monroe (1758-1831) proclame, en 1823, que l'hémisphère ouest corres-

pond à la zone d'influence exclusive des Etats-Unis, le pays est encore loin du statut de puissance mondiale.

Et bien que cette doctrine ait été évoquée depuis lors pour justifier les interventions et l'impérialisme de l'Amérique, la vision originelle de Monroe visait à tenir à distance le colonialisme européen – certainement pas à soutenir les velléités trumpiniennes de souveraineté des Etats-Unis sur le Canada, le Groenland et le canal de Panama, qui légitiment par ailleurs les tentatives d'autres puissances (Israël et la Turquie en Syrie, la Russie en Ukraine...) cherchant à s'emparer de territoires par la force.

De même, Trump justifie son utilisation de droits de douane élevés en les présentant comme l'une des caractéristiques de l'« âge doré » américain, période au cours de laquelle l'industrialisation rapide a alimenté la pros-

périté aux Etats-Unis. Or, ici encore, le président américain fait référence à un passé – de la fin des années 1870 jusqu'au début des années 1900 – au cours duquel le poids des Etats-Unis était encore modeste. Puissance économique montante, le pays était loin d'être au sommet de sa richesse. Et, à cette époque, les inégalités économiques atteignaient leur paroxysme.

Profonde méconnaissance
Par ailleurs, après l'augmentation des droits de douane, en 1890 – qui passeront de 38 % à 49,5 % sur toutes les importations –, sous l'impulsion du parlementaire républicain William McKinley (1843-1901), le parti sera largement battu aux élections de mi-mandat de cette année-là, ce qui restera comme l'un des plus grands basculements partisans dans l'histoire du pays. Ces droits de douane contribueront également, indirectement, aux paniques de 1890 et 1893, et au plus grave ralentissement économique que les Etats-Unis aient connu à l'époque.

LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN FAIT PREUVE D'UN TOTAL MÉPRIS POUR L'EXPÉRIENCE HISTORIQUE ET LA RÉALITÉ MATHÉMATIQUE

Invoquant le passé antérieur à 1913, année de mise en place de l'impôt fédéral sur le revenu, Trump a également lancé l'idée de recourir aux droits de douane pour financer l'ensemble du budget des Etats-Unis, faisant preuve d'une profonde méconnaissance de la manière dont fonctionnent ces taxes – le secrétaire au commerce, Howard Lutnick, appuyant cette idée consistant à « faire payer les étrangers », alors que les droits de douane sont supportés par les importateurs – mais également d'un total mépris pour l'expérience historique et la réalité mathématique.

Il était impossible que les recettes douanières couvrent les dépenses publiques des Etats-Unis au début des années 1900, ce qui est encore moins imaginable aujourd'hui, peu importe le nombre de fonctionnaires que licencieront le milliardaire non élu Elon Musk et son département de l'efficacité gouvernementale, ou le nombre d'agences et de programmes qu'ils démanteleront. Les principaux postes budgétaires des Etats-Unis sont en effet la sécurité sociale (mise en place en 1935) et le Medicare (créé en 1965), que les Américains n'ont aucun intérêt à voir disparaître.

Les engagements du pays en matière d'aide étrangère, ses responsabilités envers l'OTAN et d'autres alliés, ainsi que les investissements dans la recherche scientifique, que l'administration Trump dénonce tant, représentent une part beaucoup plus faible du budget public américain. Plus important encore, ces dépenses produisent des dividendes incommensurables, sous forme d'influence mondiale des Etats-Unis, de stabilité et de prospérité. La Pax Americana, reflet et pilier de la « grandeur » des Etats-

Unis, a toujours été fondée sur un système largement bénéfique, mais principalement intéressé, de projection économique, militaire et culturelle – précisément le système que Trump s'efforce aujourd'hui de détruire.

L'administration Trump a en effet déclaré ouverte la chasse aux institutions scientifiques, qui ont fait des Etats-Unis la première puissance d'innovation au monde, mettant au pas les universités de l'Ivy League [groupe des huit meilleures universités américaines], purgeant le département de la santé et des services sociaux, et réduisant considérablement les financements de plusieurs institutions de recherche scientifique de renommée mondiale, telles que la Fondation nationale des sciences, les instituts nationaux de santé, le département de l'énergie, ou encore l'Administration nationale océanique et atmosphérique.

Pendant que l'administration Trump taille dans les budgets de recherche et développement (R&D), la Chine injecte massivement des fonds dans ce domaine, Pékin ayant investi en 2024 l'équivalent de 52 milliards de dollars (46 milliards d'euros) dans la R&D, un montant en hausse de 10 % par rapport à 2023.

Accords bilatéraux coercitifs
L'administration Trump démontre par ailleurs les programmes américains d'aide étrangère, notamment l'Agence américaine pour le développement international, outil pourtant crucial du soft power des Etats-Unis. Trump a également fait sortir son pays de l'Organisation mondiale de la santé ainsi que de l'accord de Paris sur le climat, préférant nouer des accords bilatéraux coercitifs, en tentant, par exemple, de contrôler

les ressources de l'Ukraine en minéraux stratégiques.

Les Etats-Unis semblent désireux de transformer leur plus proche partenaire, l'Europe, en ennemi, ce qui pourrait conduire le Vieux Continent à nouer davantage de liens avec la Chine. Prévoyant d'emprunter massivement pour financer l'accroissement de ses dépenses de défense, l'Union européenne pourrait même finir par partager le souhait de la Chine de détrôner le dollar en tant que première monnaie de réserve mondiale. Si le dollar s'effondre, ce ne sera toutefois pas la faute de l'Europe ou de la Chine, mais bel et bien de l'administration Trump. Les droits de douane imposés par celle-ci alimenteront d'ores et déjà une crise de confiance dans le billet vert, laquelle se traduit par une hausse des rendements des bons du Trésor américain.

Pendant des années, les observateurs ont craint le fameux piège de Thucydide : lorsqu'une puissance hégémonique établie (les Etats-Unis) redouble la montée en puissance d'un challenger (la Chine), la guerre devient inévitable. Donald Trump a désormais renversé ce concept. Loin de se battre pour défendre le système à la tête duquel ils se trouvent, les Etats-Unis s'y attaquent à coups de masse.

La Chine n'a plus qu'à admirer le spectacle. ■

Shlomo Ben Ami, ancien ministre israélien des affaires étrangères (2000-2001), est vice-président du Centre international de Tolède pour la paix © Project Syndicate, 2025

L'Afrique à la peine pour défendre ses intérêts face à Donald Trump

ANALYSE

Aen croire le conseiller principal du président américain pour l'Afrique, le continent est «très important» pour Donald Trump. «Il apprécie énormément l'Afrique et les Africains», déclarait Massad Boulos dans une interview à la BBC, le 23 avril. Des propos surprenants, tant les actions entreprises depuis cent jours par le président américain semblent traduire une absence totale de considération pour cette région du monde. Dernier exemple en date de coupe franche opérée par l'administration Trump: Washington veut désormais fermer le Millennium Challenge Corporation, une institution qui investissait des milliards de dollars dans des projets d'infrastructures, notamment en Afrique.

CERTAINS PAYS
COMME
LA RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO S'ESSAIENT
À UNE APPROCHE
TRANSACTIONNELLE
AVEC LES ÉTATS-UNIS

L'annonce semble presque anecdotique, après le démantèlement de l'Usaid, l'agence américaine d'aide au développement, donnée par le président dès son arrivée au pouvoir. Un retrait brutal du principal bailleur de la solidarité internationale, dont les pays africains tentent encore de prendre la mesure.

Selon l'institut d'études de sécurité, un cercle de réflexion panafricain, la réduction de l'aide américaine risque de faire basculer à court terme près de 6 millions d'Africains dans l'extrême pauvreté. Et même 19 millions d'ici à 2030, d'après une estimation basée sur des modélisations de l'université de Denver.

Sans doute soucieux de ne pas s'aliéner Washington et conscients des aspirations de

la jeunesse à plus de souveraineté, les dirigeants africains n'ont guère critiqué ce choix. Mais la conjoncture ne prête guère à l'optimisme. «Les décideurs africains ne devraient pas faire preuve de trop de complaisance. Avec Donald Trump, il y a très peu de nouvelles positives pour la région et il n'est pas sûr qu'ils en prennent toute la mesure», estime Ronak Gopaldas, directeur de Signal Risk, un cabinet d'analyse situé en Afrique du Sud, évoquant en particulier les répercussions de la guerre commerciale déclarée par M. Trump au reste du monde.

Un pari économique hasardeux

Déjà, celle-ci semble annoncer la fin de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA), cet accord commercial vieux d'un quart de siècle permettant à une trentaine de pays africains d'exporter des milliers de biens en franchise de taxes vers le marché américain. Le dispositif est censé expirer en septembre et son renouvellement paraît illusoire.

Malgré l'AGOA, les échanges commerciaux entre l'Afrique et les Etats-Unis sont faibles et n'ont cessé de décliner au cours de la dernière décennie. Les hausses des droits de douane annoncées par M. Trump auraient ainsi, selon son conseiller M. Boulos, un «effet net nul» pour la plupart des pays africains. Exception faite d'une poignée d'Etats, comme Madagascar et le Lesotho, menacés de surtaxes stratosphériques (respectivement 47 % et 50 %), l'exposition directe des pays subsahariens à l'escalade protectionniste américaine

semble donc limitée. «Mais il y a tous les effets indirects, systémiques, et potentiellement très graves pour l'Afrique», s'inquiète l'économiste bissau-guinéen Carlos Lopes, professeur à l'université du Cap (Afrique du Sud). Qu'adviendra-t-il si la Chine, cible numéro un de Washington, voit son économie ralentir fortement? Pékin, premier partenaire économique de l'Afrique et principal client de ses ressources naturelles, va-t-il mettre en pause ses investissements?

Les perturbations pourraient peser sur les cours du pétrole, pénalisant les grands producteurs que sont l'Angola ou le Nigeria. Les tensions sur les marchés risquent aussi de faire remonter les taux d'intérêt mondiaux, affaiblissant la capacité des Etats africains à attirer les capitaux. Une équation difficile pour des pays disposant de peu de marge de manœuvre budgétaire et qui peinent déjà à emprunter à un prix raisonnable.

Ces bouleversements ont conduit le Fonds monétaire international (FMI) à dégrader ses prévisions de croissance pour l'Afrique subsaharienne: l'activité devrait croître de 3,8 % en 2025 au sud du Sahara, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage par rapport à la dernière estimation. «Nous ne prévoyons pas un effondrement de la croissance», a souligné Abebe Aemro Selassie, le chef économiste du FMI pour l'Afrique, en dévoilant ces pronostics le 25 avril. Mais l'incertitude qui monte est un obstacle à la reprise.» Or celle-ci avait tout juste commencé à se matérialiser en 2024, après une succession de crises

du Covid-19 à la guerre en Ukraine – qui ont profondément ébranlé le continent.

Dans ce contexte, le FMI se dit prêt à assister les pays africains qui en auraient besoin. «Mais on peut craindre que les Etats-Unis invoquent toutes sortes de conditions pour empêcher cette institution, comme la Banque mondiale, de fonctionner», met en garde Carlos Lopes. Ainsi, en janvier, le sénateur républicain James Risch, un fidèle de Donald Trump, exhorte le Ghana à rembourser ses dettes vis-à-vis des entreprises américaines avant de solliciter un nouveau financement du FMI, comme y songe le gouvernement de ce pays en proie à une crise persistante.

De façon générale, «à moins que les Etats africains aient quelque chose à offrir à cette administration, il leur sera difficile de défendre leurs intérêts», juge Ronak Gopaldas. Un pari hasardeux, vu le faible poids de l'Afrique dans l'économie mondiale. Certains pays s'essaient toutefois à cette approche transactionnelle, comme la RDC, qui a proposé aux Etats-Unis un meilleur accès à ses minerais stratégiques, en échange d'un soutien dans sa lutte contre le Rwanda. Depuis, les ministres des affaires étrangères congolais et rwandais se sont rencontrés, le 25 avril, sous l'égide du département d'Etat américain, et ont convenu de travailler à un projet d'accord de paix. ■

MARIE DE VERGÈS (LE MONDE AFRIQUE)

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus



CHRONIQUE | PAR MARIE CHARREL

Le rêve américain moribond avec Trump

Le 8 mai, la France et l'Europe commémoreront la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie et la fin de la seconde guerre mondiale sur leur sol, quatre-vingts ans plus tôt. Cette année, les cérémonies ne seront guère festives. Car si l'après-guerre marqua l'avènement d'un monde façonné par la toute-puissance américaine, 2025 sonne comme la fin de celui-ci.

Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump piétine avec un systématisme tapageur l'ordre économique post-1945. Celui qui reposait sur des institutions forgées sous l'égide de son propre pays: Fonds monétaire international, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC, qui a succédé, en 1995, au GATT, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), grands accords multilatéraux.

Le milliardaire républicain a ouvert une guerre commerciale à l'issue incertaine et viole les règles nécessaires à la bonne entente – déjà très relative – entre les Etats. Il ne respecte pas sa propre parole, ajoutant du chaos à la violence. En balayant la douceur héritée américaine au profit d'un nationalisme agressif, il marque une rupture aussi puissante pour le concert des nations que le furent 1989 et l'effondrement du bloc communiste.

Certains espèrent encore que, constatant le désordre engendré par son protectionnisme hargneux, le président américain et sa bande reviendront à la raison. Ceux-là n'ont pas compris que Trump n'est que le symptôme du mal consumant les Etats-Unis et le monde occidental.

Mal aux multiples visages, sur lequel les divers scrutateurs de l'économie ne posent pas toujours les mêmes mots: désindustrialisation, ultralibéralisme, inégalités croissantes ou encore finitude des ressources, autant de phénomènes nourrissant les nationalismes de rancœur. Le foisonnement de concepts tentant d'appréhender la nature du régime dans

lequel bascule Washington témoigne tout autant du chambard général: technocratie-monarchisme, technocratie-libéralisme, césarisme numérique...

On peut aussi dire les choses plus prosaïquement: le rêve américain est moribond. Celui qui peuplait les imaginaires occidentaux, et parfois aujourd'hui, depuis plus d'un siècle. L'idée, en partie fantomatique, que les Etats-Unis incarnaient la terre des possibles. Le pays où l'on pouvait bâtir une fortune à partir de rien, où les start-up dénichaient les fonds qu'en leur refusait l'Europe, où les dissidents trouvaient asile, où les grands cerveaux du monde s'expatriaient pour mener leurs travaux avec une liberté de pensée inégalée. La contrée dont les paysages avaient la puissance des mythes: la route 66, le Grand Canyon, les rues new-yorkaises et leurs taxis jaunes. Survivront-ils à l'ère ouverte par Trump?

Ebranlement des certitudes

Sur la planète finance aussi, deux certitudes américaines pourraient s'effondrer sous le matraquage de Trump, avec des conséquences qui pourraient être terribles. La première est que la Réserve fédérale est une forteresse solide capable d'intervenir pour restaurer le calme sur les marchés en cas de panique transnationale. Elle l'a fait lors de la crise de 2008, en déployant divers instruments en coordination avec les autres banques centrales. Le fera-t-elle encore si Donald Trump met à mal son indépendance, comme il menace de le faire?

La seconde certitude est celle du dollar, valeur refuge par excellence, devise reine du commerce international et des grands investisseurs. Trump estime que ces fonctions élargies – en échange desquelles le reste du monde finance les déficits américains – ne sont pas un privilège, mais un handicap. Il souhaite y mettre un terme. Il s'y prend bien: la confiance dans le billet vert s'effrite déjà. Quelle devise est susceptible de le remplacer? A court terme, aucune. Dans ces conditions, difficile d'imaginer une issue heureuse aux tensions. Les matins suivant les nuits de doux rêves sont souvent brutaux. Les Européens, eux, se réveillent seuls. C'est douloureux. C'est aussi une chance: celle de tracer enfin leur voie propre, sans la tutelle américaine sous laquelle ils somnolaient depuis quatre-vingts ans. ■

DONALD TRUMP
N'EST QUE LE SYMPTÔME
DU MAL CONSUMANT
LES ÉTATS-UNIS
ET LE MONDE OCCIDENTAL

MARIE CHARREL

L'ÉTONNANT PÈRE DE LA POLICE MODERNE

LIVRE

Et si, pour scruter l'avenir de la police de Berkeley la première des Etats-Unis à être dotée de voitures, bientôt équipées de radios – une autre innovation. Il inventera, plus tard, les véhicules sériographiés et l'étude statistique fine des hauts lieux de la criminalité.

Raillé pour son progressisme

S'il combat le crime organisé avec succès, August Vollmer développe aussi des idées iconoclastes : à ses yeux, la prostitution, l'alcoolisme et l'usage de stupéfiants ne sauvent pas de la compétence de la police, mais, plutôt, de l'action d'organismes chargés de la santé publique. Ses contemporains le raillent pour un progressisme jugé de mauvais aloi, mais lui n'en démonte pas. Il se bat pour l'amélioration des conditions de détention afin que la prison cesse d'être une école de la récidive.

Dans l'Amérique ségrégationiste, il recrute le premier agent noir du Berkeley Police Department, Walter Gordon, jeune boxeur émérite et brillant étudiant en droit. Face à la fronde des agents blancs qui refusent de tra-

vailler avec lui, le chef de la police retire sur-le-champ leur insigne et leur arme aux récalcitrants. Il accorde aussi une journaliste du *Oakland Times* avec accès illimité à toutes les unités de la police. «Nous ne devons rien avoir à cacher au public», explique-t-il. Il lutte également avec détermination contre la délinquance juvénile en confiant une mission de prévention à une autre femme, W. M. Pearson, une idée jugée «subversive» par l'opinion car elle marque l'intrusion de l'action publique dans la sphère privée.

Devenu professeur à l'université de Chicago, il ne cessera d'y développer ses thèses, celles d'une police au service des citoyens, ferme dans son action, mais ouverte aux évolutions de la société, animée par des fonctionnaires intégrés auxquels il répétait souvent : «Vous n'avez pas à juger les gens, vous êtes simplement là pour rendre compte de leurs méfaits. Mieux encore, vous pouvez les empêcher de les commettre, c'est là la mission d'un policier.» Une leçon plus que jamais à méditer. ■

ANTOINE ALBERTINI

La force d'énergie

PAR SELÇUK





GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE
PAR SYLVIE KAUFFMANN

Sur la Crimée, l'erreur des Occidentaux

On peut être riche, puissant et ignorant – il est plus rare de le reconnaître. Steve Witkoff, l'envoyé spécial du président des Etats-Unis, entre dans cette catégorie : personne ne conteste le talent de ce natif du Bronx pour conclure des méga-deals immobiliers, mais, en diplomatie, c'est un néophyte. Chargé par Donald Trump d'éteindre trois des plus graves crises de la planète, il n'a pas eu le temps d'approfondir les dossiers. Il l'admet d'ailleurs avec une certaine candeur, en remerciant ses interlocuteurs européens et ukrainiens pour les éclairages qu'ils lui apportent afin de corriger le récit copieusement et efficacement servi par ses longs entretiens au Kremlin ; il s'agit après tout d'un continent, d'une région, d'une histoire et d'une guerre dont ils sont plus familiers que lui. « J'écoute, j'écoute, c'est très intéressant », opine-t-il, selon un témoin de ces rencontres.

Ce n'est pas exactement le style de son « boss », le président, moins enclin à l'humilité et qui entretient un lien assez personnel avec l'histoire. Donald Trump a régulièrement accusé l'Ukraine d'avoir commencé la guerre qui la ravage. Plus récemment, il a aussi affirmé que « la Crimée restera russe », d'autant plus que c'est « Barack Hussein Obama qui en a fait cadeau à la Russie ».

Le raccourci est saisissant et mérite qu'on s'y arrête. Car cette péninsule de la mer Noire n'est pas seulement un concentré de ce qui oppose la Russie et l'Ukraine ; elle n'est pas seulement un symbole des erreurs d'analyse des Occidentaux sur la Russie post-soviétique ; elle est aussi, dans le contexte actuel, un facteur potentiel de profonde division entre les Etats-Unis et l'Europe. La reconnaissance juridique de l'annexion de la Crimée par la Russie, qui propose un document américain soumis à Moscou dans le cadre d'un éventuel accord de paix, dépasse largement l'enjeu territorial : c'est tout l'édifice juridique de la sécurité européenne, construit après la deuxième guerre mondiale, qui est sacrifié. Jamais Washington n'a reconnu l'annexion des Etats baltes par Moscou en 1940.

Première annexion en 1783

Objet de convoitises depuis mille ans, habitée par les Tatars dès le XIII^e siècle, la Crimée est annexée par Catherine II en 1783. Les troupes franco-anglaises, alliées à l'Empire ottoman, prennent Sébastopol durant la guerre de Crimée (1853-1856), mais la Russie conserve la péninsule. En 1921, Lénine en fait une république autonome que, méfiant, il rattache à la Russie soviétique plutôt qu'à l'Ukraine. Staline en fait, lui, une simple région russe, dont il déporte les Tatars en 1945, mais, après sa mort, en 1954, Khrouchtchev transfère la Crimée à l'Ukraine, pour des raisons surtout économiques. La dissolution de l'URSS et l'indépendance de l'Ukraine, en 1991, posent le problème du partage de la flotte soviétique de la mer Noire, sujet de

**LES OCCIDENTAUX
ONT ACCRÉDITÉ
L'IDÉE, À MOSCOU,
QUE L'INVASION
DE L'UKRAINE NE
SE HEURTERAIT
À AUCUNE
RÉSISTANCE**

DONALD TRUMP INGÉNIEUR DU DÉSORDRE

ÉDITORIAL M

en bonne partie, la rhétorique de Moscou, Washington apparaît incapable de peser sur le cours d'une guerre que le président se faisait fort de stopper en vingt-quatre heures. Le silence américain concernant la tragédie en cours à Gaza, où Israël a repris unilatéralement une guerre effroyable, est tout aussi alarmant.

En s'en prenant méthodiquement à ses alliés et en mettant fin brutalement à une aide internationale cruciale pour les pays les plus pauvres de la planète, le président des Etats-Unis inspire désormais moins le respect que le malaise et l'inquiétude. En un temps record, il a profondément abîmé l'image des Etats-Unis.

Le trouble est également alimenté par l'épreuve à laquelle Donald Trump soumet les institutions de son pays. Alors qu'il peut se prévaloir d'une chute drastique du nombre d'entrées illégales de migrants, une autre de ses promesses de campagne, les méthodes employées pour expulser ceux jugés indésirables piétinent gravement les principes élémentaires du droit.

Cent jours plus tard, le républicain, qui avait hérité, de son prédécesseur, d'une économie en bonne santé, l'a plongée par une guerre commerciale aussi radicale que brouillonne dans une incertitude qui nourrit des craintes de récession et de reprise de l'inflation. Après avoir opéré un revirement total sur le dossier ukrainien en adoptant,

Après avoir dénoncé les outrances d'un « wokisme » progressiste, le voici qui en impose à présent un autre, frappé d'un conservatisme étiqueté et revanchard. L'assaut désordonné conduit par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, contre les dépenses de l'Etat tarde à produire des résultats autres que la pagaille. La science, enfin, est désormais considérée avec suspicion.

Ce bilan d'étape confus produit déjà une impopularité qui devrait servir de signal d'alarme à une administration et à un Parti républicain d'une servilité confondante. Cette impopularité témoigne de l'interprétation excessive faite par Donald Trump d'une réélection nette, sans être massive. Les électeurs qui l'ont porté au pouvoir n'avaient manifestement pas souscrit au projet que ce dernier s'efforce de mettre en place.

Il est pourtant peu probable que le président des Etats-Unis apprenne des erreurs de son début de mandat. Les difficultés rencontrées pourraient plutôt le pousser à la surenchère, d'autant qu'il peut compter sur une base qui ne lui a jamais fait défaut, même aux pires heures de sa carrière politique. Cette obstination rend encore plus nécessaire un discours de vérité sur les errements de cette présidence tout en tirant les leçons de la défaite de novembre. Mais le Parti démocrate, qui devrait le porter, en semble pour l'instant incapable, hélas. ■



JUILLET 2025

11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL
INTERNATIONAL DE
JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

65 ans. 6 millions de sociétaires. **Et toujours** **0 actionnaire.**



Nous sommes heureux de fêter
notre 6 millionième sociétaire,
un cap atteint à l'aube de nos 65 ans.
Merci à tous d'avoir choisi la Macif,
un modèle sans actionnaires qui
agit toujours dans l'intérêt de ses
sociétaires.



La Macif,
c'est vous.



* Étude OpinionWay - 1005 répondants - Janvier 2024 - Catégorie compagnies d'assurance.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERCANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Graham Greene Sueur de sang et sueurs froides



Londres au temps du Blitz, reconstitué pour le film « Espions sur la Tamise », de Fritz Lang (1944), adapté du « Ministère de la peur », de Graham Greene. PROD DB © PARAMOUNT/DR

FRANÇOIS ANGELIER

On le croyait dissous dans l'oubli, tel un glaçon dans un high and dry martini (une part de vermouth pour quinze parts de gin, son cocktail de référence). On le pensait éternellement assagi, dormant depuis 1991 au cimetière de Corseaux (Canton de Vaud), non loin de l'acteur James Mason. Compte là-dessus et prends un drink ! Graham Greene revient ! Et son retour en force, et en faste, grâce à Claro, traducteur en chef, et Bertrand Pirel, *master and commander* chez Flammarion, maison qui succède à Robert Laffont, son éditeur historique, est une nouvelle des plus roboratives.

Au premier de ses 26 romans, *Deux hommes en un* (1929), d'ouvrir le bal, au bras tremblant du *Ministère de la peur*, récit sous Blitz et thriller hallucinatoire de 1943, porté à l'écran par Fritz Lang en 1944 (*Espiens sur la Tamise*). Deux romans qui annoncent au mieux la couleur de l'ensemble : elle sera gris sombre, veinée d'étranges reflets verts. Car Greene est l'inventeur sacrilège d'un autre cocktail, spirituel et à la saveur impie, le Gethsémani boogie-woogie : une dose de sueur de sang, celle du Christ, des saints et des martyrs, mêlée à quinze parts de sueurs froides, fruit de son angoisse existentielle, nausée quotidienne et dégoût ontologique.

Le tout, battu à la cuillère, donnant au « Greeneland », à l'œuvre monumentale

« Le Ministère de la peur », errance meurtrière et hallucinée à Londres pendant le Blitz, signé par l'écrivain britannique en 1943, paraît dans une nouvelle traduction de Claro. Une résurrection – et ce n'est qu'un début (lire page 2)

de ce converti catholique, romancier espion, nouvelliste, mémorialiste globetrotteur et scénariste, cette saveur unique de *seediness*, de « sordidité » aventureuse à l'arrière-gout de grâce suffisante. Deux récits vertement retraduits, rendus à leur singularité stylistique, loin de l'adiposité verbale, du caviardage et de la fantaisie sémantique propres aux traductions des années 1950. Pour Claro, le traducteur est un agent double : « Il s'agit d'élaborer une ombre susceptible de passer pour la proie. »

Né en 1904, au nord de Londres, d'un directeur de *public school* et d'une cousine germane de Robert Louis Stevenson, Greene est élevé dans l'établissement paternel, où il découvre l'essentiel : la lâcheté et le courage, la menaçante société des hommes et leur littérature. Pour desserrer l'étau et conjurer l'ennui, il fugue (sa vie entière sera une fugue) ou joue à la roulette russe. Son mariage avec la convertie catholique Vivien Dayrell-Browning (1904-2003) entraîne sa propre conversion. Réfutant l'image de « romancier catholique », le catholicisme de Greene, plus proche de Green (Julien) que de Bernanos (Georges), sera une donnée

complexe où l'introspection intellectuelle se marie à l'émotivité populaire, un ring sans pitié où la sainteté aussi bien que le péché acheminent le pécheur vers la grâce. Recruté en 1941 par sa sœur cadette Elizabeth, il devient agent du MI6, où il se lie à vie avec l'agent double Kim Philby, se voyant alors confier l'antenne de Freetown, dans la colonie britannique de Sierra Leone.

Un carnaval de masques

C'est en décembre 1941, à bord du cargo qui l'y emmène, qu'il amorce *Le Ministère de la peur*, un « divertissement » achevé en Afrique et tapé avec un seul doigt, « le soir après le dîner ». Fuit de l'expérience marquante du Blitz, vécu en avril 1941, fort d'un titre ambigu inspiré du poème préromantique de William Wordsworth (1770-1850), *Le Prélude*, le roman satire tous les codes du récit d'espionnage pour se muer en un périple onirique aux volte-face vertigineuses, un carnaval de masques harcelant éclairé aux fusées d'alerte. Comme l'écrit Claro dans sa postface : « Le tour de force de Graham Greene consiste bel et bien à faire passer pour un roman

d'espionnage un récit éminemment somnambulique. »

De fait, Greene nous attache à l'errance meurtrière et hallucinée d'Arthur Rowe, qui, fraîchement libéré de l'asile où l'a fait internier le meurtre « charitable » de sa femme malade, gagne un opulent gâteau dans une fête foraine. Mais *the cake is a fake* – c'est un vrai-faux gâteau – et il ne cesse, dès lors, de pâtrir de la pâtisserie. Pris dans l'engrenage impitoyable d'une affaire d'espionnage, il se voit confronté aux menées d'une clique hétéroclite de sympathisants nazis en quête d'un microfilm. On le verra changer d'identité et devenir amnésique, passer d'un abri anti-aérien à une clinique psychiatrique, d'une agence de détection à une salle des ventes, croiser un cercle spirite ou des tailleur pour homme, collaborer avec le Yard, rencontrer l'amour et échapper à la mort.

Des péripéties en foule, des figures à foison et des décors à s'y perdre, mais libérés des manigances et stratégies à double-fond du récit d'enquête, pour se muer en une fascinante déambulation quasi surréaliste au cœur d'un Londres où les ruines tournent aux cadavres exquis. *Le Ministère de la peur*, entre souffrances au quotidien et songerie automatique, nous évoque moins James Bond que le Nerval d'*Aurélia* (1855), avec ses nuits ponctuées de signaux occultes, ou le Mr. Klein, de Joseph Losey (1976), où l'évocation réaliste de la Shoah croise les mirages psychiques du romantisme allemand. Qu'elle est Greene notre vallée de larmes ! ■

LE MINISTÈRE DE LA PEUR
(*The Ministry of Fear*),
de Graham Greene,
traduit de l'anglais et postfacé par Claro,
Flammarion, 384 p., 20 €, numérique 15 €.

2

LA UNE, SUITE
► Retraduire et republier tout Graham Greene



3

ENTRETIEN
► Sigolène Vinson : « L'étang de Berre mérite qu'on mette des mots sur les blessures qu'on lui a infligées »



45

LITTÉRATURE
► Julie Ackerer, Noël Herpe, Yaniv Iczkowitz, Aka Mortchiladze



7

ESSAIS
► Lisa Romain signe un portrait littéraire de Boualem Sansal

8

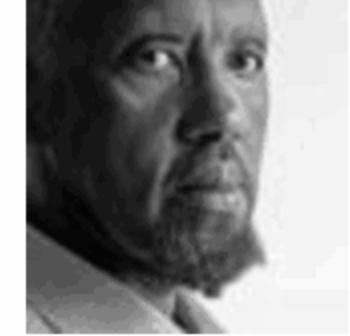
CHRONIQUES
► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu « Le Déshonorer le contrat », d'Antoine Compagnon

9

REPORTAGE
► Jean-Luc Marion a prononcé la première Conférence Jon Fosse, à Oslo, le 24 avril

10

RENCONTRE
► Tharcisse Sinzi : « Vivre ou mourir, mais debout ! »



Sous la houlette de Bertrand Pirel, directeur éditorial, et de Claro, traducteur, les éditions Flammarion ont le projet de rendre à l'auteur britannique la place qu'il mérite. Récit

Un nouveau souffle pour Graham Greene

ÉCLAIRAGE

FLORENT GEORGESCO

Au départ, deux faits pas si contradictoires que cela. Tristement habituels, en tout cas. D'un côté, presque tout le monde, en France, non seulement connaît le nom de Graham Greene, mais se fait une idée de l'univers du romancier britannique (1904-1991). De l'autre, il a de moins en moins de lecteurs, les rééditions se comptant sur les doigts d'une main, alors que l'œuvre est pléthorique – 26 romans, des nouvelles, des souvenirs, du théâtre, des essais...

Bertrand Pirel, directeur éditorial aux éditions Flammarion, où il vient de reprendre la situation en main en lançant une série de nouvelles traductions, le confirme au «Monde des livres» : «Il est présent dans notre imaginaire. Quand on a un certain âge, on peut avoir de vagues souvenirs de lecture. Mais, souvent, ça s'arrête là.» Il souligne que nous le connaissons peut-être surtout, dorénavant, par le cinéma. On compte 34 adaptations de ses romans et nouvelles, dont certaines sont devenues des classiques, tels *Le Troisième Homme*, de Carol Reed (1949), *Un Américain bien tranquille*, de Joseph L. Mankiewicz (1958), ou *Voyages avec ma tante*, de George Cukor (1972).

Bref, comme beaucoup d'auteurs, Greene semblait condamné à s'enfoncer lentement, en France, dans la version la plus ennuyeuse de la vie posthume – quelques histoires racontées par d'autres et un nom, qui ne veut plus dire grand-chose. A ceci près qu'il a une famille, et que cette famille, organisée dans le Graham Greene Estate, qui gère ses droits mondiaux, n'entend pas en rester là. Après la mort des deux enfants de l'écrivain, Caroline Bourget, en 2021, et Francis Greene, l'année suivante, les fils de la première, Andrew et Jonathan, ont décidé de l'arracher à ce destin morose, dans un pays dont il était particulièrement proche.

«Il reste beaucoup lu dans les pays anglophones», explique Jonathan Bourget (né en 1964), qui dirige désormais le Graham Greene Estate. *On le cite souvent, notamment pour éclairer l'actualité – Un Américain bien tranquille [1955 ; éd. Robert Laffont, 1956], par exemple, paraît visionnaire à beaucoup, sur le destin des Etats-Unis... Mais, en France, comme en Allemagne d'ailleurs, nous avons*



Graham Greene, dans les années 1980. MARC TRIVIER

constaté qu'il fallait trouver un nouveau souffle.»

Or, les contrats liant les héritiers de Greene à son éditeur français historique, les éditions Robert Laffont, s'approchaient de leur fin. L'occasion de se lancer dans une tournée des maisons françaises, avec une idée en tête, résume Jonathan Bourget : «Trouver quelqu'un qui injecte de la fraîcheur, du dynamisme dans l'œuvre. Je ne m'étais pas rendu compte à quel point les traductions françaises avaient vieillies. Mais j'ai tout relu [Jonathan Bourget, qui vit en Suisse, est parfaitement francophone], et j'ai constaté qu'elles avaient besoin d'un bon dépoussiérage.»

Quand Bertrand Pirel, début avril 2024, est contacté par l'agente du Graham Greene Estate, il commence, raconte-t-il, par «se cacher sous son bureau», effrayé par le travail «colossal» que cette mise à jour représentait. «Mais c'est notre responsabilité d'éditeur de redonner vie à des auteurs aussi importants que Greene. Alors, j'ai dit oui, en proposant de nous lancer dans une retraduction des romans.» Flammarion a été la seule maison, raconte Jonathan Bourget, à aller aussi loin. Leur céder les droits était une «évidence».

C'est alors que Claro entre dans le jeu. Le nom du traducteur, écrivain, éditeur et ancien feuilletoniste du «Monde des livres» a, lui aussi, relevé de l'évidence pour Bertrand Pirel. «Je l'ai appelé, et il a dit oui tout de suite, se souvient-il. J'ai pensé : "On va donc vraiment le faire!"» Très bien, se disait Claro de son côté, mais faire quoi, au juste ? «Je croyais que Bertrand me parlait de deux ou trois livres. Puis il en a mentionné sept ou huit. Puis davantage... C'était écrasant, mais ça m'a excité, pour plusieurs raisons. Je n'avais presque jamais traduit d'auteur britannique. Je n'étais jamais passé après d'autres traducteurs. Enfin, je n'avais jamais lu Greene. C'était une découverte totale.»

Claro, en somme, était comme le public visé par Flammarion : tout neuf. Et, comme devrait l'être ce public, il a été «happé», emporté dans ce «continent de

EXTRAIT

Dans la postface à sa traduction du *Ministère de la peur* (pages 371-372), Claro analyse lui-même les différences entre son travail et celui de sa lointaine prédecesseure :

«Hélas, l'obsolescence de certains syntagmes est loin d'être le seul problème de la traduction réalisée par Marcelle Sibon [la première traductrice du *Ministère de la peur*, en 1950]. Prenons le paragraphe suivant (ma traduction) :

«La bonne aventure : qui n'y avait pas eu droit, que ce soit derrière une haie de campagne ou devant des cartes dans le salon d'un paquebot, mais la fascination demeurait même quand l'avenir était prédit par un amateur dans une kermesse. A chaque fois, pendant un bref instant, on pouvait presque croire à un voyage en mer, à une mystérieuse inconnue au teint hâlé, à une lettre porteuse de bonne nouvelle.» [pages 18-19]

et comparons-le à celui échafaudé par Sibon : «Il est étonnant de constater combien une diseuse de bonne aventure, même amateur,

même à une kermesse, fascine l'imagination populaire et intrigue toujours : quelque peu de foi que l'on ait apporté à d'autres révélations merveilleuses, faites, soit à la campagne, derrière quelque haie, soit dans un coin retiré du fumoir d'un grand paquebot, on doute toujours, on ne croit qu'à demi au beau voyage à l'étranger, à la brune inconnue, aux lettres porteuses de bonnes nouvelles, et cependant on se laisse toujours tenter, on se donne l'illusion de percer l'avenir.»

J'ai souligné les éléments qui ne figurent absolument pas dans l'original. Pourquoi ces ajouts ? Le sens lui-même est discrètement biaisé – chez Greene, on veut croire, même à demi, aux prédictions ; chez Sibon, on doute toujours... Quant au nombre de mots, c'est le grand saut. On passe de 58 mots à 92 mots.»

À NOTER : SOUS LE TITRE « TRADUIRE GRAHAM GREENE », CLARO PUBLIE SON JOURNAL DE TRAVAIL SUR SON BLOG, « LE CLAVIER CANNIBALE » (TOWARDGRACE.BLOGSPOT.COM).



Un premier roman méconnu

Graham Greene n'a pas, semble-t-il, laissé de roman inédit. En lançant leur vague de nouvelles traductions de son œuvre, les éditions Flammarion ont tout de même réussi à proposer une découverte au public français, avec ce premier roman publié en France dès 1931

– alors sous le titre *L'Homme et lui-même* – mais de longue date indisponible. Disons-le tout de suite : cet oubli n'avait rien de scandaleux, tant cette histoire de contrebandiers au XIX^e siècle paraît convenue en regard des romans à venir. Certes, les aventures d'Andrews, qui trahit les siens et, traqué, trouve refuge auprès d'une femme chez qui il entrevoit «un sens et une possibilité à la sainteté et la divinité», sont traversées par nombre d'obsessions, dont, comme le note William Boyd dans sa postface, l'œuvre ne cessera d'être hantée. Mais on ne saurait donner tort à l'écrivain écossais quand il précise que le livre ne dépasse guère le niveau d'«une romance historique surchauffée», même si se devine déjà, par moments, quel virtuose l'auteur va devenir.

Disons que Greene est assez grand pour qu'il soit passionnant d'assister à la genèse de son univers, et qu'il avait 24 ans à la publication de ce *Deux hommes en un*, en 1929 : il lui restait à mener sa vie, cette vie d'élangs vers l'idéal et de trahisons, de corps-à-corps avec le mal et de lucidité ironique sur l'humanité. Ses livres y puissent un magnétisme qui demeure, ici, à l'état de promesse. ■ FL. GO

► *Deux hommes en un* (The Man Within), de Graham Greene, postface de William Boyd, traduit de l'anglais par Claro, Flammarion, 342 p., 20 €, numérique 15 €.

folie absolue» qu'est l'œuvre de Greene, cet univers changeant, où les mêmes thèmes reviennent pourtant sans cesse – «Il sait bien que la vérité et la justice de l'homme, c'est de reconnaître qu'on est faillible», résume le

mencer de zéro – il ne regarde qu'ensuite les anciennes traductions, non sans perplexité (lire l'extrait ci-dessous). Après *Le Ministère de la peur* et *Deux hommes en un* paraîtra à l'automne *Le Troisième Homme* (suivi du

Dixième Homme, un autre court roman). Sont déjà annoncés, pour 2026, *Un Américain bien tranquille*, *Notre agent à La Havane* et *Rocher de Brighton*; puis, au moins, *Le Facteur humain* et *Tueur à gages* pour 2027 – avec, à chaque fois, une postface d'un écrivain contemporain ; Jean-Christophe Grangé, par exemple, signera celle d'*Un Américain bien tranquille*.

En 2027, 9 romans sur 26 auront donc paru. En resteront 17. Serait-il possible de les retraduire tous ? «Nous pensons rester sur ce rythme de trois livres par an», raconte Bertrand Pirel. Nous devons lutter contre notre impatience, pour que chaque livre reste un événement. Nous pourrons adapter

ce rythme, selon la manière dont le public français répondra, mais arriver au bout prendre du temps, si on y parvient.» Quoi qu'il en soit, l'éditeur le confirme : c'est bien ce qu'il espère. Et Claro abonde dans son sens.

Jonathan Bourget aussi, on s'en doute. Le petit-fils de Graham Greene rappelle que 2029 marquera le 125^e anniversaire de la naissance de l'écrivain, en se réjouissant à l'idée que la France se joigne aux célébrations. Passant à l'échelle mondiale, il évoque quelques projets en cours, dont une nouvelle adaptation au cinéma du roman *Les Comédiens*. Ou le dépouillement des archives colossales laissées par son grand-père – des centaines de milliers de pages de correspondance, notamment.

Il ajoute : «Vous pouvez approcher Greene sous tellement d'angles différents. C'est infini.» Sa renaissance en France en est une preuve supplémentaire. Ce n'est pas la moins réjouissante pour nous, comme le constateront ceux qui s'appretent à le (re)découvrir – enfin. ■

Sigolène Vinson: «L'étang de Berre mérite qu'on mette des mots sur les blessures qu'on lui a infligées»

L'écrivaine vit et travaille depuis dix ans au bord de la grande lagune des Bouches-du-Rhône. Elle lui consacre un nouveau roman – une nouvelle déclaration d'amour –, «Le Butor étoilé»

PROPOS RECUEILLIS PAR
FLORENCE BOUCHY

En 2015, quelques mois après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, dont elle est rescapée, Sigolène Vinson s'est installée à Martigues (Bouches-du-Rhône). Au bord de l'étang de Berre, cette lagune méditerranéenne d'eau saumâtre pour partie entourée d'infrastructures industrielles, l'écrivaine a pris l'habitude de débusquer la vie partout où elle semble menacée. Parce qu'elle cherche sans doute, dit-elle, «du réconfort auprès d'autres êtres vivants que nous, les humains», elle voit dans cet environnement, où de nombreuses espèces sont en voie d'extinction, un objet littéraire propice à la célébration du vivant.

Au point que, depuis la parution de *La Palourde* (Le Tripode, 2023), le travail de Sigolène Vinson semble s'inscrire dans la veine écopoétique, aux côtés, notamment, des livres de Baptiste Morizot, de Nastassja Martin ou de Clara Arnaud. Comme si la littérature était chargée, pour elle, de rappeler ou de rétablir les liens que nous entretenons avec toutes les ramifications du vivant. Son nouveau roman, *Le Butor étoilé*, qui doit son titre à une espèce d'oiseaux échassiers dont on ne trouve plus trace sur les rives de l'étang de Berre, du fait du réchauffement climatique, poursuit cette quête.

A l'ouverture du texte, la narratrice se livre à une mission d'observation et de dénombrement des butors étoilés. «Si un seul de ces oiseaux était de retour sur les rives de l'étang, dit-elle, cela signifiait que le monde tournait encore rond.» Une perspective suffisamment désirable pour que l'on réfléchisse avec Sigolène Vinson à la part que peut y prendre l'écriture.

«Le Butor étoilé» n'est pas la suite de «La Palourde», mais on ne peut s'empêcher de le lire comme son prolongement. Cela faisait-il partie de votre projet?

C'est un prolongement dans le sens où les lieux sont quasiment identiques, même si cette fois-ci ils ne sont jamais clairement définis. Quand j'ai écrit *La Palourde*, je venais de m'installer dans un tout petit village, après avoir vécu quelques années à Martigues. Je passais mon temps sur l'étang, que j'apprenais à connaître. Ensuite, j'ai découvert la colline, je l'ai gravi, et je suis passée sur l'autre versant, où se déroule *Le Butor étoilé*. C'est donc en fait la suite de ma découverte d'un territoire. D'un livre à l'autre, on suit mes déambulations dans la nature, mes relations à la faune et à la flore. C'est dans cette partie du village que j'ai entendu dire qu'on avait aperçu un loup. Je ne l'ai jamais vu, mais je le cherche.



L'étang de Berre à Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône). Extrait de «La Manifestation des images», performance de Geoffroy Mathieu sur le GR2013 (2020). GRÉGOIRE ÉDOUARD



Sigolène Vinson. JOËL SAGET/AFP

Quant au butor étoilé, j'ai participé à la mise en place du protocole d'observation de l'oiseau, parce que quelqu'un, quand j'écrivais *La Palourde*, avait cru entendre son chant. Avec les scientifiques qui s'occupent de l'étang de Berre, nous nous sommes dit que si l'oiseau revenait, cela voulait dire que nous avions bien œuvré à la réhabilitation des rives de l'étang. Malheureusement, personne, finalement, ne l'a jamais observé.

A quel titre avez-vous participé à l'élaboration de ce protocole d'observation?

Je suis élue de la ville de Martigues, où j'ai en charge les questions environnementales. Je travaille donc avec les scientifiques, je les interroge et vais sur le terrain avec eux. Tout ce que l'action politique me permet d'apprendre, je le transforme pour en faire ma matière littéraire. Ce n'est pas une volonté de vulgarisation. Cela tient à ce que, dans la poésie, je me sens beaucoup plus libre que dans l'action politique. Sur le territoire, il y a des intérêts économiques qui nous dépassent. Tout ce que je ne peux pas dire en réunion, j'en fais de la poésie.

Est-ce le constat d'une certaine incapacité politique à changer les choses

qui vous conduit à vous en remettre davantage à la littérature pour aborder ces questions?

En fait, le maire de Martigues [Gaby Charroux, Parti communiste français] m'a proposé de venir dans son équipe parce qu'il avait lu *Maritima* (L'Observatoire, 2019), qui s'ancrait au milieu des sites Seveso [établissements industriels dangereux] de l'étang de Berre. La littérature précède donc la politique, même si j'étais engagée quand j'étais plus jeune. Mais le besoin que j'ai eu tout à coup de m'emparer de l'étang comme objet littéraire découle de l'action politique. Sans elle, je n'aurais jamais regardé l'étang vraiment en face. En fait, ces deux derniers romans, ce sont des lettres d'amour à l'étang de Berre, qui est quand même très mal-aimé. Il est même effacé des cartes routières, alors que c'est la deuxième mer fermée d'Europe. C'est un lieu unique, fortement industrialisé, mais avec encore beaucoup de nature.

A force de m'occuper de l'étang, j'ai cru l'entendre me dire «Aime-moi», et je l'aime follement. Dans mes rêves les plus fous, il m'aime aussi en retour. Je me suis dit qu'il méritait qu'on lui consacre des livres, qu'on mette des mots sur les blessures qu'on lui a infligées. J'ai eu envie de le rendre beau.

Mais peut-être que je le trouve beau comme le serait un chant du cygne. Récemment, lors d'une émission sur France Culture, j'ai eu une discussion avec un ornithologue, Philippe Dubois. Il m'a fait comprendre que j'avais peut-être une amnésie environnementale: partout, je vois la vie qui foisonne, alors qu'elle décline. Mais c'est surtout la survie qui retient mon attention. La profusion d'oiseaux et les couleurs chatoyantes que j'observe sont sans doute plutôt la trace de l'agonie de l'étang de Berre. En fait, je vois des êtres qui sont en train de disparaître, et je ne le sais pas.

C'est une façon de lutter contre la mort de cet étang?

Oui, je pense. En tout cas, c'est le seul moyen que j'ai à ma disposition, vu que mon action politique est infime et

qu'elle ne tient pas face aux vrais décideurs. Avec l'écriture, je peux être pleinement au service des autres êtres vivants, parce qu'elle ne se situe pas sur le même plan de parole. J'y suis entièrement libre, il n'y a pas de contraintes. La littérature ne supprime pas d'emplois, elle ne fait pas perdre d'argent aux collectivités locales. Alors que les politiques peuvent s'inquiéter, si on sanctuarise tout ou partie de l'étang, qu'on ne puisse plus y construire d'habitats, ou y installer d'industries. Ma littérature ne se préoccupe pas de ça. Je n'y ai de compte à rendre à personne, sauf à ceux qui m'inspirent, les oiseaux et les hippocampes.

N'est-ce pas une façon de dire que la littérature est inoffensive?

Non, parce qu'elle provoque tout de même quelque chose dans le corps, le cœur, le cerveau de ceux qui la reçoivent. L'un des personnages, dans *Le Butor étoilé*, dit à son père: «Papa, les mots nous transforment quand on les reçoit.» Je le crois profondément. Nos imaginaires, nos sensibilités déterminent nos choix politiques. La littérature agit sur nos représentations, c'est en cela que les mots nous transforment, et que le couvrant écopoétique est politique à sa façon.

D'ailleurs, les mots sont si puissants qu'il n'y a pas toujours besoin d'en dire trop. Je m'aperçois que j'ai eu tendance, dans mes derniers ouvrages, à réduire la taille de mes phrases, à réduire même la taille de mes livres. C'est un genre d'ascétisme. On est plus puissant quand on s'est débarrassé du superflu. On s'allège. Et on va à l'essentiel.

Cette évolution esthétique, je ne l'ai pas réalisée de manière réfléchie. Mais elle est à l'image de mon propre trajet, depuis dix ans. Je me suis beaucoup simplifiée dans mon existence. L'attention m'a fait comprendre ce qu'était être en vie. J'ai abandonné le sens - ou plutôt on m'a fait abandonner la quête de sens, de but. En revanche, cela a renforcé l'importance que j'accorde aux sens: la vue, l'audition, l'odorat... C'est à travers ce que je sens et ressens que je vis, et que

j'écris. Je passe tous les jours de longues heures, seule, dans la nature. Puis j'écris ce que j'ai vu, perçu, j'essaie de rendre sensibles les interactions que j'ai eues avec les animaux.

Est-ce que l'écriture, pour vous, joue un rôle thérapeutique?

C'est une question à laquelle je ne sais pas répondre. En tout cas, je n'écris pas pour aller mieux. Après l'attentat, plusieurs de mes camarades ont eu besoin d'écrire - Catherine Meurisse, Luz ou Philippe Lançon, bien sûr, avec *Le Lambeau* (Gallimard, 2018). Pas moi. Pendant un an, d'ailleurs, je n'ai pas pu écrire. Le premier texte que j'ai écrit ensuite, c'est *Les Jouisseurs* (L'Observatoire, 2017), où je cherchais quelque chose de l'ordre de la joie de vivre. Et je ne suis pas sûre que cela m'aît été d'un quelconque réconfort.

Ce qui a été important pour moi, c'est plutôt que l'écriture suive le même mouvement de simplification que mon rapport au monde. Je me suis départie des questions existentielles qui pouvaient me torturer, pour pouvoir vivre comme on respire. Et l'écriture, c'est juste ça, continuer à écrire comme je respire.

Quel rôle jouent les lecteurs dans ce processus?

Mes romans sont comme des lettres. Ils doivent trouver leurs destinataires, ceux qui vont les interpréter et m'en parler, me montrer ce que j'y ai mis, ce que j'y ai dit sans en avoir bien conscience. Ceux chez qui ils vont résonner.

La correspondance a toujours eu une très grande importance dans ma vie. C'est pour cela qu'il y a souvent des lettres aussi dans mes romans, et que la narratrice du *Butor étoilé* en envoie à un homme dont elle veut être aimée, sans même être sûre qu'il les reçoive. L'épistolaire, c'est une écriture adressée. Elle pose la question du désir d'écrire «à» quelqu'un. Avoir envie d'écrire, c'est le début du désir. C'est être vivant.

JULIETTE EINHORN

Premier roman de Julie Ackerer, née à Tokyo en 1997, *Plonger le premier* est sculpté dans un bois strié d'échardes. Pour Line, jeune Franco-Japonaise qui vient améliorer son français dans une université parisienne, il s'agit de les localiser, mais aussi de les caresser. De retrouver, pour elle qui vient de perdre son père, le chemin d'une douleur que sa pudeur désarçonnée n'a jamais formulée ; d'en circonscrire la ligne de fuite, « chorégraphie minuscule et incongrue ».

A l'avenant, les êtres qui cheminent avec elle le temps de quelques saisons dans la constellation d'Elie, avec qui Line passait ses étés, enfant, à Collioure (Pyrénées-Orientales), sont en partie. Chacun à leur manière, ils se promènent à l'intérieur d'une absence, menant, à l'instar d'Arthur, autre ami d'enfance d'Elie, une existence suspendue, « à quelques mètres au-dessus du sol ».

L'originalité de ce contre-roman initiatique est de s'épanouir dans l'expression paradoxale de cette réticence, à travers l'évaporation d'êtres en jachère vivant leurs années d'études comme un décolllement de peau, coincés en cette béance intermédiaire, gouffre au fond duquel s'évanouit l'enfance tandis que l'âge adulte, lui, pointe, recigne, se fait caillouteux. Ils feignent de se rencontrer, fuient et se frôlent, simulacres d'amitié et d'amour qui n'éclosent pas. S'ils peinent à rester amis, ils ne se laissent pas partir pour autant, voletant dans ce vide plein, cette ferveur larvée. Comme Elie, qui vit pour la musique et adore mixer, mais qui choisira pour métier la production – tout contre la musique, donc, mais pas musicien.

Principe de contradiction

Cotonneux, le livre bourgeonne alors, en sourdine, autour de ce principe de contradiction : plonger le premier, est-ce accepter de laisser derrière soi celui que l'on était, se faire éclabousser par le monde en entrant dans cette



Paris. GUEORGUI PINKHASSOV/MAGNUM PHOTOS.

En quelques années, pour Line, Elie et les autres, l'enfance s'évanouit, l'âge adulte pointe. Délicat « *Plonger le premier* », premier roman de Julie Ackerer

La saison des regrets et de la raison

équation à plusieurs inconnues – le monde du travail et des amours, des mauvais choix et des responsabilités –, ou, parce que l'on ne s'y résout pas, s'enfonce dans ce refus d'obstacle, se noyer dans l'angoisse, l'abstention ? Ainsi Charlotte, qui ne sait plus que « *retirer d'elle pour revenir en arrière, qu'on lui rende ses gestes et ses mimiques, tout ce qu'elle [a] abandonné d'elle sans réaliser l'ampleur de l'amputation* ».

Line, pour sa part, donne une impression de « *douceur et de propreté, comme un pain de savon pour bébé* ». Si elle échoue à

rencontrer ses comparses, leur opposant une « *résistance de porte verrouillée* », son personnage, dans son effacement même, joue un rôle inverse du point de vue romanesque, métaphore vivante de ces êtres qui voient soudain leur existence comme un contresens. Ce décalage infime mais, constant, qui lui fait traverser la vie comme un malentendu (ces incompréhensions dues à la pratique d'une langue qu'elle ne maîtrise pas, cette impression de n'aimer et n'habiter vraiment Tokyo que depuis qu'elle ne s'y trouve plus), est la traduction de cette difficulté, pour tous, à trouver la clé de soi. Une partition, dans ce roman des promesses non tenues qui se déploie en glissant, en tombant même, dans laquelle l'harmonie passe par la dissonance.

Loin des injonctions

Pour Arthur, cloîtré dans sa chambre des mois entiers avant d'oser vivre de sa passion (il construit des casse-tête et des jeux de plateau pour enfants), pour Thibaut, le frère d'Elie, qui hésite à rejoindre sa compagne en Italie parce qu'il a, depuis ses 7 ans, la garde d'Elie, comme pour les autres, c'est une mathémati-

que de haut vol, un rôle à interpréter à contre-emploi : cuisiner, de soi, la combinaison à la fois la plus nécessaire et la plus inattendue, la plus accueillante mais aussi la plus rugueuse – Elie, au bout de quelques années, décidera, loin des injonctions, de faire tout pour « *en vouloir jusqu'au bout à Rachel* », la mère paranoïaque qui a démolé son enfance et celle de Thibaut. Après des mois d'errances silencieuses, Antoine, l'oncle de Line, choisira quant à lui de disparaître tout bonnement.

Le roman lévite en transparence dans cet évitement délicat, une soustraction va-

PLONGER
LE PREMIER,
de Julie Ackerer,
Actes Sud, 256 p.,
21 €, numérique 16 €.

poreuse – forme d'*« indifférence effrénée »*, tels les ondoyements d'un aquarium où les êtres vivants s'attirent, se croisent et se repoussent. À l'aune de ces mots qui ne seront pas dits, dans la piscine désaffectionnée de Collioure, où Arthur, sur le point de se dévoiler à Line, lisant sur son visage une « *phase de dégel* », y renonce finalement.

Ce que murmure ce livre vacilement, c'est aussi, c'est surtout, ce que l'on gagne en perdant, la communion impromptue dans l'amertume. Une tristesse féconde. ■

APARTÉ

Delon et son double

LE 1^{ER} OCTOBRE 1968, le corps du garde du corps d'Alain Delon (1935-2024), Stefan Markovic, était retrouvé dans une décharge publique. Deux jours après, à Saint-Tropez (Var), au milieu du tournage de *La Piscine*, de Jacques Deray, deux inspecteurs de police sonnent à la porte de la villa de la star pour l'interroger sur la disparition de son employé. C'est le coup d'envoi du fait divers français le plus médiatisé de l'époque, devenu scandale d'Etat après la mise en cause de l'épouse de l'ancien premier ministre Georges Pompidou, menacée de chantage par Stefan Markovic, soi-disant détenteur de photographies la surprenant au milieu d'une partie fine.

Dans *Le Cercle des obligés*, Philippe Brunel donne sa propre version de l'affaire, sans chercher à offrir la résolution de cette énigme, même si les soupçons se portent d'emblée sur Alain Delon et son ami, la figure du milieux François Marcantonio, sans plus jamais se détourner d'eux. A travers un jeune journaliste, reprenant le dossier abandonné par un reporter du nom qui l'avait pris sous son aile, Philippe Brunel se demande s'il n'y aurait pas un lien entre la découverte du corps de Markovic et celle, bien des années plus tard, en 1993, sur le parking d'une résidence de la presqu'île de Giens, du cadavre d'Henri Diana, autre truand notoire. Entre ces deux morts se trouve peut-être la clé d'un des plus grands scandales de l'histoire de la Ve République.

Une série d'images

Pourtant, c'est moins une énigme policière qu'une série d'images qui rendent si singulier le roman de Philippe Brunel, comme si, en mettant des mots sur des images, se trouvait révélée une vérité depuis toujours devant nos yeux. Il y a le cadavre de Markovic, son crâne défoncé, un tampon de ouate gorgé de sang placé devant sa bouche. Dans celle-ci, son propre sexe.

Ici se jouait autre chose qu'un simple règlement de comptes. La gémellité entre Stefan Markovic et son patron, Alain Delon, sautait aux yeux. Le premier servait de doublure à la star. Il portait les mêmes costumes sombres en alpaga que l'acteur. Les deux hommes partageaient aussi les mêmes femmes et affichaient un goût similaire pour les amours masculines. Il y a cette attirance du comédien français pour les doubles. Dans la vie. A l'écran aussi. De *Plein soleil*, de René Clément (1960), à *Mr. Klein*, de Joseph Losey (1976), c'est toujours son *doppelganger* que cherche à annihiler cet acteur unique. C'est vêtu du même imperméable que celui que portait son personnage de tueur à gages dans *Le Samouraï*, de Jean-Pierre Melville (1967), qu'Alain Delon se révèle à la presse lors des multiples gardes à vue, avec cette démarche étrange de celui qui a décrété que personne ne saurait lui ressembler. ■ SAMUEL BLUMENFELD

► *Le Cercle des obligés*, de Philippe Brunel, Grasset, 234 p., 20,90 €, numérique 15 €.

EXTRAIT

« Line contourna lentement la piscine, attirée par la profondeur. Une lumière sous-marine baignait les lieux. Elle marcha jusqu'aux plongeoirs, passa sa main sur leur surface antidérapante. Au-delà, c'était un trou sans fond qui réclamait qu'on le comble, un vide qui se dilatait sous ses yeux et qu'elle avait du mal à fixer. Le silence lui bouchait les oreilles. Elle était tentée de descendre par la petite échelle en métal pour aller au bout de ce vide, le circonscrire, calmer la fascination. Elle se détourna, observa le plafond haut de quatre à cinq mètres d'où pendaient d'épais câbles noirs. Un son lui fit tourner la tête, qu'elle mit quelques instants à identifier. C'était l'écho bref des pas d'Arthur qui, debout au milieu du bassin, levait le visage vers la longue baie vitrée. De l'autre côté, dans le jardin sombre, les transats désarticulés miraient des branches mortes jonchant la pelouse, abattues par un orage. »

PLONGER LE PREMIER, PAGE 110

Loin des injonctions

Pour Arthur, cloîtré dans sa chambre des mois entiers avant d'oser vivre de sa passion (il construit des casse-tête et des jeux de plateau pour enfants), pour Thibaut, le frère d'Elie, qui hésite à rejoindre sa compagne en Italie parce qu'il a, depuis ses 7 ans, la garde d'Elie, comme pour les autres, c'est une mathémati-

que de tourner la page : il veut déménager. Tel est le point de départ de ce récit dont on comprend vite que l'enjeu ne se limitera pas à raconter des pérégrinations immobilières. Car cette entreprise est aussi un prétexte pour faire le point sur soi et tenter de sortir du cadre de sa vie pour l'envoyer ailleurs. « *Peut-être qu'en décrivant mes recherches d'appartement, j'arriverai à partager une expérience commune à tous. C'est toujours le même questionnement : comment trouver ma place dans le monde ?* », se demande-t-il.

Pour un personnage aussi rêveur et résolu que lui, tenter de répondre à cette question est une véritable épreuve. Lors de ces visites d'appartements, un rien le fait fantasmer et déchanter aussitôt. Il voudrait pouvoir choisir sans renoncer à rien. Indécision qui donne lieu à une

suite de pérégrinations constituant toute la saveur du récit. Le voici parti à l'aventure, aux quatre coins de Paris, à la recherche de son « *graal* », de sa « *thébaïde* ». Avec un humour féroce, Herpe décrit la comédie sociale qui se joue dans le monde de l'immobilier : le « *sourire commercial* » des agents, leur « *masque d'affabilité* », et ces éléments de langage qui l'insupportent (« *comme un village* », « *comme une maison* »), censés provoquer une pulsion d'achat.

Aventure mentale

Souvent drôle et sarcastique, cette traversée de Paris en solitaire est aussi une expérience nostalgique et mélancolique. « *La géographie parisienne redevenait pour moi une sorte d'aventure mentale, où je me retrouve aussi perdu qu'en terre*

étrangère. » Certains quartiers font remonter des souvenirs et des fantômes de son adolescence. Du côté du Panthéon, il a tout à coup à nouveau 18 ans. Aux Abbesses, il constate que ce coin jadis tant aimé ne fait plus battre son cœur. Que cherche-t-il, pour de vrai ? Un abri pour se protéger du passé. Et surtout, un lieu pour pouvoir lire et écrire. « *Seule compte la phrase qui s'avance, dans sa fraîcheur* », confie-t-il. Car cette histoire, hantée par la littérature, semble avoir été vécue pour devenir un livre. Pour un écrivain, c'est peut-être l'unique maison qui vaille. ■

JE DÉMÉNAGE,
de Noël Herpe,
Le Nouvel Attila, 160 p., 18 €,
numérique 14 €.

Noël Herpe en quête de sa thébaïde

Dans « Je déménage », l'écrivain et artiste touche-à-tout met en scène sa recherche d'un nouveau toit, entre drôlerie et mélancolie

AMAURY DA CUNHA

Noël Herpe est un artiste et un écrivain qui ne sait pas rester en place. Comme le bouillonnant Antonin Artaud (1896-1948), il « ne travaille pas dans l'étendue d'un domaine quelconque ». Acteur, auteur, universitaire, performeur, il a notamment écrit des livres autobiographiques (*Journal en ruines* et *Objet rejeté par la mer*, Gallimard, 2011 et 2016 ; *Dissimulations !* et *Ma vie avec Bernard Pivot*, Plein Jour, 2016 et 2023), une passionnante biographie du cinéaste Eric Rohmer

(avec Antoine de Baecque, Stock, 2014), et a aussi joué dans ses propres films expérimentaux. Partout, l'esprit touche-à-tout de Noël Herpe est détonnant.

Tourner la page

Au premier abord, le sujet de son nouveau livre, *Je déménage*, peut sembler bien banal. Sur un coup de tête, parce qu'il ne supporte plus le bruit des maroteaux-piqueurs, Herpe décide de quitter son domicile de la rue Saint-Ambroise, à Paris : une « *boutique déguisée en appartement* » qu'il a habité pendant huit ans, et où il a réalisé plusieurs de ses films. Lieu de vie, décor de fictions, cet appartement trop humide est surtout associé au souvenir lancinant d'un amour qui n'est plus. Il est urgent pour l'auteur de quitter cette « *grotte* » et

Qu'est-ce qu'un chez-soi? Pour les protagonistes de «Personne ne quitte Palo Alto», de Yaniv Iczkovits, c'est sans doute le vieux quartier arabe d'Haïfa, en Israël

Jamais on ne quitte vraiment le Wadi Salib

RAPHAËLLE LEYRIS

Qui a lu *La Vengeance de Fanny* (Gallimard, 2023), le premier roman traduit en France de l'Israélien Yaniv Iczkovits, ne peut vraiment être étonné par la richesse de *Personne ne quitte Palo Alto*. Cela ne diminue pas l'admiration que suscitent le foisonnement et la vitalité de cette vaste fiction, publiée originellement en 2020. D'autant que l'auteur y change tout à fait d'univers et de veine littéraire. Il laisse derrière lui l'Europe de l'Est du XIX^e siècle et les accents du conte pour l'Israël contemporain et une intrigue qui revêt d'abord les atours du polar.

La première des quatre parties, située en 1998, donne, en effet, la parole à Iris, une policière soumise à une «évaluation de ses capacités parentales» dans le cadre d'une procédure de divorce. Son ex-conjoint doute desdites capacités depuis une enquête sur l'apparition de deux cadavres non enregistrés au laboratoire d'anatomie de l'université médicale d'Haïfa, qui a révélé, selon lui, «l'irrationalité» d'Iris. Dans les odeurs de formol, et à la faveur de dialogues avec ses fantômes, celle-ci a pris la décision de retourner vers un quartier de la ville, le Wadi Salib, où son père tenait autrefois une échoppe du marché aux puces.

Le Wadi Salib est l'endroit où,



Dans le Wadi Salib, à Haïfa (Israël). ELENA ROSTUNOVA/ALAMY/HEMIS.FR

nous rapporte la deuxième partie, un autre personnage, Idan, a été accueilli adolescent par Tobayas, un poète arabe qui gagnait sa vie en nettoyant les vitres et tenait une sorte de foyer clandestin pour des femmes et des enfants en difficulté; des réminiscences de ce temps remontent tandis que, devenu étudiant en médecine, en 2008, Idan assiste à un cours de dissection.

De Tobayas et du Wadi Salib, il est à nouveau question dans les troisième et quatrième parties. Dans l'une, durant ce qui ressemble à un interrogatoire policier, Noah, un homme d'affaires, se défend d'avoir tué Tobayas. L'autre s'intéresse au fils de Noah, Yotam, qui va se réfugier à Haïfa après avoir fait croire à ses père et frère qu'il partait en vacances à Katmandou.

Prétexte narratif

On l'aura peut-être compris: après le premier quart du roman, la question des cadavres surnuméraires et de leur identité ne disparaît pas tout à fait, mais l'auteur ne cache guère qu'elle était un prétexte narratif. Et que cette trame policière a surtout permis d'installer des motifs et des lieux qui reviennent tout au

long de *Personne ne quitte Palo Alto*, et lui donnent, au-delà des changements de perspective, de ton et d'époque, sa cohérence.

A commencer par ce geste de la dissection, grâce auquel Yaniv Iczkovits introduit l'un des thèmes centraux du livre: le corps. Corps vivants, morts ou à l'agonie, jeunes ou vieux, sains ou malades, entiers ou privés de divers organes, jouissants ou terrassés par la douleur, la maladie, l'âge, ils sont constamment observés, à l'aune de cette grande question: où est la substance d'un être humain? Dans sa chair ou dans son esprit?

L'auteur traite le Wadi Salib comme un autre corps, qui porte les stigmates de son histoire. Celle d'Israël est en partie visible dans les bâtiments et les rues de ce quartier situé au bas du mont Carmel. On y trouve les maisons des familles arabes qui ont fui le quartier en 1948, les traces des immigrants juifs pauvres qui leur ont succédé puis ont mené une révolte en 1959. Après une période de relatif abandon, des promoteurs immobiliers ont commencé à vouloir organiser la gentrification du quartier.

A mesure que les héros, juifs ou arabes, tournent autour du Wadi

Salib, chacun s'interroge en filigrane sur ce qu'est un «chez-soi». Le sujet, bien sûr, est particulièrement brûlant en Israël. Yaniv Iczkovits (né en 1975, il s'est aussi fait connaître par ses prises de position contre l'occupation des territoires palestiniens et le gouvernement Netanyahu) en aborde les aspects politiques autant qu'intimes en romancier subtil, à travers des protagonistes remarquablement incarnés. Plusieurs d'entre eux y sont revenus malgré le succès qu'ils ont connu à l'étranger. Pour certains, c'était à l'université de Palo Alto (Californie), ce lieu dont il n'y aurait aucune raison de partir, comme le dit le titre.

Tobayas a aussi tourné le dos à la carrière prometteuse que semblait lui promettre l'Amérique, où un de ses poèmes avait été publié dans une prestigieuse revue new-yorkaise. Il a pourtant fait le choix de rentrer à Haïfa et de continuer à écrire en hébreu. Il est le plus fascinant personnage de ce roman d'une finesse et d'une ampleur si peu «calibrées» qu'on peine à croire qu'il a été adapté en série. ■

PERSONNE NE QUITTE PALO ALTO
(Af ehad lo ozev et Palo Alto),
de Yaniv Iczkovits,
traduit de l'hébreu
par Laurence Sendrowicz,
Gallimard, «Du monde entier»,
496 p., 25 €,
numérique 18 €.

EXTRAIT

«Vingt-quatre tables en inox rutilant attendaient dans les sous-sols du bâtiment de la faculté de médecine de l'université de Tel-Aviv. On y avait déposé des sacs bleus contenant chacun un cadavre emballé dans du plastique, quelque chose qui, de loin, ressemblait à une enveloppe de cellophane. Yeux clos, visages dissimulés, ils faisaient penser, sous la lumière crue des fluorescents, à de paisibles touristes se prélassant au bord de la mer. Et c'est dans cet espace que, vêtu de sa blouse blanche, Lev Davidovitch, surnommé Trotski, allait et venait pour s'assurer que tout était prêt et en ordre.»

PERSONNE NE QUITTE PALO ALTO,
PAGE 96

Dans le Haut-Karabakh, pris entre deux feux

En 1992, Arméniens et Azéris sont en guerre, et un jeune Géorgien en fait les frais. Finesse d'Aka Mortchiladze

ELENA BALZAMO

Depuis *Le Chevalier à la peau de tigre*, l'extraordinaire épopee du XII^e siècle de Chota Roustaveli, la littérature géorgienne se déployait essentiellement sous le signe de la poésie. Mais, au XX^e siècle, la prose a commencé à revendiquer ses droits – et au XXI^e elle s'est imposée. Le roman d'Aka Mortchiladze (né en 1966, il vit aujourd'hui en Occident) en est une preuve éclatante.

L'histoire de *Voyage au Karabakh* se situe au temps de la guerre civile géorgienne (1991-1993), conséquence de l'écroulement du régime soviétique et de la fuite d'un président renversé par le coup d'Etat. Chez les voisins caucasiens, le tableau n'est guère plus réjouissant: le

premier conflit du Haut-Karabakh (1988-1994) fait rage entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Tout le monde est mis à l'épreuve, chacun doit choisir son camp (quitte à en changer par la suite), mais si les aînés agissent selon leurs convictions (ou par appât du gain), les jeunes, eux, sont complètement déboussolés.

C'est le cas de Gio, le narrateur, embarqué dans une aventure qui l'amène dans le Haut-Karabakh, où il sera prisonnier tour à tour des Azéris et des Arméniens. Au cours de ses tribulations, Gio découvre que ses sauveurs sont aussi ses geôliers, que la vérité est inséparable du mensonge et que la juste cause change sans cesse de camp. Car même si les Arméniens, qui défendent leur terre, sont dans leur bon droit, ce ne sont pas des anges, loin de là. Le chaos et la misère qui règnent dans la région depuis l'éclatement de l'URSS engendrent un relativisme moral détruisant une à une les barrières éthiques. Si tout est permis, pourquoi se réfréner? L'alcool et la

drogue n'arrangent pas les choses. L'excursion du protagoniste dans des contrées où tout est violence se transforme en un voyage initiatique: il en revient adulte – désenchanté à jamais.

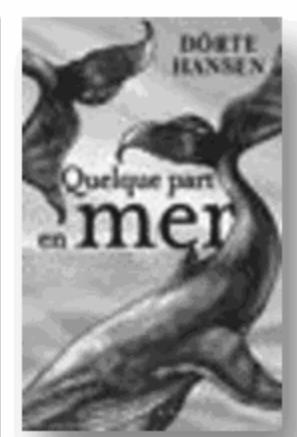
Les jurons les plus obscènes

Le roman d'Aka Mortchiladze fait penser au *Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline (1932). Pour son sujet comme pour sa prouesse stylistique. A l'instar de l'auteur français, le romancier géorgien parvient à exprimer les plus fines nuances de la psyché humaine sans sortir des limites langagières d'un jeune désœuvré qui, depuis son enfance, ne fait que traîner avec ses copains dans les rues de sa ville natale. Rien d'étonnant au fait que les mots lui manquent pour décrire le cauchemar où il se trouve plongé. Seuls les jurons les plus obscènes lui semblent adéquats et le jeune Gio s'en sert avec virtuosité. La même que celle des traducteurs qui, à partir de ces ressources lexicales rudimentaires,

arrivent à recréer un texte d'une richesse et d'une finesse éblouissantes.

Paru confidentiellement en Géorgie en 1992 (c'était son premier livre), soit soixante ans après la célèbre œuvre de Céline, le roman de Mortchiladze n'en remue pas moins les questions éternelles qui, avec la même acuité, se posent aujourd'hui comme par le passé: existe-t-il, chez l'individu, une part humaine qui le distingue de la bête? Et si oui, quel est le prix à payer pour la préserver? Les réponses à ces questions varient – l'auteur géorgien, observateur attentif et engagé des tourments de son pays natal, propose la sienne. ■

VOYAGE AU KARABAKH
(Mogzaouroba karabakhchi),
d'Aka Mortchiladze,
traduit du géorgien
par Alexander Bainbridge
et Kathouna Kapanaidzé,
Noir sur blanc, 208 p., 22 €,
numérique 16 €.



Désillusions maritimes

Une île perdue dans la mer du Nord. Des maisons recouvertes de carreaux de Delft. Des familles de marins, dont les aieux chassaient la baleine dans l'Arctique. Les vagues, les bateaux, les hommes qui vont et viennent. Battu par les vents et corrodé par le sel, ce troisième livre de Dörte Hansen, best-seller outre-Rhin, rompt paradoxalement avec les charmes du roman maritime. Née en 1964, elle-même originaire d'une petite ville côtière de la Frise, dans l'extrême nord de l'Allemagne, l'écrivaine sape toute illusion d'une vie «authentique» en mer comme sur terre, sous un flux houleux de phrases sans dialogue.

Au beau milieu des sandales de plage et de la mayonnaise, *Quelque part en mer* abandonne impitoyablement sur le rivage tous les enfants de marins, estivants et lecteurs qui cherchent encore le «sentiment océanique». A l'heure de la transformation du paysage maritime en «contrefaçon» touristique, le ballet des ferries rythme dorénavant les heures et les saisons. Les crevettes vendues par des pêcheurs affairés sur leur bateau, comme s'ils rentraient de la mer, ne sont ni du coin ni du jour. Survolées par les drones des agents immobiliers, les maisons de l'île ont désormais des Velux découpés dans leurs toits anciens. Et la mer censée «panser les plaies» recrache impitoyablement les couronnes de roses rouges dispersées par le MS *Erika*, qui propose des «funérailles en immersion». Décapant. ■

CHRISTINE LECERF
► *Quelque part en mer* (Zur See),
de Dörte Hansen, traduit de l'allemand
par Elisabeth Landes, Stock, «La cosmopolite»,
304 p., 22,90 €, numérique 16 €.



Furies troisième âge

Leonie, Myrna, Chrissy: à Toronto, ces trois professeures d'université à la retraite se retrouvent chaque jeudi pour siroter des gin tonics et grignoter de délicieux fromages choisis «pour qu'ils aient du goût sans sentir trop fort» – ah, comme elles aimeraient pouvoir ainsi «selectionner leurs fréquentations!» Ces derniers temps, cependant, leurs discussions ont pris une tournure plus grave, car elles ont décidé de venger une de leurs amies communes, Fern, une écrivaine qui, dans le passé, a été victime d'une odieuse entreprise de harcèlement de la part d'un obscur poète. Ne supportant pas que Fern ait du talent, ce dernier s'est ingénier à saper son moral et sa carrière. Les respectables vieilles dames font donc assaut d'inventivité pour trouver le meilleur moyen d'assassiner discrètement ce monstre...

Entre *Petits meurtres entre amis* et *Arsenic et vieilles dentelles*, *Le club des vieilles contre-attaques*, publié en anglais en 2024, est une courte pochade de Margaret Atwood. On y retrouve, de façon ironique et condensée, sa préférence pour le thème de la solidarité féminine face aux violences causées par les hommes. Ainsi que pour la soif de revanche, dont l'autrice du *Dernier Homme* (éd. Robert Laffont, 2005) s'amuse à nous montrer qu'elle est finalement moins facile à étançher que le trio vengeur ne l'aurait cru. ■

FLORENCE NOUILLE

► *Le club des vieilles contre-attaques*
(Cut and Thirst), de Margaret Atwood,
traduit de l'anglais (Canada)
par Michèle Albaret-Maatsch,
éd. Robert Laffont, «Pavillons poche»,
inédit, 64 p., 7,50 €, numérique 7 €.

Notes en vue du procès de mon violeur

Belen Lopez Peiro avait révélé ce qu'elle avait subi dans un premier récit, et porté plainte. « Là où je n'ai plus pied », son nouveau livre, plus engagé, raconte la suite



Manifestation du mouvement contre les violences sexistes « Ni una menos » (« pas une de moins »), à Buenos Aires, en 2019.

EITAN ABRAMOVICH/AFP

ARIANE SINGER

En révélant, lors d'un atelier d'écriture en 2016, les viols infligés par un oncle durant son adolescence, Belen Lopez Peiro, née à Buenos Aires en 1992, ne s'attendait pas à l'onde de choc qu'elle allait déclencher en Argentine. Devenu un livre de non-fiction deux ans plus tard, *Pourquoi tu revenais tous les étés* (Globe, 2022), son récit s'est imposé comme un phénomène littéraire et sociétal.

Dénonçant les agissements de son oncle, commissaire de police d'un arrondissement de la province de Buenos Aires, dont elle était par ailleurs très proche, il était bâti sur une polyphonie : mère, cousines, ancienne gynécologue... Soit un choeur de personnages réels dont les témoignages et les réactions soulignaient la faillite de tout un système, incapable de protéger une jeune fille. Il racontait par ailleurs le combat judiciaire dans lequel l'autrice s'était lancée en décidant de porter plainte, à 22 ans, contre son agresseur. De quoi encourager des dizaines d'autres victimes argentines à faire de même.

Pas plus qu'elle n'avait anticipé les répercussions de son livre, Belen Lopez Peiro n'avait prévu de lui consacrer une suite : *Là où je n'ai plus pied*, paru en Argentine en 2021. « L'écriture de Pourquoi tu revenais tous les étés avait été ardue, tant du point de vue du travail que de la charge émotionnelle, indique l'autrice, jointe au téléphone par « Le Monde des livres » à Barcelone, où elle s'est installée en 2022. J'avais besoin de repos ; j'ai alors écrit une fiction que je n'ai pas publiée. Mais, juste après la publication du livre, la plainte a débouché sur l'instruction d'un procès, et

l'agresseur a sollicité sa tenue devant un jury populaire. Comme je ne connaissais pas cette procédure, qui avait été instaurée depuis peu à Buenos Aires, je me suis sentie à nouveau perdue. J'ai donc commencé à faire des recherches et à prendre des notes. Par ailleurs, comme mon premier livre avait engendré une prise de conscience sociale, je ressentais une forme de responsabilité envers les lecteurs. »

Pour tenter de comprendre ce qui l'attendait, Belen Lopez Peiro regarde des films et des séries judiciaires (dont la première saison d'*American Crime Story*, consacrée à l'affaire O. J. Simpson). Elle s'entretient avec des experts et se plonge dans la lecture

d'articles académiques, et, en l'absence de toute œuvre littéraire sur ce sujet en Argentine, de parutions étrangères autour de procès – *Laëtitia ou la Fin des hommes*, d'Ivan Jablonka (Seuil, Prix littéraire *Le Monde* 2016), *L'Adversaire*, d'Emmanuel Carrère (P.O.L., 2000), ou encore *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur*, de Harper Lee (1960). « Mais dans tous ces livres, les victimes étaient mortes. J'ai ressenti beaucoup de frustration et de colère. Il m'a donc paru nécessaire de bâtir un récit de référence qui pourrait éclairer ce qui se passe dans les couloirs d'un tribunal. Un récit où je serais à la fois l'objet et le sujet », explique-t-elle. De fait, après avoir tenté de reproduire la polyphonie du premier volume, c'est à la première personne qu'elle a fini par écrire.

Là où je n'ai plus pied se présente donc d'abord comme une chronique judiciaire. L'autrice, ancienne journaliste, y relate ses rencontres avec sa nouvelle avocate ainsi que la constitution d'un groupe de travail avec des bénévoles – essentiellement des femmes – sur les stratégies à adopter face à la défense : un point d'autant plus crucial que le procès doit se tenir dans les environs du village où les abus ont eu lieu et où l'accusé bénéficie encore de soutiens.

Utilisant les moyens de la non-fiction, le livre rassemble des résultats de recherches sur Google,

Un manuel de survie



UN COURT MESSAGE parvient en 2018 à Belen Lopez Peiro. « Chère madame, la justice va engager des poursuites. » Mais ce qui devait apparaître comme une première victoire – la reconnaissance par un procureur de la réalité des abus sexuels et viols dont elle a été victime dans son adolescence – se transforme rapidement en casse-tête. Comment affronter la procédure complexe qui s'annonce ? D'autant que l'agresseur, son oncle, a sollicité la tenue d'un procès devant un jury populaire – un dispositif très récent et encore largement méconnu en Argentine.

A bien des égards, *Là où je n'ai plus pied*, qui clôt le diptyque commencé par le remarqué *Pourquoi tu revenais tous les étés* (les deux textes sont joints dans l'édition française), s'apparente à une plongée un peu fastidieuse et asphyxiante dans l'inconnu des rouages judiciaires argentins. Conduit comme une enquête en train de se faire, avec ses questions en suspens et ses rebondissements, il révèle surtout, à travers ses nombreux fragments narratifs et documentaires, la solidarité d'un groupe de femmes (avocates, communicantes...) face à la lourdeur et à la lenteur de la machine en marche.

L'art de l'autrice est de faire alterner cette partie technique, avec son langage propre, ici habilement vulgarisé, et des plongées dans l'intimité de son cercle familial proche et amoureux, où elle n'est plus réduite à un statut de victime. Ce texte, à la fois témoignage, manuel de survie et évocation des souvenirs qui l'ont construite, est aussi une réflexion morale sur la responsabilité de l'écrivaine à poursuivre son combat au nom de toutes les autres, fût-il harassant. ■

AR. S.

LÀ OÙ JE N'AI PLUS PIED, précédé de *POURQUOI TU REVENAIS TOUTES LES ÉTÉS ? (Donde no hago pie)*, de Belen Lopez Peiro, traduit de l'espagnol (Argentine) par Lise Belperron, Globe, 372 p., 24 €, numérique 18 €.

L'autrice a décidé de publier son livre et de partir à Barcelone avant même la tenue du procès en Argentine. Elle ne souhaitait en effet plus avoir à témoigner de ce qu'elle avait subi

des messages WhatsApp, des cartes, des photographies... Loin de se limiter au strict contenu judiciaire du dossier, l'autrice y a aussi introduit des récits d'enfance et des portraits sommaires de ses proches. « Des scènes qui disent quelque chose de mon histoire et de ma façon d'être. »

Si, plus que son ouvrage précédent, le récit fait place à l'intime, Belen Lopez Peiro le revendique néanmoins comme une œuvre collective. L'écrivaine argentine Maria Moreno l'a relue, lui suggérant de couper une large partie consacrée à son père. Son éditrice

a elle aussi eu un rôle-clé durant les deux ans d'élaboration du texte. « Nous avons cherché ensemble à ce que la structure fragmentaire du livre puisse offrir un guide à celles qui seraient confrontées aux mêmes situations, confirme Ana Laura Perez, directrice du département littéraire chez Penguin Random House en Argentine. Nous avons aussi travaillé sur la diversité des techniques de narration, qui donnent un rythme vertigineux au texte. »

Belen Lopez Peiro a décidé de publier son livre et de partir à Barcelone avant même la tenue du procès, ce que lui permet une procuration à son avocate. Elle ne souhaitait en effet plus avoir à témoigner, comme elle l'avait déjà fait, de ce qu'elle avait subi. « Je voulais être l'artisanne de ma réparation, explique-t-elle. Je savais que la justice, institution patriarcale, ne répond pas aux besoins des femmes victimes de violence. L'important c'était donc de raconter le cheminement, pas la fin. »

Son agresseur a finalement été condamné à dix ans de prison en décembre 2022. Mais Belen Lopez Peiro n'a pas non plus attendu le verdict pour se lancer dans une nouvelle aventure littéraire. Une fiction, cette fois. Loin des tramas d'une enfance écourtée. ■

Le jeune modèle nu

Etudiant en rupture de ban, le narrateur de *Photo sur demande* est assez beau pour s'essayer au mannequinat et vendre son corps sur des applis gay, sans illusion sur l'existence que cette activité lui promet. S'il espère trouver l'amour, il le cherche sans conviction. Son père va mourir et sa famille ne le retient que par la loi du confinement. Pourtant, une photo va lui offrir sinon une issue, du moins une boussole. Qui est ce jeune modèle nu venu de l'underground new-yorkais des années 1980 qui suçoite son orteil en regardant l'objectif de Peter Hujar (1934-1987) ? En la mêlant à des fragments d'un quotidien désabusé, le journal du narrateur livre la quête qu'il entreprend, qui conjure désillusions et incertitudes pour renouer avec l'espoir. D'une sincérité brute, désar�ante, la prose lucide et crue de ce premier roman touche par son refus de séduire. Elle figure la poursuite d'une rédemption qui tient du défi et de l'obstination farouche. Il faudra suivre Simon Chevrier. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Photo sur demande*, de Simon Chevrier, Stock, 192 p., 19 €, numérique 14 €.

Roman sonore

Radio Nuit, de Yuri Andrukhovych, écrivain ukrainien né en 1960, est son sixième livre traduit en français. Comme ses précédents titres, il paraît aux éditions Noir sur blanc. Il s'agit d'une sorte de roman picaresque où différents pays européens forment un décor haut en couleur. Son héros, Joseph Rothsky, un musicien (comme l'auteur lui-même), enchaîne actions politiques, exil, rencontres et escapades diverses, et finit par se retrouver sur une petite île grecque, depuis laquelle il crée et anime une radio pirate, Radio Nuit. Les textes des émissions, intercalés entre les chapitres, rythment la narration. L'exubérance langagière va ici de pair avec l'omniprésence musicale, qui transforme le livre en un drôle d'objet multifonctionnel : le QR code à la fin du roman permet d'accéder à une playlist, où se côtoient Rolling Stones, David Bowie, Soap & Skin... Yuri Andrukhovych ne cesse de surprendre. ■

ELENA BALZAMO

► *Radio Nuit* (Radio Nuit), de Yuri Andrukhovych, traduit de l'ukrainien par Iryna Dmytrychyn, Noir sur blanc, 432 p., 25 €, numérique 18 €.

Sur la trans-iranienne

Ecrivain et voyageur, l'Iranien Ehsan Norouzi (né à Isphahan en 1979) est aussi le traducteur en persan de Jack Kerouac (1922-1969). *Trainspotter*, son premier livre traduit en français, reflète la passion qui est la sienne depuis son enfance : « Posséder un train, le conduire [lui]-même, dormir la nuit dans un des wagons » et accueillir à son bord les voyageurs les plus « drôles » qu'il lui soit donné de rencontrer dans chaque gare. En plongeant dans ce récit, le lecteur s'embarque à sa suite sur le réseau ferroviaire via la « trans-iranienne », un grand projet commencé en 1927 et terminé en 1939 sous la direction de Reza Chah Pahlavi. A travers déserts, montagnes ou étendues de sel, le voici transporté de la mer Caspienne au golfe Persique, sur fond d'une histoire du pays abordée avec documentation et humour. Un voyage passionnant, garanti sans risque. ■

FLORENCE NOUILLE

► *Trainspotter*. *L'aventure de la trans-iranienne* (Ghatar-Baaz), d'Ehsan Norouzi, traduit du persan (Iran) par Sébastien Jallaud, Zulma, 302 p., 22 €, numérique 13 €.

L'écrivain est en prison à Alger depuis bientôt six mois. En partie peut-être parce que son œuvre se situe au cœur du réel et du politique, rappelle Lisa Romain dans un excellent essai

Boualem Sansal engage son lecteur

NICOLAS WEILL

Alors que l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal est emprisonné à Alger depuis le 16 novembre 2024, malgré les rumeurs de grâce présidentielle qui, un temps, ont fait espérer sa libération (condamné le 27 mars à cinq ans de détention, il a fait appel le 2 avril), le silence s'installe autour de sa cause. Il menace d'aggraver le sort d'un homme qui paie de sa liberté le choix d'avoir voulu rester dans son pays tout en cinglant le pouvoir de ses critiques.

Pour une spécialiste de littérature comme Lisa Romain, dont l'essai *Boualem Sansal à l'épreuve du réel* est paru alors que l'affaire occupait le cœur de l'actualité, la tentation aurait été grande de dissocier l'œuvre fictionnelle de l'engagement. Mais le principal mérite de son livre, fruit d'une thèse terminée en 2017, tient justement à ce qu'elle n'a pas cédé, suivant là l'exemple du romancier et essayiste. Ce dernier, remarque-t-elle, a systématiquement cherché, dans ses entretiens avec des journalistes, à minimiser les questions purement formelles pour «*parler politique*».

L'autrice montre en effet avec talent que l'œuvre de cet ingénieur né en 1944 et tardivement entré en littérature, avec *Le Serment des barbares* (Gallimard, 1999), consiste en un effort de retrouvailles avec le réel. Car l'accès au réel s'est trouvé obturé par la

propagande islamiste comme par celle du régime algérien, que Boualem Sansal a l'une et l'autre combattues en démocrate, en laïc et en partisan des identités plurielles dont son pays est fait (arabe, kabyle, juive, européenne, etc.).

Aux yeux de Sansal, les médias algériens aux ordres et les consciences occidentales au jugement altéré par la culpabilité postcoloniale contribuent à brouiller la réalité de l'Algérie contemporaine. Tout comme la tendance au «*quituisme*» (qui tue qui?). On désigne par là une mentalité friant le complotisme, qui empêche d'attribuer les massacres islamistes à leurs véritables auteurs, soit qu'on cherche à ceux-ci des circonstances atténuantes en faisant de modernes «*damnés de la terre*», soit qu'on voie dans leurs exactions la main des militaires algériens (les puissants d'Alger n'étant par ailleurs nullement

Pour Sansal, les médias algériens aux ordres et les consciences occidentales au jugement altéré par la culpabilité postcoloniale contribuent à brouiller la réalité de l'Algérie contemporaine

exonérés par Sansal de leurs propres méfaits).

Bref, c'est de l'Algérie contemporaine et d'elle seule que nous parlerait Sansal, y compris sous le manteau d'une dystopie comme 2084 (Gallimard, 2015), qui décrit le cauchemar d'un monde entier-



Boualem Sansal, à Paris, en 2015. PASCAL AMOYEL POUR « LE MONDE »

rement mis sous la coupe de l'islam intégriste; ou lorsque, dans *Le Train d'Erlingen ou la Métamorphose de Dieu* (Gallimard, 2018), il est question des attentats de Paris en 2015. Qu'ils empruntent au polar ou à d'autres genres, les livres de Sansal s'efforcent de livrer à leur audience les pièces d'un puzzle que le lecteur doit reconstruire. Car l'engagement de Boualem Sansal se veut communicatif, à mille lieues de l'esthétisme ou du plaisir purement passif que l'on prendrait à son style ironique. Lire Sansal représente un exercice de lucidité et d'intelligence toujours éminemment participatif.

L'autre mérite du travail de Lisa Romain tient à ce qu'elle a su replacer l'œuvre sansalienne dans une constellation d'écrivains francophones algériens, tels Maïssa Bey, Kamel Daoud, Assia Djebar (1936-2015), Yasmina Khadra, etc., tous marqués comme lui par la «*décennie noire*», la guerre civile qui opposa dans les années 1990 l'armée aux islamistes. Cette génération aurait le sentiment de perdre le peuple, privé de ses langues par l'arabisation et l'exil. Le voile d'oubli porté sur cette période par la loi sur la concorde civile de 1999, qui a entraîné la

libération de nombreux terroristes, seule la littérature serait en mesure de le déchirer.

De ce groupe, Boualem Sansal radicalise certaines thématiques, explique Lisa Romain. Devenu l'un des auteurs algériens sans doute les plus médiatisés en Europe, il n'a certes rien d'un cas unique, même si son écriture témoigne d'une incontestable originalité. Par exemple, Sansal a longtemps refusé de donner un nom et un visage aux terroristes islamistes et de s'étendre sur les horreurs qu'ils commettent, préférant les portraiturer en drogués de religion, avec l'arme de son humour féroce. Une façon comme une autre de ne jamais sombrer, ni lui ni son lecteur partenaire, dans la fascination de la violence.

Voilà encore une bonne raison de se plonger dans cet excellent essai sur les pouvoirs de la littérature – en un sens qui n'est pas que métaphorique. ■

BOUALEM SANSAL
À l'épreuve
du réel,
de Lisa Romain,
Cerf, 634 p., 29 €,
numérique 22 €.
Signalons
la parution
de Discours pour
le Prix de la paix
des libraires
et éditeurs
allemands.
Francfort-
sur-le-Main,
16 octobre 2011,
*de Boualem
Sansal*, Gallimard,
« Tracts », 36 p.,
3,90 €.



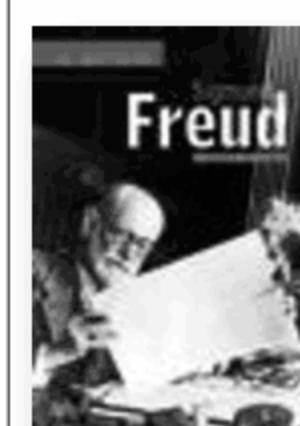
Et si les mères se révoltaient?

La maternité et ses multiples enjeux, à la fois intimes et politiques, constituent «*le grand impensé de nos sociétés*», selon la philosophe et psychanalyste Elsa Godart. Dans un essai original, qui entrelace récits de vie, études thématiques et perspectives d'avenir, elle soutient que le quotidien des mères, devenu invivable et inacceptable, exige de repenser l'ensemble de notre monde pour le changer radicalement. Dans le sillage de la classique *Critique de la vie quotidienne* (1947-1981), d'Henri Lefebvre, l'autrice voit dans l'existence actuelle, heure par heure, des femmes et de leurs enfants – routines, fatigues, charge mentale, absurdités... – une «*guerre qui ne dit pas son nom*», une aliénation profonde qui nécessite prise de conscience et mobilisation.

Partant du plus concret – les emplois du temps, le budget, les mots courants, le corps... –, les différents chapitres mènent pas à pas vers des perspectives inédites. Ils conduisent à se confronter aux représentations sociales des femmes et du maternel aujourd'hui, à une «*matrophobie*» souvent laissée dans l'ombre. Elsa Godart appelle ardemment à bouleverser cet ordre. Même sans partager toutes ses conclusions, il est important de lire cet essai singulier, pour la richesse et la diversité de son parcours, pour sa volonté de réconcilier féminisme et maternisme. ■

ROGER-POL DROIT

► *Enfanter une étoile qui danse*.
Phénoménologie du chaos quotidien,
d'Elsa Godart, éd. Armand Colin, 366 p.,
22,50 €, numérique 15 €.



Freud malmené

Philosophe et psychanalyste américain, Joel Whitebook dit avoir rédigé cette biographie pour contrer le principe même de toute biographie, entreprise hasardeuse puisque son récit s'appuie de bout en bout sur ceux des historiens. Selon lui, néanmoins, les rumeurs seraient plus vraies que les thèses de l'historiographie savante. Ainsi récuse-t-il l'idée admise que Freud aurait été le fils adoré de sa jeune mère, Amalia (1835-1930), troisième épouse de son père, Jakob (1815-1896). Selon Whitebook, celle-ci aurait été une «*mère manquante, infantile et égocentrique*» et aurait eu une liaison avec son beau-fils Philipp (1836-1911), demi-frère cadet de Sigmund. Freud avait eu de tels fantasmes dans son enfance, mais rien ne permet dire que Philip et Amalia ont été amants. Dans son réquisitoire contre les historiens, accusés d'adopter un point de vue de «*valets de chambre*», Whitebook

affirme que Freud, enfant traumatisé, aurait été «*un homme passionné*» et non pas un «*pater familiæ bourgeois et rationnel*». Lennui, c'est qu'aucun historien n'a jamais réduit Freud à un tel statut. En outre, la traduction de ce livre est problématique en raison de nombreux passages imprécis en français : «*ne pas pouvoir s'en tenir à un aperçu décisif*» à la place de «*dénier une réalité vécue ou une perception*», ou encore «*mère de la prime enfance*» pour «*relation archaïque à la mère*». ■

ÉLISABETH ROUDINESCO
► *Sigmund Freud. Une biographie intellectuelle* (Freud. An Intellectual Biography), de Joel Whitebook, traduit de l'anglais (Etats-Unis) sous la direction de Pierre-Henri Castel, Ithaïque, 364 p., 28 €.

Myriam Bahaffou pour un désir frondeur et déviant

Avec «*Eropolitique*», la philosophe et militante écoféministe libère le plaisir de sa sujexion au capitalisme

SOPHIE BENARD

Des utopies socialistes à la fameuse «révolution sexuelle» des années 1960, les projets de société antiautoritaires ont souvent considéré le désir comme un levier essentiel de l'émancipation. Pourtant, affirme Myriam Bahaffou dans son nouvel essai, *Eropolitique*, il reste difficile de l'envisager comme une porte vers l'ensemble des dimensions du plaisir, tant nous nous obstinons à le penser à travers sa seule réalité sexuelle. Or, selon la chercheuse et enseignante en philosophie, «il n'y a rien d'émancipateur dans la promotion acharnée du désir sexuel».

Pour le montrer, elle commence par formuler une critique de la «*captation quasi exclusive du désir par le néolibéralisme actuel*», qui ferait de l'érotisme

une force motrice du «*capitalisme patriarcal et colonial*» en l'organisant entièrement autour de la consommation, sous la forme d'un «*désir-conquête*». De ce constat, l'autrice fait naître la possibilité d'une autre forme de désir, qu'elle nomme «*éropolitique*» et qu'elle pense «*collective, décoloniale, antispéciste et queer*».

Loin de l'injonction à l'épanouissement individuel des fantasmes, cette forme d'érotisme se traduit dans une vertigineuse ouverture sur le monde, une culture du renouvellement plutôt que de la destruction. Cet essai aussi rigoureux que jubilatoire, qui mêle habilement analyse philosophique, perspectives militantes et récits d'expérience, décrit les différentes traductions de cette éropolitique, de la joie d'être en vie à la mise en place de cultures micropolitiques, en passant par la reconnaissance de ce qui nous déborde et nous excède – nos «*perversions*».

Car, qu'elle étudie les pratiques du jeûne ou de la danse, qu'elle réhabilite les

corps minorisés ou l'hyperféminité féministe, Myriam Bahaffou plaide pour un désir à la fois frondeur et déviant. Quant à sa dimension sexuelle, qui demeure bien sûr importante, la philosophe l'explore en s'intéressant à des pratiques dissidentes, tels l'écosexualité – qui consiste à envisager la nature comme une amoureuse ou une amante – et le BDSM (bondage, domination, sadomasochisme). Quelle que soit la manière dont elle est mise en place, l'éropolitique incarne toujours, selon elle, «*la poursuite éthique de ce qui nous maintient et augmente notre puissance d'être en vie*».

L'autrice des *Paillettes sur le compost* (Le Passager clandestin, 2022), critique de la désertion du plaisir par la gauche écologiste au nom de la sobriété, souligne aussi la nature intrinsèquement écologique de l'éropolitique. Car si tout projet écologique consiste à «*retrouver sa capacité à éprouver du désir pour toutes les formes de vie, ainsi que pour le monde dans lequel nous existons*», la question érotique ne peut en être

exclue. De même que, à la lumière de l'éropolitique, apparaît intrinsèquement érotique la proposition écoféministe, qui attaque, dans le patriarcat, la généralisation d'un désir de conquête sur la nature, les territoires, les minorités – tout ce dont on peut extraire la valeur en vue de générer un profit.

Myriam Bahaffou fait donc «*tenir ensemble féminisme, écologie, érotisme, queerness, plaisir, sans se faire avoir par les fausses promesses libérales de la "révolution sexuelle"*», ni démolir par l'ascétisme des milieux autonomes radicaux. Elle rend ainsi concrète – et désirable – l'idée selon laquelle la puissance désirante des individus et des groupes serait le moteur de toute action révolutionnaire. ■

ÉROPOLITIQUE.
ÉCOFÉMINISMES, DÉSIRS
ET RÉVOLUTION,
de Myriam Bahaffou,
Le Passager clandestin, 288 p., 22 €,
numérique 16 €.



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Ecrire selon l'autre



ÉLODIE BOUÉDEC

À PART QUELQUES ÉPREUVES DE JEUNESSE, tous les autoportraits de Rembrandt ont été réalisés sur commande. Même si on le sait, on peine à s'en souvenir lorsqu'on les regarde. Ils nous paraissent exprimer une intériorité qui s'accorde mal de la pression du mécène ou de l'argent. Nous les voyons selon la valeur romantique du désintéressement, alors qu'au milieu du XVII^e siècle les princes et amateurs, en faisant l'acquisition d'un autoportrait, achetaient à la fois le tableau d'un peintre célèbre et le peintre lui-même. Nous les voyons aussi sous le prisme de l'autoanalyse, comme témoignage d'une quête à la fois intime et privée, ce qui est tout aussi anachronique. Pourtant la relégation du fait social de la commande dit bien que celle-ci n'enlève ni la force ni le désir.

Avec *Déshonorer le contrat*, Antoine Compagnon consacre tout un livre aux effets de la commande sur l'écriture de Roland Barthes (1915-1980), ce qui permet de réfléchir à la nature et aux modalités de la commande littéraire, moins étudiée que pour les autres arts. S'il prend l'auteur des *Mythologies* (Seuil, 1957) pour objet, ce n'est pas seulement parce qu'il l'a bien connu et a déjà écrit sur lui, mais parce que celui-ci avoue avoir toujours répondu, par ses textes, à

l'incitation des autres. Il confie, en 1971, qu'à part un premier texte écrit «pour rien» il n'a produit qu'à la demande (lorsque le sujet reste libre) ou à la commande (si le sujet est imposé). Ce dont il ne se plaint d'ailleurs pas car, si la commande représente une contrainte, elle est aussi l'occasion qu'une vérité se libère sans engager directement la subjectivité, la confidence ou son propre désir.

Antoine Compagnon endosse en partie le clivage entre textes de commande et textes libres, qui recouperait la distinction barthésienne un peu démodée

Antoine Compagnon montre le caractère ambivalent de la contrainte du texte de commande : Barthes rêve de s'y soustraire mais y consentir l'autorise

entre écrivain et écrivant, entre celui qui écrit affranchi des impératifs sociaux et celui qui soumet l'écriture à d'autres fins qu'elle-même. Mais il montre aussi le caractère ambivalent de la contrainte qui pèse et libère à la fois : Barthes rêve de s'y soustraire mais y consentir l'autorise. Il

grecque était un aiguillon. Triste et réductrice, sa traduction moderne est un étouffoir.

Risquer la prudence, le bel et vif essai de Catherine Van Offelen, dont c'est le premier livre, essaie de redresser la situation. Contre la poussiéreuse prudence, elle veut restaurer l'éclat de cette vertu pratique – à la fois politique et morale, individuelle et collective – produite par la culture grecque. Sa conviction centrale : cette antique sagesse de l'action nous serait infiniment utile, au moment où le monde perd ses repères et où les tensions s'intensifient. Face aux menaces de guerre, d'apocalypse, de déshumanisation, la phronésis serait ce qui nous manque le plus cruellement. La redécouvrir, la réinventer, serait donc une urgence absolue.

Le plaidoyer idéalise volontiers les Anciens, les enjolive même parfois. Mais il se lit avec plaisir, car la plume est alerte et les savoirs maîtrisés. Surtout, on ressent de bout en bout combien l'autrice, universitaire devenue experte en gestion de risques et collaboratrice de *La Revue des deux mondes*, est convaincue de

jouer avec elle, la détourne. Il le fait tout au long de sa vie selon des modalités distinctes.

Dans les années 1950, qui sont celles de l'entrée de Barthes dans l'écriture, le contexte d'un accès au livre élargi voit fleurir des collections de classiques ou de jolies éditions d'œuvres contemporaines (Club français du livre, Club du meilleur livre, dont Compagnon dresse une histoire passionnante), qui fournissent à Barthes l'occasion de nombreuses préfaces et de présentations d'ouvrages : il se démarque de l'attente en étant ironique, condescendant (sur Camus notamment) ou en investissant son désir personnel (sur Racine, qu'il débarrasse de sa dimension tragique). Dans les années 1960, dans le contexte d'une très forte demande en sciences humaines, liée à l'augmentation de la population étudiante et à une grande ébullition intellectuelle et politique, les collections et les revues se multiplient et les éditeurs se disputent les figures en vue en leur commandant des livres, voire en publiant en volume leurs textes parus dans les journaux et revues.

Dans les années 1970, alors que la notoriété de Barthes lui permettrait de publier ce qu'il veut, il continue à répondre aux sollicitations, pour *Roland Barthes par Roland Barthes* (Seuil, 1975) écrit sur la suggestion de Denis Roche, qui veut relancer la collection «Ecrivains de toujours», et pour *La Chambre claire* (Gallimard/Seuil, 1980), à l'invitation de Jean Narboni. Là, Barthes ne se contente plus de déjouer la demande par le paradoxe ou la critique. Il la retourne entièrement à son profit en «déshonorant» le contrat. Narboni lui avait demandé un livre sur le cinéma pour sa collection chez Gallimard intitulée «Les Cahiers du cinéma» ; il transgresse en écrivant sur la photographie, et non sur le cinéma, tout en annonçant d'emblée que son livre ne plaira pas aux photographes...

La thèse sur l'imaginaire du contrat est stimulante, parfaitement argumentée et très personnelle. Comme telle, elle donne envie de la discuter. Je considère par exemple que Compagnon minimise les contraintes économiques qui pèsent sur le premier moment de la vie professionnelle de Barthes, où il a son frère et sa mère en grande partie à charge, et qui le conduisent à répondre positivement aux demandes rémunérées. Ensuite, on peut trouver qu'il catholicise le rapport de Barthes au contrat, en faisant l'hypothèse d'une culpabilité face à la corruption qu'il représenterait par rapport à une écriture idéalement gratuite. L'éthique protestante de Barthes le protège sans doute de cette gêne. Enfin, le propre rapport de Compagnon à la commande, qui le paralyse, et au contrat, qu'il dédaigne, lui fait en partie occulter la satisfaction qu'il peut y avoir à répondre à un désir qui soit celui de l'autre. Si l'écriture est toujours l'aveu d'un désir, on peut se sentir plus libre d'admettre que ce n'est pas le sien. Précisément parce qu'il invite à penser et à débattre, je recommande absolument la lecture de ce livre à toutes celles et ceux qui aiment Roland Barthes et, au-delà, à toutes celles et ceux qui intègrent la relation entre art, écriture et contraintes socio-économiques. ■

la grandeur de cette conception. Elle s'enthousiasme des bienfaits possibles de sa restauration contemporaine. Quand elle parle de «rationalité souple» et d'«intuition raisonnée», elle esquisse avec ardeur un «art de la décision» qui semble faire cruellement défaut aux contemporains, et que les générations futures seraient avisées de réhabiliter. Dans le «semi-chaos» où nous vivons, elle exhorte à apprendre à agir malgré le doute et à décider dans l'incertitude, à combiner sentiments et calculs, au lieu de les opposer. Voilà qui pourrait bien, effectivement, se révéler indispensable.

Mais pourquoi persister à parler de prudence? Pourquoi ne pas rompre avec cette tradition bien ancrée mais devenue funeste? Phronésis pourrait se traduire adéquatement, aujourd'hui, par «sagacité». Ce terme correspond mieux aux aspects évoqués, il inclut notamment la réflexion tactique, sans exclure l'activité audacieuse. Un décideur «sagace» est le frère d'un sage, en plus turbulent, en moins serein. Il n'a rien de «prudent» au sens moderne. Il est temps de traduire – et d'agir – autrement. ■



LES YEUX DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

1945! L'APOCALYPSE, cette année-là, tomba un lundi, le 15 janvier. Hitler, subitement, décida de quitter son quartier général de Wiesental, au sud de la Forêt noire, pour rentrer à Berlin par la route. Retour définitif. Cent jours plus tard, le 20 avril, à 15h30, retrouvé en son bunker, après une assiette de spaghetti, il se tire une balle dans la tempe droite; Eva Hitler, née Braun, l'a précédé dans la mort en ingérant une capsule d'acide cyanhydrique. A 15h50, 200 litres d'essence ne laisseront des cadavres incendiés des jeunes mariés que quelques restes noircis qu'on enfouira à la sauvette dans un trou de bombe. Assourdissante, la permanente canonnade de l'Armée rouge semble fêter l'événement. Entre ces deux dates, il mourra en Allemagne, bombardés, fusillés, battus, affamés ou malades, 21 humains par minute.

Si apocalypse signifie avant tout dévoilement, on peut dire que ces cent jours mettent à nu la substance historique du nazisme, mélange d'acharnement autocratique, de démence bureaucratique et d'ivresse de l'anéantissement. Une apocalypse dont l'historien Jean Lopez nous livre la chronique quasi heure par heure dans, justement, *Les Cent Derniers Jours d'Hitler*.

Un flot de faits et de chiffres qui submerge tout et dont il reste surtout les deux extrêmes: tragédie individuelle ou cataclysme collectif. Soit l'image de cette jeune juive échappée d'une marche de la mort et qui meurt lynchée par des paysans, soit celle des 4 400 victimes du paquebot *Wilhelm Gustloff* torpillé par les Soviétiques. La vision des 1 112 bombardiers américains qui passent Berlin au rouleau compresseur, le 26 février, ou celle d'Alfred Czech, 11 ans, le plus jeune récipiendaire de la croix de fer de l'armée allemande, filmé alors qu'Hitler le passe en revue, lui tapotant la joue.

Et, entre ces deux extrêmes, la silhouette d'un Führer troglodyte, flatulent et parkinsonien, ne tenant que par des injections de glucose et de cellules de foie, crispé sur un pouvoir dont il conjure la disparition par des salves de mesures vaines et hystériques. Folie en sous-sol, enfer à la surface, désolation grandiose et macabre! L'empire de mille ans en aura duré douze.

UNE FOIS PAR AN, les éditions Gallmeister et le traducteur Alexandre Pateau nous convient en pleine forêt suisse, dans une auberge cossue et par un temps orageux, pour y apprécier un récit que l'écrivain et dramaturge Friedrich Dürrenmatt (1921-1990) sort de son carnet.

Meurtre d'une fillette avec *La Promesse* (2023), humour noir judiciaire avec *La Panne* (2024). Avec *Le Juge et son bourreau* et *Le Souçon*, la noirceur gagne en intégralité. L'inspecteur Bärlach, veill ours cancéreux de la police bernoise, y affronte à mains nues deux grands ingénieurs du mal, Gastmann, affairiste et criminel virtuose, et surtout Emmenberger, médecin de la mort nazi qui a fait de sa table d'opération l'autel d'une messe rouge célébrée à grand renfort de prêches sadonietzschéen. Une version helvétique de l'Armageddon. Le bien gagnera avec l'aide du Juif errant et d'un nain de cirque.

MENER UNE ENQUÊTE CRIMINELLE au cœur du III^e Reich, c'est un peu chercher une aiguille dans une botte d'aiguilles. Une entreprise à laquelle se livre, au sein de la Wehrmacht, en 1942 et 1944, le major Grau, dont la tâche se complique de l'identité des suspects: trois généraux. *La Nuit des généraux*, de Hans Hellmut Kist (1914-1989), un classique glaçant du thriller historique. ■

► *Les Cent Derniers Jours d'Hitler. Chronique de l'apocalypse*, de Jean Lopez, Tempus, 256 p., 9 €.
 ► *Le Juge et son bourreau*, suivi du *Souçon* (Der Richter und sein Henker. Der Verdacht), de Friedrich Dürrenmatt, traduit de l'allemand par Alexandre Pateau, Gallmeister, «Totem», 300 p., 10,90 €.
 ► *La Nuit des généraux* (Die Nacht der Generale), de Hans Hellmut Kist, traduit de l'allemand par Pierre Kamizier, Nouveau Monde, «Sang-froid», 450 p., 10,90 €.

FIGURES LIBRES
ROGER-POL DROIT

Cette vertu essentielle qui nous manque

TRADUIRE, C'EST TRAHIR. Tout le monde sait cela. Mais il arrive que la trahison assassine. Quand une idée est désignée par un terme qui évoque tout autre chose, elle finit par n'être plus comprise, s'étoile et meurt. C'est ce qui est arrivé à la *phronésis* des Grecs. Notion capitale, centrale, vitale, elle désigne dans l'Antiquité l'action intelligente, qui combine réflexion et hardiesse, prise de risque et contrôle, lucidité et audace. Ulysse chez Homère, Péircles à Athènes l'incarne exemplairement. Et les philosophes – Aristote en tête, dans l'*Ethique à Nicomaque* – précisent les traits de cette vertu décisive qui entrelace raisonnement et sensibilité,

logique et intuition, connaissance et action.

Par quel terme l'a-t-on rendu, qui a fini par la tuer? «Prudence». Sans doute fut-il un temps où l'on entendait encore, dans l'action appelée «prudente», une part importante de responsabilité et d'esprit de finesse. Mais ce que dit ce mot, pour nous, à présent, sent affreusement la retenu, la réserve, la pusillanimité. A la place de l'audace, la précaution. Au lieu de l'élan, la bride. A l'inverse du risque, la sécurité. Bref, la traduction par «prudence» a rendu la *phronésis* définitivement terne et inaudible. Puissante et subtile, la vieille idée

grecque était un aiguillon. Triste et réductrice, sa traduction moderne est un étouffoir. Risquer la prudence, le bel et vif essai de Catherine Van Offelen, dont c'est le premier livre, essaie de redresser la situation. Contre la poussiéreuse prudence, elle veut restaurer l'éclat de cette vertu pratique – à la fois politique et morale, individuelle et collective – produite par la culture grecque. Sa conviction centrale : cette antique sagesse de l'action nous serait infiniment utile, au moment où le monde perd ses repères et où les tensions s'intensifient. Face aux menaces de guerre, d'apocalypse, de déshumanisation, la phronésis serait ce qui nous manque le plus cruellement.

Le plaidoyer idéalise volontiers les Anciens, les enjolive même parfois. Mais il se lit avec plaisir, car la plume est alerte et les savoirs maîtrisés. Surtout, on ressent de bout en bout combien l'autrice, universitaire devenue experte en gestion de risques et collaboratrice de *La Revue des deux mondes*, est convaincue de

PHOTO BÉNÉDICTE ROSCO/SEUIL, ANNIE CUARD, BRUNO LEVY

A Oslo, la création littéraire célébrée

La première Conférence Jon Fosse s'est tenue le 24 avril dans la capitale norvégienne. C'est le philosophe français Jean-Luc Marion qui l'a prononcée, évoquant le pouvoir créateur de l'artiste «en termes de bonté, d'amour, de don»



Jon Fosse (à gauche), et Jean-Luc Marion (à droite), au palais royal d'Oslo, pour la Conférence Jon Fosse, le 24 avril. GORM K. GAARE/BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE NORVÈGE

FLORENCE NOIVILLE
envoyée spéciale à Oslo

Cela commence comme un conte de fées, avec une princesse et une prophétie. Sous les lambris dorés et les lustres en cristal, dans une salle de réception du palais royal d'Oslo, 250 personnes attendent dans le brouhaha, quand soudain, silence : le public se lève et tous les visages se tournent vers la très blonde et très altière Mette-Marit de Norvège. Connue pour son amour de la littérature, son aîtesse royale – elle est l'épouse du prince Haakon, qui montera sur le trône à la mort de son père, octogénaire, le roi Harald V – s'apprête à ouvrir la cérémonie. Un discours que cette protectrice des arts conclut par ces mots : «*De cette journée, l'avenir se souviendra.*»

Cette journée, c'est celle de la première Conférence Jon Fosse, qui s'est tenue jeudi 24 avril dans la capitale norvégienne. On se rappelle qu'en 2023 le dramaturge et romancier Jon Fosse a été le quatrième auteur norvégien – après Bjørnstjerne Bjørnson (1903), Knut Hamsun (1920) et Sigrid Undset (1928) –

distingué par le prix Nobel de littérature. Soutenue par la princesse et par le ministère de la culture, la Bibliothèque nationale de Norvège a alors eu l'idée de démultiplier l'effet de ce prix en lançant une grande conférence annuelle. «*Il ne s'agit pas seulement d'honorer Jon Fosse [qui est déjà, avec Ibsen, l'auteur norvégien le plus joué au monde]*, explique le directeur de la bibliothèque, Aslak Sira Myhre, mais, plus généralement, d'insister sur l'apport crucial de la littérature en ces temps incertains.»

Quelque 5 millions de couronnes norvégiennes (près d'un demi-million d'euros) ont été investis dans cet événement retransmis via tous les canaux possibles et diffusé en direct dans toutes les bibliothèques publiques du pays jusqu'au cap Nord. «*Notre ambition est de devenir l'équivalent, dans le domaine de la culture, de la Conférence annuelle de la Norges Bank*», précise Aslak Sira Myhre en faisant référence à l'allocution très attendue, dans le domaine de la finance internationale, de la banque centrale norvégienne sur la situation économique et monétaire. «*A cette occasion, le monde est vu à travers une lentille économique. Avec la Conférence Jon Fosse, nous voulons faire de même, mais en orientant la focale vers la culture.*»

Traduction : chaque année, un orateur spécialiste de philosophie, de musique, de théâtre, de poésie... et choisi par un

panel de personnalités scandinaves viendra à Oslo parler de la façon dont il voit la littérature à travers le prisme de sa discipline. Après quoi, le prix de la traduction Jon Fosse – doté de 500 000 couronnes (environ 42 000 euros), ce qui en fait l'une des plus importantes récompenses accordées dans le domaine – sera remis à un traducteur littéraire dont le travail aura particulièrement contribué au rayonnement des lettres norvégiennes.

Ce 24 avril donc, c'est le philosophe, penseur catholique et académicien

« J'ai toujours eu l'impression que Jean-Luc Marion et moi ne pensions pas si différemment... »
Jon Fosse

français Jean-Luc Marion qui était invité à prononcer la première Conférence. Un choix approuvé par Jon Fosse lui-même. «*Je n'avais jamais rencontré Jean-Luc Marion*, confie le Prix Nobel au «*Monde des livres*», mais j'avais lu quelques-uns de ses ouvrages, en particulier Dieu sans l'être [PUF, 2013], et j'ai toujours eu l'impression que lui et moi ne pensions pas si différemment...»

De son côté, le philosophe avoue, « à [sa] grande honte », qu'il n'avait « jamais

lu Fosse » ni ne l'avait vu représenté sur scène. Mais, ajoute-t-il, «*cela fait désormais six mois que j'ai passé en compagnie de ses livres et cela a été une découverte étonnante. Sa langue si particulière résonne fort pour un lecteur français. Et il y a [dans sa prose] cette chose miraculeuse qui veut que tout se passe dans une apparence de platitude complète, mais que se dessine pourtant un itinéraire mental et spirituel tout à fait prenant*.»

C'est seulement la veille de la conférence que le face-à-face entre les deux

hommes a eu lieu. Le philosophe était impatient de rencontrer l'écrivain mais s'en inquiétait. «*Je me disais : "Cet homme de la mer, bourru, cet ancien alcoolique devenu ascète, lorsqu'il va me voir, moi le Parisien avec mon noeud papillon, va sûrement avoir un moment de retrait !"* Or, c'est le contraire qui s'est produit, s'étonne Marion.

«*C'est très bizarre que cet écrivain que j'avais toute raison de ne pas connaître et de ne pas comprendre soit devenu en si peu de temps quelqu'un que j'ai l'impression d'avoir toujours compris.*»

Car (hormis la peinture de Marc Rothko qu'ils goûtent l'un et l'autre) ce qui rapproche les deux hommes, ce sont leurs vues sur la création – le thème qui donne justement son titre à la conférence de Marion dont le texte (*Création*, 72 pages, 299 couronnes) est publié par la Biblio-

thèque nationale de Norvège. «*Que pouvons-nous penser quand nous disons "création" ?*», s'interroge le philosophe, qui y analyse la manière dont le concept a été forgé par l'histoire de la métaphysique et celle dont il «*informe notre vision actuelle du pouvoir de créer*».

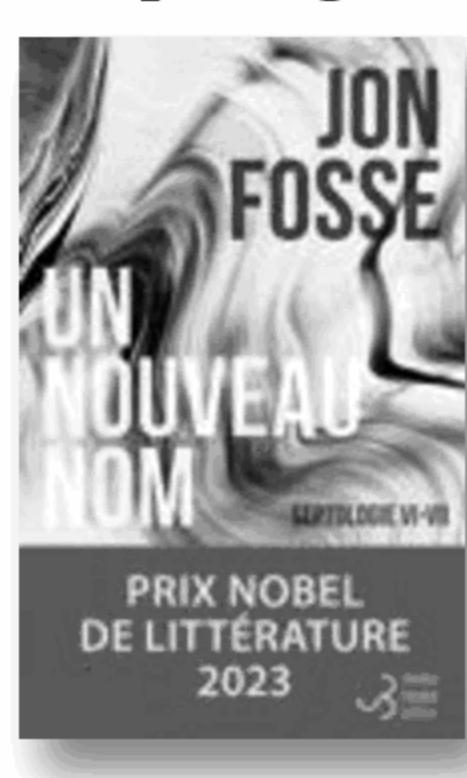
Considérant la création en termes bibliques – «*c'est-à-dire non pas en termes de production, mais en termes de bonté, d'amour, de don*» –, Jean-Luc Marion suggère que les artistes créent «*d'abord une façon de voir et d'écouter*». Et qu'ils posent sur le monde «*un regard qui ne possède pas ce qu'il voit comme un objet mais le reçoit comme un don*». En d'autres termes, conclut-il en citant Claudel et Soljenitsyne, «*l'artiste ne part vient à son œuvre accomplie qu'en n'inventant rien*».

Aucune approche du travail d'écriture ne pouvait résonner davantage avec celle de Jon Fosse. A Vienne, où il passe ses étés, ce dernier nous confiait en 2024 qu'écrire a toujours signifié pour lui «*s'asseoir à sa table et écouter*» («*Le Monde des livres*» du 2 août 2024). «*C'est étrange poursuivait-il, mais j'ai l'impression que ce que j'entends, le texte qui me vient, est déjà écrit (...) et que je dois le coucher sur le papier avant qu'il ne disparaisse.*»

A la Bibliothèque nationale de Norvège, Jean-Luc Marion nous confiait de manière similaire : «*Quand on trouve quelque chose de vrai en philosophie, cela se déploie tout seul. Vous n'avez qu'à suivre... En ce qui me concerne, je peux dire qu'il y a certains chapitres et certaines pages de mes livres qui sont venus sans moi. D'un seul coup, le bon concept ou le bon argument est arrivé et a ouvert une perspective que je n'avais plus qu'à suivre. Je lisais une carte Michelin, mais je ne la traçais pas...*»

Après la remise du prix du traducteur à Hinrich Schmidt-Henkel, le fidèle «*passeur* » de Jon Fosse en allemand, la conférence s'est conclue par un dîner de gala, toujours en présence du couple princier. La prédiction de son aîtesse se réalisera-t-elle, ce nouveau rendez-vous s'installera-t-il dans la durée ? Deviendra-t-il – un peu à l'instar de la journée de remise du prix Nobel de littérature par le roi de Suède – ce temps fort de la vie culturelle internationale que les organisateurs appellent de leurs vœux ? A ce stade, le conte de fées ne fait que commencer et, c'est le cas de le dire, Dieu seul sait ce que réservent ses prochains chapitres. ■

«Septologie», un grand roman de Jon Fosse sans point final



LORSQUE, À LA FIN DES ANNÉES 2000, provisoirement lassé de l'écriture théâtrale, Jon Fosse a eu envie de se lancer – ou plus exactement de se relancer – dans la prose, dont il avait tâté dans *Melancholia I et II* (P.O.L, 1998, et Circé, 2002), l'écrivain norvégien n'a pas fait les choses à moitié. Imaginant une histoire courant sur sept jours, la semaine qui précède Noël, il a conçu un ensemble romanesque en sept volets. Une *Septologie* qui, en 1500 pages, explore ses thèmes de prédilection, l'art, le double, le temps, le mystère de la foi, la transcendance.

En France, la traduction de ce monument chez Christian Bourgois a commencé avec *L'Autre Nom* (2021), puis *Je est un autre* (2024), qui paraît en poche, éd. Christian Bourgois, « Satellites »,

448 pages, 12 euros). Elle se clôt aujourd'hui avec *Un nouveau nom. Septologie VI-VII* (traduit du néo-norvégien par Jean-Baptiste Coursaud, 250 pages, 21 euros, numérique 16 euros), qui vient plaquer un accord ultime (quoique irrésolu) sur cette œuvre majeure. Nous sommes sur la côte ouest de la Norvège. Bientôt, le peintre Asle ira retrouver son voisin Asleik et sa femme pour le réveillon. Mais comment ne pas penser à un autre Asle, peintre lui aussi, qui se meurt à l'hôpital non loin de là ?

Asle et Asle sont des sosies, deux versions d'un même homme. Choix ou hasards, à chaque embranchements de leur existence, leurs chemins ont divergé : l'un, veuf, mène une vie calme et connaît le succès, tandis que l'autre,

obscur et solitaire, est dévasté par l'alcoolisme. Lors d'un trajet en bateau, les souvenirs du premier remontent. Souvenirs, mais aussi pensées, ressassements, visions, prières..., le tout se mélange en une quasi-verbigeration (chapeau au traducteur !) hantée par deux questions existentielles : pourquoi menons-nous notre vie et non celle d'un autre ? Pourquoi sommes-nous qui nous sommes ?

Si l'on accepte de se laisser aspirer par son rythme lent et obsessionnel, la phraséologie fossienne hypnotise. *Septologie* n'est qu'un long ruban de mots, une incantation sans point ni fin, qui ne s'interrompt que lorsque l'écrivain le déchire (ce ruban) le soir de Noël, en plein Ave Maria et juste avant le mot « mort ». ■ FL. N.

Tharcisse Sinzi

« Vivre ou mourir, mais debout ! »

Dans « Combattre », l'ingénieur et karatéka tutsi témoigne de faits de résistance aux génocidaires qu'il a menés, en avril 1994, et dont il est un des rares survivants

PIERRE LEPIDI

Son avenir s'annonçait tellement incertain qu'au moment de lui choisir un patronyme rwandais, son père l'a appelé Sinzi, « je ne sais pas », en kinyarwanda. Soixante-cinq ans plus tard, dans un hôtel du 11^e arrondissement de Paris, il émane de Tharcisse Sinzi une autorité naturelle et une force rassurante.

Ceinture noire de karaté 7^e dan, Tharcisse Sinzi est un maître dans sa discipline. Elle lui a transmis des valeurs de courage, d'abnégation, et la puissance de ceux qui luttent pour ne pas mourir. En avril 1994, le karatéka a organisé deux mouvements de résistance pendant le génocide des Tutsi, comme il le raconte dans *Combattre*, une autobiographie écrite avec Thomas Zribi, journaliste ayant déjà beaucoup documenté le génocide des Tutsi. « Chaque année lors des commémorations, je raconte comment je me suis battu aux côtés d'autres rescapés », dit Tharcisse Sinzi en jetant un regard perçant. Pour ce livre, j'ai voyagé plus loin dans ma mémoire, dans des zones de mon cerveau que je n'avais pas prévu d'explorer. »

Lorsqu'il naît en 1960 dans la région de Butare (sud du Rwanda), son pays est dirigé par un régime ségrégationniste. Après l'indépendance, obtenue auprès des Belges en 1962, les Hutu (80 % de la population) contrôlent le pays et intensifient les exactions contre les Tutsi (19 %), d'où la forte inquiétude de son père à sa naissance. Les études secondaires étant

réservées aux Hutu, Tharcisse Sinzi s'exile en 1977 au Burundi voisin, où il s'initie au karaté grâce à son frère. C'est une révélation. Sept ans seulement après avoir découvert « la voie de la sagesse », il décroche sa ceinture noire.

De retour au Rwanda en 1988 avec un diplôme en biochimie, il travaille comme laborantin à l'université de Butare et enseigne chaque soir son art martial. Tharcisse Sinzi est alors menacé par le régime, qui le soupçonne d'entraîner des soldats du Front patriotique rwandais (FPR), un mouvement politico-militaire composé de Tutsi réfugiés en Ouganda. La suspicion s'accroît encore en 1990 lorsque le FPR attaque le Rwanda et plonge le pays dans une guerre civile. La haine contre les Tutsi se propage.

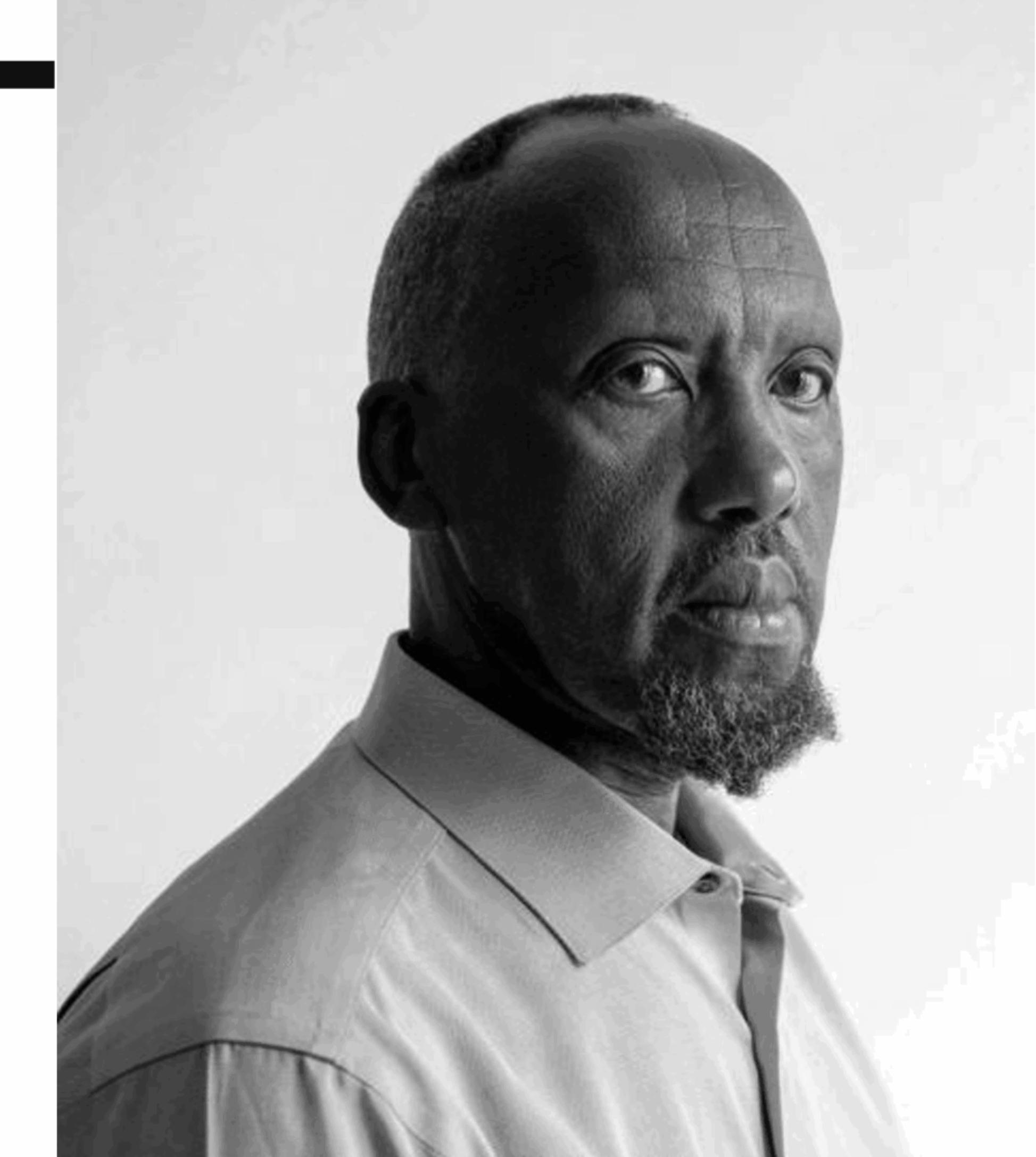
Chaque minute de vie gagnée

Elle atteint son paroxysme le 6 avril 1994, quand deux missiles percutent l'avion du président rwandais Juvénal Habyarimana, tué sur le coup. Le génocide, qui fera près d'un million de morts en trois mois, commence. Aux « barrières », des points de passage érigés par les miliciens, les Tutsi sont exterminés. Le 12 avril 1994, Tharcisse Sinzi parvient à rejoindre son village de Nyagisenyi et s'adresse aux habitants. « Les Hutu et les Tutsi étaient réunis, raconte-t-il. J'ai expliqué que nous avions les mêmes bras et les mêmes jambes que nos ennemis. Alors, résister, comme mon père me l'a toujours appris, était un devoir. Vivre ou mourir, mais debout ! »

Lorsque les miliciens s'approchent du pont qui franchit la rivière Mwogo, une pluie de pierres s'abat sur eux. Puis une autre, encore une autre... Chaque minute de vie gagnée est une victoire. « Pour que les hommes n'aient pas à se baisser, les femmes portaient les pierres dans leur pagne, se souvient Sinzi. A 17 heures, nos assassins rentraient chez eux. Ils tuaient comme ils travaillaient aux champs, avec des horaires fixes. » La plupart des Hutu, sachant qu'ils n'étaient pas directement menacés, ont ensuite quitté Nyagisenyi : « Certains de ceux qui étaient nos alliés sont devenus nos tueurs. »

La résistance a duré jusqu'au 21 avril. Ce jour-là, les miliciens sont arrivés avec des fusils et « ont tiré dans le tas ». Tharcisse Sinzi part rejoindre son père, Gakwisi, 82 ans, lui ordonne alors de fuir et de l'abandonner. Il sera assassiné quelques minutes plus tard. Sinzi aperçoit plus loin, au milieu d'une foule compacte de réfugiés, sa femme, Jeannette, et sa fille, Nadia. Dans un chaos insoutenable, il court vers elles : « mais il y avait trop de monde, trop de terreurs et un véritable mur humain à franchir ». Elles s'éloignent. Il ne les reverra plus jamais.

Avec un groupe d'une centaine de réfugiés, il atteint l'ISAR Songa, l'Institut de sciences agronomiques du Rwanda, qui s'étend sur plusieurs hectares, avec des prés, des bois, des marécages. Il trouve refuge au sommet de la plus haute colline et organise une nouvelle fois la résistance. « Les hommes étaient chargés de bloquer l'accès nord en jetant des pierres sur les miliciens au moment où ils l'escalada-



Tharcisse Sinzi, à Paris, en avril. ALEXIS CORDESSE POUR « LE MONDE »

daient, décrit-il. Si certains parvenaient à passer, d'autres hommes devaient les attaquer avec des fourches ou des bâtons. »

La résistance tient bon. Chaque nuit, d'autres Tutsi, cachés dans les forêts des alentours, rejoignent l'ISAR Songa pour s'associer à la lutte. « Comme nous redouitions que des espions s'infiltrent, on vérifiait les cartes d'identité [sur lesquelles l'ethnie était mentionnée] et on posait des questions pour vérifier qu'ils étaient bien tutsi. » Au bout d'une semaine, le groupe de Sinzi compte 3400 personnes. Mais soudain la donne change.

Le 27 avril, un hélicoptère survole la colline à basse altitude. Dans *Combattre*, Sinzi dit comprendre que l'ISAR Songa est devenu une priorité pour les autorités génocidaires et qu'elles vont recourir aux grands moyens pour attaquer. Il exhorte son groupe à fuir mais il n'est pas entendu : « Des hommes influents ont déclaré que Dieu allait nous sauver, alors nous sommes restés. »

Parmi les corps déchiquetés

Le lendemain, sur la colline opposée, un mortier de 60 millimètres est amené. En fin d'après-midi, les obus pleuvent sur les résistants. « A chaque tir, des dizaines de corps étaient projetés en l'air, raconte Sinzi. Dans le ciel, on voyait des bras, des jambes, des têtes... »

Au terme d'une course folle parmi les corps déchiquetés, il parvient encore à s'enfuir avec quelques centaines

Parcours

1960 Tharcisse Sinzi naît dans le village de Nyagisenyi (Rwanda).

DÉCEMBRE 1977 Il s'installe au Burundi, où il découvre le karaté.

DU 13 AU 21 AVRIL 1994 Il dirige un groupe de résistants aux génocidaires, à la rivière Mwogo.

DU 21 AU 28 AVRIL 1994 Il dirige un groupe de 3400 résistants, à l'ISAR Songa (un institut agricole près de Butare).

29 AVRIL 1994 Tharcisse Sinzi et 117 rescapés Tutsi arrivent au Burundi.

De retour au Rwanda après la fin du génocide, en juillet 1994, le karatéka va reprendre des études d'ingénieur technicien en construction et créer sa propre entreprise. Trois ans plus tard sera découvert dans un champ le corps de Jeanette, identifié grâce à ses vêtements. Celui de Nadia n'a jamais été retrouvé.

Sinzi s'est remarié et a aujourd'hui trois enfants. « Le karaté a été mon médicament », dit-il. Dans son village, il croise régulièrement l'assassin de sa sœur, libéré après vingt-cinq années de prison : « Il baisse les yeux quand il me voit. Je ne sais pas s'il a honte ou s'il a peur. Moi je le salue. La haine pollue l'esprit et j'ai besoin de paix pour me reconstruire. »

De justice aussi. En décembre 2024, à Paris, Tharcisse Sinzi a témoigné lors du procès en appel de Philippe Hatorekima. Naturalisé français, cet ancien adjudant-chef de la gendarmerie de Nyanza avait refait sa vie à Rennes. Après sept semaines d'audiences, il a été reconnu coupable d'avoir notamment apporté le fameux mortier de 60 millimètres à ses hommes pour « attaquer l'ISAR Songa et donner intentionnellement la mort à des milliers de Tutsi », selon le jugement de la cour d'assises. Comme en première instance, il a été condamné pour « génocide » et « crimes contre l'humanité » à la réclusion criminelle à perpétuité. Pendant le procès, Tharcisse Sinzi a été l'un des rares témoins à le regarder dans les yeux. ■

Une résistance héroïque

INTIMES ET BOULEVERSANTS, les témoignages de rescapés du génocide des Tutsi au Rwanda, publiés notamment en 2024 lors du trentième anniversaire de la tragédie, décrivent la violence des machettes, la puissance des fosses communes, les viols collectifs... Ces récits sont d'une très grande valeur car ils retracent la mécanique du dernier massacre de masse du XX^e siècle, qui fit un million de morts au printemps 1994, et parce qu'ils sont rares. Aussi rares que les survivants.

A cette puissance testimonialement, *Combattre* apporte une dimension nouvelle, en dévoi-

lant un pan de l'histoire jusqu'alors méconnu : la résistance des Tutsi. Dans cet ouvrage, Tharcisse Sinzi raconte comment il a organisé deux mouvements de résistance, dont l'un avec plus de 3400 personnes, en avril 1994. « On a toujours eu le sentiment que les Tutsi sont allés à l'abattoir sans rien faire et qu'ils se sont laissés tuer », explique au « Monde des livres » l'écrivain Gaël Faye. Le livre de Tharcisse Sinzi est précieux car il montre qu'il y a eu une résistance et qu'elle fut parfois héroïque. Son récit m'a beaucoup touché. »

Avant lui, quelques témoignages venaient de Bisesero, à l'ouest

du Rwanda. Dans ces collines, les Tutsi ont combattu avec des bâtons et des pierres les miliciens qui les encerclaient par milliers. Ils étaient réunis autour d'un chef charismatique, Aminadab Birara, tué le 25 juin 1994. En 2022, la Mairie de Paris lui a rendu hommage en donnant son nom à une place du 18^e arrondissement de la capitale. ■ P. LE

COMBATTRE.
RÉCIT D'UN RÉSISTANT
FACE AU GÉNOCIDE DES TUTSI,
de Tharcisse Sinzi,
avec Thomas Zribi,
Tallandier, 256 p., 19,90 €,
numérique 14 €.

EXTRAIT

« Notre guerre a commencé avec une mélodie. Au loin, nous les avons entendus chanter en chœur "Tuye gukora". "Nous partons au travail, nous allons tuer les cafards Tutsi !" Puis nous les avons vus. Une foule d'hommes brandissant leurs machettes, excités par la mort. Je n'ai jamais vu autant de haine. Les membres de mon groupe étaient terrorisés. Je leur ai crié de ne pas avoir peur : "Ce sont des hommes comme nous (...) ! Ils ont des machettes et nous aussi ! Tout ce qu'ils ont, nous l'avons !"

Dès qu'ils se sont approchés du pont, ils ont reçu une pluie de pierres que nous avions ramassées. Ils ne s'y attendaient pas et ont dû reculer. Nous avons tenu comme ça pendant toute la matinée. Chaque groupe de Hutu qui tentait de franchir la rivière était bombardé. Nous étions bien organisés. »

COMBATTRE, PAGE 116